

Chambre des représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1998-1999 (*)

26 AVRIL 1999

PROJET DE LOI

ajustant le budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 1999

PROJET DE LOI

contenant le quatrième ajustement du Budget général des dépenses de l'année budgétaire 1999

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES FINANCES ET DU BUDGET

PAR

M. Yves LETERME

(1) Composition de la commission :

Président : M. Didden.

A. — **Membres titulaires :**

C.V.P. MM. Didden, Leterme,
Pieters (D.), Mme Van
Haesendonck.

P.S. MM. Demotte, Dufour,
Moriau.

V.L.D. MM. Daems, De Grauwé,
Desimpel.

S.P. MM. Schoeters, Suykens.

P.R.L.- Mme Cornet, M. Reynders.
F.D.F.

VL. M. Huyssentruyt.

Blok

P.S.C. M. Arens.

Agalev/M. Tavernier.

Ecolo

C. — **Membre sans voix délibérative :**

V.U. M. Olaerts.

Voir :

- 2131 - 98 / 99 :

- N° 1 : Projet de loi.
- N° 2 : Amendements.

- 2125 - 98 / 99 :

- N° 1 et 2 : Projet de loi.
- N° 3 et 4 : Amendements.

(*) Cinquième session de la 49^e législature.

Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1998-1999 (*)

26 APRIL 1999

WETSONTWERP

houdende aanpassing van de Rijksmiddelenbegroting 1999

WETSONTWERP

houdende vierde aanpassing van de Algemene Uitgaven begroting 1999

VERSLAG

VAN DE COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN
EN HET BUDGET

UITGEBRACHT DOOR DE HEER Yves LETERME

(1) Samenstelling van de commissie :

Voorzitter : de heer Didden.

A. — **Vaste leden :**

C.V.P. HH. Didden, Leterme,
Pieters (D.), Mevr. Van
Haesendonck.

P.S. HH. Demotte, Dufour, Mo-

V.L.D. HH. Daems, De Grauwé,
Desimpel.

S.P. HH. Schoeters, Suykens.

P.R.L.- Mevr. Cornet, H. Reynders.
F.D.F.

VL. H. Huyssentruyt.

Blok

P.S.C. H. Arens.

Agalev/H. Tavernier.

Ecolo

C. — **Niet-stemgerechtigd lid :**

V.U. H. Olaerts.

Zie :

- 2131 - 98 / 99 :

- N° 1 : Wetsontwerp.
- N° 2 : Amendementen.

- 2125 - 98 / 99 :

- N° 1 en 2 : Wetsontwerp.
- N° 3 en 4 : Amendementen.

(*) Vijfde zitting van de 49^e zittingsperiode.

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a examiné les présents projets de loi d'ajustement au cours de sa réunion du 20 avril 1999.

I. — EXPOSÉ INTRODUCTIF DU VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DU BUDGET

Introduction

Le gouvernement a achevé le contrôle budgétaire par l'adoption du budget ajusté de l'année 1999 le 12 mars dernier. Compte tenu des élections du 13 juin prochain, le budget des Voies et Moyens et le budget général des dépenses ajustés ont déjà été déposés à la Chambre des Représentants au début du mois d'avril, soit un mois plus tôt que la date prévue par la loi. Ainsi, la Chambre sera en mesure d'approuver ces ajustements avant la dissolution du Parlement.

Malgré la révision à la baisse de la croissance économique, le gouvernement a respecté les engagements qu'il a pris dans le cadre du budget initial pour l'année 1999 et qui sont par ailleurs repris expressément dans le programme de stabilité 1999-2002 du 18 décembre 1998 que la Belgique a soumis aux autorités européennes.

Il importe de souligner que le budget ajusté de l'année 1999 ne s'écarte nullement de l'objectif de stabilisation du surplus primaire, c'est-à-dire le solde budgétaire hors les charges d'intérêt, à un niveau de quelque 6 % du produit intérieur brut (PIB) pour l'ensemble des pouvoirs publics.

Compte tenu des résultats favorables de l'année 1998, l'objectif en matière de besoin net de financement a quant à lui été ramené de 1,3 % du produit intérieur brut au budget initial pour l'année 1999 à 1,2 % au budget ajusté.

Le pilier le plus important de la politique budgétaire

Conformément au programme de stabilité, la stratégie visant à maintenir un solde primaire élevé constituera l'épine dorsale de la politique budgétaire dans les années à venir. Cette stratégie permettra à notre pays de passer d'un déficit à un équilibre budgétaire, voire à un excédent d'ici 2002, d'une part, et de poursuivre la réduction systématique du taux d'endettement, d'autre part.

Le Conseil européen des ministres des Finances et de l'Économie a examiné le programme de stabilité belge lors de sa réunion du 15 mars 1999 et a émis un avis très positif en la matière. Le Conseil a surtout souligné l'importance du maintien d'un surplus pri-

DAMES EN HEREN,

Uw commissie heeft deze wetsontwerpen houdende aanpassing besproken tijdens haar vergadering van 20 april 1999.

I. — INLEIDENDE UITEENZETTING VAN DE VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN BEGROTING

Inleiding

De regering heeft op 12 maart jongstleden, de begrotingscontrole afgerond met de goedkeuring van de aangepaste begroting voor het begrotingsjaar 1999. Gelet op de verkiezingen die op 13 juni eerstkomend plaatsvinden, werd de aanpassing van de rijksmiddelenbegroting en de algemene uitgavenbegroting reeds begin april bij de Kamer van volksvertegenwoordigers ingediend. Dit is één maand vroeger dan de in de wet voorziene datum, waardoor de Kamer in de gelegenheid wordt gesteld om deze aanpassingen nog vóór de ontbinding van het parlement goed te keuren.

Ondanks de neerwaartse herziening van de economische groei, heeft de regering zich gehouden aan de verbintenis die in het kader van de initiële begroting van 1999 werden aangegaan en die trouwens ook uitdrukkelijk werden hernomen in het stabiliteitsprogramma 1999-2002 van 18 december 1998 dat België aan de Europese instanties heeft voorgelegd.

Meer bepaald wordt in de aangepaste begroting 1999 geenszins afgeweken van de doelstelling van stabilisatie van het primair overschot, dit is het begrotingssaldo exclusief de rentelasten, op ongeveer 6 % van het bruto binnenlands product (BBP) voor de gezamenlijke overheid.

Anderzijds werd de doelstelling inzake de nettofinancieringsbehoefte, rekening houdende met de gunstige resultaten van 1998, verminderd van 1,3 % van het bruto binnenlands product in de initiële begroting 1999 tot 1,2 % in de aangepaste begroting.

De belangrijkste pijler van het begrotingsbeleid

Overeenkomstig het stabiliteitsprogramma zal de begrotingsstrategie die erin bestaat een hoog primair saldo te handhaven, de ruggengraat vormen voor het begrotingsbeleid voor de komende jaren. Deze strategie zal ons land in staat stellen om enerzijds tegen 2002 het begrotingstekort om te zetten in een evenwicht of zelfs een begrotingsoverschot en anderzijds onze schuldgraad, verder systematisch af te bouwen.

De Europese Raad van ministers van Financiën en Economie heeft tijdens zijn zitting van 15 maart 1999 het Belgisch stabiliteitsprogramma onderzocht en heeft terzake een zeer positief advies uitgebracht. De Raad heeft vooral het belang onderstreept van het

maire élevé à 6 % du PIB, et ce, tant pour la réduction du déficit budgétaire que pour la réduction soutenue de la dette publique. Le Conseil souligne que cette option politique sera décisive pour la réalisation ou non des objectifs budgétaires consignés dans le programme de stabilité.

Par ailleurs, le Conseil juge que le programme de stabilité belge est crédible et pleinement conforme au Pacte de stabilité et de croissance approuvé par le Conseil européen d'Amsterdam. Enfin, il importe de souligner la nécessité de poursuivre l'assainissement des finances publiques au-delà de l'an 2002 en vue de réduire davantage notre taux d'endettement, d'une part, et de permettre à notre pays de faire face aux conséquences du vieillissement de la population à long terme, d'autre part.

1998 : un résultat tout aussi remarquable qu'en 1997

Tout comme en 1997, les résultats de l'année 1998 sont remarquables : le déficit budgétaire de l'ensemble des pouvoirs publics a baissé de 1,9 % du PIB en 1997 à 1,3 % en 1998, à comparer avec l'objectif visé de 2,3 % dans le budget initial de l'année 1998 et de 1,7 % dans le budget ajusté.

Il faut en effet remonter au début des années soixante pour retrouver un déficit public aussi bas !

Cette performance remarquable s'explique essentiellement par :

- la discipline rigoureuse observée depuis de nombreuses années tant lors de la confection que lors de l'exécution du budget;

- les décisions successives du gouvernement d'imposer des objectifs budgétaires plus stricts lors de chaque contrôle budgétaire afin de tenir compte des résultats favorables de l'année précédente;

- les marges de sécurité que le budget prévoit quant aux taux d'intérêt, ainsi que par les hypothèses prudentes retenues en matière de croissance économique.

Vu le contexte macro-économique favorable sur le plan de la croissance économique et des taux d'intérêt, cette façon de procéder a conduit à des résultats meilleurs que prévu tant en 1997 qu'en 1998 :

(En % du PIB)

(In % van het BBP)

Ensemble des pouvoirs publics <i>— Gezamenlijke overheid</i>	1997		1998	
	objectif <i>— doelstelling</i>	réalisation <i>— realisatie</i>	objectif <i>— doelstelling</i>	réalisation <i>— realisatie</i>
Besoin net de financement. — <i>Nettofinancieringsbehoefte</i>	— 2,9 %	— 1,9 %	— 1,7 %	— 1,3 %
Surplus primaire. — <i>Primair overschot</i>	5,4 %	6,0 %	6,0 %	6,1 %

Le meilleur résultat de l'année 1998 s'explique par les facteurs suivants :

— les recettes globales réalisées dépassent de 75,7 milliards de francs belges le budget ajusté; compte tenu des recettes non fiscales moins élevées (- 26,1 milliards de francs belges) et des prélèvements plus élevés en faveur des autres entités (+ 15,6 milliards de francs belges), les recettes des Voies et Moyens ne dépassent toutefois les estimations que de 33,1 milliards de francs belges;

— les charges d'intérêt sont 9 milliards de francs belges moins élevées que prévu;

— les crédits de dépenses primaires du Pouvoir fédéral affichent une sous-utilisation à concurrence de 24 milliards de francs belges;

— en revanche, ces résultats favorables ont été mis à profit pour apurer, à concurrence de 23,6 milliards de francs belges, les garanties de l'État consenties à la Société Nationale de Crédit à l'Industrie (SNCI) pour couvrir les risques de change dans le cadre des emprunts en devises contractés pour le compte de l'État.

Selon les données les plus récentes, les dépenses AMI-soins de santé de l'année n'afficherait qu'un dépassement de 2,6 milliards de francs belges par rapport à l'objectif budgétaire de 453 milliards de francs belges, soit un déficit moins important que prévu à la fois aux budgets initial (- 8,1 milliards de francs belges) et ajusté (- 4 milliards de francs belges) de l'année 1999. Ainsi, les dépenses de l'année 1998 affichent une hausse de 6 % par rapport aux dépenses de l'année 1997. À cet égard, il importe de rappeler que ce dernier pourcentage comprend la récupération des réductions tarifaires linéaires drastiques de - 3 % / - 2 % décidées en 1997, ainsi que l'indexation de 1998. La croissance réelle en volume se limiterait dès lors à 1 à 2 % en 1998. S'agissant toutefois de résultats provisoires, il importe de vérifier s'il n'y a pas eu de retards dans la facturation dans les secteurs des tiers payants.

Les dépenses de trésorerie lors des 2 premiers mois de 1999 semblent de prime abord également rassurantes dans la mesure où elles sont inférieures de 2,3 milliards de francs belges par rapport aux estimations sur la base de l'objectif budgétaire. Il convient toutefois de rappeler que les états de trésorerie des mois de janvier et février ne tiennent pas encore compte d'un certain nombre de majorations des dépenses autorisées le 1^{er} avril 1999.

Le taux d'endettement a également baissé davantage que prévu en 1998 : fin décembre, la dette brute des pouvoirs publics était de 115,8 % du PIB alors que l'objectif visé était de 118,5 %. Cela revient à une réduction de la dette publique belge de pas moins de 6,1 points du PIB. Dans le nouveau programme de convergence de 1996, l'objectif visé pour l'année 1998 s'élevait encore à 125,2 % du PIB. Par rapport à 1993, le taux d'endettement a été réduit de 19,2 points. Cette réduction de la dette publique s'explique tant par des fac-

Het beter resultaat van 1998 kan worden verklaard door volgende factoren :

— de gerealiseerde totale ontvangsten liggen 75,7 miljard Belgische frank hoger ten opzichte van de aangepaste begroting; rekening houdende met de lagere niet fiscale ontvangsten (- 26,1 miljard Belgische frank) en de hogere voorafnemingen ten gunste van de andere entiteiten (+ 15,6 miljard Belgische frank), liggen de rijksmiddelenontvangsten evenwel slechts 33,1 miljard Belgische frank hoger dan geraamd;

— de intrestlasten liggen 9 miljard Belgische frank lager dan begroot;

— de primaire uitgavenkredieten van de federale overheid ten slotte vertonen een onderbenuttiging van 24 miljard Belgische frank;

— anderzijds werd van deze gunstige resultaten gebruik gemaakt om ten belope van 23,6 miljard Belgische frank de staatswaarborgen aan te zuiveren die werden verstrekt aan de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid (NMKN) voor de dekking van de wisselkoersrisico's in het kader van deviezenleningen die werden aangegaan voor rekening van de Staat.

De ZIV-uitgaven voor gezondheidszorgen 1998 zouden slechts een overschrijding van 2,6 miljard Belgische frank vertonen ten aanzien van het begrotings-objectief van 453 miljard Belgische frank. Dit is met andere woorden een minder groot tekort dan verwacht bij de opmaak van de initiele begroting 1999 (- 8,1 miljard Belgische frank) en bij de begrotingscontrole 1999 (- 4 miljard Belgische frank). De uitgaven 1998 vertonen hiermee een stijging van 6 % ten aanzien van de uitgaven 1997. Hierbij dient eraan te worden herinnerd dat in die 6 % de recuperatie begrepen is van de drastische lineaire tariefverminderingen met - 3 % / - 2 % die in 1997 werden beslist, evenals de indexatie 1998. De reële volumeaanwas '98 zou hierdoor beperkt gebleven zijn tot 1 à 2 %. Het betreft evenwel voorlopige resultaten waarbij nader moet worden onderzocht of er geen facturatievertragingen in derdebetalerssectoren zijn voorgekomen.

De thesaurieuitgaven voor de eerste 2 maanden van 1999 zijn *prima facie* eveneens geruststellend, in zover ze 2,3 miljard Belgische frank onder de ramingen op basis van de begrotingsdoelstelling liggen. Er dient evenwel aan herinnerd dat een aantal uitgavenverhogingen toegestaan op 1 januari 1999 nog niet verrekend zijn in de thesauriestaten voor januari en februari.

Ook de schuldgraad daalde in 1998 meer dan verwacht : eind december bedroeg de brutoschuld van de overheid 115,8 % van het BBP terwijl de doelstelling 118,5 % bedroeg. Dit betekent een vermindering van de Belgische overheidsschuld in 1998 met liefst 6,1 BBP-punten. In het nieuwe convergentieprogramma van 1996 bedroeg de doelstelling voor 1998 nog 125,2 % van het BBP. Ten opzichte van 1993 werd de schuldgraad met 19,2 punten verminderd. Deze schuldafbouw is zowel te danken aan endogene

teurs endogènes, à savoir la politique d'assainissement de nos finances publiques soutenue depuis des années, que par des facteurs exogènes, comme, par exemple les ventes d'actifs. Surtout ce dernier facteur a joué un rôle important ces dernières années.

Cette performance est largement due à « l'effet boule de neige inversé » de la dette publique qui résulte précisément des politiques de réduction du déficit public et d'augmentation substantielle du solde primaire menées pendant de longues années.

Grâce aux efforts consentis par les divers pouvoirs publics durant des années en vue de l'assainissement de nos finances publiques, 1998 est devenue une année historique puisque notre pays a été autorisé à participer à la troisième phase de l'Union économique et monétaire européenne dès le 1^{er} janvier 1999.

La réussite de la politique menée a également été reconnue par le Conseil Supérieur des Finances et par le Fonds Monétaire International.

Dans son avis du 4 mars 1999 relatif à la réalisation des objectifs du nouveau programme de convergence en 1998, la section « Besoins de financement des pouvoirs publics » du Conseil Supérieur des Finances précise que, tout comme en 1997, ces objectifs sont largement dépassés en 1998 tant en ce qui concerne la réduction du taux d'endettement qu'au niveau du besoin net de financement.

Le Conseil Supérieur des Finances attire également l'attention sur l'incidence croissante de l'inversion de l'effet boule de neige qui est calculé sur la base de l'écart entre le surplus primaire réalisé et le solde d'équilibre primaire nécessaire à la stabilisation du taux d'endettement.

(En % du PIB)

(In % van het BBP)

Incidence de l'effet boule de neige inversé. — *Weerslag van het omgekeerde sneeuwbaleffect*

	1995	1996	1997	1998
Solde primaire réel. — <i>Werkelijk primair saldo</i>	4,0	4,7	2,4	1,7
Solde d'équilibre primaire. — <i>Primair evenwichtssaldo</i> .	5,0	5,4	6,0	6,1
Écart. — <i>Verschil</i>	1,0	0,7	3,6	4,3

Tout en précisant que cette évolution est en grande partie structurelle, le Conseil Supérieur des Finances fait observer que le solde d'équilibre primaire peut augmenter considérablement en cas de ralentissement de la croissance économique.

Et d'ajouter que le Pouvoir fédéral a réussi à réaliser chaque année une réduction considérable de son besoin net de financement (- 4,5 % du PIB entre 1993 et 1998, dont 0,6 % en 1998), alors que le surplus primaire a augmenté passant de 1,3 % en 1993 à 5,1 % du PIB en 1998. Selon le Conseil, ce résultat découle intégralement de la maîtrise réussie des dé-

facteurs, met name het sinds jaren aangehouden beleid inzake de gezondmaking van onze overheidsfinanciën, als aan exogene factoren zoals bijvoorbeeld de verkoop van activa. Deze laatste factor was vooral de laatste jaren belangrijk.

Deze prestatie is in grote mate te danken aan het « omgekeerd sneeuwbaleffect » van de overheidschuld dat precies het gevolg is van het jarenlang gevoerde beleid inzake de vermindering van het overheidstekort en de substantiële verhoging van het primair saldo.

Dankzij de inspanningen die de verschillende overheden sinds jaren hebben geleverd voor de gezondmaking van onze overheidsfinanciën werd 1998 een historisch jaar aangezien ons land op 1 januari 1999 mocht toetreden tot de derde fase van de Europese Economische en Monetaire Unie.

Het welslagen van het gevoerde overheidsbeleid werd ook erkend door de Hoge Raad van Financiën en het Internationaal Monetair Fonds.

In het advies van 4 maart 1999 van de afdeling « Financieringsbehoeften van de Overheid » van de Hoge Raad van Financiën over de verwezenlijking van de doelstellingen van het nieuwe convergentieprogramma in 1998, wordt gesteld dat deze doelstellingen, net als in 1997, in 1998 ruimschoots worden overtroffen, zowel inzake de vermindering van de schuldgraad, als op het vlak van de nettofinancieringsbehoefte.

De Hoge Raad van Financiën vestigt ook de aandacht op de toenemende weerslag van het omgekeerde sneeuwbaleffect, dat berekend wordt op basis van het verschil tussen het gerealiseerde primair overschat en het primair evenwichtssaldo dat vereist is om de schuldratio te stabiliseren.

De Hoge Raad van Financiën stelt dat deze evolutie voor een groot gedeelte structureel van aard is, maar wijst erop dat het primair evenwichtssaldo gevoelig kan toenemen ingeval van vertraging van de economische groei.

Verder stelt de Hoge Raad van Financiën dat de federale overheid erin geslaagd is om haar nettofinancieringsbehoefte elk jaar gevoelig te verminderen (- 4,5 % van het BBP tussen 1993 en 1998, waarvan 0,6 % in 1998), terwijl het primair overschat is toegenomen met 1,3 % in 1993 tot 5,1 % van het BBP in 1998. Dit laatste is, aldus de Raad, meer dan volledig

penses primaires, étant donné que les taux de croissance réels étaient même négatifs pendant quatre de ces six années.

Dans son rapport daté du 8 mars dernier, le Fonds Monétaire International félicite les autorités belges pour le progrès impressionnant réalisé sur le plan de la politique macro-économique menée ces dernières années. « *There had been a steep decline in the fiscal deficit, and the monetary authorities had shown an unwavering commitment to achieving price stability via a hard peg to the deutsche mark. With Belgium a founder member of the Euro area, this policy resolve had delivered its long-standing goal. It had also played a key role in strengthening private confidence, setting the stage for a firm recovery of domestic demand over the past few years.* »

Le contrôle budgétaire de l'année 1999 : maintien des objectifs initiaux

Tout comme en 1998, les objectifs budgétaires pour l'année 1999 ont pu être maintenus sans devoir demander un effort particulier à la population, ce qui démontre le caractère structurel de l'assainissement des finances publiques.

Le contrôle budgétaire, amorcé le 10 décembre 1998 et achevé le 12 mars 1999, visait tout d'abord à actualiser les estimations des recettes et dépenses compte tenu des réalisations de l'année 1998, d'une part, et des nouveaux paramètres macro-économiques, d'autre part.

Dans ce contexte, une discipline tout aussi grande a été observée que lors de la confection du budget initial. À cette fin, les instructions suivantes ont été respectées :

- un surplus primaire égal à 5,3 % du produit intérieur brut pour le Pouvoir fédéral et la sécurité sociale;

- un besoin net de financement égal à 1,3 % du produit intérieur brut pour l'ensemble des pouvoirs publics;

- la compensation d'initiatives nouvelles et de crédits de fonctionnement et d'investissement supplémentaires.

Les départements ont scrupuleusement respecté ces instructions ainsi qu'il ressort de l'importance limitée des crédits supplémentaires qu'ils ont sollicités. Leurs propositions de révision n'excédaient que de 6 milliards de francs belges le budget initial, soit un montant nettement inférieur par rapport aux années précédentes. L'on peut même dire que les départements ont subi un vrai choc culturel. Ces crédits supplémentaires ont pu être éliminés quasi intégralement.

À l'approche des élections, le gouvernement ne s'est nullement laissé tenter à prendre, lors des arbitrages politiques, des initiatives qui ne sauraient être financées dans les limites des objectifs budgétai-

te danken aan de geslaagde beheersing van de primaire uitgaven, gezien de reële groeivoeten in vier van de zes jaren zelfs negatief waren.

In zijn rapport van 8 maart laatstleden, looft het Internationaal Monetair Fonds de Belgische autoriteiten omwille van de indrukwekkende vooruitgang op het vlak van het macro-economisch beleid gedurende de voorbije jaren. « *There had been a steep decline in the fiscal deficit, and the monetary authorities had shown an unwavering commitment to achieving price stability via a hard peg to the deutsche mark. With Belgium a founder member of the Euro area, this policy resolve had delivered its long-standing goal. It had also played a key role in strengthening private confidence, setting the stage for a firm recovery of domestic demand over the past few years.* »

Begrotingscontrole 1999 : behoud van de initiële doelstellingen

Net zoals in 1998, konden de begrotingsdoelstellingen voor 1999 worden aangehouden zonder dat hiervoor een bijzondere inspanning van de bevolking diende te worden gevraagd. Dit toont het structureel karakter aan van de gezondmaking van de overheidsfinanciën.

De begrotingscontrole, die werd opgestart op 10 december 1998 en werd afgerond op 12 maart 1999, was in de eerste plaats bedoeld om de ramingen van ontvangsten en uitgaven te actualiseren, rekening houdende met de realisaties van 1998 enerzijds en met de nieuwe macro-economische parameters anderzijds.

Hierbij werd een even grote discipline aan de dag gelegd als bij de opmaak van de initiële begroting. Te dien einde werden de volgende richtlijnen in acht genomen :

- een primair overschot gelijk aan 5,3 % van het bruto binnenlands product voor de federale overheid en de sociale zekerheid;

- een nettofinancieringsbehoefte gelijk aan 1,3 % van het bruto binnenlands product voor de gezamenlijke overheid;

- de compensatie van nieuwe initiatieven en van bijkredieten inzake werkings- en investeringsuitgaven.

Dat de departementen deze richtlijnen hebben gevolgd, blijkt uit de beperkte bijkredieten die werden gevraagd. Hun voorstellen lagen slechts 6 miljard Belgische frank hoger dan de initiële begroting, hetgeen beduidend minder is in vergelijking met vorige jaren. Men kan zelfs stellen dat de departementen een ware cultuurschok hebben ondergaan. Deze bijkredieten konden nagenoeg volledig worden weggewerkt.

Tijdens de politieke arbitrages, heeft de regering zich in het licht van de verkiezingen geenszins laten verleiden tot het nemen van initiatieven die niet binnen de begrotingsdoelstellingen kunnen worden

res. Aussi, les marges budgétaires très réduites n'ont-elles certainement pas été dépassées. De plus, le budget ajusté prévoit également une marge de sécurité.

Des moyens pour des besoins prioritaires

Les efforts d'assainissement de nos finances publiques soutenus depuis des années ont permis de dégager des marges budgétaires pour le financement de besoins nouveaux sans pour autant compromettre les objectifs budgétaires.

À cet égard, la priorité a été donnée à l'emploi, la Justice et la sécurité, aux mesures sociales, ainsi qu'à la réduction du poids de la pression fiscale élevée.

Cela a permis au gouvernement de créer dans le budget initial pour l'année 1999 les marges nécessaires au financement de la réduction des prélèvements fiscaux et parafiscaux et à la prise de mesures sociales. À la lumière du ralentissement de la croissance économique, le gouvernement a toutefois décidé à l'époque d'attendre, par souci de précaution, le contrôle budgétaire pour avancer éventuellement d'un trimestre la nouvelle réduction des charges patronales.

À l'occasion du contrôle budgétaire de l'année 1999, il est apparu qu'une marge budgétaire suffisante pouvait effectivement être libérée non seulement pour la réduction des charges patronales, mais aussi pour avancer les autres mesures du 1^{er} juillet au 1^{er} avril 1999 :

Incidence de la mise en vigueur avancée des décisions du 13 octobre 1998

(En millions de francs belges)

Réduction des charges patronales	3 950
Mesures sociales.	
— Majoration des pensions antérieures à 1991, ainsi que du revenu garanti aux personnes âgées	400
— Majoration du minimum exonéré d'impôt de 1 000 francs par conjoint	275
— Aide aux personnes âgées : relèvement de la limite de revenu de 5 %	125
— Majoration du supplément d'âge pour les jeunes de plus de 18 ans	64
— ONEM : majoration des indemnités des chômeurs isolés de 42 % à 43 %	73
Réindexation des barèmes fiscaux	888
Total	5 775

gefincierd. Dienaangaande werden de trouwens beperkte budgettaire marges zeker niet overschreden. Bovendien werd ook in de aangepaste begroting een veiligheidsmarge voorzien.

Middelen voor prioritaire noden

De sinds jaren aangehouden inspanningen voor de gezondmaking van onze overheidsfinanciën hebben ertoe geleid dat budgettaire marges kunnen worden vrijgemaakt voor de financiering van nieuwe behoeften, zonder hierbij de begrotingsdoelstellingen ook maar enigszins in het gedrang te brengen.

Daarbij wordt voorrang gegeven aan de werkgelegenheid, Justitie en veiligheid, sociale maatregelen alsook de vermindering van het gewicht van de hoge fiscale druk.

Dit heeft de regering toegelaten om in de initiële begroting 1999 ruimte te creëren voor de financiering van de vermindering van fiscale en parafiscale heffingen en van sociale maatregelen. In het licht van de verzwakkende economische groei, heeft de regering toen echter voorzichtigheidshalve beslist om de begrotingscontrole af te wachten om de inwerkingtreding van de nieuwe lastenverlaging voor bedrijven eventueel met een kwartaal te vervroegen.

Ter gelegenheid van de begrotingscontrole 1999 is gebleken dat er voldoende budgettaire ruimte beschikbaar kon worden gemaakt niet alleen om de lastenverlaging, maar ook de andere maatregelen te vervroegen van 1 juli naar 1 april 1999 :

Weerslag van de vervroegde inwerkingtreding van de beslissingen van 13 oktober 1998

(In miljoen Belgische frank)

Vermindering patronale bijdragen	3 950
Sociale maatregelen.	
— Verhoging pensioenen van vóór 1991, alsook van het gewaarborgd inkomen voor bejaarden	400
— Verhoging belastingsvrij minimum per gehuwde met 1 000 frank	275
— Hulp aan bejaarden : verhoging inkomensgrens met 5 %	125
— Verhoging leeftijdstoelag voor jongeren ouder dan 18 jaar	64
— RVA : verhoging niveau werkloosheidsvergoeding voor de alleenstaande arbeider van 42 % tot 43 %	73
Herindexering belastingschalen	888
Totaal	5 775

En vue de l'exécution de l'accord interprofessionnel 1999-2000 en ce qui concerne le salaire minimum, une provision de 1 milliard de francs belges a été inscrite au budget général des dépenses. Les modalités concrètes de son utilisation seront définies plus tard après concertation avec les partenaires sociaux.

De plus, le gouvernement a également dégagé un montant de 125 millions de francs belges pour alimenter le Fonds de compensation pour les travailleurs frontaliers belges, d'une part, et un même montant pour introduire un nouveau système de subvention des fonds libres d'allocations familiales à partir du 1^{er} janvier 1999, d'autre part.

Un montant de 4 milliards de francs belges a été prévu en vue de l'apurement partiel des montants dus aux Communautés pour le financement de l'enseignement suite à la révision par le Registre national de l'évolution pour les 12 dernières années des données relatives au groupe des jeunes de moins de 18 ans.

Des efforts supplémentaires en faveur de l'emploi

Dans le cadre du plan d'action belge pour l'emploi, les efforts consentis lors de la confection du budget initial ont encore été renforcés à l'occasion du contrôle budgétaire.

L'avancement de l'entrée en vigueur de la réduction supplémentaire des charges patronales sera bénéfique pour l'emploi. À la lumière du programme de réduction des charges patronales décidée à concurrence de 108 milliards de francs belges échelonnés sur 6 ans, les partenaires sociaux sont en effet disposés à prendre des initiatives relatives à l'emploi (interruption de carrière, congé-éducation, travail à temps partiel, formation, élimination des systèmes inégaux de classification des fonctions).

Dans le cadre de la politique de promotion de l'emploi et de la lutte contre le travail au noir, une expérience avec les chèques-services pour des travaux de peinture et de tapissage a été lancée à partir du 1^{er} avril. Ce secteur se caractérise par un faible degré de prestations professionnelles en raison du coût du travail assez élevé. À cette fin, un montant de 200 millions de francs belges a été libéré. La mise en œuvre de cette mesure a été confiée à l'Office national de l'emploi en collaboration avec les ALE. Cette expérience semble d'ores et déjà réussie.

Aide humanitaire aux réfugiés kosovars

Suite aux développements très récents au Kosovo, le Conseil des ministres a décidé que notre pays participera à diverses opérations à caractère humanitaire.

Met het oog op de uitvoering van het interprofessioneel akkoord 1999-2000 voor wat betreft het minimumloon, werd in de Algemene Uitgavenbegroting een provisie van 1 miljard Belgische frank ingeschreven. De concrete uitvoeringsmodaliteiten zullen later, na overleg met de sociale partners, worden vastgelegd.

Daarnaast heeft de regering ook telkens een bedrag van 125 miljoen Belgische frank vrijgemaakt om het compensatiefonds voor de Belgische grensarbeiders te stijven, enerzijds, en een nieuw betoelagingssysteem voor de vrije kinderbijslagfondsen in te voeren met ingang van 1 januari 1999, anderzijds.

Tevens werd een bedrag van 4 miljard Belgische frank voorzien met het oog op de gedeeltelijke aanzuivering van de bedragen die aan de Gemeenschappen zijn verschuldigd voor de financiering van het onderwijs en dit ingevolge de herziening door het Rijksregister van de evolutie van de cijfers over de jongste 12 jaar betreffende de bevolkingsgroep jonger dan 18 jaar.

Bijkomende inspanningen voor de werkgelegenheid

In het kader van het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid, werden ter gelegenheid van de begrotingscontrole de inspanningen die bij de initiële begroting werden gedaan, nog versterkt.

De reeds vermelde vervroeging van de inwerkingtreding van de bijkomende lastenverlaging zal de werkgelegenheid ten goede komen. In het licht van het besliste programma van lastenverlagingen ten belope van 108 miljard Belgische frank, gespreid over 6 jaar, werden de sociale partners immers bereid gevonden om initiatieven te nemen met betrekking op de werkgelegenheid (loopbaanonderbreking, educatief verlof, deeltijdse arbeid, vorming, wegwerken van ongelijke functieclassificaties).

In het kader van het beleid ter bevordering van de werkgelegenheid en de strijd tegen het zwartwerk, is vanaf 1 april een experiment van start gegaan met de dienstencheques voor schilder- en behangwerken. Deze sector wordt gekenmerkt door een lage graad van beroepsprestaties ten gevolge van de vrij hoge arbeidskost. Hiervoor werd een bedrag van 200 miljoen Belgische frank vrijgemaakt. De uitvoering van deze maatregel wordt toevertrouwd aan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, in samenwerking met de PWA's. Dit experiment blijkt nu al een succes te zijn.

Humanitaire hulpverlening aan de vluchtingen uit Kosovo

Ingevolge de zeer recente ontwikkelingen in Kosovo, heeft de Ministerraad beslist dat ons land zal deelnemen aan verschillende operaties van humanitaire aard.

Répondant à l'appel de l'UNHCR d'offrir un accueil aux réfugiés les plus vulnérables lorsqu'un accueil adéquat dans la région même ou ailleurs n'est pas possible, le gouvernement a accepté d'accueillir 1200 personnes au maximum. Cet accueil sera réalisé dans les centres déjà existants à Kapellen et Bevingen, dans les nouveaux centres à Trooz et à Anvers pour lesquels une convention sera conclue avec la Croix-Rouge, ainsi que par la création d'un accueil d'urgence à Montignies-le-Tilleul et/ou Morlanwelz. Selon une estimation plutôt maximaliste, le coût s'élève à 350 millions de francs belges. Une partie de ce coût sera financée à l'aide de crédits existants.

En outre, le gouvernement a décidé de libérer au budget de la Coopération au développement (« aide d'urgence » — « coopération internationale ») un montant de 500 millions de francs belges qui sera utilisé notamment pour le financement d'un village d'accueil pour les réfugiés. La construction de ce village d'accueil sera assurée par quelque 200 militaires belges. Ces dépenses seront financées dans les limites du budget actuel de la Coopération au développement, tandis que les frais de personnel y afférents restent à charge de la Défense nationale.

Enfin, le gouvernement a également marqué son accord sur la participation de quelque 650 militaires belges à l'opération humanitaire *Allied Harbour* dirigée par l'OTAN. Leur mission consistera à assister les organisations d'aide humanitaire internationales et à assurer la sécurité locale.

Outre ces initiatives nouvelles, un certain nombre de décisions en faveur de l'aide humanitaire au Kosovo ont déjà été prises au début de cette année. Les moyens nécessaires sont déjà prévus au budget.

Il s'agit de la contribution belge à charge du budget des Affaires étrangères à « l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe » (OSCE) qui envoie des observateurs sur place : le coût de ces activités est de 289 millions de francs belges en 1999 et a déjà été financé à l'aide de moyens de l'année 1998.

Des opérations sont également déjà financées à charge du budget de la Défense nationale. Il s'agit notamment de l'engagement d'avions F-16, ainsi que de fonctions d'état-major et de liaison. Répondant à l'appel de l'OTAN, le Conseil des ministres a décidé le 19 avril dernier d'engager 4 avions F-16 supplémentaires. L'incidence budgétaire globale est estimée à quelque 80 millions de francs belges en 1999.

Ingaande op de oproep van de UNHCR om opvang te bieden aan de meest kwetsbare vluchtelingen wanneer in de regio zelf of elders behoorlijke opvang onmogelijk is, heeft de regering aanvaard om maximaal 1 200 personen op te vangen. Deze opvang zal gebeuren in de reeds bestaande centra van Kapellen en Bevingen, nieuwe centra in Trooz en Antwerpen waarvoor een conventie met het Rode Kruis wordt afgesloten, alsook door de creatie van noodopvang te Montigny-le-Tilleul en/of Morlanwelz. Volgens een eerder maximalistische raming bedraagt de kostprijs hiervan 350 miljoen Belgische frank. Een gedeelte hiervan kan met bestaande middelen worden gefinancierd.

Daarnaast zal tevens op het budget « noodhulp » van de begroting « internationale samenwerking » van Ontwikkelingssamenwerking, een bedrag worden vrijgemaakt van 500 miljoen Belgische frank, dat onder meer zal worden aangewend voor de financiering van een opvangdorp voor vluchtelingen. Voor de opbouw van dit opvangdorp zullen een 200 Belgische militairen worden ingezet. Deze uitgaven zullen worden gefinancierd binnen de huidige begroting van Ontwikkelingssamenwerking. De betreffende personeelskosten blijven ten laste van Landsverdediging.

Ten slotte heeft de regering eveneens haar goedkeuring gehecht aan de Belgische deelname aan de NAVO-geleide humanitaire operatie *Allied Harbour*, waarvoor ons land ongeveer 650 militairen zal inzetten. Hun opdracht bestaat erin de internationale humanitaire hulporganisaties bij te staan en de lokale veiligheid te verzekeren.

Naast deze nieuwe initiatieven, werden reeds begin van dit jaar een aantal beslissingen genomen ten behoeve van de humanitaire hulpverlening aan Kosovo en waarvoor de nodige middelen in de begroting voorhanden zijn.

Het betreft enerzijds de Belgische bijdrage ten laste van de begroting Buitenlandse Zaken aan de « Organisatie voor veiligheid en samenwerking in Europa » (OVSE) die waarnemers ter plaatse stuurt. De kostprijs betreffende de activiteiten voor 1999 bedraagt 289 miljoen Belgische frank en werd reeds gefinancierd met middelen van 1998.

Op de begroting van Landsverdediging worden eveneens reeds operaties gefinancierd (onder meer het inzetten van F-16 vliegtuigen, alsook staf- en verbindingsfuncties). De Ministerraad heeft op 19 april laatstleden, ingaande op een verzoek van de NAVO, beslist om 4 bijkomende F-16 vliegtuigen in te zetten. De totale budgettaire weerslag hiervan wordt geraamd op ongeveer 80 miljoen Belgische frank voor 1999.

En résumé, le coût en 1999 des diverses mesures énoncées est estimé à 2110 millions de francs belges répartis comme suit :

(En millions de francs belges)		(In miljoen Belgische frank)
Accueil d'urgence de 1 200 réfugiés de guerre dans notre pays	350	Noodopvang in ons land van 1 200 oorlogsvluchtelingen.
Aide d'urgence, notamment pour la construction d'un village d'accueil en Albanie	370	Noodhulp onder meer ten behoeve van de oprichting van een opvangdorp in Albanië.
Autres formes d'aide d'urgence	150	Andere vormen van noodhulp.
Participation à l'accompagnement humanitaire de réfugiés au Kosovo	490	Deelname aan de humanitaire begeleiding van vluchtelingen in Kosovo.
Autres coûts déjà décidés antérieurement dans le cadre de la crise au Kosovo (observateurs OSCE et avions F-16).	670	Andere reeds eerder besliste kosten in verband met de Kosovo-crisis (OVSE-waarnemers en F-16 vliegtuigen).
Avions F-16 supplémentaires	80	Bijkomende F-16 vliegtuigen.
Total	2 110	Totaal.
Déjà imputé sur le budget de l'année 1998 (observateurs OSCE)	- 289	Reeds aangerekend op de begroting 1998 (OVSE-waarnemers).
À financer	1 821	Nog te financieren.

Une partie importante de ces dépenses encore à financer pourra être réalisée dans les limites des crédits budgétaires existants de l'année 1999 ou ne sera imputée que sur le budget de la Défense nationale de l'année 2000 eu égard au fait que ce département puisera aux stocks existants.

Le coût supplémentaire exact des initiatives nouvelles en 1999 ne pouvant pas encore être estimé, le gouvernement opte pour l'inscription au budget des Finances d'un crédit provisionnel (460 millions de francs belges) qui, après une analyse approfondie des dépenses, pourra ultérieurement être réparti entre les allocations de base appropriées par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

Il s'indique toutefois de ne pas augmenter le déficit du budget ajusté qui vient d'être déposé. D'où la compensation de ce crédit provisionnel. Sur la base des données les plus récentes un certain nombre de possibilités ont été identifiées. Il s'agit d'une part d'une recette non prévue au budget des Voies et Moyens, mais déjà réalisée et provenant de la Banque européenne d'investissement, et d'autre part de dépenses qui ne seront pas réalisées, en raison d'un retard dans l'exécution (Airbus), d'un accroissement du nombre de bénéficiaires inférieur aux estimations (minimum de moyens d'existance) ou de problèmes d'exécution (RINSIS) :

Samenvattend kan de kostprijs voor 1999 van de verschillende opgesomde maatregelen geraamd worden op 2 110 miljoen Belgische frank, als volgt onderverdeeld :

Accueil d'urgence de 1 200 réfugiés de guerre dans notre pays	350	Noodopvang in ons land van 1 200 oorlogsvluchtelingen.
Aide d'urgence, notamment pour la construction d'un village d'accueil en Albanie	370	Noodhulp onder meer ten behoeve van de oprichting van een opvangdorp in Albanië.
Autres formes d'aide d'urgence	150	Andere vormen van noodhulp.
Participation à l'accompagnement humanitaire de réfugiés au Kosovo	490	Deelname aan de humanitaire begeleiding van vluchtelingen in Kosovo.
Autres coûts déjà décidés antérieurement dans le cadre de la crise au Kosovo (observateurs OSCE et avions F-16).	670	Andere reeds eerder besliste kosten in verband met de Kosovo-crisis (OVSE-waarnemers en F-16 vliegtuigen).
Avions F-16 supplémentaires	80	Bijkomende F-16 vliegtuigen.
Total	2 110	Totaal.
Déjà imputé sur le budget de l'année 1998 (observateurs OSCE)	- 289	Reeds aangerekend op de begroting 1998 (OVSE-waarnemers).
À financer	1 821	Nog te financieren.

Een belangrijk gedeelte van deze nog te financieren uitgaven kan worden opgevangen binnen de bestaande begrotingskredieten van 1999 of zal pas worden verrekend op de begroting 2000 van Landsverdediging aangezien dit departement in 1999 zal putten uit de bestaande stocks.

Aangezien de exacte meerkost voor 1999 van de nieuwe initiatieven nog niet nauwkeurig kan worden geraamd, opteert de regering voor de inschrijving in de begroting van Financiën, van een provisioneel krediet (460 miljoen Belgische frank), dat later, na een meer grondig onderzoek van de uitgaven, bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit kan worden verdeeld over de geëigende basisallocaties.

Het is evenwel aangewezen om het begrotingstekort van de pas ingediende aangepaste begroting niet te verhogen. Vandaar dat dit provisioneel krediet wordt gecompenseerd. Op basis van de meest recente gegevens werden dienaangaande een aantal mogelijkheden geïdentificeerd. Het betreft enerzijds een niet in de Rijksmiddelenbegroting voorziene maar reeds gerealiseerde ontvangst afkomstig van de Europese Investeringsbank en anderzijds uitgaven die wegens vertraging in de uitvoering (Airbus), de stijging van het aantal gerechtigden die lager blijkt te zijn dan geraamd (bestaansminimum) of problemen in de uitvoering (Natinul), niet zullen worden gerealiseerd :

(En millions de francs belges)

(In miljoen Belgische frank)

Recettes non fiscales de capital provenant de la Banque européenne d'investissement (article 59.01 du budget des Voies et Moyens)		120	Niet-fiscale kapitaalontvangsten afkomstig van de Europese Investeringsbank (artikel 59.01 van de Rijksmiddelenbegroting).
Intervention du pouvoir fédéral dans les risques de change liés au programme Airbus (article 61.48.5101 du budget des Finances)		140	Tussenkomst van de federale overheid in het wisselkoersrisico in het kader van het Airbusprogramma (artikel 61.48.5101 van de begroting van Financiën).
Minimum de moyens d'existence (article 55.11.4316 du budget de la Santé publique)		150	Bestaansminimum (artikel 55.11.4316 van de begroting van Volksgezondheid).
Réseau informatique national des services de secours (RINSIS) (article 54.21.7408 du budget de l'Intérieur)		50	Nationaal informaticanetwerk voor de hulpdiensten (Natinul) (artikel 54.21.7408 van de begroting van Binnenlandse Zaken).
Total		460	Totaal.

Les dépenses supplémentaires, ainsi que les compensations accompagnées d'une justification, font l'objet d'un amendement du gouvernement soumis à l'approbation de la Chambre des représentants ce jour.

Compte tenu de l'incertitude quant au développement de la crise au Kosovo dans un proche avenir, le gouvernement souhaite disposer d'un instrument permettant de dégager de manière souple des crédits pour le financement des opérations au Kosovo, sans toutefois augmenter le montant total des crédits. À cette fin, le gouvernement soumet à l'approbation de la Chambre un amendement contenant une disposition légale autorisant le gouvernement à procéder à des redistributions entre des programmes du budget général des dépenses.

Si cela s'avère nécessaire, le gouvernement recourra en dernier ressort à l'article 44 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'État en vue de prendre une délibération budgétaire.

Un budget ajusté doté d'une marge de sécurité

En dépit du ralentissement de la croissance économique et des initiatives nouvelles, le gouvernement a, tout comme les années précédentes, prévu une marge de sécurité au budget.

Ainsi, les crédits inscrits au budget de la dette publique calculés sur la base d'un taux d'intérêt à trois mois sur l'euro de 3,25 %, ont été majorés d'un montant de 18 milliards de francs belges. Le taux à 3 mois étant actuellement de 2,65%, la marge de sécurité se trouve encore augmentée de 2 milliards au moins.

Cette marge de sécurité doit permettre d'atteindre les objectifs budgétaires aussi en cas d'imprévus défavorables, par exemple de nature conjoncturelle ou au niveau des taux d'intérêt. En revanche, le résultat sera toujours meilleur qu'envisagé en l'absence de tels imprévus défavorables. En ce qui concerne l'année 1999, le déficit public total pourrait dès lors s'établir à 1 % du PIB.

De meeruitgaven alsook de compensaties, vergezeld van een verantwoording, maken het voorwerp uit van een regeringsamendement dat heden ter goedkeuring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers wordt voorgelegd.

Gelet op de onzekerheid omtrent de ontwikkelingen van de Kosovo-crisis in de nabije toekomst, wenst de regering over een instrument te beschikken om op een soepele wijze kredieten vrij te maken ten behoeve van de financiering van de operaties in Kosovo, evenwel zonder het totaal van de kredieten te verhogen. Te dien einde legt de regering een amendement ter goedkeuring voor dat een wetsbepaling bevat dat de regering machtigt om herverdelingen te doen tussen programma's van de algemene uitgavenbegroting.

In laatste instantie zou de regering, ingeval daar toe de noodzaak blijkt, een beroep doen op artikel 44 van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit voor het nemen van een begrotingsberaadslaging.

Een aangepaste begroting met een veiligheidsmarge

Niettegenstaande de verzwakking van de economische groei en de nieuwe initiatieven, heeft de regering ervoor gezorgd, zoals dat trouwens de voorbij jaren steeds het geval is geweest, om in de begroting een veiligheidsmarge in te bouwen.

Zo werden in de rijksschuldbegroting de kredieten, die werden berekend op basis van een rentevoet op 3 maanden in euro van 3,25 %, verhoogd met een bedrag van 18 miljard Belgische frank. Aangezien momenteel het rentetarief op 3 maanden 2,65 % bedraagt, is de veiligheidsmarge zelfs nog toegenomen met minstens 2 miljard.

Deze veiligheidsmarge moet toelaten om de begrotingsdoelstellingen ook te realiseren in geval van eventuele tegenslagen, bijvoorbeeld vanconjuncturele aard of op het vlak van de rentetarieven. Anderzijds zal het resultaat, bij afwezigheid van eventuele tegenslagen, steeds beter zijn dan begroot. Voor wat 1999 betreft, zou het totaal overheidstekort aldus kunnen uitkomen op 1 % van het BBP.

Il va sans dire qu'une telle réserve accroît la crédibilité de la politique budgétaire.

Maintien du surplus primaire à 6 %

Conformément aux engagements qu'il a pris vis-à-vis des autorités européennes, le gouvernement a, lors du contrôle budgétaire, veillé à ce que le surplus primaire de l'ensemble des pouvoirs publics se maintienne à un niveau de 6 % du produit intérieur brut.

Pour l'ensemble constitué par le pouvoir fédéral et la sécurité sociale, cela revient à un surplus primaire de 5,3 %. Cet objectif a été respecté en dépit des moyens que le gouvernement a dégagés pour financer les mesures prises.

Cela était possible grâce aux corrections de passage du besoin budgétaire primaire au solde de financement primaire. Ces corrections ont, en effet, été favorablement influencées par deux facteurs, à savoir :

- la réduction de 3,4 milliards de francs belges de la ressource PNB destinée au financement de la contribution belge au budget de l'Union européenne;

- la disparition des 4 milliards de francs belges prévus au budget initial de l'année 1999 pour les garanties de pertes de change de la SNCI du fait que ces dépenses ont déjà été effectuées en 1998.

Les recettes totales du pouvoir fédéral et de la sécurité sociale augmentent de 3,5 milliards de francs belges par rapport au budget initial.

Les recettes fiscales courantes ont toutefois été réestimées à la baisse pour 11,8 milliards de francs belges (- 0,4 %), suite à la révision des hypothèses de croissance et d'inflation pour l'année 1999.

Les recettes parafiscales reculent également de 6,4 milliards de francs belges (- 0,5 %). Ce recul s'explique par l'avancement de la réduction des charges patronales, par la majoration du minimum exonéré d'impôt de 1 000 francs belges par conjoint et par la réindexation des barèmes fiscaux (5,1 milliards de francs belges au total), d'une part, et par la révision de l'accroissement de la masse salariale, qui passe de 3,9 % à 3,3 %, ce qui compense en 1999 l'effet des cotisations supérieures réalisées en 1998, d'autre part.

Ainsi, la pression fiscale et parafiscale diminue de quelque 17 milliards de francs belges, soit 0,2 point du produit intérieur brut, par rapport au budget initial. Par rapport à l'année 1998, la pression fiscale et parafiscale passe de 41,7 % du produit intérieur brut à 41,4 % en 1999.

La progression des recettes totales résulte dès lors des recettes non fiscales plus élevées (+ 16,1 milliards de francs belges).

Suite aux prélèvements supérieurs de 10,2 milliards de francs belges, les *recettes ajustées des Voies et Moyens* affichent un léger recul de 0,7 milliard de

Het spreekt vanzelf dat een dergelijke buffer de geloofwaardigheid van het begrotingsbeleid verhoogt.

Handhaving van het primair overschot op 6 %

Conform onze verbintenissen ten aanzien van de europese instanties heeft de regering bij de begrotingscontrole ervoor gezorgd dat het primair overschot van de gezamenlijke overheid gehandhaafd blijft op 6 % van het bruto binnenlands product.

Voor de federale overheid en de sociale zekerheid samen, komt dit neer op een primair overschot van 5,3 %. Deze doelstelling werd geëerbiedigd, niettegenstaande de middelen die de regering heeft vrijgemaakt voor de maatregelen die werden genomen.

Dit was mogelijk dankzij de correcties voor de overgang van de primaire begrotingsbehoefte naar het primair financieringssaldo. Deze correcties werden immers gunstig beïnvloed door twee factoren, met name :

- de vermindering met 3,4 miljard Belgische frank van de BNP-bron ter financiering van het Belgisch aandeel in de begroting van de Europese Unie;

- het wegvalLEN van 4 miljard Belgische frank middelen die in de initiële begroting 1999 waren voorzien voor de uitvoering van de wisselkoerswaarborgen aan de NMKN, aangezien deze uitgaven reeds in 1998 werden verricht.

De totale ontvangsten van de federale overheid en de sociale zekerheid nemen met 3,5 miljard Belgische frank toe ten opzichte van de initiële begroting.

De lopende fiscale ontvangsten werden evenwel met 11,8 miljard Belgische frank (- 0,4 %) neerwaarts herraamD ingevolge de herziening van de groei- en inflatiehypothesen voor 1999.

Ook de parafiscale ontvangsten werden verminderd met 6,4 miljard Belgische frank (- 0,5 %). Dit is het gevolg enerzijds van de vervroeging van de verlaging van de werkgeversbijdragen, de verhoging van het belastingvrij minimum per gehuwde met 1 000 Belgische frank en de herindexering van de belastingschalen (in totaal 5,1 miljard Belgische frank) en anderzijds van de herziening van de toename van de loonmassa van 3,9 % naar 3,3 %, hetgeen de weerslag in 1999 van de hogere bijdragen gerealiseerd in 1998 compenseert.

De fiscale en parafiscale druk vermindert hierdoor ten opzichte van de initiële begroting 1999 met ongeveer 17 miljard Belgische frank of 0,2 punt van het bruto binnenlands product. Ten opzichte van 1998 daalt de fiscale en parafiscale druk van 41,7 % van het bruto binnenlands product tot 41,4 % in 1999.

De verhoging van de totale ontvangsten is bijgevolg te danken aan de hogere niet-fiscale ontvangsten (+ 16,1 miljard Belgische frank).

Ingevolge de 10,2 miljard Belgische frank hogere voorafnemingen dalen de aangepaste *rijksmiddelenontvangsten* ten opzichte van de initiële begroting lichtjes met 0,7 miljard Belgische frank. De verkla-

francs belges par rapport au budget initial. Ce résultat s'explique par les droits de succession plus élevés (+ 5 milliards de francs belges) et les transferts aux régions et communautés plus élevés de 8,1 milliards de francs belges, notamment en raison de la régularisation à raison de 4,2 milliards de francs belges des moyens destinés à l'enseignement dus aux communautés suite à une révision des statistiques démographiques, d'une part, et par l'augmentation de 2 milliards du financement alternatif en faveur de la sécurité sociale suite aux recettes de TVA plus élevées, d'autre part.

Abstraction faite des transferts de recettes perçues pour le compte d'autres entités, les *dépenses primaires du pouvoir fédéral et de la sécurité sociale* reculent légèrement de 1,3 milliard par rapport au budget initial.

Cette réduction des dépenses primaires totales s'explique essentiellement par l'incidence de l'indexation des salaires et indemnités sociales, qui aura lieu plus tard que prévu à l'origine, sur le budget de la sécurité sociale, ainsi que des dépenses de pension inférieures suite à l'évolution du nombre et du montant moyen des indemnités.

Les dépenses primaires du pouvoir fédéral demeurent quasiment stables par rapport au budget initial pour l'année 1999. Les dépenses moindres découlant de la remise de l'indexation des salaires et indemnités à plus tard ont été contrebalancées notamment par l'affectation de 1,2 milliard de francs belges de moyens supplémentaires à la participation au capital d'organismes internationaux, tels le Fonds africain de développement, et au Fonds Monétaire International pour l'allégement des dettes des pays les plus pauvres. Ces dépenses n'étant toutefois pas considérées comme des dépenses primaires selon le concept SEC, elles ont dès lors à nouveau été déduites lors de la correction de passage.

De plus, une provision de 1 milliard de francs belges a été inscrite pour l'exécution de l'Accord interprofessionnel 1999-2000, tandis que les crédits non utilisés afférents à l'intervention fédérale dans les plans d'accompagnement des régions et communautés ont dû être inscrits à nouveau en 1999.

Maintien du cap

Les décisions qui ont été prises dans le cadre de ce contrôle budgétaire s'inscrivent pleinement dans la politique budgétaire menée ces dernières années.

Cela ressort d'ailleurs de manière concluante des caractéristiques de base du budget ajusté, à savoir :

- le maintien du surplus primaire à un niveau élevé de 6 % du produit intérieur brut;
- la réduction de l'objectif de besoin net de financement, qui passe de 1,3 % à 1,2 % du produit intérieur brut;

rende factoren hiervoor zijn enerzijds de hogere successierechten (+ 5 miljard Belgische frank) en de hogere overdrachten aan de gewesten en gemeenschappen ten belope van 8,1 miljard Belgische frank onder meer als gevolg van de gedeeltelijk regularisatie *a rato* van 4,2 miljard Belgische frank van de aan de gemeenschappen verschuldigde onderwijsmiddelen na een herziening van de demografische statistieken, enerzijds en de toename met 2 miljard van de alternatieve financiering ten behoeve van de sociale zekerheid ingevolge de hogere BTW-ontvangsten, anderzijds.

Abstractie makend van de overdrachten van ontvangsten geïnd voor rekening van andere entiteiten, dalen de *primaire uitgaven van de federale overheid en de sociale zekerheid* lichtjes met 1,3 miljard ten opzichte van de initiële begroting.

Deze daling van de totale primaire uitgaven is voornamelijk te danken aan de weerslag op de begroting van de sociale zekerheid van de later dan oorspronkelijk voorziene indexering van de lonen en sociale uitkeringen alsook van de lagere pensioenuitgaven ingevolge de wijzigingen in het aantal uitkeringen en van de gemiddelde uitkeringen.

De primaire uitgaven van de federale overheid blijven nagenoeg stabiel ten opzichte van de initiële begroting 1999. De minderuitgaven ingevolge de latere indexering van lonen en sociale uitkeringen werden geneutraliseerd door onder meer 1,2 miljard Belgische frank bijkomende middelen voor de deelneming in het kapitaal van internationale instellingen zoals het Afrikaans Ontwikkelingsfonds en voor het Internationaal Monetair Fonds voor de schuldverlichting voor de armste landen. In het ESER-concept worden deze uitgaven evenwel niet bij de primaire uitgaven gerekend. Deze worden daarom in de overgangscorrectie terug in mindering gebracht.

Daarnaast werd ook een provisie van 1 miljard Belgische frank ingeschreven voor de uitvoering van het interprofessioneel akkoord 1999-2000 en dienden niet aangewende kredieten betreffende de federale steun aan de begeleidingsplannen van de gewesten en gemeenschappen in 1999 opnieuw te worden ingeschreven

De koers aangehouden

De beslissingen die in het kader van deze begrotingscontrole werden genomen, liggen volledig in de lijn van het begrotingsbeleid dat de laatste jaren werd gevoerd.

Dit blijkt afdoende uit de basiskenmerken van de aangepaste begroting met name :

- de handhaving van het primair overschot op het hoge niveau van 6 % van het bruto binnenlands product;
- de vermindering van de doelstelling voor de nettofinancieringsbehoefte van 1,3 % van het bruto binnenlands product naar 1,2 %;

— le maintien d'une marge de sécurité à concurrence de quelque 20 milliards de francs belges destinés à faire face aux imprévus éventuels défavorables;

— la maîtrise stricte des dépenses primaires, qui reculent de 0,1 % du produit intérieur brut par rapport à l'année 1998, notamment par la compensation des crédits supplémentaires sollicités par les départements;

— le financement des dépenses afférentes à la crise au Kosovo dans les limites des enveloppes budgétaires existantes;

— le respect de la norme d'équilibre financier pour la sécurité sociale, qui affiche même un excédent de 3,5 milliards de francs belges;

— l'avancement de la réduction des charges patronales, des mesures sociales et de la réindexation des barèmes fiscaux et le financement d'un nombre limité d'autres mesures sans que les objectifs budgétaires ne soient compromis.

Lors de la dernière année de la législature actuelle, le gouvernement a rigoureusement respecté ses engagements en matière d'assainissement des finances publiques.

Le budget ajusté est entièrement conforme au programme de stabilité. Il importera de consolider cette politique budgétaire dans les années à venir afin de pouvoir créer, à terme, la marge budgétaire nécessaire au financement des conséquences du choc démographique par le biais d'une réduction marquée du taux d'endettement.

— de handhaving van een veiligheidsmarge ten belope van ongeveer 20 miljard Belgische frank voor het opvangen van eventuele tegenslagen;

— de strikte beheersing van de primare uitgaven, die met 0,1 % van het bruto binnenlands product verminderen ten opzichte van 1998, onder meer door de compensatie van door de departementen gevraagde bijkredieten;

— de financiering van de uitgaven in verband met de Kosovo-crisis binnen de bestaande begrotingsenveloppes;

— de eerbiediging van de financiële evenwichts-norm voor de sociale zekerheid, die zelfs een overschot van 3,5 miljard Belgische frank vertoont;

— de vervroeging van de lastenverlaging, de sociale maatregelen en de herindexering van de belastingsschalen en de financiering van een beperkt aantal andere maatregelen zonder de begrotingsdoelstellingen in het gedrang te brengen.

Ook in het laatste jaar van deze legislatuur is de regering haar verbintenissen inzake de gezondmaking van de overheidsfinanciën strikt nagekomen.

De aangepaste begroting is volledig in overeenstemming met het stabiliteitsprogramma. Hetzelfde begrotingsbeleid zal ook de volgende jaren moeten worden aangehouden teneinde dankzij een voortdurende verlaging van de schuldratio, op termijn de noodzakelijke budgettaire ruimte tot stand te kunnen brengen om de gevolgen van de demografische schok te kunnen opvangen.

II. — EXPOSÉ INTRODUCTIF DU MINISTRE DES FINANCES

Introduction

Le présent exposé est subdivisé en trois parties. La première partie, consacrée à l'évolution conjoncturelle, traitera d'abord des aspects internationaux si importants pour une économie ouverte comme la nôtre, puis des perspectives conjoncturelles en Belgique. La seconde partie portera sur la révision de l'estimation des recettes pour 1999. La troisième et dernière partie traitera des besoins de financement et de la dette publique.

1. Le contexte économique

1.1. *Le contexte économique international*

Dans son « *World economic outlook* » de décembre dernier, le Fonds Monétaire International prévoit une croissance réelle de l'économie mondiale de 2,2 %, tant en 1998 qu'en 1999. Cette croissance reste donc nettement en deçà de la croissance tendancielle. Cela est dû principalement au tassement important de la conjoncture qui s'est dessiné à la fin de l'été 1997 en Asie du Sud-Est et qui s'est propagé progressivement et a atteint une grande partie des pays en phase de transition et de l'Amérique latine.

Ce tassement a également affecté les pays industrialisés occidentaux. En outre, l'évolution de la conjoncture au Japon est restée très décevante jusqu'à présent. C'est pourquoi, dans sa prévision pour les pays industrialisés, le FMI prévoit une croissance réelle du PIB de 2,3 % en 1998 et de 1,7 % en 1999. La décélération de la croissance en 1999 serait due surtout, selon le FMI, à la stagnation de la conjoncture au Japon et au refroidissement de la dynamique de croissance aux États-Unis. Dans la zone euro, la croissance du PIB se situerait autour du rythme de croissance potentiel.

Selon le FMI, la conjoncture mondiale devrait connaître un redressement notable en 2000. Le rythme de croissance de l'économie mondiale devrait s'accélérer et atteindre 3,5 %, ce qui correspond plus ou moins à la croissance tendancielle.

Pour amortir l'incidence de ces développements internationaux, les pays industrialisés occidentaux ont procédé par solde à un assouplissement de leur politique macro-économique. Depuis le début de l'automne de l'année passée, la politique monétaire a connu un assouplissement substantiel. Les États-Unis ont baissé le taux des fonds fédéraux de 75 points de base; la convergence des taux d'intérêt et la baisse des taux repos par la *Bundesbank* juste avant le lancement de l'euro ont eu pour conséquence un assouplissement monétaire du même ordre de grandeur dans la zone euro. Afin de stimuler la croissance économique et en raison de la très faible inflation, la Banque Centrale européenne a abaissé son

II. — INLEIDENDE UITEENZETTING VAN DE HEER MINISTER VAN FINANCIËN

Inleiding

Deze uiteenzetting zal onderverdeeld zijn in drie delen. In het eerste deel, dat gewijd is aan de conjunctuurontwikkeling, zullen eerst de internationale aspecten aan bod komen, die zo belangrijk zijn voor een open economie als de onze, en vervolgens de conjunctuurvooruitzichten in België. Het tweede deel betreft de herziening van de raming van de ontvangsten voor 1999. Het derde en laatste deel behandelt de financieringsbehoeften en de Rijks-schuld.

1. De economische context

1.1. *De internationale economische context*

In zijn « *World economic outlook* » van december jongstleden verwacht het Internationaal Muntfonds een reële groei van de wereldconomie met 2,2 % in zowel 1998 als 1999. Deze stijging ligt dus aanzienlijk beneden de trendgroei. Dit is in de eerste plaats te wijten aan de sterke conjunctuurinzinking die zich in de nazomer van 1997 in Oost-Azië inzette en zich geleidelijk aan uitbreidde tot grote delen van de overgangslanden en van Latijns-Amerika.

Deze inzinking heeft ook de Westerse industrielanden niet onberoerd gelaten. Bovendien is in Japan de conjunctuurontwikkeling tot nog toe uitgesproken ontgaan. Het IMF voorziet in zijn prognose voor de industrielanden dan ook een reële BBP-groei van 2,3 % in 1998 en 1,7 % in 1999. De groeiverzwakking in 1999 zou zich volgens het Fonds vooral voordoen onder invloed van een zwak blijvende conjunctuur in Japan en een sterke afkoeling van het groeidynamisme in de Verenigde Staten. In de eurozone zou de toename van het bruto binnenlands product rond het potentiële groeiritme liggen.

In 2000 zou de wereldconjunctuur volgens het Fonds herstellen. De groei van de wereldconomie zou dan immers versnellen tot 3,5 %, dus ongeveer tot de trendgroei.

Mede om de weerslag van deze internationale ontwikkelingen op te vangen zijn de Westerse industrielanden per saldo overgegaan tot een versoepeling van het macro-economisch beleid. Het monetair beleid werd vanaf de herfst van vorig jaar substantieel versoepeld. In de Verenigde Staten werd de *federal funds*-rente verlaagd met 75 basispunten; de convergentie van de rentetarieven en de verlaging van de reoprente door de *Bundesbank* vlak voor de start van de euro resulteerden in de eurozone in een monetaire versoepeling van dezelfde orde van grootte. Teneinde de economische groei te stimuleren en omwille van de zeer lage inflatie, heeft de Europese Centrale Bank begin deze maand haar basisrente verlaagd

taux de base de 3 % à 2,5 % au début de ce mois. Au Japon, le taux de l'argent au jour le jour est passé progressivement, à partir de septembre dernier, de 0,5 % à 0,02 %.

Par ailleurs, la politique budgétaire des pays industrialisés occidentaux dans leur ensemble n'a été resserrée ni en 1998 ni et 1999. Cela est sans doute très important pour la confiance du consommateur et par là pour l'évolution de la consommation privée. En raison du ralentissement considérable des exportations et de la confiance mitigée des entrepreneurs, l'évolution de la conjoncture dans les pays industrialisés occidentaux dépend maintenant entièrement des consommateurs. De ce point de vue, le fait que, selon les indications les plus récentes, la confiance des consommateurs reste très forte aux États-Unis et dans la zone euro, représente un point très positif. Au Japon elle reste basse, mais un mieux substantiel semble se dessiner depuis peu.

Aux États-Unis, les indicateurs ont faibli considérablement au printemps de l'an passé, mais cela semble n'avoir eu qu'en effet temporaire sur le rythme de croissance de l'économie. S'il est vrai que le deuxième trimestre a vu le rythme de croissance du PIB ralentir à 1,8 % sur base annuelle par rapport au trimestre précédent, ce rythme est remonté à 3,7 % au troisième trimestre et même à 6 % au quatrième trimestre, et cela en dépit du fait qu'en raison de l'effondrement asiatique, les exportations nettes constituent depuis fin 1997 un poste négatif important pour la croissance américaine.

La persistance de la robustesse de l'économie américaine est donc à attribuer entièrement à la demande intérieure, en premier lieu à celle de la consommation privée. Le taux d'épargne des ménages américains est descendu récemment à un taux historiquement bas, devenant même négatif, la confiance des consommateurs reste pour l'instant à des niveaux historiquement hauts. L'impact positif sur le patrimoine des ménages des cours de la Bourse historiquement hauts, le taux de chômage bas, la croissance réelle considérable des salaires et l'absence de restrictions budgétaires affectant les revenus salariaux apportent manifestement un fort soutien à la consommation privée. L'activité du secteur du bâtiment continue, elle aussi, à évoluer à un niveau particulièrement élevé, en partie grâce à la forte baisse du taux à long terme.

En ce qui concerne le secteur de la production de l'économie, la forte croissance du PIB au cours des derniers trimestres est à porter entièrement au compte du secteur des services. Dans le secteur industriel, la conjoncture connaît un fléchissement depuis fin 1997, et en décembre 1998 la production industrielle n'avait gagné que 1,6 % par rapport à la même période un an auparavant. Le fléchissement considérable des indicateurs du secteur industriel ainsi que la diminution temporaire de la confiance des consommateurs avaient incité la *Federal Reserve*

van 3 % tot 2,5 %. En in Japan werd de daggeldrente vanaf september vorig jaar stapsgewijs van 0,50 % op 0,02 % gebracht.

Anderzijds werd het begrotingsbeleid van de Westerse industrielanden als groep in 1998 en 1999 niet verstrakt. Dit is wellicht van bijzonder groot belang voor het consumentenvertrouwen en daarom voor de ontwikkeling van de privé-consumptie. Door de aanzienlijk zwakkere ontwikkeling van de export en de zwakke ontwikkeling van het ondernemersvertrouwen hangt de conjunctuurontwikkeling in de Westerse industrierwereld nu immers helemaal af van de consument. In dit kader is het zeer positief dat het consumentenvertrouwen in de Verenigde Staten en in de eurozone volgens de jongste indicaties hoog blijft. In Japan is het nog steeds laag maar lijkt sedert kort een substantiële verbetering op gang te zijn gekomen.

In de Verenigde Staten verzwakten in de lente van vorig jaar de indicatoren aanzienlijk maar de weerslag op de groeiritme van de economie bleek slechts zeer tijdelijk te zijn. Weliswaar verzwakte in het tweede kwartaal van 1998 het groeiritme van het bruto binnenlands product op jaarbasis ten opzichte van het voorgaande kwartaal tot 1,8 %, maar in het derde kwartaal bedroeg het groeiritme 3,7 % en in het vierde kwartaal zelfs 6 %. Dit ondanks het feit dat de netto-export sedert eind 1997, als gevolg van de weerslag van de Aziatische inzinking, een aanzienlijk minpunt vormt voor de Amerikaanse groei.

De aanhoudende robuustheid van de Amerikaanse economie is dan ook helemaal op rekening te schrijven van de binnenlandse vraag, in de eerste plaats van de privé-consumptie. De spaarquote van de Amerikaanse gezinnen is recent tot een historisch laagte-rekord gevallen en is zelfs negatief geworden en het consumentenvertrouwen blijft voorlopig op historisch hoge niveaus evolueren. Het positieve effect van de historisch zeer hoge beurskoersen op het vermogen van de gezinnen, de lage werkloosheid, de aanzienlijke reële toename van de lonen en het feit dat er geen begrotingsrestricties ten aanzien van de looninkomens worden doorgevoerd, betekenen blijkbaar een sterke ondersteuning van de privé-consumptie. Ook de activiteit in de woningbouw blijft, onder meer door de sterke daling van de lange rente, op een bijzonder hoog niveau evolueren.

Aan de productiezijde van de economie is de sterke BBP-groei van de jongste kwartalen haast helemaal op rekening te brengen van de dienstensector. In de industriële sector verflauwde de conjunctuur vanaf eind 1997 immers aanzienlijk en de industriële productie lag in december 1998 slechts 1,6 % hoger dan een jaar eerder. De aanzienlijke verzwakking van de indicatoren in de industriële sector en een tijdelijke inzinking van het consumentenvertrouwen zetten de *Federal Reserve* er dan ook toe aan om in de periode september-november van vorig jaar de *federal funds*-

à baisser le taux des fonds fédéraux de 75 point de base dans le courant de la période septembre-novembre de l'an passé, et ce en trois étapes.

Pour l'instant les indicateurs précurseurs font prédire une évolution de la conjoncture qui devrait rester relativement forte à court terme. Les ventes au détail, par exemple, ont crû au rythme annuel de 12 % au cours de la période janvier-février 1999 et en mars dernier le taux de chômage est tombé à 4,2 %, le taux le plus bas depuis 29 ans.

Au Japon, le fléchissement conjoncturel particulièrement fort qui s'est manifesté depuis le deuxième trimestre 1997 et qui a mené à une baisse quasi permanente du PIB, semble avoir atteint le creux de la vague. Sur base annuelle, par exemple, la baisse était de 2,9 % au deuxième trimestre de l'année passée, de 1,2 % au troisième et de 3,2 % au quatrième. À signaler que tant la consommation privée que les investissements et les exportations se sont effondrés. Les importants programmes d'investissement public mis sur pied depuis un an ont empêché la régression d'être encore plus importante.

Suite au tassement de la conjoncture, le taux de chômage a atteint 4,6 % en février dernier, ce qui représente un record d'après-guerre.

Les indicateurs les plus récents semblent indiquer cependant que le long fléchissement conjoncturel a atteint le creux de la vague et qu'une reprise timide pourrait être du domaine du possible. Selon les indicateurs les plus récents, la confiance des entrepreneurs et celle des consommateurs se sont considérablement améliorées. La construction de logements connaît une reprise timide grâce aux taux d'intérêts qui, même s'ils sont remontés dernièrement, restent particulièrement bas. Dans l'industrie manufacturière, les stocks se sont fortement réduits et se trouvent maintenant à peu près au niveau du début 1997.

Les restrictions de crédits appliquées par les banques depuis un certain temps ont elles aussi été assouplies notamment depuis peu, entre autres grâce à des garanties de crédit accordées par les pouvoirs publics. Cela explique peut-être aussi pourquoi le nombre de faillites a été inférieur de quelque 40 % en février de cette année par rapport à la même période de l'année passée.

En outre, comme il a été dit plus haut, la *Bank of Japan* a baissé le taux de l'argent au jour le jour de 48 points de base depuis l'automne de l'année passée.

Dans la zone euro, à l'inverse de ce qui était attendu généralement, la conjoncture connaît depuis quelques mois un fléchissement. Au premier trimestre 1998, la croissance réelle du PIB par rapport au trimestre précédent était encore de 3,7 % sur base annuelle par rapport au trimestre précédent. Au deuxième trimestre, le rythme de croissance était de 2,3 %, au troisième trimestre il était de 2,8 % et au quatrième trimestre la croissance de l'économie dans la zone euro était à peine de 0,9 % sur base annuelle.

Si les exportations nettes ne contribuent plus à la croissance économique et sont même un poste néga-

rente in drie stappen met 75 basispunten te verlagen.

Voorlopig wijzen de voorlopende indicatoren op een conjunctuurontwikkeling die op korte termijn relatief krachtig zou moeten blijven. Zo namen de kleinhandelsverkopen in de periode januari-februari 1999 toe aan een jaarritme van 12 % en viel de werkloosheidsgraad in maart van dit jaar terug tot 4,2 %, het laagste peil in 29 jaar.

In Japan lijkt de bijzonder sterke conjunctuurverzwakking die zich vanaf het tweede kwartaal van 1997 heeft voorgedaan en tot een haast doorlopende daling van het bruto binnenlands product heeft geleid, nu uit te bodemen. Zo bedroeg de daling op jaarbasis in het tweede kwartaal van vorig jaar 2,9 %, in het derde kwartaal 1,2 % en in het vierde kwartaal 3,2 %. Hierbij moet worden opgemerkt dat zowel de privé-consumptie als de investeringen en de export het lieten afweten. De omvangrijke openbare investeringsprogramma's die sedert een jaar op touw werden gezet hebben hierbij een nog diepere inzinking verhinderd.

Als gevolg van de conjunctuurverslechtering bereikte de werkloosheidsgraad in februari van dit jaar 4,6 %, een naaorlogs rekord.

Toch lijkt volgens de jongste indicatoren de langdurige conjunctuurinzinking nu uit te bodemen en lijkt een schuchter herstel nu tot de mogelijkheden te behoren. Volgens de jongste indicaties is het ondernemers- en consumentenvertrouwen substantieel verbeterd. In de woningbouw lijkt, als gevolg van rentevoeten die ondanks de recente stijging bijzonder laag blijven, een schuchter herstel op gang te komen. In de verwerkende nijverheid zijn de voorraden sterk teruggelopen en bevinden deze zich nu ongeveer op het peil van begin 1997.

Ook de kredietrancéenering die de banken reeds geruime tijd hadden doorgevoerd, lijkt sedert kort merkelijk te zijn versoepeld, onder meer door kredietgaranties vanwege de overheid. Dit verklaart misschien ook waarom het aantal bedrijfsfalen in februari van dit jaar zo'n 40 % lager lag dan een jaar eerder.

Bovendien heeft, zoals hierboven vermeld, de *Bank of Japan* de daggeldrente sedert de herfst van vorig jaar met 48 basispunten verlaagd.

In de eurozone is de conjunctuurontwikkeling de jongste maanden tegen de algemene verwachting in verzwakt. In het eerste kwartaal van 1998 bedroeg de reële groei van het bruto binnenlands product nog 3,7 % op jaarbasis ten opzichte van het voorgaande kwartaal. In het tweede kwartaal bedroeg het groeiritme 2,3 %, in het derde kwartaal 2,8 %. In het vierde kwartaal groeide de economie van de eurozone slechts met amper 0,9 % op jaarbasis.

In de eerste plaats als gevolg van de Aziatische inzinking levert de netto-export geen bijdrage meer

tif, elles le doivent surtout à l'effondrement asiatique. Dans la période septembre-novembre, les exportations nominales étaient inférieures de presque 4 % à leur niveau d'un an auparavant.

En fait, la conjoncture est soutenue par la seule consommation privée. Celle-ci a en effet crû quatre fois plus vite que le PIB au dernier trimestre de 1998.

L'évolution de la production industrielle est un autre signe du récent ralentissement de la dynamique conjoncturelle. Au quatrième trimestre de l'an passé, la production industrielle a en effet diminué de plus de 1 % sur base annuelle par rapport au trimestre précédent.

Ce qui est frappant, c'est que l'évolution récente de la conjoncture dans la zone euro est assez divergente. Alors que l'économie de certains États membres comme la France et l'Espagne a continué à croître au rythme annuel d'environ 3 % lors du quatrième trimestre de l'an passé, le PIB a diminué à un rythme de grosses 1 % en Allemagne et en Italie. Cela complique la tâche de la BCE lors de la fixation de sa politique monétaire, qui doit nécessairement viser le développement économique de la zone euro dans son ensemble.

En ce qui concerne l'évolution future de la conjoncture dans la zone euro, la confiance des consommateurs continue à y fluctuer à un niveau élevé, ce qui devrait avoir un impact favorable sur l'évolution de la consommation privée. Les ventes automobiles les plus récentes semblent confirmer cela, à condition que l'on ignore l'influence de facteurs ponctuels tels que la suppression d'incitants à l'achat en Italie.

Parmi les facteurs qui contribuent à expliquer la confiance des consommateurs, on peut relever l'absence de restrictions budgétaires en matière de revenus salariaux, l'impact favorable sur le patrimoine des ménages de l'évolution récente des cours des actions et des taux intérêts ainsi que l'influence positive du lancement de l'euro.

En outre, en dépit du récent tassement conjoncturel, l'économie de la zone euro continue à créer des emplois et le marché de l'emploi continue à évoluer de façon favorable. En janvier 1999, par exemple, le nombre de chômeurs, en données désaisonnalisées, a reculé de 1 % par rapport au mois précédent, et était donc inférieur de 6,3 % à son niveau d'un an auparavant.

Comme la confiance des consommateurs et la consommation privée continuent à évoluer de façon favorable, la confiance des entrepreneurs pourrait prendre, elle aussi, une tournure favorable dans un proche avenir. Cela semble se confirmer par la forte hausse de l'indicateur conjoncturel synthétique de la Banque nationale de Belgique, lequel est considéré par nombreux analystes comme un indicateur précurseur de la zone euro. La récente hausse du cours du dollar peut, elle aussi, soutenir la confiance des entrepreneurs.

tot de l'économie groei en is ze zelfs een minpunt geworden. In de periode september-november 1998 lag de export nominaal bijna 4 % lager dan een jaar eerder.

De conjunctuur wordt in feite helemaal gedragen door de privé-consumptie. Deze steeg in het vierde kwartaal van 1998 viermaal sneller dan het BBP.

De recente verzwakking van het conjunctuur dynamisme is ook te merken aan de evolutie van de industriële productie. Deze daalde in het vierde kwartaal van vorig jaar met meer dan 1 % op jaarbasis ten opzichte van het voorgaande kwartaal.

Frappant is dat de recente conjunctuurontwikkeling in de eurozone tamelijk divergent is. Terwijl de economie in lidstaten zoals Frankrijk en Spanje in het vierde kwartaal van vorig jaar aan een jaarritme van rond 3 % bleef groeien, daalde het bruto binnelandse product in Duitsland en Italië aan een ritme van ruwweg 1 %. Dit compliceert de taak van de ECB bij het vaststellen van het monetair beleid, dat zich noodzakelijkerwijs dient te richten naar de economische ontwikkeling in de hele eurozone.

Wat de toekomstige conjunctuurontwikkeling in de eurozone betreft, blijft het consumentenvertrouwen erop een hoog peil fluctueren, wat een gunstige invloed op de ontwikkeling van de privé-consumptie zou moeten hebben. De jongste autoverkopen lijken dit te bevestigen, tenminste indien hieruit de invloed van incidentele factoren (zoals de beëindiging van de aankoopstimuli in Italië) worden geweerd.

Bij de factoren die het consumentenvertrouwen ondersteunen mogen worden vermeld : het feit dat er geen begrotingsrestricties ten nadele van de looninkomens te voorzien zijn, de gunstige impact op het gezinsvermogen van de recente evolutie van de aandelenkoersen en de rente, en de positieve weerslag van de invoering van de euro.

Bovendien blijft de economie van de eurozone ondanks de recente conjunctuurverflauwing, banen creëren en blijft de arbeidsmarkt gunstig evolueren. Zo daalde in januari 1999 het seizoengezuiverd aantal werklozen met 1 % ten opzichte van de voorgaande maand en lag het daarmee 6,3 % lager dan een jaar eerder.

De aanhoudend gunstige ontwikkeling van het consumentenvertrouwen en van de privé-consumptie zou er dan ook kunnen toe leiden dat ook het ondernemersvertrouwen binnenkort een gunstige wending neemt. Dit lijkt te worden bevestigd door de sterke stijging van de synthetische conjunctuurindicator van de Nationale Bank van België, die door een groot aantal analisten als een voorlopende indicator van de eurozone wordt beschouwd. Ook de recente stijging van de dollarkoers kan het ondernemersvertrouwen ondersteunen.

Tout porte donc à croire qu'une croissance réelle du PIB de l'ordre de 2 % dans la zone euro peut être attendue cette année et que ce fléchissement peut être considéré comme temporaire.

1.2. *L'économie belge*

Traditionnellement, l'évolution de la conjoncture belge est fortement influencée par celle des pays voisins, et l'introduction récente de l'euro ne fera sans doute que renforcer ce phénomène. En raison du caractère très ouvert de notre économie et de la part importante des produits semi-finis dans notre structure industrielle, l'économie belge est particulièrement sensible à la conjoncture. C'est pourquoi bon nombre d'analystes de la conjoncture considèrent que l'évolution conjoncturelle belge devance celle de la zone euro.

Comme c'est le cas dans le reste de la zone euro, l'évolution conjoncturelle a connu un fort fléchissement dans le courant de l'année passée. Dès la fin 1997, l'indicateur conjoncturel synthétique lissé de la Banque nationale de Belgique (BNB) commençait une descente considérable et ininterrompue.

Ce fléchissement de la conjoncture apparaît également à la lecture des chiffres trimestriels de croissance du PIB. Alors qu'au premier trimestre de 1998, le produit intérieur brut connaissait encore une croissance réelle de 4,6 %, en base annuelle par rapport au trimestre précédent, le taux de croissance n'était plus que de 2,1 % au deuxième trimestre. Au troisième trimestre, le taux de croissance n'était que de 1 %. À ce moment, le PIB était toujours supérieur de 2,1 %, en termes réels, au niveau atteint au même trimestre de l'année précédente.

L'affaiblissement conjoncturel est dû en premier lieu à l'impact de la crise asiatique. Celle-ci a en effet affaibli fortement la dynamique des exportations dans l'économie belge. En 1997, les exportations avaient connu un accroissement de 7,4 % en volume et leur contribution à la croissance du PIB avait été significative. Alors qu'au premier trimestre de 1998, les exportations dépassaient toujours de 6,3 % celles de la même période de l'année précédente, ce chiffre est descendu à 1 % au quatrième trimestre. Les importations, quant à elles, étaient supérieures de 3,8 %, ce qui implique que les exportations nettes exercent depuis quelque temps un effet négatif sur la croissance économique.

La conjoncture est donc soutenue par la seule demande intérieure. Il s'agit en premier lieu de la consommation privée, qui, au troisième trimestre de 1998, était toujours supérieure de 3,3 %, en termes réels, à son niveau de la même période de l'année précédente. Les données récentes sur le commerce de détail sont favorables : dans la période novembre 1998-janvier 1999 le chiffre d'affaires nominal était de 8,4 % supérieur à la même période un an auparavant. L'évolution des investissements des entreprises reste aussi favorable; pour l'ensemble des trois

Het ziet er dan ook naar uit dat een reële BBP-groei van 2 % dit jaar voor de eurozone haalbaar is en de verzwakking als tijdelijk mag worden beschouwd.

1.2. *De Belgische economie*

Traditioneel wordt de evolutie van de conjunctuur in België sterk beïnvloed door die in de buurlanden, een fenomeen dat zich door de recente invoering van de euro zonder twijfel nog sterker zal doen gelden. Door de bijzonder grote openheid van onze economie en het grote aandeel van de halffabrikaten in onze industriële structuur is de cyclische gevoeligheid van de Belgische economie bijzonder groot. Een behoorlijk aantal conjunctuuranalisten gaan er dan ook van uit dat de Belgische conjunctuurontwikkeling licht vooruitloopt op die van de rest van de eurozone.

Zoals in de rest van de eurozone is de conjunctuurontwikkeling in de loop van vorig jaar merkelijk verflauwd. De afgevlakte synthetische conjunctuurindicator van de Nationale Bank van België (NBB) zette vanaf eind 1997 een aanzienlijke en aanhoudende daling in.

De conjunctuurverflauwing is ook af te lezen van de kwartaalcijfers van de BBP-groei. Terwijl het bruto binnenlands product in het eerste kwartaal van 1998 reëel nog groeide met 4,6 % op jaarbasis ten opzichte van het voorgaande kwartaal, bedroeg het groeiritme in het tweede kwartaal nog 2,1 %. In het derde kwartaal bedroeg het stijgingsritme slechts 1 %; daarmee lag het BBP reëel nog steeds 2,1 % hoger dan een jaar eerder.

De conjunctuurverzwakking is in de eerste plaats te wijten aan de weerslag van de Aziatische inzinking. Daardoor is immers het exportdynamisme van de Belgische economie sterk verzwakt. In 1997 steeg de uitvoer in volume met 7,4 % en deze vormde een belangrijke bijdrage tot de BBP-groei. Waar evenwel in het eerste kwartaal van 1998 de uitvoer nog 6,3 % hoger lag dan een jaar eerder, was dit in het vierde kwartaal nog slechts 1 %. De invoer lag 3,8 % hoger, zodat de netto-export sedert enige tijd een minpost voor de economische groei is geworden.

De conjunctuur wordt dan ook uitsluitend ondersteund door de binnenlandse vraag. Daarbij gaat het in de eerste plaats om de privé-consumptie, die in het derde kwartaal van 1998 reëel nog steeds 3,3 % hoger lag dan een jaar eerder. De recente gegevens over de kleinhandel zijn gunstig : in de periode november 1998-januari 1999 was het omzetcijfer nominaal 8,4 % hoger dan een jaar eerder. Ook de bedrijfsinvesteringen blijven zich voorlopig gunstig ontwikkelen; in volume lagen ze over de eerste drie kwartalen van 1998 gemiddeld 5,8 % hoger dan een jaar eerder.

premiers trimestres de 1998, les investissements en volume ont été supérieurs de 5,8 % en moyenne, à leur niveau de la même période de l'année précédente. La bonne tendance est confirmée par les déclarations récentes à la TVA : sur la base de ces données, les investissements étaient au cours de la période novembre 1998-janvier 1999 supérieurs de 6,3 % en termes nominaux à leur niveau d'un an auparavant.

Le fléchissement de la conjoncture se manifeste également dans l'évolution de la production industrielle. Alors qu'au premier trimestre de 1998, la production industrielle, construction exclue, était encore supérieure de 5,9 % à son niveau d'un an auparavant, ce chiffre n'était plus que de 0,3 % pour la période décembre 1998-février 1999. La croissance économique est donc soutenue en premier lieu par le secteur des services. Cette dualité au sein de l'économie belge n'est pas illogique, puisque le secteur industriel est beaucoup plus exposé que le secteur des services à la concurrence internationale et, partant, à l'impact de la crise asiatique.

En dépit du fléchissement de la conjoncture, le marché de l'emploi a continué à évoluer de façon favorable, ce qui semble confirmer que le taux de croissance à partir duquel le chômage commence à diminuer a baissé significativement au fil des ans grâce aux politiques mises en œuvre par les pouvoirs publics. Le taux de chômage harmonisé et désaisonnalisé en Belgique était de 8,4 % en mars 1999; un an auparavant il était encore de 8,9 %.

Tout semble indiquer pourtant que le fléchissement de la conjoncture n'est que temporaire. Selon les indicateurs les plus récents, la confiance des consommateurs reste élevée. On n'envisage d'ailleurs pas de restrictions budgétaires affectant les revenus salariaux. Cela pourrait permettre à la consommation privée de poursuivre sa croissance à un rythme relativement élevé. Cela se confirme, entre autres, par l'évolution récente des ventes automobiles; sur la période décembre 1998-février 1999, celles-ci dépassaient toujours de 7,1 % celles de la même période de l'année précédente.

Les investissements des entreprises continuaient, eux aussi, à évoluer favorablement. Selon l'enquête la plus récente de la Banque nationale de Belgique (en novembre dernier), ils augmenteraient de 8,6 % cette année dans l'industrie manufacturière.

Par ailleurs, les exportations devraient profiter de la récente hausse du cours du dollar par rapport à l'euro. Le fait que la crise asiatique semble avoir dépassé le creux de la vague et qu'une relance prudente semble se dessiner devrait également soutenir les exportations. L'évolution la plus récente des commandes extérieures semble en effet indiquer une reprise imminente des exportations.

L'hypothèse selon laquelle la conjoncture devrait s'améliorer considérablement dans le courant des mois à venir est soutenue par l'évolution la plus récente de l'indicateur synthétique de la conjoncture de la BNB; celui-ci a en effet haussé considérable-

Deze gunstige tendens wordt bevestigd door de recente BTW-aangiften : op basis hiervan lagen de investeringen in de periode november 1998-januari 1999 nominaal 6,3 % hoger dan een jaar eerder.

De conjunctuurverflauwing is ook af te lezen van de ontwikkeling van de industriële productie. Terwijl deze, exclusief de bouw, in het eerste kwartaal van 1998 nog 5,9 % hoger lag dan een jaar eerder, was dit in de periode december 1998-februari 1999 nog 0,3 %. De economische groei wordt dus in de eerste plaats gedragen door de dienstensector. Deze dualiteit binnen de Belgische economie is niet onlogisch, vermits de industriële sector veel meer aan de internationale concurrentie en dus aan de weerslag van de Aziatische inzinking is blootgesteld dan de dienstensector.

Ondanks de conjunctuurverflauwing blijft de arbeidsmarkt tot nog toe gunstig evolueren, wat lijkt te bevestigen dat het BBP-groeiritme van waaraf de werkloosheid begint te dalen, in de loop van de jaren blijkbaar merkelijk gedaald is dank zij de beleidsacties die door de overheid werden gevoerd. De geharmoniseerde, seizoengezuiverde werkloosheidsgraad lag in België in maart 1999 op 8,4 %; een jaar eerder was dit nog 8,9 %.

Toch lijkt het erop dat de conjunctuurverflauwing slechts van tijdelijke aard is. Volgens de jongste indicatoren blijft het consumentenvertrouwen hoog. Er zijn trouwens geen begrotingsrestricties ten aanzien van de looninkomens in het vooruitzicht gesteld. Daardoor zou de privé-consumptie dan ook aan een relatief krachtig tempo moeten kunnen blijven groeien. Dit wordt ondermeer bevestigd door de recente ontwikkeling van de autoverkopen; deze lagen in de periode december 1998-februari 1999 nog steeds 7,1 % hoger dan een jaar eerder.

Ook de bedrijfsinvesteringen zouden gunstig blijven evolueren. Volgens de jongste enquête van de Nationale Bank van België (november jongstleden) zouden ze dit jaar in de verwerkende nijverheid met 8,6 % toenemen.

Verder zou de export moeten kunnen genieten van de recente koersstijging van de dollar ten aanzien van de euro. Ook het feit dat de Aziatische inzinking uitgebodemd en een voorzichtig herstel zich stilaan lijkt af te tekenen, zou steun moeten bieden. De jongste evolutie van de buitenlandse bestellingen lijkt inderdaad op een nakend exportherstel te wijzen.

De hypothese dat de conjunctuur in de komende maanden merkelijk zou moeten verbeteren, wordt ondersteund door de meest recente evolutie van de synthetische conjunctuurindicator van de NBB, die sedert november van vorig jaar merkelijk is geste-

ment depuis novembre de l'année passée. L'indicateur précurseur de l'OCDE annonce, lui aussi, une reprise imminente.

Entretemps, l'économie belge, tout comme celle de la zone euro, est caractérisée par l'absence de tensions inflationnistes. Malgré une hausse notable des prix du pétrole au mois de mars, l'indice des prix à la consommation au premier trimestre de cette année était supérieur de seulement 1,1 % à son niveau d'un an auparavant.

Dans ce contexte, les plus importantes hypothèses de départ macro-économiques utilisées par le gouvernement pour la confection de son budget ajusté de cette année, à savoir une croissance réelle du PIB de 2 % en 1999 ainsi qu'une hausse des prix à la consommation de 1 %, peuvent être considérées comme réalistes.

2. Les recettes

Les recettes totales ont été rééstimées à la hausse de 16,1 milliards de francs belges. Ceci résulte d'un quasi statu quo (- 0,4 milliard de francs belges) des recettes fiscales totales et d'une révision à la hausse de 16,5 milliards de francs belges des recettes non fiscales. La révision est principalement influencée par la nouvelle base de départ, à savoir les recettes de 1998, et les nouvelles hypothèses macro-économiques pour 1999.

En recettes fiscales courantes, la nouvelle estimation a été effectuée à l'aide de la méthode désagrégée, utilisée depuis plusieurs années, qui permet d'estimer l'évolution spontanée des recettes sur la base des prévisions d'évolution des principaux agrégats macro-économiques.

La base de départ pour le calcul de l'évolution spontanée des recettes fiscales sont les recettes réalisées en 1998, qui sont abondamment décrites dans l'ajustement de l'exposé général. Celles-ci ont été supérieures de 16,5 milliards de francs belges aux recettes probables attendues pour 1998.

L'estimation des principaux agrégats macro-économiques a été revue à la baisse. Le taux de croissance nominal du PIB a été ramené de 3,8 % dans le budget initial à 3,1 %. Ceci est dû à une prévision plus basse tant en matière d'inflation, où le déflateur du PIB est estimé maintenant à 1,1 % à comparer avec 1,4 % lors de l'établissement du budget initial, qu'en matière de croissance réelle, où l'augmentation attendue a été ramenée de 2,4 % dans le budget initial à 2 % actuellement. La révision des hypothèses de croissance et d'inflation pour 1999 occasionne une moindre croissance des recettes fiscales courantes à concurrence de 25,4 milliards de francs belges.

Par ailleurs, les corrections et facteurs techniques ont été sensiblement modifiés tant en ce qui concerne 1998 (- 2,6 milliards de francs belges) que 1999 (+ 6,3 milliards de francs belges). En ce qui concerne l'année en cours la modification tient au report de 1998 à 1999 du remboursement par l'INAMI des

gen. Ook de voorlopende indicator van de OESO wijst in de richting van een nakend herstel.

Ondertussen wordt de Belgische economie, zoals die van de eurozone, gekenmerkt door de afwezigheid van inflatoire spanningen. Zo lag, ondanks een merklijke stijging van de olieprijzen in maart, het indexcijfer van de consumptieprijzen in het eerste kwartaal van dit jaar slechts 1,1 % hoger dan een jaar eerder.

In deze context lijken de belangrijkste macro-économische uitgangshypothesen die de regering bij de opstelling van de aangepaste begroting voor dit jaar heeft gehanteerd, dat wil zeggen een reële toename in 1999 van het BBP met 2 % en een stijging van de consumptieprijzen met 1 %, als realistisch te mogen worden beschouwd.

2. De ontvangsten

De totale ontvangsten zijn met 16,1 miljard Belgische frank naar boven toe herhaamd, waarbij er een quasi status-quo is (- 0,4 miljard Belgische frank) bij de totale fiscale ontvangsten en een toename met 16,5 miljard Belgische frank bij de niet-fiscale ontvangsten. De herziening is vooral beïnvloed door de nieuwe vertrekbasis, met name de ontvangsten van 1998, en de nieuwe macro-économische hypothesen voor 1999.

De herraming van de lopende fiscale ontvangsten geschiedt volgens de gedesaggregeerde methode, die al jaren in gebruik is en die het mogelijk maakt de spontane evolutie van de ontvangsten te ramen op basis van de vooruitzichten van de ontwikkeling van de belangrijkste macro-economische aggregaten.

De vertrekbasis voor de berekening van de spontane ontwikkeling van de fiscale ontvangsten zijn de verwezenlijkte ontvangsten van 1998, die uitgebreid beschreven zijn in de aangepaste algemene toelichting. Die ontvangsten liggen 16,5 miljard Belgische frank hoger dan de vermoedelijke ontvangsten van 1998.

De belangrijkste macro-economische aggregaten zijn naar beneden toe herzien. De nominale groeivoet van het BBP is van 3,8 % in de oorspronkelijke begroting teruggebracht tot 3,1 %. Dat is te wijten aan een neerwaartse herziening zowel van de inflatie, waar de BBP-deflator nu op 1,1 % wordt geraamde tegenover 1,4 % in de oorspronkelijke begroting, als van de reële groei, waar de in de oorspronkelijke begroting verwachte stijging van 2,4 % is teruggebracht tot 2 %. De herziening van de hypothesen voor 1999 inzake inflatie en groei leidt tot een vermindering met 25,4 miljard Belgische frank van de aangroei van de lopende fiscale ontvangsten.

Anderzijds zijn de correcties en technische factoren in belangrijke mate gewijzigd, zowel wat 1998 (- 2,6 miljard Belgische frank) als wat 1999 (+ 6,3 miljard Belgische frank) betreft. Wat het lopende jaar betreft, heeft de wijziging te maken met de overdracht van 1998 naar 1999 van de terugstor-

montants remboursés depuis 1995 par l'administration des Contributions directes avec les rôles IPP au titre de la franchise fiscale en matière de soins de santé (ticket modérateur). De plus l'incidence complémentaire attendue en 1999 des mesures fiscales existantes a été très légèrement revue à la baisse et ramenée de - 8,9 milliards de francs belges à - 8 milliards de francs belges. C'est essentiellement la révision du taux d'inflation pris en compte pour 1998 et l'existence de statistiques plus récentes qui sont à l'origine de cette modification.

En plus le gouvernement a décidé d'avancer du 1^{er} juillet 1999 au 1^{er} avril 1999, l'entrée en vigueur prévue des nouvelles mesures d'allégement décidées en octobre de l'année passée, à savoir la réindexation des barèmes fiscaux ainsi que la majoration du minimum exonéré pour le couple marié. Le coût de cette anticipation est estimé à 1,2 milliard de francs belges. Il est intégré dans le tableau II (Doc. n° 2117/1, pp. 78-79) de l'ajustement de l'exposé général du budget 1999.

Une moins-value de 5,5 milliards de francs belges apparaît ainsi au niveau des recettes fiscales courantes totales entre la présente réestimation et les recettes votées en décembre 1998.

Par ailleurs, la comparaison entre les recettes courantes ajustées 1999 et les réalisations 1998 fait apparaître une croissance de 63,2 milliards de francs belges ou 2,5 %, qui peut être synthétisée comme suit :

	<i>En milliards de francs belges</i>	<i>En %</i>
Contributions directes	+ 37,4	+ 2,5
Douanes	+ 1,3	+ 2,8
Accises	+ 0,7	+ 0,3
TVA	+ 24,1	+ 3,6
Enregistrement et divers	- 0,4	- 0,4
Recettes fiscales courantes totales	+ 63,2	+ 2,5

Dans ce cadre et par type d'impôt, l'évolution des recettes fiscales courantes peut faire l'objet du commentaire suivant :

Contributions directes

Les recettes perçues par l'administration des Contributions directes ont été rééstimées à 1 547 milliards de francs belges pour 1999. Elles progresseraient ainsi de 37,4 milliards de francs belges (+ 2,5 %) par rapport aux recettes de 1998.

Le produit de la taxe de circulation s'élèverait à 40 milliards de francs belges, en augmentation de 1,8 milliard de francs belges (+ 4,8 %). Cette augmentation tient compte d'un glissement de 1,5 mil-

ting door het RIZIV van bedragen inzake de fiscale franchise bij de gezondheidszorg (remgelden) die vanaf 1995 door de administratie van de Directe Belastingen bij de kohieren personenbelasting werden terugbetaald. Bovendien werd de voor 1999 verwachte aanvullende weerslag van de bestaande fiscale maatregelen zeer licht naar beneden toe herzien en teruggebracht van - 8,9 miljard Belgische frank tot - 8 miljard Belgische frank. Vooral de herziening van de voor 1998 in aanmerking genomen inflatiegraad en de beschikbaarheid van recentere statistieken liggen aan de oorsprong van die wijziging.

Daarenboven besliste de regering de inwerkingtreding van de in oktober jongstleden besliste belastingverlagende maatregelen, met name de herindexering van de belastingschalen en de verhoging van het belastingvrij minimum voor gehuwden, te vervroegen van 1 juli tot 1 april 1999. De kost van die vervroeging, die op 1,2 miljard Belgische frank wordt geraamd, is opgenomen in tabel II (Stuk n° 2217/1, blz. 78-79) van de aanpassing van de algemene toelichting bij de begroting 1999.

Bij de totale lopende fiscale ontvangsten ontstaat er zo een minderwaarde van 5,5 miljard Belgische frank tussen de huidige herraamming en de in december 1998 goedgekeurde ontvangsten.

Anderzijds blijkt uit een vergelijking tussen de aangepaste lopende ontvangsten van 1999 en de realisaties van 1998 een toename van 63,2 miljard Belgische frank of 2,5 %, die samengevat kan worden als volgt :

	<i>In miljard Belgische frank</i>	<i>In %</i>
Directe belastingen	+ 37,4	+ 2,5
Douane	+ 1,3	+ 2,8
Accijzen	+ 0,7	+ 0,3
BTW	+ 24,1	+ 3,6
Registratie en diversen	- 0,4	- 0,4
Totale lopende fiscale ontvangsten	+ 63,2	+ 2,5

In dit verband kan bij de evolutie van de lopende fiscale ontvangsten per soort belasting de volgende commentaar worden gegeven :

Directe belastingen

De door de administratie van de Directe Belastingen geïnde ontvangsten werden voor 1999 herraamd op 1 547 miljard Belgische frank; ze zouden daarmee stijgen met 37,4 miljard Belgische frank (dit wil zeggen + 2,5 %) in vergelijking met de ontvangsten van 1998.

De opbrengst van de verkeersbelasting zou 40 miljard Belgische frank bedragen en daarmee toenemen met 1,8 miljard Belgische frank (+ 4,8 %). Die stijging houdt rekening met een verschuiving van

liard de francs belges de 1998 à 1999 consécutif à l'entrée en vigueur d'un nouveau système de taxation pour les véhicules pour lesquels la perception de la taxe n'était pas encore automatisée.

Le précompte mobilier perçu sur dividendes atteindrait 38 milliards de francs belges, soit 2,2 milliards de francs belges de moins (- 5,4 %) que la recette perçue en 1998. Le précompte mobilier perçu sur d'autres revenus, essentiellement des intérêts, s'élèverait à 55 milliards de francs belges en recul de 5 milliards de francs belges (- 8,4 %) par rapport à la recette de 1998. La baisse des taux d'intérêt, la diminution des actifs soumis au précompte mobilier ainsi que le haut niveau de cette recette au 1^{er} semestre de 1998 expliquent le recul qui s'inscrit dans la tendance observée depuis l'été 1998.

Le précompte professionnel perçu à la source a été réestimé à 1 024,8 milliards de francs belges soit 34,1 milliards de francs belges (+ 3,4 %) de plus que la recette de 1998. Cette progression reflète la croissance des grandeurs économiques sous-jacentes, à savoir les revenus professionnels et l'emploi ainsi que l'incidence complémentaire des mesures détaillées ci-dessus, estimée à 1,1 milliard de francs belges (à savoir l'anticipation au 1^{er} avril 1999 de l'entrée en vigueur prévue des nouvelles mesures d'allégement fiscal décidées en octobre 1998).

Les versements anticipés atteindraient 373 milliards de francs belges soit 2,4 milliards de francs belges (+ 0,7 %) de plus qu'en 1998. L'amélioration continue des bénéfices des sociétés se poursuivrait en 1999 mais à un rythme nettement moindre qu'en 1998. De plus elle serait partiellement compensée par l'incidence complémentaire en 1999 de diverses mesures antérieures (- 1,3 milliard de francs belges) et par l'incidence négative à concurrence de 7 milliards de francs belges des glissements et facteurs techniques.

Par solde, les recettes résultant des enrôlements à charge des sociétés continueraient à s'améliorer (+ 2,1 milliards de francs belges) essentiellement suite à l'ensemble des mesures prises au cours des dernières années pour améliorer la perception de l'impôt et lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

Par ailleurs, le résultat des enrôlements à charge des personnes physiques sera légèrement moins négatif qu'en 1998, ce qui s'explique par le remboursement par l'INAMI des montants qui ont été remboursés depuis 1995 par l'administration des Contributions directes avec les rôles IPP au titre de ticket modérateur.

Droits de douane

L'estimation antérieure par les services de la Commission européenne de 50,4 milliards de francs belges est maintenue. Par rapport aux réalisations de

1,5 milliard Belgische frank van 1998 naar 1999 als gevolg van de inwerkingtreding van een nieuw aanslagstelsel voor voertuigen waarvoor de inning van de belasting nog niet was geautomatiseerd.

De roerende voorheffing op dividenden zou 38 miljard Belgische frank bedragen, wat 2,2 miljard Belgische frank (- 5,4 %) minder is dan de in 1998 geïnde ontvangsten. De roerende voorheffing op andere inkomsten, hoofdzakelijk interesten, zou 55 miljard Belgische frank bedragen en daarmee 5 miljard Belgische frank (- 8,4 %) lager liggen dan de ontvangsten van 1998. Die vermindering, die een sinds de zomer van 1998 waargenomen tendens voortzet, is te verklaren door de daling van de intrestvoeten, de vermindering van de aan de roerende voorheffing onderworpen activa alsook door het hoge niveau dat die ontvangst bereikt had in het eerste semester van 1998.

De aan de bron geïnde bedrijfsvoorheffing werd op 1 024,8 miljard Belgische frank herhaald, wat 34,1 miljard Belgische frank (+ 3,4 %) meer is dan de ontvangsten van 1998. Die stijging weerspiegelt de groei van de onderliggende economische grootheden, met name het beroepsinkomen en de werkgelegenheid, alsook de op 1,1 miljard Belgische frank geïerde aanvullende weerslag van de hierboven toegelichte maatregelen (met name de voorziene vervroeging tot 1 april 1999 van de inwerkingtreding van de in oktober 1998 besliste nieuwe belastingverlagende maatregelen).

De voorafbetalingen zouden 373 miljard Belgische frank belopen, wat 2,4 miljard Belgische frank (+ 0,7 %) meer is dan in 1998. De aanhoudende verbetering van de bedrijfswinsten zou zich in 1999 voortzetten, zij het tegen een duidelijk trager tempo dan in 1998. Bovendien zou ze gedeeltelijk worden gecompenseerd door de aanvullende weerslag in 1999 van diverse vroeger genomen maatregelen (- 1,3 miljard Belgische frank) en door de negatieve weerslag van verschuivingen en technische factoren (- 7 miljard Belgische frank).

Per saldo zouden de ontvangsten uit inkohieringen ten laste van de vennootschappen verder verbeteren (+ 2,1 miljard Belgische frank), hoofdzakelijk als gevolg van het geheel van de maatregelen die in de loop van de vorige jaren werden genomen om de belastinginvoering te verbeteren en om de belastingontduiking en -ontwijkings te bestrijden.

Anderzijds zal de opbrengst van de inkohieringen ten laste van natuurlijke personen iets minder negatief zijn dan in 1998, hetgeen te verklaren is door de terugstorting door het RIZIV van de sedert 1995 door de administratie der Directe Belastingen per kohier terugbetaalde bedragen van remgelden.

Douanerechten

De vroegere door de diensten van de Europese Commissie uitgevoerde raming van 50,4 miljard Belgische frank blijft behouden. Ten opzichte van de

1998, ceci représenterait une augmentation de 1,3 milliard de francs belges (+ 2,8 %).

Accises et divers

Les droits d'accises et droits divers progresseraient de 0,7 milliard de francs belges (+ 0,3 %) en 1999 compte tenu de l'incidence négative des glissements et facteurs techniques à concurrence de 2 milliards de francs belges.

TVA, timbres et taxes y assimilées

Les prévisions atteignent 702,2 milliards de francs belges, en progression de 24,1 milliards de francs belges (+ 3,6 %) par rapport aux recettes de 1998. Cet accroissement tient compte de l'incidence complémentaire en 1999 de mesures antérieures pour 4,3 milliards de francs belges, à savoir essentiellement l'incidence sur les recettes de 1999 de la fin de l'abaissement temporaire des taux de TVA pour la construction de certains logements intervenue à fin juin 1998.

Enregistrement et divers

Les droits d'enregistrement et droits divers atteindraient 93,4 milliards de francs belges soit 0,4 milliard de francs belges (- 0,4 %) de moins que les recettes de 1998, année qui avait été caractérisée par des opérations d'ampleur exceptionnelle au niveau des augmentations de capital des sociétés.

Les recettes fiscales de capital

Les recettes fiscales de capital, c'est-à-dire les droits de succession, ont été rééstimées à 34,6 milliards de francs belges en 1999 contre 33,6 milliards de francs belges pour les réalisations 1998.

Les recettes non fiscales

Les recettes non fiscales courantes ont été rééstimées à 115,7 milliards de francs belges contre 97,3 milliards de francs belges en 1998, soit une hausse de 18,4 milliards (+ 18,9 %) tandis que les recettes non fiscales de capital s'élèveraient à 16,4 milliards de francs belges en 1999 contre 10,8 milliards de francs belges en 1998. Ces hausses significatives résultent au niveau des recettes non fiscales courantes du rendement plus important qu'estimé lors du budget initial des actifs de la Banque Nationale de Belgique, ainsi que des versements supplémentaires émanant de la Loterie nationale et du produit plus élevé des cotisations à la Caisse des veuves et orphelins. En ce qui concerne les recettes non fiscales de capital, la plus-value enregistrée a pour origine principale le remboursement au Trésor par les hôpitaux d'avances récupérables accordées dans le passé, ainsi que le versement de l'actif net de

realisaties van 1998 betekent dat een stijging met 1,3 miljard Belgische frank (+ 2,8 %).

Accijnzen en diversen

Bij de accijnsrechten en diverse rechten zouden de ontvangsten in 1999 stijgen met 0,7 miljard Belgische frank (+ 0,3 %); daarbij is rekening gehouden met de negatieve weerslag ten behoeve van 2 miljard Belgische frank van verschuivingen en technische factoren.

BTW, zegelrechten en ermee gelijkgestelde taksen

De vooruitzichten bedragen 702,2 miljard Belgische frank, wat een verhoging met 24,1 miljard Belgische frank (+ 3,6 %) betekent in vergelijking met 1998. Daarbij is rekening gehouden met 4,3 miljard Belgische frank aan aanvullende weerslag in 1999 van vroeger genomen maatregelen, met name vooral de weerslag op de ontvangsten van 1999 van de stopzetting op het einde van juni 1998 van de tijdelijke verlaging van de BTW-tarieven voor de bouw van sommige woongebouwen.

Registratierechten en diversen

De registratierechten en diverse rechten zouden 93,4 miljard Belgische frank bedragen, wat 0,4 miljard Belgische frank (- 0,4 %) minder is dan de ontvangsten van 1998, maar het jaar 1998 was gekenmerkt door uitzonderlijk omvangrijke verrichtingen inzake kapitaalverhogingen van vennootschappen.

Fiscale kapitaalontvangsten

De fiscale kapitaalontvangsten, met name de successierechten, werden voor 1999 herraamd op 34,6 miljard Belgische frank, tegenover 33,6 miljard Belgische frank voor de realisaties van 1998.

Niet-fiscale ontvangsten

De lopende niet-fiscale ontvangsten werden op 115,7 miljard Belgische frank herraamd, tegenover 97,3 miljard Belgische frank in 1998, wat een stijging met 18,4 miljard Belgische frank (+ 18,9 %) betekent, terwijl de niet-fiscale kapitaalontvangsten 16,4 miljard Belgische frank zouden bedragen in 1999, tegenover 10,8 miljard Belgische frank in 1998. De lopende niet-fiscale ontvangsten zijn aanzienlijk hoger omdat de activa van de Nationale Bank van België meer opbrengen dan verwacht bij de opmaak van de initiële begroting. Tevens zijn er bijkomende stortingen verricht door de Nationale Loterij en een hogere opbrengst van de bijdragen aan de Kas voor weduwen en wezen. Wat betreft de niet-fiscale kapitaalontvangsten, is de meeropbrengst hoofdzakelijk toe te schrijven aan de terugstorting aan de Schatkist van terugvorderbare voorschotten die destijds aan de ziekenhuizen werden toegekend, evenals aan

liquidation de la Société Nationale de Restructuration des Secteurs Nationaux.

Les recettes servant à financer d'autres pouvoirs que le pouvoir fédéral, à savoir l'Union européenne, les communautés et régions et la sécurité sociale, ont donc été revues à la hausse (+ 10 milliards de francs belges). À eux seuls, les transferts aux entités régionales et communautaires progressent de 7,9 milliards de francs belges. Cette forte hausse s'explique par la régularisation par le pouvoir fédéral, à raison de 4 milliards de francs belges en 1999 du manque à gagner qui a résulté pour les communautés depuis 1989 d'une mise à jour des statistiques à utiliser en vertu de la loi spéciale de financement du 16 janvier 1989 en vue d'évaluer l'évolution démographique pour la population en âge de scolarité dans ces entités. Par rapport à 1998, la hausse des recettes servant à financer d'autres pouvoirs se répartit entre les communautés (+ 15,4 milliards de francs belges), les régions (+ 32,5 milliards de francs belges) et la sécurité sociale (+ 6,5 milliards de francs belges).

Il en résulte globalement une révision à la hausse à concurrence de 6,1 milliards de francs belges des *recettes* finançant le pouvoir fédéral et revenant au budget des *Voies et Moyens*. Par rapport aux réalisations 1998, ces dernières tiennent donc compte d'une croissance de 33,4 milliards de francs belges ou près de 2,2 %.

Par ailleurs, on peut constater, sur la base des informations déjà disponibles actuellement, que les recettes des *trois premiers mois de 1999* et les données provisoires relatives aux versements anticipés d'avril 1999 montrent une croissance de même ampleur que celle attendue dans l'ajustement du budget qui est soumis aujourd'hui à l'approbation de la Chambre.

3. Les besoins de financement de l'État

3.1. Le solde net à financer et le besoin net de financement

Le solde net à financer (SNF) du pouvoir fédéral pour 1999 fut réduit lors du contrôle budgétaire de 146,6 milliards de francs belges (1,6 % du PIB) à 121,5 milliards de francs belges (1,3 % du PIB). Bien qu'en chiffres absolus le SNF serait légèrement supérieur au résultat de caisse de 1998, qui est de 113,8 milliards de francs belges, il resterait constant à 1,3 %, et ce malgré la baisse prévue de la croissance économique. Il faut en outre tenir compte du fait qu'une importante marge de sécurité a été dégagée en ce qui concerne les charges d'intérêts. Les besoins nets de financement (selon la méthodologie des comptes nationaux) de l'ensemble des administrations publiques diminueraient de 1,3 % en 1998 à

de storting van de netto-activa afkomstig van de vereffening van de Nationale Maatschappij voor de Herstructurering van de Nationale Sectoren.

De *ontvangsten tot financiering van andere overheden* dan de federale overheid, met name de Europese Unie, de gemeenschappen en gewesten en de sociale zekerheid, werden dus opwaarts herzien (+ 10 miljard Belgische frank). De overdrachten naar de gewesten en gemeenschappen alleen al zijn goed voor een verhoging met 7,9 miljard Belgische frank. Die forse stijging is te verklaren door het regulariseren door de federale overheid, naar rato van 4 miljard Belgische frank in 1999, van de middelenderving van de gemeenschappen sedert 1989. Voor de gemeenschappen vloeit deze stijging voort uit de bijwerking van de statistieken die krachtens de bijzondere financieringswet van 16 januari 1989 worden gehanteerd met het oog op de evaluatie van de demografische ontwikkeling voor de schoolgaande jeugd in de deelgebieden. De verhoging van de ontvangsten tot financiering van andere overheden ten opzichte van 1998 wordt opgesplitst tussen de gemeenschappen (+ 15,4 miljard Belgische frank), de gewesten (+ 32,5 miljard Belgische frank) en de sociale zekerheid (+ 6,5 miljard Belgische frank).

Globaal leidt dat tot een opwaartse herziening ten belope van 6,1 miljard Belgische frank van de ontvangsten tot financiering van de federale overheid, die dus voorkomen in de *rijksmiddelenbegroting*. Ten opzichte van de verwezenlijkingen van 1998 houdt die laatste dus rekening met een stijging van 33,4 miljard Belgische frank, of ongeveer 2,2 %.

Anderzijds kan men op basis van de thans reeds beschikbare gegevens vaststellen dat de ontvangsten van *de eerste drie maanden van 1999* en de voorlopige gegevens inzake de voorafbetalingen van april 1999 een groei vertonen die ongeveer even groot is als die welke verwacht is in de aanpassing van de begroting die thans aan de goedkeuring van de Kamer wordt voorgelegd.

3. De financieringsbehoeften van de Staat

3.1. Het netto te financieren saldo en de nettofinancieringsbehoefte

Het netto te financieren saldo (NFS) van de federale overheid voor 1999 werd bij de begrotingscontrole verlaagd van 146,6 miljard Belgische frank (1,6 % van het BBP) tot 121,5 miljard Belgische frank (1,3 % van het BBP). Ofschoon het NFS in absolute bedragen lichtjes hoger zou zijn dan het verwezenlijkte kasresultaat van 1998 van 113,8 miljard Belgische frank, zou het ondanks de verlaging van de voor 1999 verwachte economische groei in procent van het BBP constant blijven op 1,3 %. Daarenboven dient ermee rekening gehouden dat er een aanzienlijke veiligheidsmarge bij de rentelasten werd ingebouwd. De nettofinancieringsbehoeften (volgens de methodiek van de nationale rekeningen) van de ge-

1,2 % du PIB en 1999. Dans le cas du pouvoir fédéral, ces chiffres sont respectivement de 1,7 % et 1,4 %.

Le solde net à financer cumulé ou déficit de caisse des trois premiers mois s'élève cette année à 264,1 milliards de francs belges et dépasse donc de 43,8 milliards de francs belges celui de l'an dernier. Cette comparaison, qui se rapporte à une période très courte et qui est donc sujette à des glissements dans le temps de flux de trésorerie, n'a qu'une valeur toute relative.

3.2. La dette publique et la dette de l'ensemble des administrations publiques : chiffres principaux

Le fait que la *dette publique* (9 758,3 milliards de francs belges à fin 1998) ait connu l'an dernier pour la première fois depuis longtemps une diminution en termes nominaux, à concurrence de 47,6 milliards de francs belges, contre une augmentation de 200,1 milliards de francs belges en 1997, résulte de l'abaissement du solde net à financer de 205,5 à 113,8 milliards de francs belges et à des facteurs techniques particuliers, comme le remboursement en décembre d'une partie de la dette en devises n'appartenant pas à la zone euro pour un montant de 89 milliards de francs belges, et ce grâce au versement par la Banque Nationale des plus-values sur ventes d'or. La part de la dette en devises n'appartenant pas à la zone euro est ainsi passée de 4,7 % fin 1997 à 3,9 % fin 1998. Cette année, la part de la dette en devises diminuera encore.

Lors du démarrage de la troisième phase de l'UEM le 2 janvier 1999, la dette publique sous forme dématérialisée (certificats de trésorerie, OLO et titres scindés) destinée aux investisseurs professionnels a été transformée en euros. Depuis ce moment, ces titres, de même que les *Belgian Treasury Bills* (Bons du Trésor) ne sont plus émis qu'en euros. Depuis lors également, seule figure encore dans la dette en devises la dette exprimée en monnaies qui n'appartiennent pas à la zone euro, à savoir la dette en CHF, JPY et USD. La dette dans les devises qui appartiennent à la zone euro figure maintenant dans la dette en euros, avec la dette qui a été émise en francs belges et la nouvelle dette émise en euros. En mars a eu lieu la première émission de bons d'État en euros.

Fin mars dernier, la dette publique atteignait 10 025,3 milliards de francs belges (248,5 milliards d'euros). Après soustraction des placements que la Trésorerie effectue dans le cadre de ses opérations de gestion, on obtient une dette nette de 9 777,5 milliards de francs belges (247,3 milliards d'euros). Le mois passé, l'État a repris à sa charge les dettes de l'ancienne Régie des Transports Maritimes, d'un montant total de 10,7 milliards de francs belges. Toutefois, la forte augmentation de la dette brute par rapport à fin décembre 1998 n'est que temporaire; à la fin de cette année, l'encours de la dette publique aurait augmenté de quelque 100 milliards de francs

zamenlijke overheid zouden dalen van 1,3 % in 1998 naar 1,2 % van het BBP in 1999. Die cijfers bedragen voor de federale overheid respectievelijk 1,7 % en 1,4 %.

Het gecumuleerd netto te financieren saldo of kastekort voor de eerste drie maanden beloopt dit jaar 264,1 miljard Belgische frank en ligt aldus 43,8 miljard Belgische frank hoger dan verleden jaar. Die vergelijking, die betrekking heeft op een zo korte periode en die dus onderhevig is aan verschuivingen in de tijd van de kasstromen, is echter slechts in beperkte mate zinvol.

3.2. De rijksschuld en de schuld van de gezamenlijke overheid : voornaamste cijfers

Het feit dat de *rijksschuld* (9 758,3 miljard Belgische frank einde 1998) vorig jaar voor het eerst sedert heel lang een afname in nominale termen, ten belope van 47,6 miljard Belgische frank, kende tegenover een toename met 200,1 miljard Belgische frank in 1997, is te danken aan de verlaging van het netto te financieren saldo van 205,5 naar 113,8 miljard Belgische frank en aan bijzondere technische factoren zoals de terugbetaling in december van een deel van de schuld in vreemde munten van buiten de eurozone ten bedrage van 89 miljard Belgische frank dank zij de storting door de Nationale Bank van meerwaarden op goudverkopen. Aldus daalde het aandeel van de schuld in andere dan euro-valuta's van 4,7 % eind 1997 tot 3,9 % eind 1998. Dit jaar zal dit aandeel van de schuld in vreemde munten nog verder dalen.

Bij de start van de derde fase van de EMU op 2 januari 1999 werd de voor de professionele beleggers bedoelde overheidsschuld in gedematerialiseerde vorm (schatkistcertificaten, OLO's en gesplitste effecten) gewijzigd in euro en vanaf dan worden die effecten alsmede de *Belgian Treasury Bills* (Schatkistbons) enkel nog in euro uitgegeven. Sindsdien behoort tot de schuld in vreemde munten enkel nog de schuld in munten die voordien niet tot de eurozone behoorden, in casu de schuld in CHF, de JPY en de USD. De schuld in munten die tot de eurozone behoorden, behoort nu samen met de schuld die in Belgische frank was uitgegeven en met de nieuwe in euro uitgegeven schuld, tot de schuld in euro. In maart werd de eerste staatsbon in euro uitgegeven.

Eind maart laatstleden bedroeg de rijksschuld 10 025,3 miljard Belgische frank (248,5 miljard euro). Na aftrek van de beleggingen die de Schatkist doet in het kader van haar beheersverrichtingen, bekomt men een netto-schuld van 9 977,5 miljard Belgische frank (247,3 miljard euro). Vorige maand heeft de Staat de schulden van de vroegere Regie voor Maritiem Transport overgenomen voor een totaal bedrag van 10,7 miljard Belgische frank. De forse toename van de rijksschuld ten opzichte van eind december 1998 is echter slechts tijdelijk; op het einde van dit jaar zou het uitstaande bedrag van de rijksschuld immers maar ongeveer 100 miljard Bel-

belges seulement par rapport à fin 1998. Cette augmentation est due principalement au solde net à financer prévu de 121,5 milliards de francs belges à la fin de cette année. Ceci signifie qu'exprimé en pourcent du PIB, notre dette publique diminuerait une nouvelle fois cette année-ci, poursuivant ainsi la tendance entamée en 1994.

Entre fin 1993 et fin 1998, le *taux d'endettement de l'ensemble des pouvoirs publics* a diminué au total de 19,2 % pour atteindre 115,8 %. Pendant cette période, la diminution de la dette a non seulement pris de l'ampleur mais a aussi acquis un caractère de plus en plus structurel et endogène en raison de l'action renforcée de l'effet boule de neige inverse, ce dernier résultant du surplus primaire croissant et de la part beaucoup plus limitée en 1997 et 1998 qu'en 1995-1996 des opérations financières spéciales hors besoins de financement. La contribution de ce genre d'opérations, telles que l'utilisation déjà mentionnée des plus-values sur or à l'amortissement de la dette ou que les privatisations, est relativement limitée cette année, comme elle le fut l'an passé. À part le produit de 2 milliards de francs belges provenant de la privatisation d'une partie de la BIAC, née de la fusion de la BATC et de la RVA, le produit des privatisations réalisées l'an dernier n'est pas venu diminuer la dette de l'ensemble des pouvoirs publics. Cette année, le produit de la privatisation du reste de la CGER (50,5 milliards de francs belges) sera affecté pour les deux tiers (environ 34 milliards de francs belges) à l'allégement de la dette publique et le tiers restant servira à l'augmentation de capital de la Financière TGV et de La Poste. Du produit de la vente, réalisée l'an dernier, de Cockerill Sambre (26 milliards de francs belges), 13 milliards de francs belges environ iront à la diminution de la dette de la Région wallonne.

Cette année, le taux d'endettement de l'ensemble des pouvoirs publics devrait descendre à 113,6 % du PIB, le ralentissement du rythme de diminution étant simplement dû à un ralentissement temporaire de la croissance économique cette année. Du fait que le gouvernement s'en tient à la norme budgétaire inscrite dans le pacte de stabilité de décembre 1998, qui prescrit d'atteindre chaque année un surplus primaire d'environ 6 %, le taux d'endettement continuera de diminuer, pour atteindre 60 % en 2015.

Partant de l'abaissement réaliste de 4,07 % à 3,36 % de l'hypothèse budgétaire de taux moyen pondéré global pour la dette à court terme, et compte tenu de l'instauration d'une réserve de 18 milliards de francs belges à titre de marge de sécurité, les crédits de charges d'intérêts de 1999 ont été réduits, lors du contrôle budgétaire, de 627,8 à 618,0 milliards de francs belges (15,32 milliards d'euros). Grâce à l'augmentation limitée de la dette publique, le dernier montant cité ne dépasse que de 9,8 milliards de francs belges le montant réalisé en 1998. Ainsi, le ratio des charges d'intérêts en % du PIB poursuivra en 1999 la tendance à la baisse inaugurée en 1993, et

gische frank hoger zijn dan eind 1998. Die toename is hoofdzakelijk te wijten aan het voor dit jaar verwachte netto te financieren saldo van 121,5 miljard Belgische frank. Bijgevolg zou de rijksschuld uitgedrukt in procent van het BBP ook dit jaar dalen en aldus de in 1994 ingezette trend verderzetten.

Tussen eind 1993 en eind 1998 nam de *schuldgraad van de gezamenlijke overheid* in totaal met 19,2 % af tot 115,8 %. In die periode nam de schuldafname niet alleen in omvang toe, maar kreeg ze ook een steeds meer structureel en endogeen karakter door de versterkte werking van het omgekeerd sneeuwbaleffect dank zij het stijgend primair financieringsoverschot en door het veel geringere aandeel in 1997 en 1998 van bijzondere financiële verrichtingen buiten de financieringsbehoeften dan in 1995-1996. De bijdrage van dat soort verrichtingen zoals de reeds vermelde aanwending van de goudmeervwaarden voor schuldaflossing en privatiseringen is dit jaar zoals vorig jaar relatief gering. Afgezien van de privatiseringsopbrengst van 2 miljard Belgische frank van een deel van de BIAC, ontstaan uit de fusie van de BATC en de RLW, kwamen de verleden jaar verwezenlijkte privatiseringsopbrengsten in 1998 niet in mindering van de overheidsschuld. De privatiseringsopbrengst van de rest van de ASLK (50,5 miljard Belgische frank) zal dit jaar voor twee derden (ongeveer 34 miljard Belgische frank) aangewend worden voor de verlichting van de rijksschuld en het resterende derde zal dienen voor de kapitaalverhoging van de HST-Fin en van De Post. Van de verleden jaar gerealiseerde verkoopopbrengst van Cockerill Sambre (26 miljard Belgische frank) gaat ongeveer 13 miljard Belgische frank naar de vermindering van de schuld van het Waalse Gewest.

Dit jaar zou de overheidsschuldgraad verder afnemen tot 113,6 % van het BBP; de vertraging van het afbouwtempo is niet fundamenteel en is te wijten aan de tijdelijke vertraging van de economische groei dit jaar. Doordat de regering zich aan de begrotingsnorm houdt die is ingeschreven in het stabiliteitspact van december 1998 en die voorschrijft dat elk jaar een primair begrotingsoverschot dient behaald te worden van ongeveer 6 %, zal de schuldgraad tegen 2015 verder verlagen tot 60 %.

Uitgaande van de realistische verlaging van de begrotingshypothese van de globale gewogen gemiddelde rentevoet voor de korte-termijnschuld van 4,07 % tot 3,36 % en rekening gehouden met de invoering van een reserve van 18 miljard Belgische frank als veiligheidsmarge, werden de kredieten voor de rentelasten voor 1999 bij de begrotingscontrole verlaagd van 627,8 naar 618,0 miljard Belgische frank (15,32 miljard euro). Dat laatste bedrag is dank zij de erg geringe stijging van de rijksschuld slechts 9,8 miljard Belgische frank hoger dan het in 1998 verwezenlijkte bedrag. Aldus blijft in 1999 de rentelastenquote in procent van het BBP de sinds

ce principalement grâce à l'effet boule de neige inversé.

La diminution, à concurrence de 3,2 milliards de francs belges, des autres charges liées à la dette publique provient surtout de la suppression des crédits figurant au budget initial et destinés à couvrir la garantie de change des emprunts de la SNCI, crédits qui sont devenus superflus après le règlement définitif et anticipé des risques de change à fin de l'année 1998. Après addition de ces autres charges financières, les charges d'intérêts totales (prises au sens large et dans l'optique budgétaire traditionnelle) imputables au budget 1999 de la dette publique atteignent, après ajustement lors du contrôle budgétaire, 630,9 milliards de francs belges, contre 643,9 milliards de francs belges au budget initial et un montant réalisé en 1998 de 643,5 milliards de francs belges. Selon la méthodologie des comptes nationaux (SEC 1995), les charges d'intérêts s'élèveraient cette année à respectivement 638,3 et 651,1 milliards de francs belges, selon qu'on les considère au sens large ou au sens étroit. Ce montant, établi sur la base des transactions, tient compte des intérêts courus au lieu des intérêts échus, ainsi que des intérêts capitalisés lors des adjudications d'échange.

3.3. Gestion de la dette publique

L'an dernier, la Trésorerie a profité de l'aplatissement de la courbe des taux résultant principalement de la baisse des taux d'intérêt à long terme en accroissant sensiblement le taux de consolidation de la Dette publique de 79,7 % à 82,5 % et en allongeant la *duration* moyenne de la dette publique, entre autres en émettant régulièrement sur la nouvelle ligne d'OLO à 30 ans et en empruntant à très court terme lors de brèves poussées des taux. Cette année encore le gouvernement souhaite allonger quelque peu la *duration* de la dette pour l'établir à 4,25 années et au moins stabiliser le taux de consolidation au niveau élevé atteint fin 1998, niveau qui dépassait largement l'objectif général de 75 %. De la sorte, on peut continuer à limiter le risque de taux sur le portefeuille de la dette sans courir de risque budgétaire notable.

Fin janvier de cette année, un nouveau *benchmark* OLO à 10 ans a été émis pour un montant de 5 milliards d'euros, via un syndicat bancaire international. Grâce à cette formule d'émission, on a pu atteindre directement un volume suffisant et donc une liquidité suffisante, et l'emprunt a pu dans une grande mesure être placé auprès d'investisseurs étrangers. Par cette importante diversification des investisseurs, cette émission importante, qui constituait alors l'émission syndiquée d'obligation en euros la plus importante jamais réalisée par un émetteur souverain, a également permis de réduire de plusieurs points de base la différence de rendement entre les OLO et les obligations des autres États

1993 opgetekende trendmatige daling vooral dankzij het omgekeerde sneeuwbaleffect verderzetten.

De verlaging met 3,2 miljard Belgische frank van de overige lasten in verband met de rijksschuld vloeit hoofdzakelijk voort uit de schrapping van de kredieten uit de oorspronkelijke begroting om de wisselgarantie te dekken van NMKN-leningen, die overbodig werden na de definitieve en vervroegde vereffening van de wisselkoersrisico's eind 1998. Na toevoeging van die andere financiële lasten bedragen de bij de begrotingscontrole aangepaste totale op de Rijkschuldbegroting van 1999 aan te rekenen intrestlasten in de ruime zin in de traditionele begrotingsopstiek 630,9 miljard Belgische frank, tegenover 643,9 miljard Belgische frank in de oorspronkelijke begroting en het voor 1998 verwezenlijkte bedrag van 643,5 miljard Belgische frank. Volgens de methodiek van de nationale rekeningen (ESR 1995) zouden de intrestlasten in de enge en in de ruime zin dit jaar respectievelijk 638,3 en 651,1 miljard Belgische frank bedragen. In dit op transactiebasis opgesteld bedrag is rekening gehouden met de gelopen in de plaats van met de vervallen intrestbedragen en met de bij de omruilingsaanbestedingen gekapitaliseerde intresten.

3.3. Beheer van de rijksschuld

De Schatkist heeft vorig jaar geprofiteerd van de afvlakking van de rentecurve als gevolg van vooral de daling van de langetermijnrentevoet, door de consolidatiegraad van de rijksschuld gevoelig te verhogen van 79,7 % naar 82,5 % en door de gemiddelde « *duration* » van de rijksschuld te verlengen, onder meer door regelmatig de nieuwe OLO-lijn op 30 jaar uit te geven en door bij kortdurende rente-opstoten te ontlenen op zeer korte termijn. Ook dit jaar wenst de regering de « *duration* » van de schuld nog wat te verhogen tot 4,25 jaar en om de consolidatiegraad minstens te stabiliseren op het eind 1998 bereikte hoge niveau dat de algemene doelstelling van 75 % ruimschoots overschrijdt. Aldus kan het renterisico op de schuldportefeuille verder worden beperkt zonder noemenswaardige budgettaire risico's te lopen.

Eind januari dit jaar werd een nieuwe OLO-*benchmark*-10 jaar uitgegeven van 5 miljard euro via een internationaal bankensyndicaat. Dank zij die uitgifteformule kon bij de uitgifte direct een voldoende volume en dus voldoende liquiditeit worden bekommeren en kon de lening in een grote mate worden geplaatst bij buitenlandse beleggers. Mede door die sterke diversificatie van de beleggers kon bij die omvangrijke uitgifte, die tot dan toe de belangrijkste gesyndiceerde obligatie-uitgifte door een souvereine emittent was in euro, het verschil in rendement tussen de OLO's en de obligaties van de andere EMU-lidstaten met meerdere basispunten worden verlaagd. Op het einde van februari en maart werd die

membres de l'UEM. A la fin du mois de février et de mars, cette ligne d'OLO a été émise par adjudication, et ce sera normalement aussi le cas dorénavant.

Dans le cadre de l'accession récente au grand marché européen de l'euro, toute une série de mesures ont déjà été prises qui ont pour objectif central d'encourager les étrangers à effectuer des placements en titres de la dette publique belge. C'est ainsi qu'à partir du 1^{er} janvier de cette année, sept banques établies dans l'Union européenne en dehors de l'UEBL ont été nommées comme *primary dealers* en valeurs du Trésor belge. On envisage actuellement d'annoncer avant chaque adjudication de certificats de trésorerie la fourchette des montants à émettre, comme c'est déjà le cas pour les OLO. De cette manière, les montants acceptés lors des adjudications seraient plus uniformes, ce qui rendrait le marché primaire encore plus transparent. Les émissions de bons du Trésor destinées à la couverture de besoins temporaires de liquidités contribuent également à une plus grande standardisation des émissions hebdomadaires de certificats de trésorerie.

La semaine passée, le Trésor a émis une OLO d'une durée de trois ans portant un coupon d'intérêt égal au taux interbancaire Euribor à trois mois moins 12,5 points de base. Comme cette transaction est la première émission souveraine à taux flottant en euro référencée sur l'Euribor, cet emprunt fera fonction de *benchmark*. Cet emprunt de 2 milliards d'euros a été émis via un syndicat bancaire, de manière à garantir dès le départ une liquidité suffisante et à diversifier les investisseurs. Cette ligne sera à l'avenir, aux moments appropriés, réouverte aux moyens d'adjudications, ce qui augmentera encore sa liquidité. Cette OLO à taux flottant offre l'avantage de permettre à la Trésorerie de se financer à moyen terme au taux à court terme, qui est plus bas. En raison de la diversification plus grande des investisseurs sur le marché de l'euro, la nouvelle OLO à taux variable, placée entièrement dès le premier jour, connaît un succès plus grand que la précédente, qui est venue à échéance à la mi-mars.

Sur le plan institutionnel et logistique également, la Trésorerie a introduit des innovations qui doivent encore améliorer la gestion de la dette. La nouvelle salle des marchés et l'Agence de la dette fonctionnent respectivement depuis le mois de septembre et le 1^{er} octobre de l'an dernier. L'Agence est chargée de la gestion opérationnelle de la dette publique. On développe actuellement un projet informatique de gestion intégrée des données qui devrait être complètement opérationnel pour l'été. Le couplage des fichiers de données facilitera beaucoup l'analyse et la gestion du risque et contribuera ainsi à l'amélioration du rendement des prestations.

OLO-lijn via aanbesteding uitgegeven, hetgeen normalerwijze ook voortaan het geval zal zijn.

In het kader van de recente toetreding tot de grote Europese euro-markt werden reeds heel wat maatregelen genomen met als centrale doelstelling de beleggingen door buitenlanders in effecten van de Belgische staatsschuld te bevorderen. Aldus bijvoorbeeld zijn met ingang van 1 januari dit jaar zeven banken die gevestigd zijn in de Europese Unie buiten de BLEU, tot nieuwe *primary dealer* in Belgische Schatkistwaarden aangesteld. Thans wordt overwogen om ook bij de schatkistcertificaten voor elke aanbesteding de vork van de toe te wijzen bedragen aan te kondigen, zoals dat reeds het geval is bij de OLO's. Daardoor zouden de bij de aanbesteding aanvaarde bedragen meer uniform zijn, zodat de primaire markt nog transparanter zou worden. De uitgiften van schatkistbons tot dekking van tijdelijke kasbehoeften dragen eveneens reeds bij tot een grotere standaardisatie van de wekelijkse uitgiften van de schatkistcertificaten.

Vorige week heeft de Schatkist een OLO uitgegeven met een looptijd van drie jaar en met een rentecoupon die gelijk is aan de interbankrente Euribor op drie maanden min 12,5 basispunten. Daar deze transactie de eerste op de Euribor geïndexeerde *floating rate note* in euro is van een souvereine ontvanger, zal die lening als *benchmark* fungeren. Die lening van 2 miljard euro werd via een bankensyndicaat uitgegeven om van bij de start voldoende liquiditeit te waarborgen en om de beleggersbasis te diversificeren. Deze lijn zal in de toekomst, te gelegeren tijd, via aanbestedingen worden heropend, wat de liquiditeit nog zal verbeteren. Die OLO met vlotende rente biedt het voordeel dat de Schatkist zich op middellange termijn tegen de lagere kortetermijnrente kan financieren. Die nieuwe OLO met variabele rente, die op de eerste dag reeds volledig werd geplaatst, heeft wegens de veel ruimere beleggersbasis van de euromarkt een groter succes dan de vorige die halverwege maart verviel.

Ook op institutioneel en logistiek vlak werden bij de Thesaurie vernieuwingen doorgevoerd die het schuldbediening nog moeten verbeteren. Sinds respectievelijk september en één oktober vorig jaar functioneren de nieuwe marktaal en het Agentschap van de schuld. Het Agentschap is belast met het operationeel beheer van de Staatsschuld. Thans wordt een informaticaproject voor een geïntegreerd gegevensbeheer uitgewerkt dat tegen de zomer volledig operationeel zou moeten zijn. De koppeling van de gegevensbestanden zal de risico-analyse en het risicobeheer veel vergemakkelijken en zal aldus bijdragen tot een verhoging van het rendement van de prestaties.

**III. — COMMENTAIRES ET OBSERVATIONS
DE LA COUR DES COMPTES SUR LE
PROJET DE BUDGET AJUSTÉ DE L'ÉTAT
POUR L'ANNÉE BUDGÉTAIRE 1999**

CHAPITRE I^{er}

**Examen du projet d'ajustement du budget
des Voies et Moyens**

1. Financement des communautés et régions

Article 7 du projet

Cet article détermine, en application de l'article 53, 2^o, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 (¹), l'estimation des parts attribuées aux communautés, des produits de la taxe sur la valeur ajoutée et de l'impôt des personnes physiques.

La Cour des comptes observe que ces montants incluent, à concurrence de 4 milliards de francs belges, une provision destinée à couvrir l'impact d'une possible révision de la statistique du nombre d'habitants âgés, au 30 juin, de moins de 18 ans, servant au calcul des moyens précités (²).

Son Collège est d'avis que l'article visé devrait faire apparaître distinctement, d'une part, les montants attribués en stricte application de la loi spéciale — à savoir 313 227,0 millions de francs belges à la Communauté flamande, et 211 609,8 millions de francs belges à la Communauté française — et, d'autre part, ladite provision, répartie entre les deux communautés selon la clé établie à l'article 39, § 2, de la loi et applicable aux années 1989 à 1998 inclusive, soit respectivement 57,55 % (2 302,0 millions de francs belges) et 42,45 % (1 698,0 millions de francs belges).

En effet, la modification des paramètres de calcul des moyens attribués, permise par l'article 38, § 4, nécessite la prise d'un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, en concertation avec les gouvernements des communautés (³), avant lequel les montants revus ne peuvent être considérés comme établis en conformité avec les règles fixées par le législateur spécial.

(¹) Loi spéciale relative au financement des Communautés et des Régions.

(²) Article 38, § 4, de la loi spéciale susmentionnée.

(³) Les arrêtés royaux susceptibles de modification seraient alors les suivants : arrêtés royaux du 27 avril 1993 (paramètres relatifs aux années 1990 et 1991), 12 août 1994 (1992), 25 février 1996 (1993), 20 décembre 1996 (1994 et 1995), 10 février 1998 (1996) et 14 décembre 1998 (1997).

**III. — COMMENTAAR EN OPMERKINGEN
VAN HET REKENHOF BIJ HET ONTWERP
VAN AANGEPASTE STAATSBEGROTING
VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1999**

HOOFDSTUK I

**Onderzoek van het ontwerp houdende
aanpassing van de Rijksmiddelenbegroting**

**1. Financiering van de gemeenschappen en
de gewesten**

Artikel 7 van het ontwerp

In toepassing van artikel 53, 2^o, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 (¹) herraamt het voorliggende ontwerpartikel de aan de gemeenschappen toegewezen gedeelten van de opbrengsten van de belasting op de toegevoegde waarde en van de personenbelasting.

Het Rekenhof merkt op dat deze bedragen een provisie omvatten ten belope van 4 miljard Belgische frank, bestemd voor het dekken van de weerslag van een mogelijke herziening van de statistiek van het aantal inwoners van minder dan 18 jaar oud op 30 juni, die dient voor de berekening van de bovenvermelde middelen (²).

Zijn College is van oordeel dat het betrokken artikel de bedragen toegekend ingevolge de strikte toepassing van de bijzondere wet — te weten 313 227,0 miljoen Belgische frank aan de Vlaamse Gemeenschap en 211 609,8 miljoen Belgische frank aan de Franse Gemeenschap —, enerzijds, en de voormelde provisie, verdeeld tussen de twee gemeenschappen volgens de in artikel 39, § 2, van de bijzondere wet vastgelegde verdeelsleutel, toepasselijk voor de jaren 1989 tot en met 1998, hetzij respectievelijk 57,55 % (2 302,0 miljoen Belgische frank) en 42,45 % (1 698,0 miljoen Belgische frank), anderzijds, afzonderlijk tot uiting zou moeten laten komen.

De wijziging van de parameters voor de berekening van de toegewezen middelen, toegestaan door artikel 38, § 4, vereist immers het nemen van een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, in overleg met de gemeenschapsregeringen (³), vóór hetwelk de herziene bedragen niet kunnen worden beschouwd als vastgesteld in overeenstemming met de door de bijzondere wetgever vastgelegde regels.

(¹) Bijzondere wet betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

(²) Artikel 38, § 4, van de voormelde bijzondere wet.

(³) De koninklijke besluiten die vatbaar zijn voor wijziging zouden de volgende zijn : de koninklijke besluiten van 27 april 1993 (parameters met betrekking tot de jaren 1990 en 1991), 12 augustus 1994 (1992), 25 februari 1996 (1993), 20 december 1996 (1994 en 1995), 10 februari 1998 (1996) en 14 december 1998 (1997).

Intérêts « rythme » et « solde »

Le montant de 459,2 millions de francs belges repris à l'article 26.06 du titre I, section II, chapitre 18, § 1^{er}, du présent projet, à titre d'intérêts « rythme » et « solde », repose sur des soldes erronés du décompte définitif des parties attribuées de la taxe sur la valeur ajoutée, à savoir des montants respectifs de 815,1 et 601,3 millions de francs belges pour les Communautés flamande et française, au lieu des 1 397,6 et 1 030,9 millions de francs belges, pourtant repris dans les notes justificatives des articles 6 à 8 dudit projet.

Le montant inscrit devrait, dès lors, s'élever à 472,3 millions de francs belges, total des sommes de 256,8, 214,3 et 1,2 millions de francs belges à recevoir respectivement des Communautés flamande et française et de la Région wallonne.

2. Belgocontrol

La réforme des structures de gestion de l'aéroport de Bruxelles-National, effectuée en exécution de la loi du 19 décembre 1997 (¹), s'est traduite par le regroupement de l'ensemble des activités aéroportuaires de la Régie des Voies aériennes (RVA) et de la *Brussels Airport Terminal Company* (BATC) au sein de la *Brussels International Airport Company* (BIAC), société anonyme de droit public, la RVA se consacrant, pour sa part, aux activités de contrôle aérien et prenant la forme d'une entreprise publique autonome, rebaptisée Belgocontrol.

Dans ce cadre, l'arrêté royal du 2 avril 1998 (²) a réglé l'apport à la BIAC des biens, droits et obligations se rapportant à la branche aéroport, ainsi que d'un droit de superficie sur les constructions existantes de la RVA se rapportant à ladite branche, l'État succédant à la RVA dans les procédures d'expropriation en cours.

Les dépenses découlant de l'exécution de ces dernières ont fait, à concurrence de 145,2 millions de francs belges, l'objet d'une délibération du Conseil des ministres, prise en application de l'article 44 des lois sur la comptabilité de l'État (³). Afin de permettre la poursuite de ces procédures, le projet de troisième ajustement du budget général des dépenses de

(¹) Loi visant à rationaliser la gestion de l'aéroport de Bruxelles-National.

(²) Arrêté royal portant réforme des structures de gestion de l'aéroport de Bruxelles-National.

(³) Délibération n° 3168 du 5 mars 1998. Voir à ce sujet la lettre du 10 mars 1999 adressée par la Cour des comptes au président de la Chambre des représentants.

« Ritme »- en « saldo »-interessen

Het bedrag van 459,2 miljoen Belgische frank dat is opgenomen onder artikel 26.06 van titel I, sectie II, hoofdstuk 18, § 1, met betrekking tot « ritme »- en « saldo »-interesten, is gesteund op onjuiste saldi van de definitieve afrekening van de toegevoegde waarde, te weten respectievelijk 815,1 miljoen Belgische frank en 601,3 miljoen Belgische frank voor de Vlaamse en de Franse Gemeenschap in plaats van 1 397,6 miljoen Belgische frank en 1 030,9 miljoen Belgische frank. Nochtans zijn deze laatste bedragen opgenomen in de verantwoordingsnota's betreffende de artikelen 6 tot 8 van het ontwerp.

Het ingeschreven bedrag zou derhalve moeten worden opgetrokken tot 472,3 miljoen Belgische frank, dit is de som van de bedragen van 256,8 miljoen Belgische frank, 214,3 miljoen Belgische frank en 1,2 miljoen Belgische frank die respectievelijk vanwege de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest moeten worden ontvangen.

2. Belgocontrol

De hervorming van de beheersstructuren van de luchthaven Brussel-Nationaal, tot stand gebracht ter uitvoering van de wet van 19 december 1997 (¹) komt tot uiting in de hergroepering van het geheel der luchthavenbedrijvigeden van de Regie der Luchtwegen (RLW) en van de *Brussels Airport Terminal Company* (BATC) in de schoot van de *Brussels International Airport Company* (BIAC), een naamloze vennootschap van publiek recht. De RLW, die de vorm van een autonoom overheidsbedrijf heeft aangenomen en werd omgevormd tot Belgocontrol houdt zich op zijn beurt bezig met activiteiten op het vlak van luchtvaartcontrole.

In dit kader heeft het koninklijk besluit van 2 april 1998 (²) de inbreng geregeld in de BIAC van de goederen, rechten en verplichtingen met betrekking tot de bedrijfstak « luchthaven », alsmede van een opstalrecht op de bestaande gebouwen van de RLW met betrekking tot diezelfde bedrijfstak, waarbij de Staat de RLW opvolgt in de lopende onteigeningsprocedures.

De uitgaven die voortvloeien uit de uitvoering van deze laatste hebben ten belope van 145,2 miljoen Belgische frank het voorwerp uitgemaakt van een beraadslaging van de Ministerraad, genomen ter uitvoering van artikel 44 van de gecoördineerde wetten op de rikscomptabiliteit (³). Teneinde het verder verloop van deze procedures toe te laten, voorziet het

(¹) Wet tot rationalisering van het beheer van de luchthaven Brussel-Nationaal.

(²) Koninklijk besluit tot hervorming van de beheersstructuren van de luchthaven Brussel-Nationaal.

(³) Beraadslaging n° 3168 van 5 maart 1998. Zie in dit verband de brief van het Rekenhof van 10 maart 1999, gericht aan de voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers.

1999 prévoit l'inscription d'un crédit de 338,3 millions de francs belges — également repris dans le présent projet — à l'allocation de base 52.41.71.10, créant à cette occasion un programme 33.52.4 intitulé Aéroport de Bruxelles-National au sein de la section 33 — Communications et Infrastructure.

Bien que ces coûts incombent désormais à l'État, l'inscription par le présent projet d'ajustement du budget des Voies et Moyens, d'une recette d'un montant presque équivalent (338 millions de francs), à titre de dividende en provenance de Belgocontrol⁽¹⁾, semble toutefois traduire l'intention du gouvernement d'en faire supporter la charge par cette dernière.

La Cour des comptes rappelle, à cet égard, que l'article 21 du contrat de gestion conclu entre l'État et l'entreprise⁽²⁾ prévoit⁽³⁾ l'affectation de ses bénéfices nets à une réserve disponible et règle les modalités d'une éventuelle réduction de celle-ci.

Son Collège souligne l'absence, dans les notes justificatives du projet à l'examen, d'informations complémentaires concluant à l'existence d'une telle réserve et permettant d'escroquer, pour l'État, une recette de cet ordre alors même que les comptes de Belgocontrol ne sont pas encore clôturés.

Il fait également observer que l'inscription de ladite recette tend à anticiper la décision de l'organe de gestion autonome de l'entreprise.

CHAPITRE II

Examen du projet d'ajustement du budget général des dépenses

Section 11

Services du premier ministre

Programme 11.60.1 — Recherche et développement dans le cadre national; allocation de base 60.14.81.01 Couverture des dépenses de R&D des avions de la filière Airbus⁽⁴⁾

Lors de la confection du budget initial de l'année budgétaire 1999, l'augmentation des engagements à charge des crédits d'engagement pour l'année budgét-

⁽¹⁾ Titre I, section II, chapitre 33, article 27.02.

⁽²⁾ Approuvé par l'arrêté royal du 25 août 1998.

⁽³⁾ En vertu des articles 3, § 2, 8°, et 28, alinéa 1^{er} de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

⁽⁴⁾ Voir à ce sujet l'observation faite par la Cour des comptes dans ce rapport, à la section 32 — Affaires économiques, allocation de base 70.20.81.03 — Avance récupérable pour des programmes de recherche Airbus.

ontwerp van derde aanpassing van de algemene uitgavenbegroting in de inschrijving van een krediet van 338,3 miljoen Belgische frank — tevens hernommen in het voorliggende ontwerp — op de basis-allocatie 52.41.71.10, waarbij een programma 33.52.4 — « Luchthaven Brussel-Nationaal » wordt gecreëerd in de schoot van de sectie 33 — « Verkeerswezen en Infrastructuur ».

Alhoewel deze kosten voortaan ten laste van de Staat vallen, blijkt de inschrijving van een bijna gelijkwaardig bedrag (338 miljoen Belgische frank) ten titel van dividend vanwege Belgocontrol⁽¹⁾ via het voorliggende ontwerp van aanpassing van de Rijksmiddelenbegroting echter de intentie van de regering tot uiting te brengen om de last ervan te doen dragen door dit bedrijf.

Het Rekenhof herinnert er in dit verband aan dat artikel 21 van het tussen de Staat en Belgocontrol gesloten beheerscontract⁽²⁾ voorziet in⁽³⁾ de toewijzing van de netto-winsten van het bedrijf aan een beschikbare reserve en tevens de modaliteiten regelt van een eventuele vermindering van deze laatste.

Zijn College onderstreept de ontstentenis, in de bij het onderzochte ontwerp gevoegde verantwoordingsnota's, van bijkomende inlichtingen, die wijzen op het bestaan van een dergelijke reserve en die toelaten een ontvangst van die omvang voor de Staat te voorzien, daar waar de rekeningen van Belgocontrol zelfs nog niet zijn afgesloten.

Het doet tevens opmerken dat de inschrijving van voormelde ontvangst neerkomt op het vooruitlopen op de beslissing van het autonome beheersorgaan van het bedrijf.

HOOFDSTUK II

Onderzoek van het ontwerp houdende aanpassing van de algemene uitgavenbegroting

Sectie 11

Diensten van de eerste minister

Programma 11.60.1 — Onderzoek-ontwikkeling op nationaal vlak; basisallocatie 60.14.81.01 — Dekken van de O&O-uitgaven van de vliegtuigen in het kader van Airbus⁽⁴⁾

Bij de opstelling van de initiële begroting voor het begrotingsjaar 1999 kon nog geen rekening worden gehouden met een vermeerdering van de vastleggin-

⁽¹⁾ Titel I, sectie II, hoofdstuk 33, artikel 27.02.

⁽²⁾ Goedgekeurd bij koninklijk besluit van 25 augustus 1998.

⁽³⁾ Overeenkomstig de artikelen 3, § 2, 8°, en 28, eerste lid, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven.

⁽⁴⁾ Zie in dit verband ook de opmerking van het Rekenhof in dit verslag bij sectie 32 — Economische Zaken, basisallocatie 70.20.81.03 — « Terugvorderbaar voorschot voor onderzoeksprogramma's Airbus ».

taire 1998 n'avait pas encore pu être prise en compte. Les engagements comptables déjà pris ne pouvaient, en outre, avoir qu'un caractère « provisionnel », étant donné qu'ils ne reposaient sur aucune obligation résultant d'un contrat conclu à l'égard de tiers en 1998. À ce moment, aucun accord n'avait, en tout cas, été atteint entre les différents niveaux de pouvoir en Belgique, d'une part, et les entreprises privées concernées au niveau international, d'autre part⁽¹⁾.

Le présent projet d'ajustement du budget prend bien en compte cette situation; le crédit d'engagement de 286,5 millions de francs belges qui avait été inscrit au budget initial de l'année 1999 est ramené à zéro.

À ce propos, la Cour des comptes souligne qu'une incertitude demeure quant au niveau des crédits d'ordonnancement à inscrire. Selon le ministre compétent, le montant de 115 millions de francs belges prévu au budget initial de 1999 suffit, étant donné qu'aucun changement n'est intervenu depuis décembre 1998.

Section 12

Justice

Justification des crédits

Dans la plupart des cas, les crédits destinés aux rémunérations et aux allocations généralement quelconques du personnel statutaire sont diminués⁽²⁾. Dans la plupart des cas, ces modifications sont justifiées à suffisance.

La Cour des comptes estime toutefois que, dans plusieurs cas, la justification fournie est insuffisante, eu égard aux ajustements de crédits relativement importants :

— au sein du programme de subsistance relatif aux juridictions ordinaires, le crédit ouvert pour les dépenses de personnel statutaire⁽³⁾, initialement fixé à 14 171,9 millions de francs belges, a été réduit de 821,3 millions de francs belges, soit 6 % du crédit initialement prévu en 1999. La justification du projet de budget ajusté ne fournit, pour cette modification, qu'une explication partielle et peu précise (abaissement des prévisions en matière d'index, report en matière de carrière plane pour les magistrats, retard en matière de nominations et de promotions de magistrats, dépenses réelles en 1998, transfert de crédits au programme 2 — Service du travail social);

⁽¹⁾ À la fin de 1998 les négociations entre l'autorité fédérale et les Régions se trouvaient au stade final et, le 22 décembre de cette année-là, l'intégralité du crédit a fait l'objet d'un engagement comptable.

⁽²⁾ Les crédits ne sont majorés que pour la police judiciaire (allocation de base 58.01.11.03), et le Service du travail social (allocation de base 56.20.11.03) en raison, respectivement, de promotions et de la création de maisons de justice.

⁽³⁾ Allocation de base 56.01.11.03.

gen op vastleggingskredieten voor het begrotingsjaar 1998. De reeds genomen boekhoudkundige vastleggingen konden dan ook slechts een « provisioneel » karakter hebben vermits zij op geen enkele verplichting uit een in 1998 gesloten contract ten opzichte van derden steunden. Op dat ogenblik was er immers nog geen akkoord bereikt tussen de diverse overheden in België, enerzijds, en de betrokken private ondernemingen op internationaal niveau, anderzijds⁽¹⁾.

In het voorliggende ontwerp van aanpassing van de begroting wordt hier wel rekening mee gehouden en wordt het vastleggingskrediet dat werd ingeschreven in de initiële begroting voor 1999 ten belope van 286,5 miljoen Belgische frank geannuleerd.

In dit verband wijst het Rekenhof erop dat er onzekerheid blijft bestaan over het niveau van de in te schrijven ordonnanceringskredieten. Volgens de bevoegde minister zou het bedrag in de initiële begroting voor 1999 ten belope van 115 miljoen Belgische frank volstaan vermits geen wijziging in de toestand is opgetreden sinds december 1998.

Sectie 12

Justitie

Verantwoording van de kredieten

Over het algemeen worden de kredieten voor de bezoldiging en allerhande toelagen voor statutair personeel verminderd⁽²⁾. In de meeste gevallen worden deze wijzigingen op afdoende wijze verantwoord.

Het Rekenhof is echter van oordeel dat in een aantal gevallen een onvoldoende verantwoording wordt verstrekt, gelet op de relatief belangrijke kreditaanpassingen :

— binnen het bestaansmiddelenprogramma voor de gewone rechtsmachten wordt het krediet voor de personeelsuitgaven van het statutair personeel⁽³⁾, initieel 14 171,9 miljoen Belgische frank, verminderd met 821,3 miljoen Belgische frank of 6 % van het in 1999 oorspronkelijk ingeschreven krediet. De verantwoording van het ontwerp van aangepaste begroting geeft slechts een gedeeltelijke en weinig precieze verklaring voor deze wijziging (verlaging van de indexprevisies, uitstel inzake vlakke loopbaan voor magistraten, vertraging inzake benoemingen en bevorderingen van magistraten, werkelijke uitgaven in 1998, transfer van kredieten naar programma 2 — « Dienst Sociaal Werk »);

⁽¹⁾ Op het einde van 1998 bevonden de onderhandelingen tussen de federale overheid en de Gewesten zich in een eindstadium en op 22 december 1998 werd het integrale krediet boekhoudkundig vastgelegd.

⁽²⁾ Enkel voor de Gerechtelijke Politie, (B.A. 58.01.11.03), en de Dienst Sociaal Werk (B.A. 56.20.11.03) is er een toename van het krediet respectievelijk omwille van bevorderingen en de oprichting van justiehuizen.

⁽³⁾ B.A. 56.01.11.03.

— pour le programme 5 — Office central de répression de la corruption de la division organique 58 — Police judiciaire, le crédit ouvert pour les dépenses de personnel du personnel statutaire⁽¹⁾ est réduit à concurrence de 42,5 millions de francs belges, soit 22 % du montant initialement prévu en 1999. En l'occurrence également, la justification n'apporte pas une explication suffisante.

Section 15

Coopération internationale

1. Disposition légale 2.15.2

Cette disposition légale remplace intégralement la disposition légale 2.15.10 figurant dans le budget général des dépenses initial pour l'année budgétaire 1999.

Elle a pour effet d'augmenter considérablement⁽²⁾ le nombre d'allocations de base susceptibles d'être utilisées, notamment, pour couvrir les paiements dus à la Coopération technique belge (CTB). La Cour des comptes estime toutefois que l'insertion des allocations de base 54.26.35.64⁽³⁾, 54.27.35.23⁽⁴⁾ et 54.41.35.24⁽⁵⁾ dans cette adjonction budgétaire est contraire à la loi portant création de la Coopération technique belge⁽⁶⁾. En effet, cette loi organique ne prévoit pas de compétences pour la réalisation des activités imputées aux trois allocations de base précitées.

En outre, par le biais de la disposition légale 2.15.2, il est ajouté un nouveau paragraphe autorisant à ne pas prendre de nouveaux engagements pour les conventions d'attribution conclues avec la CTB et se rapportant à des initiatives déjà en cours.

Les effets de cette disposition légale seront maintenus pendant plusieurs années, et ce jusqu'à ce que soient exécutées toutes les conventions d'attribution liées aux engagements (principalement ceux sur crédits dissociés) pour les activités lancées par l'Administration générale de la coopération au développement et transférées à la CTB. Or, d'après la justification de la disposition légale 2.15.10 du budget initial pour l'année budgétaire 1999, celle-ci n'a été prévue que pour une courte période, étant donné

⁽¹⁾ Allocation de base 58.50.11.03.

⁽²⁾ À la liste initiale de 15 allocations de base sont ajoutées 11 autres allocations de base.

⁽³⁾ Allocation de base portant le libellé « Stages groupés à l'initiative d'organisations de droit privé ».

⁽⁴⁾ Allocation de base portant le libellé « Aide sociale et culturelle et projets de retour ».

⁽⁵⁾ Allocation de base portant le libellé « Prévention de conflits, reconstruction de paix et droits de l'homme via les institutions internationales ».

⁽⁶⁾ Loi du 21 décembre 1998 portant création de la « Coopération technique belge » sous la forme d'une société de droit public, *Moniteur belge* du 31 décembre 1998.

— voor het programma 5 — « Centrale Dienst voor de Bestrijding van de Corruptie » van de organisatie-afdeling 58 — « Gerechtelijke Politie » wordt het krediet voor de personeelsuitgaven van het statutair personeel⁽¹⁾ verminderd met 42,5 miljoen Belgische frank of 22 % van het in 1999 oorspronkelijk voorziene bedrag. Ook hier geeft de verantwoording onvoldoende toelichting.

Sectie 15

Internationale samenwerking

1. Wetsbepaling 2.15.2

Deze wetsbepaling vervangt volledig de wetsbepaling 2.15.10 opgenomen in de initiële algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1999.

Op die wijze wordt het aantal basisallocaties die onder meer kunnen worden aangewend voor aan de Belgische Technische Coöperatie (BTC) verschuldigde betalingen aanzienlijk uitgebreid⁽²⁾. Het Rekenhof is echter van oordeel dat de opname van de basisallocaties 54.26.35.64⁽³⁾, 54.27.35.23⁽⁴⁾ en 54.41.35.24⁽⁵⁾ in deze budgettaire bijbepaling in strijd is met de wet tot oprichting van de Belgische Technische Coöperatie⁽⁶⁾. Deze organieke wet voorziet immers niet in bevoegdheden voor het uitvoeren van activiteiten die op de drie voorvermelde basisallocaties worden aangerekend.

Tevens wordt middels wetsbepaling 2.15.2 een nieuwe paragraaf toegevoegd die toelaat dat geen nieuwe vastleggingen moeten worden genomen voor de met de BTC gesloten toewijzingsovereenkomsten voor reeds lopende initiatieven.

Dit heeft tot gevolg dat deze wetsbepaling verscheidene jaren zal blijven bestaan en zulks tot alle toewijzingsovereenkomsten die verbonden zijn met de vastleggingen (voornamelijk die op gesplitste credieten) voor de activiteiten opgestart door het Algemeen Bestuur voor Ontwikkelingssamenwerking en overgeheveld naar de BTC zijn uitgevoerd. Nochtans bleek uit de verantwoording van de wetsbepaling 2.15.10 van de initiële begroting voor het begrotingsjaar 1999 dat zij slechts voorzien was voor een

⁽¹⁾ B.A. 58.50.11.03.

⁽²⁾ Aan de lijst met oorspronkelijk 15 basisallocaties worden 11 andere basisallocaties toegevoegd.

⁽³⁾ Basisallocatie met als omschrijving « Groepsstages georganiseerd op initiatief van privaatrechtelijke organisaties ».

⁽⁴⁾ Basisallocatie met als omschrijving « Maatschappelijke en culturele hulp en terugkeerprojecten ».

⁽⁵⁾ Basisallocatie met als omschrijving « Conflictpreventie, vredesopbouw en mensenrechten via internationale instellingen ».

⁽⁶⁾ Wet van 21 december 1998 tot oprichting van de « Belgische Technische Coöperatie » in de vorm van een vennootschap van publiek recht, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1998.

que l'année 1999 est considérée comme une année de transition⁽¹⁾.

La procédure prévue n'est certainement pas de nature à permettre de détecter de manière rapide et simple l'utilisation des crédits destinés aux projets transférés à la CTB.

2. Justification des crédits

Il n'est pas fourni de justification pour un certain nombre de modifications de crédits⁽²⁾. De même, les crédits demandés pour couvrir des créances des années antérieures ne font pas l'objet d'une justification.

Section 16

Défense nationale

1. Adaptation des autorisations d'engagement et de paiement sur les comptes de trésorerie ouverts au profit de la Défense nationale

Les dispositions légales 2.16.2, 2.16.5 et 2.16.6 du présent projet d'ajustement visent à adapter le montant des autorisations d'engagement et de paiement sur les moyens disponibles auprès de plusieurs des comptes d'ordre de trésorerie ouverts au profit de la Défense nationale.

La Cour des comptes tient à souligner le caractère insuffisant et stéréotypé de la motivation avancée par le gouvernement, à savoir l'adaptation de ces montants aux besoins qui doivent encore être rencontrés au cours de cette année.

Elle rappelle qu'à l'occasion du contrôle budgétaire de l'année 1998, une justification semblable avait été fournie à l'appui de la diminution, à concurrence de 50 millions de francs belges, de l'autorisation de paiement sur le compte d'ordre de trésorerie destiné à recevoir les recettes provenant de l'aliénation de biens immeubles appartenant à l'armée, et que ladite justification traduisait de façon insatisfaisante l'état d'avancement des travaux qui s'y rapportaient, de sorte que pour éviter le paiement d'intérêts moratoires, le département a été amené à dépasser le plafond autorisé de 200 millions de francs belges, tant en termes d'ordonnancement (50 millions de francs belges) que de paiement (18,8 millions de francs belges).

Ce dépassement, qui n'a pu être empêché en temps opportun ni par les contrôles internes ni par le con-

korte période aangezien het jaar 1999 wordt beschouwd als een overgangsjaar⁽¹⁾.

De voorgestelde procedure is zeker niet van aard dat het gebruik van de kredieten voor de projecten die worden overgedragen aan de BTC op een snelle en eenvoudige wijze kunnen worden gedetecteerd.

2. Verantwoording van de kredieten

Voor een aantal kredieten⁽²⁾ die worden gewijzigd, wordt geen verantwoording gegeven. Ook worden de kredieten, aangevraagd voor schuldvorderingen van vorige jaren, niet verantwoord.

Sectie 16

Landsverdediging

1. Aanpassingen van de vastleggings- en betalingsmachtigingen op thesaurierekeningen geopend ten gunste van het ministerie van Landsverdediging

De wetsbepalingen 2.16.2, 2.16.5 en 2.16.6 van het voorliggende ontwerp van aanpassing van de begroting beogen de aanpassing van het bedrag van de vastleggings- en van de betalingsmachtigingen op de beschikbare middelen van de verscheidene rekeningen voor orde van de thesaurie, geopend ten gunste van het ministerie van Landsverdediging.

Het Rekenhof wenst het niet-afdoende en stereotype karakter te onderstrepen van de door de regering verstrekte verantwoording, met name de aanpassing van deze bedragen aan de behoeften die nog in de loop van dit jaar moeten worden verwacht.

Het Rekenhof herinnert eraan dat naar aanleiding van de begrotingscontrole voor 1998 een gelijkaardige verantwoording werd verstrekt bij een vermindering ten belope van 50 miljoen Belgische frank van de betalingsmachtiging op de rekening voor orde van de thesaurie bestemd voor het boeken van de opbrengsten van de vervreemding van de aan het leger toebehorende onroerende goederen, en dat deze verantwoording op een onvoldoende wijze de staat van vooruitgang van de erop betrekking hebbende werken weergaf, zodat het ministerie ertoe werd genoopt het toegestane plafond van 200 miljoen Belgische frank te overschrijden om de betaling van verwijlinteressen te vermijden, en dit zowel op het vlak van ordonnanceringen (50 miljoen Belgische frank) als op het vlak van betalingen (18,8 miljoen Belgische frank).

Deze overschrijding, die noch door de interne controles noch door de externe controle op het gepaste

⁽¹⁾ Doc. parl., Chambre, n° 1782/1-98/99, p. 21.

⁽²⁾ Il s'agit des allocations de base 54.02.12.01, 54.02.12.06, 54.02.74.01, 54.04.12.27, 54.11.35.10, 54.12.35.22, 54.20.35.70, 54.20.54.62, 54.22.33.30, 54.25.45.53, 54.29.35.70, 54.34.35.09, 54.41.35.23 et 54.43.12.28.

⁽¹⁾ Parl. St., Kamer, n° 1782/1-98/99, blz. 21.

⁽²⁾ Het betreft de basisallocaties 54.02.12.01, 54.02.12.06, 54.02.74.01, 54.04.12.27, 54.11.35.10, 54.12.35.22, 54.20.35.70, 54.20.54.62, 54.22.33.30, 54.25.45.53, 54.29.35.70, 54.34.35.09, 54.41.35.23 en 54.43.12.28.

trôle externe, met une fois encore en évidence les inconvenients inhérents à l'utilisation impropre des comptes d'ordre de trésorerie. En effet, comme ceux-ci ont normalement la nature de comptes de tiers, les organes de contrôle ne disposent pas des outils techniques adéquats pour s'opposer efficacement à la liquidation des dépenses excédant l'autorisation accordée par le législateur.

2. Programme 16.50.2 — Renouvellement de l'équipement et de l'infrastructure

Le projet d'ajustement prévoit d'accroître de 8 111,4 millions de francs belges les crédits d'engagement destinés au renouvellement et à la modernisation d'équipement spécifiquement militaire⁽¹⁾ et porte ces crédits à 28 330,4 millions de francs belges, soit un niveau largement supérieur à ceux adoptés par le législateur depuis le début de cette décennie. Cette majoration importante traduit avant tout les difficultés qu'a continué de rencontrer la Défense nationale dans l'exécution des tranches annuelles du Plan à moyen terme des forces armées : pour sa plus grande part en effet, l'augmentation se rapporte à la réinscription en 1999 des crédits nécessaires à la réalisation de projets d'acquisition majeurs non exécutés, comme initialement envisagé, en 1997 ou en 1998 de sorte que le montant des moyens nouveaux sur les crédits d'engagement ne représente finalement que 372,5 millions de francs belges.

Les principaux programmes reportés à cette année sont les suivants :

- acquisition d'un système d'arme antichar de moyenne portée de troisième génération (montant du programme reporté : 6 186 millions de francs belges);
- consolidation des frégates (500 millions de francs belges);
- phase d'expérimentation du programme RITA (229 millions de francs belges);
- mise à niveau des chasseurs de mine tripartite (199 millions de francs belges);
- *Global Positioning System* pour la force terrestre (124 millions de francs belges).

Section 18

Finances

1. Programme 18.50.2 — Contributions directes

Le projet d'ajustement porte de 900 à 1 100 millions de francs belges l'estimation des frais de justice

⁽¹⁾ Allocations de base 50.21.13.73 et 50.21.13.74 : « acquisition, renouvellement et modernisation de moyens spécifiquement militaires ».

moment kon worden vermeden, onderstreept eens te meer de nadelen die inherent zijn aan het oneigenlijk gebruik van rekeningen voor orde van de thesaurie. Vermits deze normaliter de aard hebben van derden-rekeningen beschikken de controleorganen immers niet over adequate technische middelen om zich op een efficiënte wijze te verzetten tegen de vereffening van uitgaven die de door de wetgever toegestane machtiging overschrijden.

2. Programma 16.50.2 — Vernieuwing van de uitrusting en de infrastructuur

Het ontwerp van aanpassing van de begroting voorziet in een verhoging met 8 111,4 miljoen Belgische frank van de vastleggingskredieten bestemd voor de vernieuwing en de modernisering van specifiek militaire uitrusting⁽¹⁾. Daardoor worden deze kredieten op 28 330,4 miljoen Belgische frank gebracht, hetzij op een niveau dat ruim hoger ligt dan de sedert het begin van dit decennium door de wetgever toegestane kredieten. Deze belangrijke vermeerdering vertolkt in de eerste plaats de moeilijkheden die het ministerie van Landsverdediging begint te ondervinden bij de uitvoering van de jaarlijkse schijven van het Plan op middellange termijn van de strijdkrachten. De verhoging heeft immers voor het grootste deel betrekking op de herinschrijving in 1999 van kredieten die nodig zijn voor de realisatie van belangrijke niet-uitgevoerde aankoopprojecten, die initieel waren voorzien voor de jaren 1997 of 1998, zodat het bedrag aan nieuwe middelen op de vastleggingskredieten uiteindelijk slechts 372,5 miljoen Belgische frank vertegenwoordigt.

De belangrijkste naar dit jaar overgehevelde programma's zijn :

- de aankoop van een antitankwapensysteem met middellange dracht van de derde generatie (bedrag van het overgehevelde programma : 6 186 miljoen Belgische frank);
- de consolidatie van de fregatten (500 miljoen Belgische frank);
- de proefphase van het programma RITA (229 miljoen Belgische frank);
- het *Capability Upkeep Program* van de tripartite mijnenjagers (199 miljoen Belgische frank);
- het *Global Positioning System* voor de landmacht (124 miljoen Belgische frank).

Sectie 18

Financiën

1. Programma 18.50.2 — Directe Belastingen

Het ontwerp van aanpassing van de begroting verhoogt de raming voor teruggevorderde gerechts-

⁽¹⁾ Basisallocatie 50.21.13.73 en 50.21.13.74 — « Aankoop, vernieuwing en modernisering van specifiek militaire middelen ».

et de poursuite récupérés inscrite à l'article 12.01 du titre I, section II, chapitre 18, § 3, du budget des Voies et Moyens.

La Cour des comptes estime, dès lors, qu'il convient de s'assurer que le montant du crédit correspondant, prévu à l'allocation de base 50.22.12.20, ne doit pas, lui aussi, être revu en conséquence.

2. Service de l'État à gestion séparée

Le projet à l'examen ne prévoit aucun ajustement du budget du Fonds monétaire. La Cour des comptes rappelle pourtant la nécessité de mettre le budget de ce service en concordance avec le budget ajusté de l'entreprise d'État Monnaie royale de Belgique joint au présent ajustement.

3. Entreprise d'État (dispositions légales 5.01.2 et 5.01.3)

Ces articles prévoient, en dérogation respectivement aux articles 112 et 114 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'État, que les dépenses occasionnées par la fourniture de biens ou de services à la Monnaie royale de Belgique sont imputées au budget de celle-ci relatif à l'année au cours de laquelle les prestations sont facturées (et non à celle où elles sont fournies), et que des crédits non limitatifs peuvent être accordés pour les opérations de capital de l'entreprise (et non seulement pour ses opérations courantes).

La Cour des comptes constate que ces dispositions trouvent leur justification, d'une part, dans le fait que la Monnaie royale est soumise à la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises⁽¹⁾, et d'autre part, dans la nécessité pour l'entreprise de pouvoir faire face, selon les possibilités du moment, aux remboursements des avances et des prêts qui lui ont été consentis. Il conviendrait, dès lors, qu'à l'instar de sa note justificative, la disposition 5.01.3 limite cette dernière autorisation aux remboursements et versements (articles 91.11 et suivants du budget de la Monnaie royale) et non à l'ensemble des dépenses en capital.

Section 21

Pensions

1. Programme 21.51.1 — Pensions et prestations assimilées

Le Fonds des Pensions de survie inscrit à ce programme est prioritairement chargé du financement

⁽¹⁾ En vertu de l'article 1^{erbis} de l'arrêté royal du 5 août 1992 portant règlement organique de la Monnaie royale de Belgique, modifié par l'arrêté royal du 13 avril 1997.

en vervolgingskosten, inscrite à l'article 12.01 du titre I, section II, chapitre 18, § 3, du budget des Voies et Moyens.

Het Rekenhof is derhalve van oordeel dat moet worden nagegaan of het bedrag van het overeenstemmende krediet, ingeschreven op basisallocatie 50.22.12.20, bijgevolg ook niet moet worden herzien.

2. Staatsdienst met afzonderlijk beheer

Het ontwerp voorziet in geen enkele aanpassing van de begroting van het Muntfonds. Het Rekenhof herinnert nochtans aan de noodzaak de begroting van deze dienst in overeenstemming te brengen met de aangepaste begroting van het staatsbedrijf Koninklijke Munt van België, gevoegd bij het voorliggende aanpassingsblad.

3. Staatsbedrijf (wetsbepalingen 5.01.2 en 5.01.3)

Deze bepalingen voorzien ervin dat, in afwijking op respectievelijk de artikelen 112 en 114 van de gecoördineerde wetten op de rikscomptabiliteit, de uitgaven veroorzaakt door de leveringen van goederen of diensten aan de Koninklijke Munt van België worden aangerekend op de begroting van deze laatste van het jaar waarin de prestaties worden gefactureerd (en niet van het jaar waarin ze zijn geleverd) en dat niet-limitatieve kredieten kunnen worden toegekend voor de kapitaalverrichtingen van het bedrijf (en niet enkel voor zijn lopende verrichtingen).

Het Rekenhof stelt vast dat deze bepalingen hun verantwoording vinden in het feit dat de Koninklijke Munt is onderworpen aan de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrékeningen van de ondernemingen⁽¹⁾, enerzijds, en in de noodzaak voor het bedrijf om, volgens de mogelijkheden van het moment, het hoofd te kunnen bieden aan de terugbetaling van voorschotten en leningen die hem werden toegestaan, anderzijds. Het komt er dus op aan dat deze laatste machtiging door wetsbepaling 5.01.3 wordt beperkt tot terugbetalingen en terugstortingen (artikelen 91.11 en volgende van de begroting van de Koninklijke Munt) en niet tot het geheel van de kapitaalsuitgaven, zoals voorzien in de verantwoordingsnota.

Sectie 21

Pensioenen

1. Programma 21.51.1 — Pensioenen en gelijkgestelde prestaties

Het Fonds voor Overlevingspensioenen dat op dit programma is ingeschreven, is voornamelijk belast

⁽¹⁾ Ingevolge artikel 1^{erbis} van het koninklijk besluit van 5 augustus 1992 houdende het organieke reglement van de Koninklijke Munt van België, gewijzigd bij koninklijk besluit van 13 april 1997.

des pensions de survie et des frais funéraires au profit du personnel des services publics. Les moyens qui lui sont affectés proviennent à titre principal de retenues opérées sur les traitements du personnel de l'État, de l'enseignement officiel et subventionné et des organismes d'intérêt public, ainsi que de cotisations plus spécifiques (cotisation patronale de responsabilisation, retenue de 0,5 % sur les pensions de retraite, ...).

Depuis de nombreuses années, ce fonds enregistre de façon quasi-permanente un solde négatif qui s'explique non pas par une insuffisance structurelle de ressources mais bien par les délais nécessaires à l'enregistrement comptable des recettes d'une part et par le caractère automatique des dépenses, liquidées dans leur grande majorité sous la forme de dépenses fixes, d'autre part. Compte tenu de la nature particulière de celles-ci, la Cour des comptes ne peut s'opposer à leur imputation et ne peut s'assurer qu'*a posteriori* du respect de l'article 45, § 4, des lois coordonnées sur la comptabilité de l'État, limitant les dépenses aux moyens disponibles du fonds.

Cette situation, que la Cour des comptes a déjà dénoncée dans le passé⁽¹⁾, s'est encore aggravée récemment et a conduit l'Administration du budget à recourir au début de cette année à une majoration technique provisoire de 6 milliards de francs belges des moyens disponibles du Fonds des Pensions de survie, en dérogation à l'article 45 précité qui précise dans son premier paragraphe que seules les recettes reprises dans la loi organique créant le fonds budgétaire peuvent être affectées au financement des dépenses qui y sont reprises.

Par ailleurs, la Cour des comptes signale qu'un solde négatif, autorisé par l'article 2.21.5 du budget initial, se dégage fréquemment du fonctionnement normal du fonds « Pool des parastataux »⁽²⁾ chargé du paiement des pensions de retraite du personnel des organismes d'intérêt public.

Les positions débitrices constatées sur ces deux fonds pourraient dans une large mesure être évitées par un versement plus rapide des cotisations dues à ceux-ci par les organismes concernés.

met de financiering van de overlevingspensioenen en van de begrafenisvergoedingen ten voordele van het personeel van de openbare sector. De aan dit fonds toegewezen ontvangsten zijn hoofdzakelijk afkomstig van afhoudingen op de wedden van het personeel van de Staat, van het officieel en gesubsidieerd onderwijs en van de instellingen van openbaar nut, evenals van meer specifieke bijdragen (de patronale responsabiliseringsbijdrage, de afhouding van 0,5 % op de rustpensioenen, ...).

Sinds tal van jaren vertoont dit fonds op een quasi permanente wijze een negatief saldo dat niet kan worden verklaard door een structureel tekort aan middelen, maar wel door de vertraging bij de boekhoudkundige registratie van de ontvangsten, enerzijds, en door het automatische karakter van de uitgaven die voor het grootste deel worden vereffend als vaste uitgaven, anderzijds. Rekening houdend met de specifieke aard van deze laatste kan het Rekenhof zich niet verzetten tegen hun aanrekening en kan het slechts *a posteriori* nagaan of de bepalingen van artikel 45, § 4, van de gecoördineerde wetten op de rikscomptabiliteit in acht worden genomen. Hierin wordt bepaald dat de uitgaven moeten worden beperkt tot de beschikbare middelen van het fonds.

Deze toestand, die reeds in het verleden door het Rekenhof werd aangeklaagd⁽¹⁾, is recent nog verslechterd en heeft de Administratie van de begroting en de controle op uitgaven ertoe geleid bij het begin van dit jaar zijn toevlucht te nemen tot een voorlopige technische vermeerdering met 6 miljard Belgische frank van de op het Fonds voor Overlevingspensioenen beschikbare middelen, en zulks in afwijking van het voormelde artikel 45, dat in zijn eerste paragraaf stelt dat alleen de ontvangsten, voorzien in de organieke wet die het begrotingsfonds opricht, kunnen worden bestemd voor de financiering van de erin opgenomen uitgaven.

Het Rekenhof wijst er overigens op dat op frequente wijze een negatief saldo voorkomt (toegelaten door artikel 2.21.5 van de initiële begroting) bij het normale functioneren van het Fonds « Pool der parastalten »⁽²⁾. Dit fonds is belast met de uitbetaling van de rustpensioenen van het personeel van de instellingen van openbaar nut.

Deze debetpositie zou in grote mate kunnen worden vermeden door een versnelde doorstorting van de verschuldigde bijdragen aan dit fonds door de betrokken instellingen.

(1) Doc. parl. Chambre, n° 1178/3-92/93, p. 73.

(2) Programme 21.51.5 — Pensions et prestations assimilées du personnel des organismes d'intérêt public.

(1) Parl. Stuk, Kamer, n° 1178/3-92/93, blz. 73.

(2) Programma 21.51.5 — Pensioenen en gelijkgestelde prestaties van het personeel van de organismen van openbaar nut.

2. Programme 21.52.5 — Sécurité d'existence

En vertu des dispositions de la loi du 1^{er} avril 1969 ⁽¹⁾, l'État est tenu d'octroyer à l'Office national des pensions les moyens nécessaires au paiement des revenus garantis aux personnes âgées. À cet effet, un crédit de 9 149 millions de francs belges a été inscrit au présent projet de budget ajusté pour l'année 1999 ⁽²⁾.

En 1991, une partie de ce financement avait été assurée par l'Office national des vacances annuelles grâce à une mise à disposition d'un montant sans intérêt de trois milliards de francs belges au profit de l'ONP. Conformément à l'article 2 de la loi du 20 juillet 1991 portant des dispositions budgétaires, le Roi pouvait imposer à ce dernier de restituer à l'ONVA la totalité ou une partie de cette somme en cas de dépenses imprévues.

Les difficultés de financement que rencontre aujourd'hui l'ONVA pour le paiement des pécules de vacances de l'année 1999 ont amené le vote de l'article 161 de la loi du 25 janvier 1999 portant des dispositions sociales en vertu duquel le Roi peut, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, attribuer à l'ONVA une partie des moyens financiers de la gestion globale de la sécurité sociale des travailleurs salariés. Selon la justification de l'amendement du gouvernement à l'origine de cette disposition légale ⁽³⁾, l'objet de cet article est de permettre le remboursement partiel des 8,5 milliards de francs belges ⁽⁴⁾ qui ont été avancés par l'ONVA entre 1991 et 1995 au profit à la fois du revenu garanti aux personnes âgées et de l'actuelle gestion globale de la sécurité sociale des travailleurs salariés.

L'arrêté royal d'exécution de cette disposition légale, pris le 22 mars dernier ⁽⁵⁾, stipule à cet égard dans ses considérants que « les 3 milliards de francs belges à rembourser à l'ONVA seront avancés par la gestion globale et ensuite payés à charge du Trésor dès qu'il y aura une base légale à cet effet ». Cette disposition fait donc supporter de façon temporaire par la gestion globale le remboursement de la dette de l'État

⁽¹⁾ Loi du 1^{er} avril 1969 instituant un revenu garanti aux personnes âgées.

⁽²⁾ Allocation de base 52.50.34.08 — « Dotations à l'Office national des Pensions en vue du financement des dépenses découlant de la loi du 1^{er} avril 1969 instituant un revenu garanti aux personnes âgées ».

⁽³⁾ Doc. parl. Chambre n° 1722/11-97/98, pp. 1-2.

⁽⁴⁾ Outre les 3 milliards de francs belges évoqués ci-dessus, l'ONVA a notamment mis à la disposition du fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale un montant de 5 milliards de francs belges en 1992 (arrêté royal du 19 mai 1992 portant exécution de l'article 39bis, § 4, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés).

⁽⁵⁾ Arrêté royal du 22 mars 1999 pris en exécution de l'article 161 de la loi du 25 janvier 1999 portant des dispositions sociales (*Moniteur belge* du 31 mars 1999).

2. Programma 21.52.5 — Bestaanszekerheid

Ingevolge de bepalingen van de wet van 1 april 1969 ⁽¹⁾ is de Staat ertoe gehouden aan de Rijksdienst voor Pensioenen (RVP) de middelen ter beschikking te stellen die nodig zijn voor de betaling van het gewaarborgd inkomen voor bejaarden. In het voorliggende ontwerp van aangepaste begroting voor 1999 ⁽²⁾ werd met dit doel een krediet ingeschreven van 9 149 miljoen Belgische frank.

Een gedeelte van deze financiering werd in 1991 verzekerd door de Rijksdienst voor Jaarlijkse Vakantie (RJV) middels het renteloos ter beschikking stellen van een bedrag van 3 miljard Belgische frank aan de RVP. Overeenkomstig artikel 2 van de wet van 20 juli 1991 houdende begrotingsbepalingen kon de Koning laatstgenoemde instelling verplichten dit globale bedrag of een gedeelte ervan aan de RVJ terug te betalen in geval van onvoorzien uitgaven.

De moeilijkheden die de RVJ momenteel ondervindt om de betaling van de vakantiegelden voor 1999 te financieren, hebben geleid tot het aannemen van artikel 161 van de wet van 25 januari 1999 houdende sociale bepalingen. Ingevolge die bepaling kan de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, een gedeelte van de financiële middelen van het globaal beheer van de sociale zekerheid der werknemers toekennen aan de RVJ. Volgens de verantwoording van het regeringsamendement dat aan de basis ligt van die wettelijke bepaling ⁽³⁾, beoogt deze laatste het scheppen van de mogelijkheid tot het terugbetalen van een deel van de 8,5 miljard Belgische frank ⁽⁴⁾ die door de RVJ tussen 1991 en 1995 werden voorgeshoten ten gunste van zowel het gewaarborgd inkomen voor bejaarden als van het huidige globaal beheer van de sociale zekerheid der werknemers.

In de considerans van het op 22 maart 1999 ter uitvoering van deze wettelijke bepaling genomen koninklijk besluit ⁽⁵⁾ wordt in dit verband gesteld dat « de 3 miljard Belgische frank terug te betalen aan de RVJ wordt voorgeshoten door het globaal beheer en daarna ten laste wordt genomen door de Schatkist zodra de wettelijke basis daartoe is voorzien ». Derhalve wordt ingevolge deze bepaling de terugbetaling

⁽¹⁾ Wet van 1 april 1969 tot instelling van een gewaarborgd inkomen voor bejaarden.

⁽²⁾ Basisallocatie 52.50.34.08 — « Dotatie aan de Rijksdienst voor Pensioenen met het oog op de financiering van de uitgaven voortvloeiend uit de wet van 1 april 1969 tot instelling van een gewaarborgd inkomen voor bejaarden ».

⁽³⁾ Parl. Stuk, Kamer, nr 1722/11-97/98, blz. 1 en 2.

⁽⁴⁾ Naast het hierboven vermelde bedrag van 3 miljard Belgische frank heeft de RVJ meer bepaald in 1992 een bedrag van 5 miljard Belgische frank ter beschikking gesteld van het Fonds voor het Financieel Evenwicht van de Sociale Zekerheid (koninklijk besluit van 19 mei 1992 houdende uitvoering van artikel 39bis, § 4, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers).

⁽⁵⁾ Koninklijk besluit van 22 maart 1999 tot uitvoering van artikel 161 van de wet van 25 januari 1999 houdende sociale bepalingen (*Belgisch Staatsblad* van 31 maart 1999).

vis-à-vis de l'ONVA, alors que le financement du revenu garanti aux personnes âgées reste du ressort exclusif du Trésor.

Par ailleurs, même s'il n'existe pas encore de base légale en permettant le paiement, cette dette de l'Etat de 3 milliards de francs belges devrait donner lieu à l'inscription d'un crédit équivalent dans le présent projet d'ajustement. Le budget général des dépenses représente en effet un acte de prévision et d'autorisation qui ne requiert pas au moment de son adoption que, pour chacun des crédits prévus, soient votées toutes les lois nécessaires à leur utilisation.

Section 31

Classes moyennes et agriculture

Programme 31.54.2 — Actions du Fonds pour la production et la protection des végétaux et des produits végétaux

Par le biais du présent projet d'ajustement du budget pour l'année 1999, une nouvelle allocation de base⁽¹⁾ est introduite dans ce programme en vue d'octroyer aux producteurs de poires une indemnité pour les poires de la récolte de 1998 ne pouvant être commercialisées en raison du dépassement de la teneur autorisée en résidus de la substance active chlorméquat⁽²⁾, pour autant que cette teneur ne dépasse pas 10 ppm. Pour l'année budgétaire 1999, les dépenses y afférentes sont estimées à un montant de 200 à 250 millions de francs belges.

Dans le présent projet d'ajustement du budget pour l'année 1999, il n'est toutefois inscrit à ladite allocation de base qu'un montant de 50 millions de francs belges. Le ministère de l'Agriculture a, en effet, décidé de faire préfinancer la totalité du montant nécessaire par le Bureau belge d'intervention et de restitution (BIRB) et de répartir sur 4 à 5 ans le remboursement à cet organisme. Le crédit ouvert dans le présent projet représente la première tranche de remboursement au BIRB.

La Cour des comptes estime que le mode de financement décrit ci-dessus s'apparente à une technique de débudgetisation. En raison de l'application de cette technique, le crédit inscrit dans le présent projet d'ajustement du budget ne donne pas une image fidèle du niveau réel des dépenses pour l'année 1999.

⁽¹⁾ Allocation de base 54.20.53.40 — Indemnités et subventions relatives à la production et à la protection des végétaux et des produits végétaux.

⁽²⁾ Arrêté royal du 29 janvier 1999 relatif à des mesures temporaires concernant la commercialisation de poires (*Moniteur belge* du 30 janvier 1999).

van de schuld van de Staat ten opzichte van de RJV op tijdelijke wijze gedragen door het globaal beheer, terwijl de financiering van het gewaarborgd inkomen voor bejaarden exclusief blijft ressorteren bij de Schatkist.

Deze schuld van de Staat ten belope van 3 miljard Belgische frank zou overigens aanleiding kunnen geven tot de inschrijving van een gelijkwaardig krediet in het voorliggende ontwerp van aanpassing van de begroting, zelfs al is er nog geen wettelijke basis vorhanden die de betaling ervan toelaat. De algemene uitgavenbegroting vormt immers een akte van raming en machtiging en vereist niet dat op het ogenblik waarop ze wordt aangenomen reeds alle wetten zouden zijn gestemd die nodig zijn voor het gebruik van elk geraamde krediet.

Sectie 31

Middenstand en landbouw

Programma 31.54.2 — Acties van het Fonds voor de productie en de bescherming van planten en plantaardige producten

Middels het voorliggende ontwerp van aanpassing van de begroting voor 1999 wordt in dit programma een nieuwe basisallocatie⁽¹⁾ ingevoerd met het oog op de toekenning aan producenten van peren van een schadevergoeding voor peren van de oogst van 1998, die wegens overschrijding van het toegelaten residuengehalte van de groeistimulator chloormequaat niet kunnen worden gecommercialiseerd⁽²⁾, in zoverre dit gehalte de 10 ppm niet overschrijdt. De desbetreffende uitgaven worden voor het begrotingsjaar 1999 geraamd op 200 à 250 miljoen Belgische frank.

In het voorliggende ontwerp van aanpassing van de begroting voor 1999 is op de betrokken basisallocatie evenwel slechts een bedrag van 50 miljoen Belgische frank ingeschreven. Het ministerie van Landbouw heeft immers beslist het globaal vereiste bedrag te laten prefinancieren door het Belgisch Interventie- en Restitutiebureau (BIRB) en de terugbetaling aan deze instelling over een periode van 4 à 5 jaren te spreiden. Het in het voorliggende ontwerp ingeschreven krediet vertegenwoordigt de eerste terugbetaling aan het BIRB.

Het Rekenhof is van oordeel dat de hierboven weergegeven financieringswijze neerkomt op een debudgetteringstechniek. Door de toepassing van deze techniek geeft het in het voorliggende ontwerp van aanpassing van de begroting opgenomen krediet geen getrouw beeld van het werkelijke uitgavenniveau voor 1999.

⁽¹⁾ Basisallocatie 54.20.53.40 — Vergoedingen en toelagen betreffende de productie en de bescherming van planten en plantaardige producten.

⁽²⁾ Koninklijk besluit van 29 januari 1999 betreffende tijdelijke maatregelen met betrekking tot de verhandeling van peren (*Belgisch Staatsblad* van 30 januari 1999).

Section 32*Affaires économiques***1. Disposition légale 2.32.1**

La présente disposition vise à inclure dans la liste des subventions facultatives reprise à l'article 2.32.4 du budget général des dépenses initial, en application de l'article 12, alinéa 3, des lois coordonnées sur la comptabilité de l'État, un subside relatif à l'information de la population concernant les dossiers énergétiques. La Cour des comptes observe cependant que l'allocation de base concernée (61.20.12.41) ne ressortit pas à la classe économique appropriée à l'imputation de telles dépenses de transfert.

2. Programme 32.70.2 — R & D dans le cadre international

Le crédit dissocié inscrit à l'allocation de base 70.20.81.03 est destiné à couvrir l'intervention de l'État dans les coûts de recherche et développement du programme Airbus⁽¹⁾.

Suite à son examen du projet de budget général des dépenses initial, la Cour des comptes avait fait observer que les montants prévus alors ne prenaient pas en compte le nouveau calendrier approuvé par le Conseil des ministres du 24 juillet 1998.

Le budget de l'année 1998 a entre-temps fait l'objet, par la voie d'un quinzième ajustement⁽²⁾, d'une adaptation visant à intégrer cette modification du plan initial. Le crédit d'engagement de 1 026,5 millions de francs belges inscrit à cette occasion a été intégralement consommé, aucun ordonnancement n'intervenant, en revanche, sur les 93,4 millions de francs belges pourtant prévus.

Le présent projet d'ajustement ramène, par conséquent, à zéro le crédit d'engagement initialement accordé pour 1999. Étant donné le caractère particulièrement sommaire des justifications fournies à l'appui de la présente section, la Cour n'est toutefois pas en mesure d'apprécier le bien fondé du maintien des moyens en ordonnancement à un niveau correspondant à celui fixé dans le cadre de l'ancien plan d'exécution du programme, soit 86 millions de francs belges.

Sectie 32*Economische Zaken***1. Wetsbepaling 2.32.1**

De voorliggende bepaling beoogt de opname van een toelage betreffende de informatie van de bevolking inzake energiedossiers in de lijst van facultatieve toelagen, opgenomen onder artikel 2.32.4 van de initiële algemene uitgavenbegroting in toepassing van artikel 12, derde lid, van de gecoördineerde wetten op de rikscomptabiliteit. Het Rekenhof merkt echter op dat de betrokken basisallocatie (61.20.12.41) niet onder de geëigende economische klasse voor de aanrekening van dergelijke transferuitgaven ressorteert.

2. Programma 32.70.2 — R & D op internationaal vlak

Het op de basisallocatie 70.20.81.03 ingeschreven gesplitste krediet is bestemd om de tussenkomst van de Staat te dekken in de onderzoeks- en ontwikkelingskosten van het Airbus-programma⁽¹⁾.

Als gevolg van zijn onderzoek van de initiële algemene uitgavenbegroting heeft het Rekenhof opgemerkt dat de voorziene bedragen toen geen rekening hielden met de nieuwe door de Ministerraad op 24 juli 1998 goedgekeurde kalender.

Ondertussen werd de begroting voor 1998 middels een vijftiende aanpassing⁽²⁾ gewijzigd waarbij deze bijstelling van het initiële plan budgettair werd geïntegreerd. Het bij deze gelegenheid ingeschreven vastleggingskrediet van 1 026,5 miljoen Belgische frank werd volledig benuttigd, terwijl integendeel geen enkele ordonnancering werd verricht op het nochtans voorziene krediet van 93,4 miljoen Belgische frank.

Dientengevolge wordt het initieel voor 1999 toegestane vastleggingskrediet door het voorliggende ontwerp van aanpassing van de begroting tot 0 Belgische frank herleid. Uitgaande van de vaststelling dat de bij onderhavige sectie verstrekte verantwoordingen uitermate beknopt zijn, is het Rekenhof echter niet in staat de gegrondheid te beoordelen van het behoud van de ordonnanceringsmiddelen op een niveau dat overeenstemt met dit, vastgelegd in het kader van het oude uitvoeringsplan van het programma, namelijk 86 miljoen Belgische frank.

⁽¹⁾ Un crédit d'un montant — en principe — équivalent, est également inscrit à l'allocation de base 60.14.81.01 de la section 11 — Services du premier ministre.

⁽²⁾ Loi du 23 décembre 1998.

⁽¹⁾ Een krediet van een in principe zelfde grootte is eveneens ingeschreven op basisallocatie 60.14.81.01 van sectie 11 — Diensten van de eerste minister.

⁽²⁾ Wet van 23 december 1998.

Section 33*Communications et infrastructure***Programme 33.51.1 — Transport ferroviaire**

Un traité conclu entre les États belge et néerlandais le 21 décembre 1996 prévoyait la contribution de ce dernier au financement de la construction d'une liaison ferroviaire à grande vitesse entre Anvers et Rotterdam selon le tracé dit « E19 ». Son montant a été fixé à 823 millions de florins et a fait l'objet d'une recette (15 346,9 millions de francs belges), intégralement imputée au budget des Voies et Moyens de l'année 1997 (¹).

La loi du 17 mars 1997 relative au financement du projet TGV accordait au Roi le pouvoir de prendre toutes mesures utiles en vue de régler la mise à disposition de cette somme à la SNCB. Le deuxième contrat de gestion conclu entre l'État et l'entreprise publique autonome (²) précisait, quant à lui, que la rétrocession de cette somme, majorée des intérêts, donnerait lieu au paiement de trois tranches identiques de 6 183,2 millions de francs belges, effectué à l'intermédiaire de la société anonyme de droit public Financière TGV, au plus tard les 30 juin 1999, 2000 et 2001.

Un crédit, correspondant au paiement d'une tranche, a été inscrit à cette fin à l'allocation de base 51.11.81.36 de la section 33 du budget général des dépenses pour 1999.

Le 1^{er} avril 1999, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal (³) prévoyant notamment, en exécution de la loi précitée, l'octroi par l'État à la SNCB d'un prêt sans intérêt de 18 549,6 millions de francs belges, sous la forme de trois tranches annuelles, dont l'affectation sera contrôlée par la Financière TGV et qui sera converti en apport de l'État au capital de la SNCB dès la mise en service de la ligne à grande vitesse.

La Cour des comptes observe qu'une telle opération aurait pour effet de neutraliser l'impact sur le

(¹) Voir, à ce sujet, les commentaires de la Cour des comptes relatifs à l'ajustement du budget des Voies et Moyens de 1997 (Doc. Parl. Chambre, n° 1015/2-96/97, p. 34).

(²) Approuvé par arrêté royal du 25 septembre 1997.

(³) Ne disposant pas, à ce jour, du texte de ce projet, la Cour ne peut se prononcer sur son adéquation complète aux dispositions de la loi du 17 mars 1997 précitée, notamment l'article 3, § 2, alinéa 2, relatif à la transparence de l'utilisation des fonds par la SNCB, et l'article 15, limitant au 31 juillet 1998 les pouvoirs accordés au Roi en vue de régler la mise à disposition de la SNCB de la somme versée par les Pays-Bas.

Sectie 33*Verkeerswezen en infrastructuur***Programma 33.51.1 — Spoorwegvervoer**

Een op 21 december 1996 tussen de Belgische en de Nederlandse Staat gesloten verdrag voorzag in de bijdrage van laatstgenoemde in de financiering van de aanleg van een HST-verbinding tussen Antwerpen en Rotterdam volgens het zogenaamde E19-traject. Het bedrag ervan werd vastgelegd op 823 miljoen Nederlandse gulden en maakte het voorwerp uit van een ontvangst (15 346,9 miljoen Belgische frank) die integraal op de Rijksmiddelenbegroting voor 1997 werd aangerekend (¹).

De wet van 17 maart 1997 betreffende de financiering van het HST-project verschafte aan de Koning de bevoegdheid tot het treffen van alle nodige maatregelen met het oog op de regeling van de terbeschikkingstelling van deze som aan de NMBS. Op zijn beurt preciseert het tweede tussen de Staat en dit autonome overheidsbedrijf gesloten beheerscontract (²) dat de terugval van dit bedrag, vermeerderd met de interesten, aanleiding zou geven tot de betaling van drie identieke schijven van 6 183,2 miljoen Belgische frank, uit te voeren door bemiddeling van de naamloze vennootschap van publiek recht « HST-Fin » en dit ten laatste op 30 juni van de jaren 1999, 2000 en 2001.

Met dit doel werd een met de betaling van één schijf overeenstemmend krediet ingeschreven onder basisallocatie 51.11.81.36 van sectie 33 van de algemene uitgavenbegroting voor 1999.

Op 1 april 1999 heeft de Ministerraad een ontwerp van koninklijk besluit (³) goedgekeurd dat ter uitvoering van voormelde wet, meer bepaald voorziet in de toekenning door de Staat aan de NMBS van een renteloze lening van 18 549,6 miljoen Belgische frank onder de vorm van drie jaarlijkse schijven, waarvan de bestemming zal worden gecontroleerd door HST-Fin en die zal worden omgezet als bijdrage van de Staat aan het kapitaal van de NMBS vanaf de indienstneming van de hogesnelheidslijn.

Het Rekenhof merkt op dat een dergelijke operatie tot gevolg zou hebben dat de impact op de netto-

(¹) Zie in dat verband de commentaren van het Rekenhof met betrekking tot de aanpassing van de Rijksmiddelenbegroting voor 1997 (Parl. Stuk, Kamer, nr 1015/2-96/97, blz. 34).

(²) Goedgekeurd bij koninklijk besluit van 25 september 1997.

(³) Daar het Rekenhof momenteel niet over de tekst van het ontwerp beschikt, kan zijn College zich niet uitspreken over de volledige overeenstemming ervan met de bepalingen van de vernoemde wet van 17 maart 1997, meer bepaald met artikel 3, § 2, 2^e lid, betreffende de transparantie van het gebruik van de fondsen door de NMBS en met artikel 15, dat de aan de Koning toegekende machten met het oog op de regeling van de terbeschikkingstelling aan de NMBS van de door Nederland gestorte bedragen beperkt tot 31 juli 1998.

besoin net de financement des pouvoirs publics ⁽¹⁾, de la rétrocession des fonds perçus de la part des Pays-Bas. En effet, le décaissement occasionné par celle-ci se trouverait contrebalancé par un actif financier d'un montant équivalent, constitué, dans un premier temps, d'une créance à charge de la SNCB, puis d'une participation dans le capital de celle-ci.

En outre, l'obligation de l'État portant d'emblée sur la totalité du montant à verser à la SNCB, il convient de prévoir dès cette année les moyens en engagement nécessaires, en dissociant le crédit prévu à cet effet, conformément à l'article 7, § 2, des lois coordonnées sur la comptabilité de l'État.

Section 51

Dette publique

Programme 51.45.4 — Divers

La Cour des comptes signale que le crédit de 30,9 millions de francs belges inscrit à l'allocation de base 45.40.45.01 pour couvrir les intérêts « rythme » et « solde » payables aux communautés et régions en vertu de l'article 54, § 1^{er}, alinéa 3, et § 2, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 ⁽²⁾, paraît surestimé.

Le total des sommes à verser à ce titre aux Régions wallonne (3,9 millions de francs belges) et bruxelloise (6,9 millions de francs belges) s'élève, en effet, selon ses calculs à 10,8 millions de francs belges.

CHAPITRE III

La sécurité sociale

1. Les décisions du Conseil des ministres du 12 mars 1999

À l'occasion du budget général des dépenses initial pour l'année 1999, le gouvernement avait annoncé le report au 1^{er} juillet 1999 d'une série de mesures de réductions de cotisations patronales et d'initiatives nouvelles en matière sociale, tout en laissant entendre cependant que celles-ci pourraient être avancées d'un trimestre si la situation économique le permettait. Le Conseil des ministres du 12 mars dernier a

⁽¹⁾ Celui-ci se définit comme l'acquisition nette d'actifs financiers diminuée de l'accroissement net des passifs, c'est-à-dire comme la variation enregistrée entre les créances et les engagements des pouvoirs publics par rapport aux autres acteurs économiques.

⁽²⁾ Loi spéciale relative au financement des communautés et des régions.

financieringsbehoefte van de overheid ⁽¹⁾ zou worden geneutraliseerd via de retrocessie van fondsen die vanwege Nederland werden ontvangen. Tegenover de door deze teruggave veroorzaakte kasuitgave zou immers een financieel actief van hetzelfde bedrag staan dat aanvankelijk wordt gevormd door een schuldvordering ten laste van de NMBS en vervolgens door een deelname in het kapitaal van deze instelling.

Vermits de verplichting van de Staat onmiddellijk betrekking heeft op het totaal van het aan de NMBS te storten bedrag moeten vanaf dit jaar bovendien de vereiste vastleggingsmiddelen worden voorzien via de splitsing van het daarvoor voorziene krediet, in overeenstemming met artikel 7, § 2, van de gecoördineerde wetten op de rikscomptabiliteit.

Sectie 51

Staatsschuld

Programma 51.45.4 — Diversen

Het Rekenhof wijst erop dat het krediet van 30,9 miljoen Belgische frank, ingeschreven op basis-allocatie 45.40.45.01, bestemd voor het dekken van de « ritme »- en « saldo »-interesten die aan de gemeenschappen en de gewesten moeten worden betaald ingevolge artikel 54, § 1, eerste lid, en § 2, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 ⁽²⁾ te hoog lijkt te zijn geraamd.

Het totale bedrag van de in dit verband aan het Waals Gewest (3,9 miljoen Belgische frank) en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (6,9 miljoen Belgische frank) te storten sommen bedraagt immers volgens zijn berekeningen 10,8 miljoen Belgische frank.

HOOFDSTUK III

Sociale zekerheid

1. Beslissingen van de Ministerraad van 12 maart 1999

Ter gelegenheid van de initiële algemene uitgavenbegroting voor 1999 had de regering de verschuiving naar 1 juli 1999 aangekondigd van een reeks maatregelen inzake vermindering van patronale bijdragen en inzake nieuwe initiatieven op sociaal vlak, waarbij echter tot uiting werd gebracht dat deze met één trimester zouden kunnen worden vervroegd indien de economische situatie het zou toelaten. Op de

⁽¹⁾ Dit wordt gedefinieerd als de nettoverwerving van de financiële activa verminderd met de netto-aangroei van de passiva, dit wil zeggen als het tussen de schuldvorderingen en de vastleggingen van de overheid in relatie tot de andere economische actoren opgetekende verschil.

⁽²⁾ Bijzondere wet betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten.

concrétisé cette volonté en avançant au 1^{er} avril 1999 l'entrée en vigueur de plusieurs décisions et notamment :

- la réduction des charges patronales (effet de l'avancement de trois mois sur le solde budgétaire 1999 : 3 950 millions de francs belges);
- la majoration de 0,5 % des pensions antérieures au 1^{er} janvier 1991 (356 millions de francs belges);
- la majoration de 70 francs belges du supplément d'âge aux jeunes de plus de 18 ans (56 millions de francs belges).

Le Conseil des ministres a également pris d'autres mesures portant notamment sur l'augmentation de 720 francs belges de l'allocation d'attente des jeunes de plus de 25 ans à partir du 1^{er} juillet 1999 (43,2 millions de francs belges), l'alimentation du Fonds de compensation pour les travailleurs frontaliers belges (125 millions de francs belges), la majoration à partir du 1^{er} juillet prochain des allocations familiales pour certains enfants atteints d'une maladie chronique grave et l'intervention dans les frais d'administration des organismes privés chargés du paiement des allocations de chômage pour les années 1993 à 1996 (128,5 millions de francs belges).

L'ensemble de ces décisions budgétaires grèverait le solde de la gestion globale de quelque 4 730 millions de francs belges en 1999, ce chiffre étant quelque peu sous-évalué par suite de l'absence d'estimation chiffrée quant à l'influence financière réelle de la majoration des allocations familiales au profit des enfants atteints de maladies chroniques graves. Il convient en outre d'attirer l'attention sur le caractère définitif et récurrent de certaines de ces mesures dont l'impact financier sur les budgets à venir est évalué à environ 18 milliards de francs belges par an. Les mesures d'exonération de cotisations patronales dans le secteur du remorquage à partir du 1^{er} janvier 2000 nécessiteront une majoration du financement alternatif.

En outre, par suite de l'avancement de trois mois de la mesure visant à ajouter une prime de bien-être aux pensions antérieures à 1991, le financement de celle-ci ne serait plus assuré que partiellement cette année par le versement, à la gestion globale de la sécurité sociale des travailleurs salariés, des réserves non utilisées de la gestion des pensions des assurés libres transférées par la CGER à l'ONP au 1^{er} janvier dernier. À partir de l'an 2000, cette charge devra être supportée entièrement par la gestion globale (1,3 milliard de francs belges).

La Cour tient par ailleurs à souligner que l'absence à l'heure actuelle d'arrêté royal d'exécution rend inapplicables une partie des décisions précitées :

Ministerraad van 12 maart 1999 werd deze wil geconcretiseerd door het vervroegen tot op 1 april 1999 van de inwerkingtreding van verscheidene beslissingen en meer bepaald :

- de vermindering van de patronale lasten (effect van de vervroeging met drie maanden op het begrotingsaldo van 1999 : 3 950 miljoen Belgische frank);
- de verhoging met 0,5 % van de pensioenen toegestaan vóór 1 januari 1991 (356 miljoen Belgische frank);
- de verhoging met 70 Belgische frank van de leeftijdstoelag voor jongeren boven de 18 jaar (56 miljoen Belgische frank).

De Ministerraad heeft eveneens andere maatregelen getroffen die meer bepaald betrekking hebben op de verhoging met 720 Belgische frank van de wachtervoeding voor jongeren van meer dan 25 jaar oud vanaf 1 juli 1999 (43,2 miljoen Belgische frank), de stijving van het Compensatiefonds voor de Belgische grensarbeiders (125 miljoen Belgische frank), de verhoging met ingang van 1 juli 1999 van de gezinsbijslagen voor bepaalde kinderen getroffen door een ernstige chronische ziekte en de tussenkomst in de administratiekosten van de private instellingen, belast met de betaling van werkloosheidsuitkeringen voor de jaren 1993 tot 1996 (128,5 miljoen Belgische frank).

Het geheel van deze begrotingsbeslissingen zou het saldo van het globaal beheer in 1999 met ongeveer 4 730 miljoen Belgische frank bezwaren. Dit cijfer is licht onderschat ingevolge de ontstentenis van een becijferde raming voor wat de werkelijke financiële invloed betreft van de vermeerdering van de gezinsbijslagen ten gunste van kinderen die door ernstige chronische ziekten werden getroffen. De aandacht dient overigens te worden gevestigd op het definitief en terugkerend karakter van bepaalde van deze maatregelen waarvan de financiële weerslag op toekomstige begrotingen wordt geraamd op ongeveer 18 miljard Belgische frank per jaar. De maatregelen inzake vrijstelling van patronale bijdragen in de sector van de sleepvaart met ingang van 1 januari 2000 zullen een vermeerdering van de alternatieve financiering noodzakelijk maken.

Als gevolg van de vervroeging met drie maanden van de maatregel waarbij een welvaartspremie wordt toegekend aan de vóór 1991 ingegane pensioenen zou de financiering van deze premie voor dit jaar slechts gedeeltelijk worden verzekerd via de storting aan het globaal beheer van de sociale zekerheid der werknemers van de niet-gebruikte reserves van het beheer van de pensioenen der vrij verzekerkenden die door de ASLK op 1 januari 1999 aan de RVP werden getransfereerd. Deze last zal vanaf 2000 integraal moeten worden gedragen door het globaal beheer (1,3 miljard Belgische frank).

Het Rekenhof wenst overigens te onderstrepen dat de ontstentenis op dit ogenblik van een koninklijk uitvoeringsbesluit tot gevolg heeft dat een gedeelte van de voormelde beslissingen ontoepasbaar is :

— l'arrêté royal prévoyant l'entrée en vigueur au 1^{er} avril 1999 de la majoration de 70 francs belges du supplément d'âge aux jeunes de plus de 18 ans n'a pas encore été pris;

— les modalités d'alimentation du Fonds de compensation pour les travailleurs frontaliers belges ne sont toujours pas définies.

Enfin, l'intervention de 128,5 millions de francs belges dans les frais administratifs des organismes privés de payement des allocations de chômage n'a toujours pas été approuvée par le Comité de gestion de l'ONEm.

2. Amortissements des emprunts de la gestion globale des travailleurs salariés

Au vu de l'évolution actuelle des taux d'intérêt, la gestion globale des travailleurs salariés a décidé de convertir le solde restant dû de certains emprunts échéant dans les cinq ans en un nouvel emprunt d'une durée de 15 ans.

Compte tenu de l'intégration dans le capital de ce nouvel emprunt d'une prime de remboursement couvrant le différentiel d'intérêt sur le solde restant dû entre taux facial et taux du marché, il apparaît que l'opération de conversion a un effet neutre sur le coût final actualisé. L'utilité d'une telle opération n'apparaît pas clairement au premier abord, sauf à supposer que l'intention est d'éliminer le risque d'une hausse des taux d'intérêt au cours des cinq prochaines années.

En termes budgétaires cependant, la diminution des tranches annuelles d'amortissement provoquée par l'étalement sur une plus longue période des remboursements d'emprunts produit un report de charges sur les budgets futurs et une amélioration à court terme des soldes en capital de la gestion globale. Pour l'année 1999, cette amélioration est estimée à 1 milliard de francs belges.

3. Remboursement de 3 milliards de francs belges à l'Office National des Vacances Annuelles (ONVA)

L'arrêté royal du 22 mars 1999 pris en exécution de l'article 161 de la loi du 25 janvier 1999 portant des dispositions sociales prévoit un remboursement de 3 milliards de francs belges au profit de l'ONVA. Ce montant sera avancé par la gestion globale des travailleurs salariés et ensuite payé à charge du Trésor dès qu'il y aura une base légale à cet effet. La Cour des comptes rappelle que cette disposition revient à faire assumer de façon provisoire par la gestion globale la charge d'une dette due par l'État. Il importera donc pour cette dernière d'inscrire dans sa comptabilité une créance sur le Trésor.

— het koninklijk besluit dat voorziet in de inwerkingtreding op 1 april 1999 van de verhoging met 70 Belgische frank van de leeftijdstoelag voor jongeren van meer dan 18 jaar werd nog niet getroffen;

— de modaliteiten ter stijving van het Compensatiefonds voor de Belgische grensarbeiders werden nog steeds niet vastgesteld.

Ten slotte werd de tussenkomst van 128,5 miljoen Belgische frank in de administratiekosten van de private instellingen voor de betaling van werkloosheidssuitkeringen nog steeds niet goedgekeurd door het Beheerscomité van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening.

2. Aflossingen van de leningen van het globaal beheer der werknelmers

In het licht van de huidige evolutie van de interestvoeten heeft het globaal beheer van de werknelmers beslist het verschuldigd blijvende saldo van bepaalde leningen die binnen de vijf jaren op eindvervaldag komen om te zetten in een nieuwe lening met een looptijd van 15 jaar.

Rekening houdend met de integratie in het kapitaal van deze nieuwe lening van een terugbetalingspremie die het interestverschil tussen de faciale rentevoet en de marktrentevoet op het verschuldigd blijvende saldo dekt, komt het voor dat de conversieoperatie een neutrale weerslag heeft op de geactualiseerde eindkost. Het nut van een dergelijke operatie schijnt op het eerste zicht niet duidelijk te zijn, tenzij wordt verondersteld dat het in de bedoeling ligt het risico op een stijgende trend van de interestvoeten in de loop van de volgende vijf jaren weg te werken.

In budgettaire termen nochtans brengt de vermindering van de jaarlijkse aflossingsschijven, veroorzaakt door de spreiding over een langere periode van de terugbetalingen van de leningen, een weerslag mee op de lasten van toekomstige begrotingen en een verbetering op korte termijn van de saldi in kapitaal van het globaal beheer. Deze verbetering wordt voor 1999 op 1 miljard Belgische frank geraamd.

3. Terugbetaling van 3 miljard Belgische frank aan de Rijksdienst voor Jaarlijkse Vakantie (RJV)

Het koninklijk besluit van 22 maart 1999, genomen ter uitvoering van artikel 161 van de wet van 25 januari 1999 houdende sociale bepalingen voorziet in een terugbetaling van 3 miljard Belgische frank ten gunste van de RVJ. Dit bedrag zal worden voorgeshoten door het globaal beheer der werknelmers en zal vervolgens ten laste van de Schatkist worden betaald van zodra er in dit verband een wettelijke basis voorhanden is. Het Rekenhof herinnert eraan dat deze bepaling neerkomt op het op een voorlopige wijze doen oplorpen van een door de Staat verschuldigde schuld door het globaal beheer. Het zal er dus voor het globaal beheer op neerkomen in zijn comptabiliteit een schuldvordering op de Schatkist in te schrijven.

IV. — DISCUSSION GÉNÉRALE

M. Tavernier fait observer que le gouvernement prévoit, pour 1999, une croissance économique égale à 2 % du produit intérieur brut (cf. Doc. n° 2117/1, p. 48), alors que la plupart des bureaux d'études économiques tablent sur une croissance légèrement inférieure.

La marge de sécurité évoquée par le ministre du Budget est sans doute destinée à combler cette différence.

Les pleins pouvoirs que l'amendement n° 8 (Doc. n° 2125/4) vise à conférer au gouvernement afin de lui permettre (au cas où la situation dans les Balkans l'exigerait) de procéder à une redistribution de tous les crédits prévus au budget général des dépenses pour 1999 sont, pour lui, inacceptables.

Il lui semble que le recours à la possibilité offerte par l'article 44 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'État, qui permet au Conseil des ministres d'autoriser des crédits supplémentaires dans les cas d'urgence amenés par des circonstances exceptionnelles, est plus conforme à l'orthodoxie budgétaire.

M. Tavernier ne partage pas non plus l'optimisme du ministre du Budget quant à l'évolution des dépenses de soins de santé.

Il demande au ministre des Finances de lui préciser dans quelle mesure ont été atteints les grands objectifs qu'il avait déclaré vouloir poursuivre lors de son entrée en fonction, à savoir :

1) l'amélioration du fonctionnement des administrations fiscales du ministère des Finances;

2) l'adaptation de notre fiscalité aux nouveaux besoins en matière de mobilité (promotion des transports publics, diminution de l'utilisation de l'auto ...).

M. Tavernier demande également quelle est la position du gouvernement en ce qui concerne l'instauration éventuelle d'un impôt sur la fortune ou les plus-values. Pourquoi la Belgique maintient-elle dans ce domaine un régime de faveur par rapport aux autres européens ?

M. Leterme indique que le gouvernement tient également ses promesses sur le plan budgétaire. Le contrôle budgétaire a montré que la norme qu'il s'était fixée en matière de stabilisation de l'excédent primaire a été respectée. Le budget ajusté pour 1999 ne contient aucune nouvelle mesure à connotation électorale.

En ce qui concerne le contexte économique international, le membre constate que l'évolution de la croissance économique dépend en grande partie de la confiance des consommateurs. Cette dernière ne risque-t-elle pas, à terme, d'être ébranlée par la crise du Kosovo ?

Le cours relativement bas de l'euro n'est-il pas un mauvais présage ?

L'auteur s'inquiète également de l'évolution des dépenses de l'AMI en matière de soins de santé. Le

IV. — ALGEMENE BESPREKING

De heer Tavernier merkt op dat de regering voor 1999 een economische groei met 2 % van het bruto binnenlands product verwacht (cf. Stuk nr 2117/1, blz. 48), terwijl economische studiebureaus die meestal iets lager inschatten.

Wellicht dient de door de minister van Begroting vermelde veiligheidsmarge om dit verschil te dekken.

De bij amendement (n° 8, Stuk nr 2125/4) voorgestelde volmacht voor de regering om (wanneer de toestand in de Balkan dit zou vergen) alle in de algemene uitgavenbegroting voor 1999 ingeschreven kredieten zo nodig te kunnen herverdelen kan volgens hem niet door de beugel.

Het gebruik van de in artikel 44 van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit geboden mogelijkheid tot goedkeuring van bijkredieten door de Ministerraad in dringende gevallen, veroorzaakt door uitzonderlijke en onvoorzienbare omstandigheden, lijkt hem meer in overeenstemming met de budgettaire orthodoxie.

De heer Tavernier deelt ook het optimisme van de minister van Begroting niet betreffende de evolutie van de uitgaven voor gezondheidszorgen.

Aan de minister van Financiën vraagt hij in welke mate de grote doelstellingen zijn gerealiseerd, die deze laatste bij zijn aantreden had aangekondigd, namelijk :

1) het verbeteren van de werking van de fiscale besturen van het ministerie van Financiën;

2) het aanpassen van onze fiscaliteit aan de nieuwe noden inzake mobiliteit (bevordering van het openbaar vervoer, verminderen van het gebruik van de auto ...).

De heer Tavernier vraagt ook wat het standpunt is van de regering ten opzichte van de eventuele invoering van een vermogens- of meerwaardenbelasting. Waarom behoudt België op dit vlak een gunstregime in vergelijking met andere Europese landen ?

De heer Leterme geeft aan dat de regering ook op het vlak van de begroting haar beloften nakomt. Uit de begrotingscontrole blijkt dat de norm inzake de stabilisatie van het primair overschot wordt nageleefd. De aangepaste begroting voor 1999 bevat geen nieuwe, electoraal getinte maatregelen.

Met betrekking tot de internationale economische context stelt het lid vast dat de evolutie van de economische groei in ruime mate afhangt van het consumentenvertrouwen. Dreigt dit laatste op termijn niet te worden aangetast door de crisis in Kosovo ?

Is de relatief lage koers van de euro een teken aan de wand ?

De spreker is ook niet helemaal gerust over de evolutie van de ZIV-uitgaven voor gezondheidszor-

ministre peut-il confirmer qu'une évolution positive peut être observée dans ce domaine également ?

En ce qui concerne les dépenses supplémentaires liées à la crise au Kosovo — qui, selon le ministre du Budget, s'élèvent actuellement à 2,1 milliards de francs belges —, il demande à combien elles se monteraient sur une base annuelle (c'est-à-dire dans le cas où la situation actuelle se prolongerait pendant toute l'année 1999).

Il se dit aussi peu enthousiasmé par la possibilité proposée dans l'amendement n° 8 du gouvernement de déroger à l'article 15 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'État. Dans l'hypothèse où les dépenses totales pour la crise du Kosovo s'élèveraient par exemple à 5 ou 6 milliards de francs belges en 1999 et où le gouvernement parviendrait à couvrir ces dépenses au moyen des crédits prévus pour 1999, par une redistribution entre toutes les allocations de base, il reste en effet à savoir si les crédits prévus pour les autres programmes budgétaires ont bien été calculés avec la précision requise.

En ce qui concerne l'ajustement du budget des Voies et Moyens, M. Leterme s'interroge au sujet de l'augmentation de 1 250 millions de francs belges du versement net par la Loterie nationale (titre I^{er}, section II, chapitre 15, article 36.02). Les intérêts dus à l'État en provenance de l'étranger (titre I^{er}, section II, chapitre 18, article 26.03) augmentent également de 1173 millions de francs belges. Le ministre des Finances peut-il fournir une explication à ce sujet ?

Par ailleurs, le dividende versé à l'État par Belgacom (titre I^{er}, section II, chapitre 33, article 27.01) diminue de près d'un milliard de francs belges. Cette diminution est-elle liée à la privatisation de Belgacom ?

Enfin, M. Leterme demande également des explications en ce qui concerne la forte augmentation des cotisations patronales de responsabilisation (titre I^{er}, section II, chapitre 21, article 37.06).

M. Didden renvoie aux commentaires et observations de la Cour des comptes (chapitre III — La Sécurité sociale). La Cour des comptes précise notamment que le solde de la gestion globale de la sécurité sociale en 1999 est légèrement sous-évalué. Elle fait également observer que la majoration des allocations familiales au profit des enfants atteints de maladies chroniques graves aura une incidence financière sur les budgets à venir de quelque 18 milliards de francs belges par an. Les réponses (remises aux membres de la commission) du ministre du Budget aux observations de la Cour des comptes (cf. ci-dessous) n'apportent aucun éclaircissement à ce sujet.

Il prend également acte de la déclaration du ministre du Budget selon laquelle le gouvernement prendra prochainement les arrêtés d'exécution nécessaires, de manière à ce que les crédits servant à alimenter le Fonds de compensation pour les travailleurs frontaliers belges puissent effectivement être affectés.

gen. Kan de minister bevestigen dat ook hier een positieve evolutie valt waar te nemen ?

Met betrekking tot de bijkomende uitgaven wegens de crisis in Kososvo — die volgens de minister van Begroting tot op heden 2,1 miljard Belgische frank bedragen — vraagt hij hoeveel zij op jaarbasis (dit wil zeggen indien de huidige toestand gedurende het volledige jaar 1999 zou aanhouden) zouden bedragen.

Ook hij is niet onverdeeld gelukkig met de in het regeringsamendement n° 8 voorgestelde mogelijkheid tot afwijking van artikel 15 van de gecoördineerde wetten op de rikscomptabiliteit. Wanneer de totale uitgaven voor de Kosovo-crisis in 1999 bijvoorbeeld 5 à 6 miljard Belgische frank zouden belopen en de regering erin zou slagen deze uitgaven, via een herverdeling tussen alle basisallocaties, met de voor 1999 uitgetrokken kredieten te dekken, rijst immers onvermijdelijk de vraag of de op de andere begrotingsprogramma's ingeschreven kredieten wel met de vereiste nauwkeurigheid werden berekend.

Met betrekking tot de aanpassing van de Rijksmiddelenbegroting heeft de heer Leterme vragen bij de toename met 1 250 miljoen Belgische frank van de netto-storting door de Nationale Loterij (titel I, sectie II, hoofdstuk 15, artikel 36.02). Ook de renten aan de Staat verschuldigd, afkomstig uit het buitenland (titel I, sectie II, hoofdstuk 18, artikel 26.03) stijgen met 1173 miljoen Belgische frank. Kan de minister van Financiën hiervoor een verklaring geven ?

Anderzijds daalt het dividend dat aan de Staat wordt gestort door Belgacom (titel I, sectie II, hoofdstuk 33, artikel 27.01) met bijna 1 miljard Belgische frank. Heeft dit te maken met de privatisering van Belgacom ?

De heer Leterme wenst ten slotte ook een verklaring voor de forse stijging van de patronale responsabiliseringbijdrage (titel I, sectie II, hoofdstuk 21, artikel 37.06).

De heer *Didden* verwijst naar het commentaar en de opmerkingen van het Rekenhof (hoofdstuk III — Sociale zekerheid). Daarin wordt onder meer gesteld dat het saldo van het globaal beheer van de sociale zekerheid in 1999 licht is onderschat. Het Rekenhof wijst er ook op dat de vermeerdering van de gezinsbijslagen ten gunste van kinderen die door ernstige chronische ziekten werden getroffen een financiële weerslag zal hebben op de toekomstige begrotingen van ongeveer 18 miljard Belgische frank per jaar. In de (aan de commissieleden rondgedeelde) antwoorden van de minister van Begroting op de opmerkingen van het Rekenhof (cf. *infra*) wordt hierop niet geantwoord.

Hij neemt ook akte van de verklaring van de minister van Begroting dat de regering binnenkort de nodige uitvoeringsbesluiten zal treffen zodat de kredieten ter stijving van het Compensatiefonds voor de Belgische grensarbeiders ook effectief kunnen worden aangewend.

RÉPONSES DU VICE-PREMIER MINISTRE ET
MINISTRE DU BUDGET

A. Réponses aux remarques de la Cour des comptes

CHAPITRE I^{er}

Budget des Voies et Moyens

1. Financement des communautés et des régions

1.1. Article 7 du projet

Isolement de la provision

Il est exact que l'article 7 du projet d'ajustement du budget des Voies et Moyens 1999 cite seulement un montant global par communauté en ce qui concerne les estimations de la partie attribuée du produit de la taxe sur la valeur ajoutée, mais il précise clairement qu'il est tenu compte d'une provision pour l'impact, sur les moyens financiers des communautés, d'une éventuelle révision de la statistique du nombre d'habitants de moins de 18 ans (situation au 30 juin), telle qu'elle doit être fixée pour déterminer le facteur d'adaptation visé à l'article 38, § 4, de la loi spéciale de financement du 16 janvier 1989.

Le montant de la provision, à savoir 4 milliards de francs belges, ainsi que sa répartition entre la Communauté flamande et la Communauté française selon la clé de répartition 57,55 % N/ 42,45 % F visée à l'article 39, § 2, de ladite loi spéciale, sont en outre bien précisés dans les notes justificatives à l'appui du projet de loi portant ajustement du budget des Voies et Moyens, et plus précisément dans le texte introductif relatif à l'article de loi en question ainsi que dans le point III relatif aux attributions de l'impôt partagé visé.

Absence d'arrêtés royaux portant révision des facteurs d'adaptation

La remarque de la Cour des comptes implique que la provision ne cadre pas avec une application stricte de la loi spéciale de financement, en raison de l'absence d'arrêtés royaux portant révision des facteurs d'adaptation pour chacune des années budgétaires 1989-1998.

Cette position peut être nuancée partiellement à l'aide de l'argumentation suivante :

a) Formulation anticipative

En attendant l'issue de la concertation en cours actuellement entre le pouvoir fédéral et les gouverne-

ANTWOORDEN VAN DE VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN BEGROTING

A. Antwoorden op de opmerkingen van het Rekenhof

HOOFDSTUK I

Rijksmiddelenbegroting

1. Financiering van de gemeenschappen en de gewesten

1.1. Artikel 7 van het ontwerp

Afzondering van de provisie

In artikel 7 van het ontwerp van aangepaste Rijksmiddelenbegroting 1999 wordt voor de ramingen inzake het toegewezen gedeelte van de opbrengst van de belasting op de toegevoegde waarde per gemeenschap inderdaad slechts een globaal bedrag vermeld, maar er wordt wel degelijk gepreciseerd dat hierbij rekening wordt gehouden met een provisie voor de impact op de financiële middelen van de gemeenschappen van de mogelijke herziening van de statistiek van het aantal inwoners jonger dan achttien jaar (toestand op 30 juni), zoals die voor de vaststelling van de in artikel 38, § 4, van de bijzondere financieringswet van 16 januari 1989 bedoelde aanpassingsfactor dient te worden vastgesteld.

De precisering van het bedrag van die provisie, namelijk 4 miljard Belgische frank, en haar verdeeling tussen de Vlaamse Gemeenschap en de Franse Gemeenschap, volgens de in artikel 39, § 2, van diezelfde bijzondere wet bedoelde verdeelsleutel van 57,55 % N/42,45 % F, wordt bovendien duidelijk weergegeven in de toelichtende staat tot staving van het wetsontwerp houdende de aangepaste Rijksmiddelenbegroting 1999, inzonderheid in de inleidende tekst bij voormeld wetsartikel alsook in punt III betreffende de toewijzingen van de beoogde gedeelde belasting.

Ontbreken van koninklijke besluiten met herziene aanpassingsfactoren

De opmerking van het Rekenhof impliceert dat de provisie niet kadert in de strikte toepassing van de bijzondere financieringswet wegens het ontbreken van de koninklijke besluiten houdende de herziene aanpassingsfactor voor elk van de begrotingsjaren 1989-1998.

Deze stelling kan enigszins genuanceerd worden aan de hand van de volgende argumentering :

a) Anticiperende formulering

In afwachting van de uitkomst van het overleg dat thans tussen de federale overheid en de gemeen-

ments des communautés dans le cadre de la Conférence interministérielle des Finances et du Budget, l'article 7, tel qu'il est formulé, anticipe, en première instance, une révision possible des facteurs d'adaptation fixés déjà dans le passé par arrêté royal pour les années budgétaires 1990-1997 ainsi que, en deuxième instance, la fixation future des facteurs d'adaptation pour les années budgétaires 1998-1999.

Une telle anticipation n'est pas nouvelle et est appliquée dans chaque projet de budget des Voies et Moyens, où elle est appliquée en utilisant la même formulation que dans le projet de loi sous revue, à savoir « *conformément à l'article 53, 2° de la loi spéciale du 16 janvier 1989 ...* », formulation qui n'a jamais provoqué par le passé de réaction de la part de la Cour des comptes :

— conformément à l'article 53 de la loi spéciale de financement (LSF), il convient d'organiser une concertation avec les gouvernements des communautés au sujet des montants repris dans les projets des budgets des Voies et Moyens initial et ajusté en matière d'attributions de l'impôt conjoint et des impôts partagés; cette concertation a lieu sous forme de communication, par le pouvoir fédéral à l'attention des entités fédérées, des montants estimés des attributions, et de notification de cette communication lors de la Conférence Interministérielle des Finances et du Budget;

— l'arrêté royal portant les paramètres visés à la loi spéciale de financement, parmi lesquels le facteur d'adaptation de l'année budgétaire (t) visé à l'article 38, LSF, est pris après le décompte définitif des attributions pour cette année budgétaire (t) et après la concertation à ce sujet avec les entités fédérées;

— vu que ce décompte définitif de l'année budgétaire (t) a lieu au début de l'année (t + 1) et est repris dans l'ajustement du budget des Voies et Moyens pour l'année (t + 1), la fixation par arrêté royal du facteur d'adaptation pour l'année budgétaire (t) se fait nécessairement après l'introduction du projet de loi portant ajustement du budget des Voies et Moyens pour l'année budgétaire (t + 1);

— pour les années budgétaires 1998 et 1999, il s'agit en outre non pas de la révision mais de la fixation du facteur d'adaptation, et, conformément à ce qui précède, l'absence d'arrêté royal, dans la phase actuelle de l'estimation des moyens, est donc conforme à la loi spéciale de financement et au planning des travaux appliqué jusqu'à ce jour.

b) Provision globale à titre provisoire

Vu la concertation nécessaire mais non encore close avec les gouvernements des communautés au sujet d'une éventuelle révision de la statistique du nombre d'habitants de moins de 18 ans pour ce qui concerne le passé et au sujet de la détermination

schapsregeringen in het kader van de Interministériële Conferentie voor Financiën en Begroting plaatsvindt, anticipeert de formulering van artikel 7, in eerste instantie, op een mogelijke herziening van de reeds in het verleden bij koninklijk besluit vastgestelde aanpassingsfactoren voor de begrotingsjaren 1990-1997, en in tweede instantie, op een toekomstige bepaling van de aanpassingsfactoren voor de begrotingsjaren 1998-1999.

Dergelijke anticipatie is niet nieuw en wordt in elk ontwerp van Rijksmiddelenbegroting toegepast met aanwending van dezelfde formulering als in voorliggend wetsontwerp, met name « *overeenkomstig artikel 53, 2° van de bijzondere wet van 16 januari 1989 ...* », zonder in het verleden enige reactie van het Rekenhof te hebben uitgelokt :

— overeenkomstig artikel 53 van de bijzondere financieringswet (BFW) dient vooraf overleg gepleegd te worden met de gemeenschapsregeringen over de in het ontwerp van initiële respectievelijk aangepaste Rijksmiddelenbegroting opgenomen bedragen inzake toewijzingen van samengevoegde en gedeelde belastingen; dit overleg gebeurt bij wijze van mededeling door de federale overheid aan de gefedereerde entiteiten van de geraamde toewijzingen en de notificatie van die mededeling in de Interministériële Conferentie voor Financiën en Begroting;

— het koninklijk besluit houdende de in de bijzondere financieringswet bedoelde parameters, waaronder de in artikel 38, BFW bedoelde aanpassingsfactor voor een begrotingsjaar (t), wordt genomen na de definitieve afrekening van de toewijzingen voor dat begrotingsjaar (t) en na het overleg dat terzake met de gefedereerde entiteiten heeft plaatsgevonden;

— aangezien die definitieve afrekening van begrotingsjaar (t) begin (t + 1) plaatsvindt en wordt opgenomen in de aangepaste Rijksmiddelenbegroting voor (t + 1), gebeurt de vastlegging van de aanpassingsfactor voor begrotingsjaar (t) bij koninklijk besluit noodzakelijkerwijze steeds na de indiening van het wetsontwerp houdende de aangepaste Rijksmiddelenbegroting voor begrotingsjaar (t + 1);

— voor de begrotingsjaren 1998 en 1999 betreft het bovendien niet de herziening maar de vaststelling van de aanpassingsfactor en is het ontbreken van het koninklijk besluit, in de huidige fase van de middelenraming, overeenkomstig wat voorafgaat, dus conform de bijzondere financieringswet en de tot op heden toegepaste planning van de werkzaamheden.

b) Globale provisie ten voorlopige titel

Gelet op het noodzakelijke maar nog niet afgeronde overleg met de gemeenschapsregeringen over de mogelijke herziening van de statistiek van het aantal inwoners jonger dan achttien jaar voor het verleden en over de bepaling van een regeling voor de vaststel-

d'une réglementation pour la fixation future de ce paramètre, la provision de 4 milliards de francs belges ne pouvait être prévue que globalement, sans précision des attributions des moyens par année budgétaire.

1.2. *Intérêts « rythme » et « solde »*

Il s'agit de l'application de la convention conclue en 1991 entre les communautés et les régions d'une part, et le pouvoir fédéral d'autre part, en vertu de l'article 54, § 1^{er}, troisième alinéa de ladite loi spéciale de financement.

La remarque de la Cour des comptes implique que les soldes de décompte retenus comme base de calcul pour la fixation des intérêts-soldes en matière de partie attribuée de la TVA pour l'année budgétaire 1998 sont trop bas et que, par conséquent, les intérêts prévus dans le projet d'ajustement du budget des Voies et Moyens 1999 comme étant à percevoir par le pouvoir fédéral sont sous-estimés et les intérêts prévus dans le projet d'ajustement du budget général des dépenses 1999 comme étant à payer par le pouvoir fédéral sont surestimés.

Le calcul des intérêts prévu dans les projets de budget n'est toutefois pas erroné mais n'a pas le même point de départ que celui proposé par la Cour des comptes.

Vu :

- que la discussion relative à la problématique de la révision de la statistique du nombre d'habitants de moins de 18 ans coïncide avec le décompte de l'attribution des moyens de l'année budgétaire 1998 à l'occasion du contrôle budgétaire 1999;

- que la concertation avec les communautés n'est pas clôturée;

- que, par mesure de prudence, il faut prendre en considération des estimations prudentes en matière de recettes et éviter de sous-estimer les crédits de dépenses;

on est parti, pour calculer les intérêts estimés, des attributions du produit de la TVA pour l'année budgétaire 1998 établies sur la base de la statistique de nombre d'habitants de moins de 18 ans observée le 8 décembre 1998, tant pour ce qui concerne la situation au 30 juin 1988 (année de base) que pour la situation au 30 juin 1998 (il s'agit donc de la série de données proposée par la Communauté française à la Conférence interministérielle des Finances et du Budget du 23 décembre 1998).

Le calcul des intérêts tient donc compte, à titre provisoire et en attendant l'issue de la concertation avec les communautés, des attributions supérieures en matière de produit de la TVA qui ressortent de la statistique révisée pour l'année budgétaire 1998 (après imputation de la révision à la baisse du taux d'inflation) : au total + 1 012,1 millions de francs belges en comparaison avec l'estimation du contrôle budgétaire 1998, soit 582,5 millions de francs belges pour la Communauté flamande et 429,6 millions de

ling van die parameter in de toekomst, kon de provisie van 4 miljard Belgische frank enkel globaal worden voorzien, zonder precisering van deze middelen-toewijzing per begrotingsjaar.

1.2. *« Ritme »- en « saldo »-interessen*

Het betreft de toepassing van de krachtens artikel 54, § 1, derde lid, van de bijzondere financieringswet bedoelde overeenkomst die in 1991 tussen de gemeenschappen en de gewesten en de federale overheid werd afgesloten.

De opmerking van het Rekenhof houdt in dat de als basis voor de berekening van de interesten-saldi weerhouden afrekeningssaldi inzake toegewezen gedeelte van de BTW voor begrotingsjaar 1998 te laag zijn en bijgevolg de door de federale overheid te ontvangen interesten, voorzien in het ontwerp van aangepaste Rijksmiddelenbegroting 1999, te laag werden ingeschatt en de door de federale overheid te betalen interesten, voorzien in het ontwerp van aangepaste algemene uitgavenbegroting 1999, te hoog werden geraamd.

De in de ontwerpbegrotingen voorziene interestberekening is niet foutief maar vertrekt van een ander uitgangspunt dan het voorstel van het Rekenhof.

Gelet op :

- het samenvallen van enerzijds, de bespreking van de problematiek van de herziening van de statistiek van het aantal inwoners jonger dan achttien jaar, en anderzijds, de afrekening van de middelen-toewijziging van begrotingsjaar 1998 ter gelegenheid van de begrotingscontrole 1999;

- het nog niet afgeronde overleg met de gemeenschappen terzake;

- de uit voorzichtigheidsoverwegingen voorzichtige raming van de ontvangsten en het vermijden van een onderschatting van de uitgavenkredieten;

werd voor de geraamde interestberekening vertrouken van de BTW-toewijzingen voor begrotingsjaar 1998 op basis van de statistiek van het aantal – 18-jarigen waargenomen op 8 december 1998, zowel voor wat de toestand op 30 juni 1988 (basisjaar) betreft, als voor de toestand op 30 juni 1998 (dat is zoals opgenomen in de herziene gegevensreeks ingediend door de Franse Gemeenschap op de Interministeriële Conferentie van Financiën en Begroting van 23 december 1998).

Deze interestaanrekening houdt dus, ten voorlopige titel en in afwachting van de uitkomst van het overleg met de gemeenschappen, rekening met de hogere BTW-toewijzingen zoals die voor begrotingsjaar 1998 uit die herziene statistiek voortvloeien (na verrekening van de neerwaartse aanpassing van de inflatie) : in totaal + 1 012,1 miljoen Belgische frank in vergelijking met de raming van de begrotingscontrole 1998, hetzij 582,5 miljoen Belgische frank voor de Vlaamse Gemeenschap en 429,6 miljoen Bel-

francs belges pour la Communauté française, soit, les soldes de décompte en matière d'attributions de TVA s'élèvent à :

(En millions de francs belges)

(In miljoen Belgische frank)

	Pouvoir fédéral — <i>Federale overheid</i>	Cour des comptes — <i>Rekenhof</i>	Écarts — <i>Verschil</i>
Base de calcul pour intérêts décompte 1998 — <i>Basis intrestberekening afrekening 1998</i>			
Soldes attributions TVA : — <i>Saldi BTW-toewijzingen</i> :	- 1 416,4	- 2 428,5	+ 1 012,1
Communauté flamande. — <i>Vlaamse Gemeenschap</i>	- 815,1	- 1 397,6	+ 582,5
Communauté française. — <i>Franse Gemeenschap</i>	- 601,3	- 1 030,9	+ 429,6

La fixation des intérêts proposée par la Cour des comptes ne prend pas en compte l'impact provisoire d'une éventuelle révision de la statistique du nombre d'habitants âgés de moins de dix-huit ans sur l'attribution des moyens pour l'année budgétaire 1998; le calcul d'intérêts proposé par la Cour se base uniquement sur les soldes de décompte découlant de la révision à la baisse du taux d'inflation pour l'année budgétaire 1998 (revu de 1,10 % au contrôle budgétaire à 0,95 % taux réalisé et retenu dans le décompte 1998).

Les écarts par rapport à la fixation des intérêts (*intérêts totaux : intérêts-soldes + intérêts-rythme, ces derniers ne sont d'ailleurs pas discutés*) par la Cour des comptes se résument comme suit :

(En millions de francs belges)

De door het Rekenhof vooropgestelde interestberekening houdt met de voorlopige impact van de mogelijke herziening van de statistiek van het aantal – 18-jarigen op de middelenbegroting voor begrotingsjaar 1998 geen rekening en baseert zich uitsluitend op de afrekeningssaldi die voortspruiten uit de neerwaarde aanpassing van het inflatiepercentage voor begrotingsjaar 1998 (herzien van 1,10 % raming begrotingscontrole 1998 naar 0,95 % realisatie aangewend in de definitieve afrekening 1998).

De verschillen met de interestberekening (*totale interessen : interessensaldi + niet betwiste intrestenritme*) van het Rekenhof kunnen als volgt worden samengevat :

(In miljoen Belgische frank)

	1999 Contrôle budgétaire — <i>1999 Begrotingscontrole</i>	Budget ajusté 1999 — <i>Aangepaste begroting 1999</i>	Cour des comptes — <i>Rekenhof</i>	Écarts (a) — <i>Verschil (a)</i>
Voies et Moyens. — <i>Rijksmiddelen</i>				
Budget des Dépenses. — <i>Uitgavenbegroting</i>				
Total. — <i>Totaal</i>				22,654

(a) Dont : Communauté flamande : + 3,6 millions de francs belges Voies et Moyens et – 9,5 millions de francs belges Budget dépenses / Communauté française : + 9,6 millions de francs belges Voies et Moyens.

(a) Waarvan : Vlaamse Gemeenschap : + 3,6 miljoen Belgische frank Rijksmiddelen en – 9,5 miljoen Belgische frank Uitgavenbegroting / Franse Gemeenschap : + 9,6 miljoen Belgische frank Rijksmiddelen.

La marge de sécurité qui a été prévue au budget 1999 s'élève donc à 22,7 millions francs belges.

De veiligheidsmarge die in de begroting 1999 werd voorzien, bedraagt dus 22,7 miljoen Belgische frank.

2. Belgocontrol

Le montant total des indemnisations qui seront payées en 1999 dans le cadre des expropriations aux alentours de l'aéroport sont estimées à 338 millions de francs belges.

2. Belgocontrol

Het totale bedrag van de vergoedingen die in 1999 zullen worden uitbetaald in het kader van de onteigeningen rond de luchthaven wordt geraamd op 338 miljoen Belgische frank.

Compte tenu du fait que l'État reprend aussi bien les droits que les obligations de la Régie des Voies Aériennes, il est envisagé que Belgocontrol verse un dividende à l'État. Les moyens qui, à l'époque, ont été prévus par la RVA pour ces expropriations ont en effet été transférés à Belgocontrol.

Le ministre des Transports soumettra à ce sujet une proposition au Conseil des ministres en vue de la récupération du montant susvisé. Dans ce contexte, d'autres solutions techniques pourront également être examinées.

CHAPITRE II

Examen du projet d'ajustement du budget général des dépenses

Section 11

Services du premier ministre

Programme 11.60.1 – Recherche et développement dans le cadre national; allocation de base 60 14 81 01 – Couverture des dépenses de R&D des avions de la filière Airbus

Lors de la confection du budget ajusté 1999, les crédits d'engagement relatifs à la couverture des dépenses de R&D des avions de la filière Airbus ont été modifiés afin de tenir compte de la décision du Conseil des ministres du 14 juillet 1999, qui prévoyait qu'un montant de 2 053 millions de francs belges devait être engagé en 1998. Cet engagement, à titre provisionnel, a été effectué fin décembre à hauteur de 1 026,5 millions de francs belges à charge du budget des Services fédéraux des Affaires scientifiques, techniques et culturelles (SSTC) et de 1 026,5 millions de francs belges à charge du ministère des Affaires économiques.

À l'heure actuelle, l'accord de coopération entre le pouvoir fédéral et les régions n'est pas signé. Les contrats sont en cours de préparation avec les firmes concernées. La hauteur des crédits d'ordonnancement prévue au budget initial 1999 a néanmoins été maintenue à titre conservatoire lors de la préparation du feuilleton d'ajustement. Les contacts en cours avec les partenaires industriels laissent à penser que ces crédits seront suffisants pour couvrir les paiements au titre de l'exercice 1999.

Gezien de Staat zowel de rechten als de plichten van de Regie der Luchtwegen overneemt, wordt overwogen om een dividend te storten aan de Staat door Belgocontrol. De middelen die destijds door de RLW werden voorzien voor deze onteigeningen zijn immers aan Belgocontrol overgedragen.

De minister van Vervoer zal dienaangaande een voorstel aan de Ministerraad voorleggen met het oog op de recuperatie van het voormelde bedrag, waarbij ook andere technische oplossingen kunnen worden onderzocht.

HOOFDSTUK II

Onderzoek van het ontwerp houdende aanpassing van de algemene uitgavenbegroting

Afdeling 11

Diensten eerste minister

Programma 11.60.1 – Onderzoek en ontwikkeling op nationaal vlak; basisallocatie 60 14 81 01 – Dekken van de O&O-uitgaven van de vliegtuigen in het kader van Airbus.

Bij de opmaak van de aangepaste begroting voor 1999, werden de vastleggingskredieten met betrekking tot het dekken van de O & O-uitgaven voor de Airbus-vliegtuigen gewijzigd, teneinde rekening te houden met de beslissing van de Ministerraad van 14 juli 1999. Hierin was gepland dat een bedrag ten belope van 2 053 miljoen Belgische frank diende te worden vastgelegd in 1998. Een bedrag van 1 026,5 miljoen Belgische frank ten laste van de begroting van de Federale Diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden (DWTC) en een bedrag van 1 026,5 miljoen Belgische frank ten laste van het ministerie van Economische Zaken werden eind december provisioneel vastgelegd.

Op dit ogenblik is het samenwerkingsakkoord tussen de federale overheid en de gewesten niet getekend. Thans wordt werk gemaakt van de contracten met de betrokken bedrijven. De in de initiële begroting 1999 vastgelegde omvang van de ordonnanceringenkredieten blijft niettemin behouden bij de voorbereiding van het bijblad. De lopende contacten met de industriële partners geven te denken dat die kredieten toereikend zullen zijn om de betalingen in hoofde van het begrotingsjaar 1999 te dekken.

Section 12*Justice***JUSTIFICATION DES CRÉDITS****A. Allocation de base 56 01 11 03**

La réduction de 821,3 millions de francs belges des dépenses afférentes au personnel statutaire s'explique par les facteurs suivants.

1) Plan pluriannuel : – 484,8 millions de francs belges.

Personnel des greffes et parquets : 59 millions de francs belges au lieu de 198 millions de francs belges (– 139 millions de francs belges);

Extension de cadre des magistrats/étalement des recrutements : 199,2 millions de francs belges au lieu de 320 millions de francs belges (– 200,8 millions de francs belges);

Carrière plane des magistrats : report au 1^{er} janvier 2000 (– 70 millions de francs belges);

Retard des nominations (– 75 millions de francs belges).

2) Diminution de l'index: – 28 millions de francs belges.

3) Transfert des crédits vers le programme 2 : – 58,4 millions de francs belges (Maisons de Justice).

4) Retard dans l'exécution des nouvelles initiatives à politique inchangée : – 55,4 millions de francs belges.

Tribunaux fiscaux :

prévu au budget de 1999 : 100,3 millions de francs belges;

prévu au contrôle budgétaire de 1999 : 64,6 millions de francs belges soit – 35,7 millions de francs belges.

Agent upgrading :

prévu au budget de 1999 : 37,0 millions de francs belges;

prévu au contrôle budgétaire de 1999 : 17,3 millions de francs belges soit – 19,7 millions de francs belges.

5) Nominations et promotions : – 94,4 millions de francs belges.

Retard dans les nominations et promotions en 1998.

6) Départs : ± 100 millions de francs belges.

Départs nouveaux (démissions, décès) non connus au moment de l'élaboration du budget 1999.

B. Allocation de base 58 50 11 03

En ce qui concerne les crédits de personnel du service central de lutte contre la corruption, le budget initial a dû être établi sur la base de données provenant du ministère de la Fonction publique. Ces crédits se sont avérés surestimés par rapport au nombre d'agents réellement transférés. De plus, il

Afdeling 12*Justitie***VERANTWOORDING VAN DE KREDIETEN****A. Basisallocatie 56 01 11 03**

De vermindering van de personeelsuitgaven van het statutair personeel met 821,3 miljoen Belgische frank wordt verklaard door volgende factoren.

1) Meerjarenplan : – 484,8 miljoen Belgische frank.

Personnel van de griffies en parketten : 59 miljoen Belgische frank in plaats van 198 miljoen Belgische frank (– 139 miljoen Belgische frank);

Uitbreiding van de personeelsformatie van de magistraten/spreiding van de aanwervingen : 119,2 miljoen Belgische frank in plaats van 320 miljoen Belgische frank (– 200,8 miljoen Belgische frank);

Vlakke loopbaan magistraten : verschoven naar 1 januari 2000 (– 70 miljoen Belgische frank);

Vertraging in de benoemingen : (– 75 miljoen Belgische frank).

2) Indexvermindering : – 28 miljoen Belgische frank.

3) Overdracht van de kredieten naar het programma 2 : – 58,4 miljoen Belgische frank (Justitiehuizen).

4) Vertraging in de uitvoering van de nieuwe initiatieven bij ongewijzigd beleid : – 55,4 miljoen Belgische frank.

Fiscale rechtbanken :

voorzien in begroting 1999 : 100,3 miljoen Belgische frank;

voorzien bij begrotingscontrole 1999 : 64,6 miljoen Belgische frank dit is – 35,7 miljoen Belgische frank.

Upgrading-beambte :

voorzien in begroting 1999 : 37,0 miljoen Belgische frank;

voorzien bij begrotingscontrole 1999 : 17,3 miljoen Belgische frank dit is – 19,7 miljoen Belgische frank.

5) Benoemingen en bevorderingen : – 94,4 miljoen Belgische frank.

Vertraging in de benoemingen en bevorderingen in 1998.

6) Afvloeiingen : ± 100 miljoen Belgische frank.

Nieuwe afvloeiingen (ontslagnemingen, overlijdens) die op het ogenblik van de opmaak van de begroting 1999 niet bekend waren.

B. Basisallocatie 58 50 11 03

De initiële begroting voor wat betreft de personeelskredieten voor de centrale dienst voor de bestrijding van de corruptie diende opgemaakt te worden op basis van gegevens afkomstig van het ministerie van Ambtenarenzaken. Deze kredieten bleken overschat te zijn vergeleken met het werke-

importe de relever que les emplois prévus au cadre du service ne sont pas tous occupés et qu'un certain nombre d'agents est affecté à d'autres sections.

Section 15

Coopération au développement

1. Dispositions légales 2.15.2

La Cour des comptes juge que l'intégration des allocations de base A.B. 54 26 3561 « Stages de groupes organisés à l'initiative d'organisations judiciaires privées », A.B. 54 27 3523 « Aide sociale et culturelle et projets de retour » et A.B. 54 41 3524 « Prévention des conflits, reconstruction de la paix et droits de l'homme, via des organisations internationales » dans cette disposition budgétaire supplémentaire, est en contradiction avec la loi portant création de la Coopération Technique Belge.

La remarque est fondée. Un projet d'amendement *ad hoc* a été introduit.

Au moyen de la disposition légale 2.15.2, un nouveau paragraphe est ajouté permettant de ne pas devoir prendre de nouveaux engagements en ce qui concerne les conventions d'attribution déjà conclues avec la CTB pour les initiatives déjà en cours. La Cour des comptes est d'avis que cela a pour conséquence que cette disposition légale continuera d'exister plusieurs années et ceci jusqu'à ce que toutes les conventions d'attribution liées aux engagements pour les activités mises en œuvre par l'Administration Générale de la Coopération au Développement et transférées à la CTB, soient exécutées. Dans la justification de la disposition légale 2.15.10 du budget initial pour l'exercice 1999 il était établi qu'elle était prévue uniquement pour une courte période étant donné que l'année 1999 est considérée comme une période de transition.

L'intégration de ladite disposition légale est une mesure qui minimalise les opérations administratives relatives au transfert des projets déjà existants à la CTB. L'alternative — prendre effectivement de nouveaux engagements pour les conventions d'attribution conclues avec la CTB pour des initiatives déjà en cours — implique une augmentation déraisonnable des opérations administratives ce qui chargerait inutilement l'administration. D'ailleurs, ne pas prendre de nouveaux engagements dans ce contexte, ne change rien au fond de l'affaire, bien au contraire. C'est la solution administrative la plus simple pour le règlement du transfert des projets déjà en cours à la CTB.

Cette disposition n'exclut pas que 1999 soit considérée comme année charnière et que la disposition légale 2.15.10 soit prévue uniquement pour une période au cours de laquelle le transfert des projets déjà en cours à la CTB, se termine. En effet, l'article

lijk aantal overgedragen personeelsleden. Er dient bovendien opgemerkt te worden dat het personeelsbestand van de dienst niet voltallig is en dat er ook een aantal personeelsleden tewerkgesteld zijn in andere afdelingen.

Afdeling 15

Ontwikkelingssamenwerking

1. Wetsbepaling 2.15.2

Het Rekenhof is van oordeel dat de opname van de basisallocaties B.A. 54 26 3561 « Groepsstages georganiseerd op initiatief van privaatrechterlijke organisaties », B.A. 54 27 3523 « Maatschappelijke en culturele hulp en terugkeerprojecten » en B.A. 54 41 3524 « Conflictpreventie, vredesopbouw en mensenrechten via internationale instellingen » in deze budgettaire bijbepaling in strijd is met de wet tot oprichting van de Belgische Technische Coöperatie.

De bemerking is terecht. Een ontwerp van amendement werd dienaangaande ingediend.

Middels wetsbepaling 2.15.2 wordt een nieuwe paragraaf toegevoegd die toelaat dat geen nieuwe vastleggingen moeten worden genomen voor de met de BTC gesloten toewijzingsovereenkomsten voor reeds lopende initiatieven. Het Rekenhof is van oordeel dat dit tot gevolg heeft dat deze wetsbepaling verscheidene jaren zal blijven bestaan en zulks tot alle toewijzingsovereenkomsten die verbonden zijn met de vastleggingen voor de activiteiten opgestart door het Algemeen Bestuur voor Ontwikkelingssamenwerking en overgeheveld naar de BTC zijn uitgevoerd. In de verantwoording van de wetsbepaling 2.15.10 van de initiële begroting voor het begrotingsjaar 1999 werd echter gesteld dat zij slechts voorzien was voor een korte periode aangezien 1999 wordt beschouwd als een overgangsjaar.

De opname van genoemde wetsbepaling is een schikking die de administratieve handelingen in relatie tot de overdracht van reeds lopende projecten aan de BTC minimaliseert. Het alternatief — wél nieuwe vastleggingen nemen voor de met de BTC gesloten toewijzingsovereenkomsten voor reeds lopende initiatieven — impliceert een onredelijke toename van administratieve handelingen die de administratie onnodig zou belasten. Immers, het niet nemen van nieuwe vastleggingen in deze context, wijzigt hoe dan ook niets aan de kern van de zaak. Het is de eenvoudigste administratieve oplossing voor de afhandeling van de overdracht van reeds lopende projecten naar de BTC.

Deze schikking neemt niet weg dat 1999 als een overgangsjaar wordt beschouwd en dat wetsbepaling 2.15.10 slechts voorzien is voor de periode waarin de overdracht van reeds lopende projecten naar de BTC wordt afgehandeld. Immers, artikel 2.15.10 bepaalt

2.15.10 précise la plus simple des solutions pour l'organisation administrative du transfert des projets déjà en cours à la CTB et est donc indépendant de la réalisation dans le temps de la mission même.

La réalisation de la mission des projets déjà en cours à la CTB doit être faite sur une période aussi courte que possible.

La Cour des comptes juge que cette procédure serait de nature telle que l'utilisation des crédits pour les projets qui seront transférés à la CTB ne pourront pas être détectés de manière rapide et simple.

En effet, il a été fait — entre autres — une évaluation entre, d'une part, la quantité des opérations administratives et, d'autre part, la simplicité avec laquelle pourrait être détecté quels crédits seront utilisés pour des projets qui seront transférés à la CTB. Il a été opté pour, d'une part, limiter les opérations administratives relatives au transfert à une quantité minimale et, d'autre part, prendre les mesures nécessaires pour organiser le mode de présentation des allocations de base concernées de telle manière qu'une transparence totale en la matière soit obtenue.

2. Justification des crédits

Programme 54/0

L'A.B. 54 02 1201 Dépenses fixes pour l'achat de biens et services non durables : – 2,1 (0,1) millions de francs belges.

Recalcul des dépenses de l'énergie conformément aux directives de l'administration du Budget et Contrôle des Dépenses.

L'A.B. 54 02 1206 Location de biens immobiliers : – 2,7 millions de francs belges.

La location du bâtiment de la rue du Trône 12 est prise en charge par la Régie des Bâtiments.

L'A.B. 54 02 7401 Dépenses pour l'achat de biens durables : – 2,3 (2,3) millions de francs belges.

Des factures de l'entreprises GET, pour un montant total de 2 174 340 francs belges, à charge du visa d'engagement 1997 ont été refusées par la Cour des comptes via la lettre référencée N8-1.666.053 B1 étant donné que l'imputation a été faite à charge de l'A.B. 15 54 02 1201 et qu'elles devraient être imputées sur l'A.B. 15 54 02 7401. De plus, il ressort de la même lettre que par rapport à la facture M 980433, un montant de 46 380 francs belges est dû à l'entreprise GET suite à une déduction erronée d'une amende à cause de fourniture tardive. Compensation à charge des crédits 1999.

L'A.B. 54 04 1227 Préparation, accompagnement, évaluation et contrôle des actions de coopération par des experts externes : – 0,2 (0,2) millions de francs belges.

de meest eenvoudige oplossing voor de administratieve organisatie van de overdracht van reeds lopende projecten naar de BTC en staat alsdusdanig los van de realisatie in de tijd van de overdracht zelf.

De realisatie van de overdracht van reeds lopende projecten aan de BTC dient binnen de kortst mogelijke periode te geschieden.

Het Rekenhof is van oordeel dat deze procedure van aard zou zijn dat het gebruik van kredieten voor projecten die worden overgedragen aan de BTC niet op een snelle en eenvoudige manier kunnen worden gedetecteerd.

Er werd inderdaad — onder andere — een afweging gemaakt tussen enerzijds het volume van de administratieve handelingen en anderzijds de eenvoud waarmee zou kunnen worden gedetecteerd welke kredieten worden gebruikt voor projecten die worden overgedragen aan de BTC. Er werd geopteerd om enerzijds de administratieve handelingen in relatie tot de overdracht tot een minimumvolume te beperken en anderzijds de nodige schikkingen te treffen om de voorstellingswijze van de betrokken basisallocaties zo te organiseren dat volledige transparantie terzake wordt bereikt.

2. Verantwoording van de kredieten

Programma 54/0

B.A. 54 02 1201 Bestendige uitgaven voor de aankoop van niet-duurzame goederen en diensten : – 2,1 (0,1) miljoen Belgische frank.

Herberekening van de energieuitgaven overeenkomstig de richtlijnen van de administratie van Begroting en Controle op de Uitgaven.

B.A. 54 02 1206 Huur van onroerende goederen : – 2,7 miljoen Belgische frank.

De huur van het gebouw in de Troonstraat 12 wordt ten laste genomen door de Regie der Gebouwen.

B.A. 54 02 7401 Uitgaven voor de aankoop van duurzame goederen : – 2,3 (2,3) miljoen Belgische frank.

Facturen van de firma GET, voor een totaal bedrag van 2 174 340 Belgische frank, ten laste van vastleggingsvisa 1997 werden door het Rekenhof via de brief met referentie N 8-1.666.053 B1 geweigerd gezien de aanrekening gebeurde ten laste van de B.A. 15 54 02 1201 en ze dienden aangerekend te worden op de B.A. 15 54 02 7401. Uit dezelfde brief blijkt bovendien dat, met betrekking tot de factuur M 980433, een bedrag van 46 380 Belgische frank verschuldigd is aan de firma GET als gevolg van de foutieve afhouding van een boete wegens laattijdige levering. Compensatie ten laste van de kredieten 1999.

B.A. 54 04 1227 Voorbereiding, begeleiding, evaluatie en controle van samenwerkingsacties door externe deskundigen : – 0,2 (0,2) miljoen Belgische frank.

En exécution d'un contrat conclu entre l'AGCD et l'Université Catholique de Louvain (UCL) du 4 juin 1997, l'AGCD a reçu le 30 mars 1998 une facture référencée 6 679 018 pour un montant de 153 720 francs belges. Cette facture a été classée sans suite étant donné que la facture précédente référencée 6 679 017 indiquait que toutes les factures étaient réglées. Cela semblait reposer sur un malentendu de la part de l'UCL, car le 2 mars 1999, l'AGCD a reçu une lettre de l'UCL dans laquelle on demandait avec insistance le règlement de la facture impayée référencée 6 679 018. Compensation à charge des crédits 1999.

Programme 54/1

L'A.B. 54 11 3510 Dépenses de toutes sortes liées à la mise à disposition d'experts en coopération technique : (14,6 millions de francs belges).

Le crédit supplémentaire est la suite de l'imputation d'un recalcul des dépenses pour les mois de septembre-novembre 1998 sur le budget de 1999 et la prise en charge du mois de décembre 1998 sur le budget 1999.

L'A.B. 54 12 3522 Dépenses de toutes sortes liées au programme des bourses d'étude en Belgique en faveur des ressortissants des pays à faible revenu : – 11,2 millions de francs belges.

Une réestimation des besoins et double usage avec l'AB 54 23 4501. Les nouvelles bourses pour le RUCA ont également été prévues sur l'AB 12 3522.

L'A.B. 54 20 3570 Organisations non gouvernementales — financement de programmes : – 0,4 (0,6) million de francs belges.

Crédit supplémentaire à concurrence de 0,2 millions de francs belges pour *Broederlijk Delen* à cause d'une erreur de calcul dans le programme pour l'éducation. Crédit supplémentaire de 0,4 millions de francs belges pour le Service Civil International à cause d'une erreur de calcul quant à la couverture des frais de personnel. La compensation de 0,4 millions de francs belges à charge du budget 1999.

L'A.B. 54 20 5462 Organisation non gouvernementale — financement de projets : crédit d'engagement + 2,0 millions de francs belges.

Engagement pour une intervention dont le visa existant a été ordonné par erreur.

L'A.B. 54 22 3330 Initiatives des institutions scientifiques belges pour des projets, des programmes de recherche et de formation et des congrès en matière de coopération internationale : crédit d'ordonnancement – 6,0 millions de francs belges.

Réestimation des dépenses.

L'A.B. 54 25 4553 Initiatives Propres CIUF : crédit d'ordonnancement + 2,2 millions de francs belges.

Réestimation des dépenses

L'A.B. 54 29 3570 Interventions dans des contrats de formation axée sur l'entreprise en faveur des pays à faible revenu : crédit d'ordonnancement – 3,0 millions de francs belges.

In uitvoering van een contract afgesloten tussen ABOS en de *Université Catholique de Louvain* (UCL) de dato 4 juni 1997 ontving ABOS op 30 maart 1998 een factuur met referentie 6 679 018 voor een bedrag van 153 720 Belgische frank. Deze factuur werd zonder gevolg geklasseerd aangezien een voorgaande factuur met referentie 6 679 017 aangaf dat alle facturen werden voldaan. Dit bleek op een misverstand vanwege de UCL te berusten, want op 2 maart 1999 ontving ABOS een schrijven van de UCL waarin werd aangedrongen de openstaande factuur met referentie 6 679 018 te vereffenen. Compensatie ten laste van de kredieten 1999.

Programma 54/1

B.A. 54 11 3510 Uitgaven van allerlei aard verbonnen aan het ter beschikking stellen van technische samenwerkingsdeskundigen : (14,6 miljoen Belgische frank).

Het bijkrediet is het gevolg van de aanrekening van een herberekening van de uitgaven voor de maanden september-november 1998 op de begroting 1999 en het ten laste nemen van de maand december 1998 op de begroting 1999.

B.A. 54 12 3522 Uitgaven van allerlei aard verbonnen aan het programma van studiebeurzen in België ten gunste van onderhoringen van lage-inkomenslanden : – 11,2 miljoen Belgische frank.

Herraming van de noden en dubbel gebruik met BA 54 23 4501. De nieuwe beurzen voor het RUCA werden immers eveneens voorzien op BA 12 3522.

B.A. 54 20 3570 Niet-gouvernementele organisaties — Programmafinciering : – 0,4 (0,6) miljoen Belgische frank.

Bijkrediet ten belope van 0,2 miljoen Belgische frank voor Broederlijk Delen wegens een berekeningsfout in het educatieprogramma. Bijkrediet ten belope van 0,4 miljoen Belgische frank voor Service Civil International wegens berekeningsfout inzake dekking van de personeelskost. Compensatie voor 0,4 miljoen Belgische frank ten laste van begrotingsjaar 1999.

B.A. 54 20 5462 Niet-gouvernementele organisatie — Projectfinanciering : vastleggingskrediet + 2,0 miljoen Belgische frank.

Vastlegging voor een interventie waarvan het bestaande visum verkeerdelijk werd geordonnceerd.

B.A. 54 22 3330 Initiatieven van Belgische wetenschappelijke instellingen voor projecten, onderzoeks- en vormingsprogramma's en congressen inzake internationale samenwerking: ordonnanceringskrediet – 6,0 miljoen Belgische frank.

Herraming van de uitgaven.

B.A. 54 25 4553 Eigen initiatieven CIUF : ordonnanceringskrediet + 2,2 miljoen Belgische frank.

Herraming van de uitgaven.

B.A. 54 29 3570 Tussenkomsten in bedrijfsgerichte opleidingscontracten ten voordele van lage-inkomenslanden : ordonnanceringskrediet – 3,0 miljoen Belgische frank.

Réestimation des dépenses

L'A.B. 54 34 3509 Participation de la Belgique au Fonds Européen de Développement : – 4,9 millions de francs belges.

Réestimation des dépenses.

L'A.B. 54 41 3523 Prévention des conflits, reconstruction de la paix et droits de l'homme : – 5,3 (5,3) millions de francs belges.

Le crédit supplémentaire à concurrence de 1 447 962 pour Synergies Africa, 3 400 000 francs belges pour le ministère de la Défense, le déminage au Cambodge et 400 000 francs belges pour l'ONG *Safer world* pour l'organisation d'un séminaire « *Developing and Implementing the EU programme on preventing and combating the illicit trafficking in conventional arms* », à cause du fait que les pièces justificatives n'ont pas été présentées à temps.

Section 16

Défense nationale

1. Adaptation des autorisations d'engagement et de paiement sur les comptes de trésorerie ouverts au profit du ministère de la Défense nationale

La Cour des comptes a des remarques concernant la justification des modifications reprises aux articles 2.16.2, 2.16.5 et 2.16.6 du feuilleton 1999. La Cour des comptes est d'avis qu'il s'agit d'une justification stéréotypée, à savoir l'adaptation des montants en fonction des besoins estimés.

Il est à remarquer que les dispositions légales n'ont, comme c'est le cas pour tous les autres articles, pas un caractère permanent et que c'est justement le feuilleton qui permet de mieux accorder les estimations initiales à la réalité, en fonction de l'évolution de l'exécution du budget.

De plus, la justification des modifications aux dispositions légales doit être suffisamment succincte pour éviter que les textes légaux ne soient surchargés de détails n'apportant rien comme valeur d'information.

Concrètement, les modifications aux articles concernés peuvent être commentées comme suit :

a. 2.16.2 :

La modification porte sur une diminution de l'autorisation d'engager de 1 379 à 600 millions de francs belges et de l'autorisation à payer de 200 à 100 millions de francs belges.

Cette modification est justifiée par le fait que l'engagement de travaux pour l'installation du 29^e Bataillon Logistique à Tournai et d'une Batterie du 35 A à Wartet est devenu irréalisable en 1999. Pour la

Herraming van de uitgaven.

B.A. 54 34 3509 Aandeel van België in het Europees Ontwikkelingsfonds : – 4,9 miljoen Belgische frank.

Herraming van de uitgaven.

B.A. 54 41 3523 Conflictpreventie, vredesopbouw en mensenrechten : – 5,3 (5,3) miljoen Belgische frank.

Bijkredieten ten belope van 1 447 962 Belgische frank voor Synergies Africa, 3 400 000 Belgische frank voor het ministerie van Landsverdediging, ontmijning in Cambodja en 400 000 Belgische frank voor de NGO *Safer World* voor de organisatie van het seminarie « *Developing and Implementing the EU programme on preventing and combating the illicit trafficking in conventional arms* », allen wegens laatijdige indiening van verantwoordingsstukken.

Sectie 16

Landsverdediging

1. Aanpassingen van de vastleggings- en betalingsmachtigingen op thesaurierekeningen geopend ten gunste van het ministerie van Landsverdediging

Het Rekenhof heeft commentaar bij de rechtvaardiging van de wijzigingen zoals weergegeven in de artikelen 2.16.2, 2.16.5 en 2.16.6 van het bijblad 1999. Het Rekenhof merkt op dat het hier gaat om de stereotype verantwoording, namelijk het aanpassen van de bedragen in functie van de verwachte behoeften.

Hierbij dient aangestipt dat de wetsbepalingen net als elk ander artikel geen permanent karakter hebben en dat juist het bijblad toelaat om de initiële schattingen beter in overeenstemming te brengen met de realiteit naarmate het inzicht groeit omtrent de uitvoering van de begroting.

Verder kan ook gesteld worden dat het verantwoorden van de wijziging van de wetsbepalingen op voldoende kernachtige manier dient te gebeuren om te vermijden dat de wetteksten overladen worden met details die weinig bijdragen tot de eigenlijke informatieverstrekking.

Concreet kunnen de wijzigingen voor de betrokken artikels als volgt nader toegelicht worden :

a. 2.16.2 :

De wijziging slaat op een beperking van de vastleggingsmachtiging van 1 379 naar 600 miljoen Belgische frank en van de betalingsmachtiging van 200 naar 100 miljoen Belgische frank.

De oorzaak van deze wijziging ligt in het feit dat werken voor de installatie van het 29^e Bataljon Logistiek te Doornik en een Batterij van 35A te Wartet niet in 1999 kunnen worden vastgelegd. Om dezelfde

même raison, l'autorisation à payer pour 1999 doit être diminuée.

b. 2.16.5 :

Il s'agit d'une augmentation de l'autorisation d'engager de 247 millions de francs belges et d'une diminution de l'autorisation à payer de 1 050 millions de francs belges.

L'augmentation de l'autorisation d'engager est le résultat d'une part d'une accélération des ventes de matériel militaire qui doit être réparé préalablement à la livraison et d'autre part de l'engagement prévu pour le programme des dragueurs de mines côtiers (KMV).

La diminution de l'autorisation de payer trouve son origine dans les glissements dans les programmes « camionnette 1,9 T » et « remplacement des chars-pont du génie ».

c. 2.16.6 :

La modification concerne une diminution de l'autorisation d'engager et à payer de 140 à 100 millions de francs belges.

Cette modification est due au fait que les améliorations apportées par la République fédérale allemande au dépôt de carburant à Olpe seront automatiquement compensées c'est-à-dire déduites du solde à payer par l'Allemagne. Originalement, il était prévu que ces travaux soient payés par les Forces armées belges. Il s'agit donc d'une opération neutre.

2. Programme 16.50.2 — Renouvellement de l'équipement et de l'infrastructure

Le dépassement de 50 millions de francs belges sur le compte pour ordre de trésorerie est reconnu par le département de la Défense nationale. Pour éviter de devoir payer des intérêts moratoires, des dossiers de paiement pour un montant de 50 millions de francs belges ont été introduits fin 1998. Le paiement effectif a été exécuté en 1999. Le département partait de l'idée erronée que la dépense serait imputée sur l'année 99. Afin d'éviter de pareils dépassements dans le futur, des instructions adéquates ont été adressées aux services concernés.

L'évolution des crédits d'engagement pour 1999 est, comme le pose la Cour des comptes, la conséquence du transfert de programmes de la tranche 1998 du PMT vers la tranche 1999. Il est cependant à remarquer que l'enveloppe d'engagement pour le PMT 96-99 n'a pas été fondamentalement changée.

reden dient ook de betalingsmachtiging voor 1999 verminderd te worden.

b. 2.16.5 :

Het betreft hier een verhoging van de vastleggingsmachtiging met 247 miljoen Belgische frank en een vermindering van de betalingsmachtiging met 1 050 miljoen Belgische frank.

De verhoging van de vastleggingsmachtiging is het gevolg van enerzijds een versnelling van de verkoop van militair materieel dat voorafgaand moet worden hersteld en anderzijds van de geplande vastlegging voor het programma Kustmijnenvegers (KMV).

De vermindering van de betalingsmachtiging vindt haar oorsprong in verschuivingen voor de programma's « bestelwagen 1,9 T » en « vervanging brugslagtanks ».

c. 2.16.6 :

De wijziging betreft een vermindering van de vastleggings- en betalingsmachtiging van 140 naar 100 miljoen Belgische frank.

Deze wijziging is het gevolg van het feit dat de verbeteringen uitgevoerd door de Bondsrepubliek Duitsland aan het brandstofdepot te Olpe automatisch zullen worden verrekend het is te zeggen in mindering gebracht van het saldo door Duitsland te betalen. Oorspronkelijk was voorzien dat deze werken door de Belgische Krijgsmacht zouden worden betaald. Het betreft hier in wezen een nuloperatie.

2. Programma 16.50.2 — Vernieuwing van de uitrusting en de infrastructuur

De overschrijding met 50 miljoen Belgische frank op de rekening voor orde van de thesaurie wordt door het departement Landsverdediging erkend. Om het betalen van verwijlinteressen te vermijden werden eind 1998 nog voor ongeveer 50 miljoen Belgische frank betalingsdossiers ingediend, waarvan de effectieve betaling in 1999 viel. Het departement ging er verkeerdelijk van uit dat, vermits de betaling pas in 1999 zou plaats vinden, ook de aanrekening in 1999 zou gebeuren. Teneinde dergelijke overschrijdingen in de toekomst te vermijden werden aan de betrokken diensten de nodige instructies gegeven.

De evolutie van de vastleggingskredieten voor 1999 is zoals het Rekenhof stelt het gevolg van de overheveling van programma's van de schijf 1998 van het PMT naar de schijf 1999. De vastleggingsenveloppe voor het PMT 96-99 is echter niet fundamenteel gewijzigd.

Section 18*Finances***1. Programme 18.50.2 — Contributions directes**

L'administration des Finances n'a introduit aucune proposition d'ajustement des crédits lors du contrôle budgétaire.

Le montant inscrit au budget des Voies et Moyens n'est qu'une estimation. L'imputation sur l'allocation de base 18/50.22.12.20 s'effectue par l'administration de la Trésorerie après la clôture des comptes des receveurs des contributions directes moyennant un état d'imputation IV.

En outre, le degré de réalisations est minime depuis 1996.

2. Service de l'État à gestion séparée

L'administration du Budget a fait le nécessaire pour soumettre au parlement un projet d'amendement de sorte que l'ajustement du budget 1999 du Fonds monétaire sera publié sans délai.

3. Entreprise d'État (dispositions légales 5.01.2 et 5.01.3)*Disposition 5.01.2*

Cette disposition résulte d'une remarque formulée par l'Inspection des Finances, et a été convenue en concertation mutuelle avec le département du Budget et la Cour des comptes. Cependant, il faut noter que le logiciel de la comptabilité de la Monnaie royale devra être adapté à cet effet. La mise en œuvre de ces adaptations est prévue pour les mois de juillet et d'août de cette année.

Disposition 5.01.3

La Cour des comptes marque son accord sur le caractère non limitatif des crédits pour les opérations de capital, sauf pour les crédits 41.61 versement recettes projets et 41.62 versement excédent au Fonds monétaire. Le versement sur l'article 41.62 est la distribution (d'une partie) du bénéfice éventuel réalisé l'exercice précédent. Vu que celui-ci ne peut être calculé qu'après la clôture de l'exercice précédent et que le budget de l'exercice suivant doit déjà être présenté auparavant, il est proposé que ce crédit soit non limitatif. La distribution du bénéfice sur le crédit 41.61 est le plus souvent calculée sur la base d'un montant fixe par pièce ou médaille vendues (indépendamment du bénéfice total du projet concerné), de sorte que ce crédit puisse éventuellement être limitatif. Un projet d'amendement a été soumis à l'approbation de la Chambre.

Sectie 18*Financiën***1. Programma 18.50.2 — Directe Belastingen**

Door de administratie van Financiën werd bij de begrotingscontrole geen aanpassing van de kredieten voorgesteld.

Het bedrag ingeschreven in de rijksmiddelenbegroting is slechts een raming. De aanrekening op de basisallocatie 18/50.22.12.20 gebeurt door de administratie van de thesaurie na afsluiting van de rekeningen van de ontvangers van directe belasting via een aanrekeningsstaat IV.

Bovendien is de realisatiegraad sedert 1996 miniem.

2. Staatsdienst met afzonderlijk beheer

De administratie van Begroting heeft het nodige gedaan om een amendement in te dienen bij het Parlement zodat de aanpassing van de begroting van het Muntfonds onverwijd zal worden gepubliceerd.

3. Staatsbedrijven (wetsbepaling 5.01.2 en 5.01.3)*Bepaling 5.01.2*

Deze bepaling is het gevolg van een opmerking van de Inspectie van Financiën, en werd overeengekomen in onderling overleg met het departement van Begroting en het Rekenhof. Er dient evenwel opgemerkt dat de programmatuur van de boekhouding van de Koninklijke Munt hiervoor zal dienen te worden aangepast. Deze aanpassingen zijn voorzien te worden uitgevoerd in de maanden juli en augustus van dit jaar.

Bepaling 5.01.3

Het Rekenhof stelt zich akkoord met het niet-limitatieve karakter van de kredieten voor kapitaalverrichtingen, behalve voor de kredieten 41.61 uitkeringen opbrengsten projecten en 41.62 uitkering excedent aan het Muntfonds. De uitkering op het artikel 41.62 is de uitkering van (een gedeelte van de eventuele) winst die gerealiseerd werd het vorige boekjaar. Gezien deze pas kan worden berekend na afsluiten van het vorige boekjaar en de begroting van het daaropvolgende boekjaar reeds vroeger moet worden voorgelegd, wordt voorgesteld dit krediet niet-limitatief te stellen. De winstuitkering op krediet 41.61 wordt meestal met een vast bedrag per verkocht muntstuk of medaille berekend (onafhankelijk van de totale winst van het betrokken project), zodat dit krediet eventueel wel limitatief zou kunnen worden gesteld. Een ontwerp van amendement werd ter goedkeuring aan de Kamer voorgelegd.

<p>Section 21</p> <p><i>Pensions</i></p> <p>1. Programme 21.51.1 — Pensions et prestations assimilées</p> <p>En vertu des dispositions légales actuelles, les cotisations et retenues y afférentes sont à verser au Trésor à la fin du mois suivant celui du paiement du traitement au personnel.</p> <p>La situation mise en cause par la Cour des comptes ne peut dès lors être rectifiée que par la voie d'une modification de la loi. Cette dernière a déjà été préparée, mais ne peut plus être concrétisée vu que la fin de la législature s'approche. Cette question devra donc être réglée par le gouvernement suivant.</p> <p>Une solution envisageable à court terme consiste à recourir temporairement à l'introduction de recettes fictives, à concurrence des montants momentanément nécessaires, afin d'éviter que le solde ne soit négatif.</p> <p>On pourrait également raccourcir autant que possible le délai d'information lorsque les recettes sont perçues et recourir à certaines techniques, comme, par exemple, regrouper les recettes sur un même article.</p> <p>2. Programme 21.52.5 — Sécurité d'existence</p> <p>Ainsi que la Cour le constate elle-même, la loi du 25 janvier 1999 dispose qu'une partie des moyens avancés par l'ONVA devra être remboursée à cet organisme à charge de la Gestion globale en 1999.</p> <p>Le considérant dans l'arrêté d'exécution rencontre quelque peu la préférence des partenaires sociaux d'imputer ce remboursement sur le budget général des dépenses.</p> <p>Compte tenu de la disposition légale susvisée, et tant qu'il n'y aura pas de base légale mettant le paiement à charge du Trésor, le gouvernement estime qu'il s'indique de faire financer cette dépense par la Gestion globale et de la considérer comme une avance, compte tenu du fait que la Gestion globale disposera en 1999 d'un boni de 6,4 milliards de francs belges (pour dépenses de capital) dont 6,3 milliards de francs belges de recettes ponctuelles.</p> <p>Par ailleurs, l'attention est également attirée sur le fait que la Gestion globale devra, en tout état de cause, rembourser à l'ONVA $8,5 - 3,0 = 5,5$ milliards de francs belges.</p>	<p>Sectie 21</p> <p><i>Pensioenen</i></p> <p>1. Programma 21.51.1 — Pensioenen en gekregen prestaties</p> <p>Krachtens de huidige wettelijke bepalingen dienen de betreffende bijdragen en afhoudingen in de Schatkist te worden gestort op het einde van de maand die volgt op deze waarin de wedde aan het personeel werd uitbetaald.</p> <p>De toestand die het Rekenhof aanklaagt is derhalve alleen recht te zetten via een wetswijziging. Deze wetswijziging is reeds voorbereid maar kan gezien de aflopende legislatuur niet meer tot een goed einde worden gebracht. Deze aangelegenheid zal dus moeten worden geregeld door de volgende regering.</p> <p>Een oplossing die op korte termijn zou kunnen worden overwogen, bestaat erin tijdelijk zijn toevlucht te nemen tot fictieve ontvangsten ten behoeve van de momenteel nodige bedragen teneinde een negatief saldo te voorkomen.</p> <p>Tevens kan de informatietermijn zoveel mogelijk worden ingekort wanneer de ontvangsten geïnd zijn en een beroep worden gedaan op bepaalde technieken zoals bijvoorbeeld het groeperen van ontvangsten op eenzelfde artikel.</p> <p>2. Programma 21.52.5 — Bestaanszekerheid</p> <p>Zoals het Rekenhof zelf vaststelt, bepaalt de wet van 25 januari 1999 dat in 1999 een gedeelte van de door de RJV voorgeschoten middelen ten laste van het Globaal Beheer aan deze instelling zal worden terugbetaald. De considerans in het uitvoeringsbesluit komt enigszins tegemoet aan de voorkeur van de sociale partners om deze terugbetaling aan te rekenen op de algemene uitgavenbegroting.</p> <p>Rekening houdende met de voormelde wetsbepaling, en zolang er geen wettelijk basis voorhanden is die de betaling ten laste legt van de Schatkist acht de regering het aangewezen deze uitgave door het globaal beheer te laten financieren en dit als een voorzag te beschouwen, mede in de wetenschap dat het Globaal Beheer in 1999 over een batig saldo van 6,4 miljard Belgische frank zal beschikken (voor kapitaalsuitgaven), waarvan 6,3 miljard Belgische frank eenmalige inkomsten.</p> <p>De aandacht wordt er tevens op gevestigd dat het globaal beheer in ieder geval $8,5 - 3,0 = 5,5$ miljard Belgische frank zal moeten terugbetalen aan de RJV.</p>
--	--

Section 31*Classes moyennes et Agriculture***Programme 31.54.2. — Actions du Fonds pour la production et de la protection des végétaux et des produits végétaux**

Au budget de 1999, il est prévu de faire préfinancer par le Bureau belge d'intervention et de restitution (le BIRB), les mesures prises dans le cadre d'une indemnisation pour les poires ne pouvant être commercialisées en raison du dépassement de la teneur autorisée en résidus de la substance active chlorméquat, pour autant que cette teneur ne dépasse pas 10 ppm.

Ce mécanisme a été prévu par analogie à d'autres mesures urgentes, comme celles qui ont dû être prises dans le passé dans le cadre de la lutte contre la peste porcine.

Le montant estimé total est prévu dans l'estimation pluriannuelle.

Par ailleurs, le secteur devra assurer lui-même le financement du remboursement via ce fonds et sur la même période.

Section 32*Affaires économiques***1. Disposition légale 2.32.1**

Le crédit repris sous cette allocation de base est destiné pour environ 90 %, à couvrir des frais de fonctionnement. Occasionnellement, une subvention peut être octroyée au moyen de ce crédit. À toutes fins utiles, le département a donc jugé opportun de compléter la liste des subventions facultatives.

2. Programme 32.70.2 — R&D dans le cadre international

Par la loi du 23 décembre 1998 portant quinzième ajustement du budget général des dépenses pour l'année 1998, l'augmentation de l'aide fédérale aux programmes Airbus, comme décidée par le Conseil des ministres du 24 juillet 1998, a été inscrite au budget 1998. Le coût total de 1 026,5 millions de francs belges a été engagé sur le budget 1998.

Le nouvel échéancier des crédits d'ordonnancement se concrétise actuellement, en concertation avec les partenaires industriels. Pour 1999, les crédits d'ordonnancement ont été maintenus à l'ancien niveau par mesure de prudence. En outre, il est renvoyé à la réponse de la Politique scientifique.

Sectie 31*Middenstand en Landbouw***Programma 31.54.2 — Acties van het Fonds voor de produktie en de bescherming van planten en plantaardige produkten**

In de begroting van 1999 werd voorzien dat het Belgisch Interventie- en Restitutiebureau (het BIRB) de maatregelen genomen in het kader van een vergoeding voor peren die niet gecommercialiseerd kunnen worden omdat het gehalte aan chlormequat hoger is dan de norm, maar waar het gehalte aan chlormequat lager is dan 10 ppm, zal prefinancieren.

Dit mechanisme werd voorzien naar analogie van andere dringende maatregelen, zoals deze in het kader van de bestrijding van de varkenspest, die in het verleden genomen moesten worden.

Het volledige geraamde bedrag is in de meerjarenraming voorzien.

De sector zelf zal overigens via dit fonds en over dezelfde periode moeten instaan voor de financiering van de terugbetaling.

Sectie 32*Economische Zaken***1. Wetsbepaling 2.32.1**

Het krediet ingeschreven onder de betrokken basisallocatie is voor ongeveer 90 % bestemd om werkingskosten te dekken. Een toelage kan slechts occasioneel met dit krediet worden toegekend. Voor al wat dienen kan, heeft het departement bijgevolg geoordeeld om de lijst van de facultatieve toelage aan te vullen.

2. Programma 32.70.2 — R&D op internationaal vlak

Met de wet van 23 december 1998 houdende vijftiende aanpassing van de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1998 werd de verhoging van de federale steun aan de Airbus-programma's, zoals beslist door de Ministerraad van 24 juli 1998, ingeschreven op de begroting 1998. De totale kost van 1026,5 miljoen Belgische frank werd vastgelegd op de begroting 1998.

De nieuwe betalingskalender van de ordonnanceringsskredieten wordt, in overleg met de industriële partners, momenteel verder uitgewerkt. De ordonnanceringsskredieten werden voor 1999 voorzichtigheidshalve behouden op het oude niveau. Tevens wordt verwezen naar het antwoord verstrekt door Wetenschapsbeleid.

<p>Section 33</p> <p><i>Communications et infrastructure</i></p> <p>1. Programme 33.51.1 — Transport ferroviaire</p> <p>Les observations de la Cour des comptes sont rencontrées par le gouvernement par voie d'amendement.</p> <p>Section 51</p> <p><i>Dette publique</i></p> <p>Programme 51.45.4 — Divers</p> <p>Sur ce point, il est renvoyé à la réponse aux remarques que la Cour des comptes a formulées au sujet du budget des Voies et Moyens.</p> <p style="text-align: center;">CHAPITRE III</p> <p style="text-align: center;">La Sécurité Sociale</p> <p>1. Décisions du Conseil des ministres du 12 mars 1999</p> <p>Dans les autres mesures, il faut aussi reprendre la mesure concernant l'avancement des allocations de chômage aux isolés passant de 42 % à 43 % dans la 2^e période. L'impact budgétaire de cette mesure (73 millions de francs belges) est inclus dans le montant de 4 730 millions de francs belges qui donne l'impact global sur le solde de la Gestion globale.</p> <p>L'ONP prévoit une dépense de 1 368 millions de francs belges pour la prime de bien-être en 2000. Comme cette mesure ne vise que des pensions antérieures à 1991, ce montant diminuera progressivement dans les années à suivre.</p> <p>L'arrêté fixant les modalités relatives au paiement de l'indemnité de compensation aux travailleurs frontaliers belges sera traité par le Conseil des ministres du 22 avril, suite à quoi l'arrêté d'exécution pourra être pris.</p> <p>En sa séance du 18 février 1999, le comité de gestion de l'Office national de l'Emploi a approuvé le décompte définitif des frais administratifs pour les organismes de paiement pour les années 1993 à 1996. Le calcul approuvé par le comité de gestion requiert une augmentation dans les frais administratifs de 128,5 millions de francs belges. Lors du contrôle budgétaire, le gouvernement a prévu un montant de 128,5 millions de francs belges maximum. L'arrêté d'exécution est en préparation.</p>	<p>Sectie 33</p> <p><i>Verkeer en Infrastructuur</i></p> <p>1. Programma 33.51.1 — Spoorwegvervoer</p> <p>De regering komt aan de opmerkingen van het Rekenhof tegemoet met een amendement.</p> <p>Sectie 51</p> <p><i>Staatsschuld</i></p> <p>Programma 51.45.4 — Diversen</p> <p>Terzake wordt verwezen naar het antwoord op de opmerkingen van het Rekenhof met betrekking tot de Rijksmiddelenbegroting.</p> <p style="text-align: center;">HOOFDSTUK III</p> <p style="text-align: center;">Sociale Zekerheid</p> <p>1. Beslissingen van de Ministerraad van 12 maart 1999</p> <p>Bij de andere maatregelen dient eveneens vermeld de maatregel betreffende de anticipatie van de werkloosheidsuitkeringen voor alleenstaanden in de tweede periode van 42 % naar 43 %. De budgettaire weerslag van deze maatregel (73 miljoen Belgische frank) is mee verrekend in het bedrag dat de weerslag geeft op het saldo van het Globaal Beheer (4 730 miljoen Belgische frank).</p> <p>De uitgave voor de welvaartspremie in 2000 wordt door de RVP geraamd op 1 368 miljoen Belgische frank. Aangezien deze maatregel slechts van toepassing is op pensioenen van vóór 1991 zal dit bedrag in de volgende jaren geleidelijk afnemen.</p> <p>Het besluit tot bepaling van de modaliteiten betreffende de uitbetaling van de compensatievergoeding aan Belgische grensarbeiders zal op 22 april door de Ministerraad behandeld worden, waarna het uitvoeringsbesluit zal kunnen worden genomen.</p> <p>Het beheercomité van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening heeft in zitting van 18 februari 1999 een definitieve afrekening goedgekeurd van de administratiekosten voor de uitbetalingsinstellingen voor de jaren 1993 tot en met 1996. De door het beheercomité goedgekeurde berekening vergt een verhoging van de tussenkomst in de administratiekosten van 128,5 miljoen Belgische frank. De regering heeft naar aanleiding van de begrotingscontrole een bedrag van maximum 128,5 miljoen Belgische frank voorzien. Het uitvoeringsbesluit is in voorbereiding.</p>
--	--

2. Amortissements des emprunts de la Gestion globale des travailleurs salariés

La conversion de l'emprunt, dont il est question dans le rapport de la Cour des comptes, porterait actuellement sur les montants d'emprunts à rembourser à la CGER-banque :

- encore à rembourser : 5 000 000 000
- taux d'intérêt moyen : 8,40 %
- échéance finale : 3 mars 2003
- remboursements annuels : 1 000 000 000

La conversion implique que le montant d'emprunt en cours peut être converti en un nouvel emprunt moyennant le paiement d'une prime de remboursement.

Le montant du nouvel emprunt s'élève à :

$$5\,000\,000\,000 + 475\,932\,576 \text{ (prime de remboursement)} = 5\,475\,932\,576$$

L'emprunt prendrait cours le 3 mars 1999 et aurait une durée de 15 ans. Compte tenu du taux d'intérêt élevé (8,40 %) de l'emprunt en 1992, la valeur actuelle de l'emprunt est également élevée.

La différence entre la valeur actualisée et la valeur nominale (encore à rembourser) = la prime de remboursement.

Le rééchelonnement de cet emprunt coûteux offre un double avantage :

- Le rééchelonnement se ferait à un taux d'intérêt de 4,128 % (*) et pour une durée de 15 ans.

Dans la mesure où les taux d'intérêt du marché seront en moyenne supérieurs à 4,128 % pendant une période de 15 ans, la Gestion globale tire profit de cette opération.

En fait, la Gestion globale anticipe une augmentation des taux d'intérêts sur une période de 15 ans, à laquelle s'attendent la plupart des spécialistes.

(*) 4,128 % : étant le taux d'intérêt du marché (3 mars 1999) d'une OLO d'une durée de 8 ans, majoré de 6,5 points de base, ce qui représente un taux avantageux en l'espèce.

— Le remboursement est étalé sur 15 ans au lieu de 5 ans. La charge budgétaire diminuerait en 1999 d'un milliard et pendant les 4 années suivantes d'un montant qui se situerait entre les 750 millions de francs belges (2000) et les 540 millions de francs belges (2003).

3. Remboursement de 3 milliards de francs belges à l'ONVA

L'ONSS-Gestion globale se rallie à la position de la Cour des comptes selon laquelle le montant de 3 milliards de francs belges, en faveur de l'ONVA et payé par l'ONSS-Gestion globale au lieu du Trésor, peut être comptabilisé comme créance sur le Trésor dans la comptabilité de l'ONSS-Gestion.

2. Aflossingen van de leningen van het Globaal Beheer der werknemers

Op dit ogenblik zou de herschikking van de lening zoals bedoeld in het verslag van het Rekenhof slaan op de volgende nog uitstaande leningbedragen bij de ASLK-bank :

- nog terug te betalen : 5 000 000 000
- gemiddelde interestvoet : 8,40 %
- eindvervaldag : 3 maart 2003
- jaarlijkse terugbetalingen : 1 000 000 000

De herschikking houdt in dat het nog uitstaande leningbedrag mits betaling van een terugbetalingspremie omgezet wordt in een nieuwe lening.

Het bedrag van de nieuwe lening wordt :

$$5\,000\,000\,000 + 475\,932\,576 \text{ (terugbetalingspremie)} = 5\,475\,932\,576$$

De lening zou ingaan op 3 maart 1999 en zou een looptijd hebben van 15 jaar. Wegens de hoge interestvoet (8,40 %) waaraan de lening in 1992 werd aangegaan heeft de lening een hoge actuele waarde.

Het verschil tussen de geactualiseerde waarde en de nominale waarde (nog terug te betalen) = de terugbetalingspremie.

Het voordeel van de herschikking van deze dure lening is dubbel :

- De herschikking zou gebeuren aan een interestvoet van 4,128 % (*) en dit voor een looptijd van 15 jaar.

In de mate dat de marktinterestvoeten over een periode van 15 jaar gemiddeld hoger zullen zijn dan 4,128 % doet het Globaal Beheer voordeel bij deze operatie.

In feite anticipeert het Globaal Beheer op een door de meeste specialisten verwachte stijging van de interestvoeten over een periode van 15 jaar.

(*) 4,128 % zijnde de marktinterestvoet (3 maart 1999) van een OLO van 8 jaar, verhoogd met 6,5 basispunten, hetgeen een voordelige interestvoet is voor dit geval.

— De terugbetaling wordt gespreid over 15 jaar in plaats van over 5 jaar. De begrotingslast zou in 1999 met 1 miljard verminderen en de volgende 4 jaar met een bedrag dat per jaar ligt tussen 750 miljoen Belgische frank (2000) en 540 miljoen Belgische frank (2003).

3. Terugbetaling van 3 miljard Belgische frank aan de Rijksdienst voor Jaarlijkse Vakantie (RJV)

De RSZ-Globaal Beheer is akkoord met de stelling van het Rekenhof dat het bedrag van 3 miljard Belgische frank ten gunste van de RVJ en betaald door de RSZ-Globaal Beheer in plaats van door de Schatkist in de comptabiliteit van de RSZ-Globaal Beheer als een schuldbordering op de Schatkist kan worden opgenomen.

B. Réponses aux questions des membres

1. Incidence de la crise dans les Balkans sur la confiance des consommateurs et sur le budget

Jusqu'à présent, la crise au Kosovo paraît sans effet sur la confiance des consommateurs. On ne constate pas d'augmentation de l'épargne ou de tendance à faire des provisions dans la population. Il n'empêche que les gens sont inquiets à propos de l'évolution du conflit.

L'amendement visant à insérer un article 1.01.3 (nouveau) dans le feuilleton d'ajustement du budget général des dépenses (n° 8, Doc. n° 2125/4) traduit la volonté du gouvernement de préciser que les dépenses en question peuvent être en grande partie couvertes par les crédits budgétaires existants. En d'autres termes, le citoyen ne doit pas craindre que cette crise entraîne une augmentation de l'impôt. L'estimation présentée par le ministre dans le cadre de son exposé introductif repose sur l'hypothèse selon laquelle les réfugiés pourront rentrer chez eux après quelques mois (les crédits à l'aide d'urgence sont, selon le poste budgétaire, calculés pour une période comprise entre 4 et 8 mois).

Pour ce qui concerne les dépenses militaires, les crédits actuellement inscrits au budget de la Défense nationale suffisent pour l'instant. Le ministre de la Défense nationale n'a sollicité aucun crédit supplémentaire. L'amendement précité du gouvernement, qui tend à permettre une redistribution de tous les crédits prévus au budget général des dépenses pour 1999, ne met en œuvre qu'une des techniques pouvant être utilisées pour financer d'éventuelles dépenses supplémentaires au cas où cela s'imposerait en raison de l'évolution de la situation dans les Balkans. Le gouvernement préfère opter pour cette technique plutôt que pour la technique des crédits supplémentaires accordés par la voie d'une décision du Conseil des ministres (article 44 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'État).

On constate effectivement, à la fin de chaque année budgétaire, que les crédits prévus pour certains postes n'ont pas été utilisés (par suite de retards encourus dans l'exécution de certains programmes). C'est ainsi que le crédit provisionnel de 460 millions de francs belges (section 18, allocation de base n° 60 10 01 11) prévu par voie d'amendement (n° 7, Doc. n° 2125/4) est couvert intégralement par des diminutions de crédit sur d'autres postes budgétaires, pour lesquels il apparaît d'ores et déjà clairement que les crédits prévus ne pourront être utilisés.

Si la commission donnait toutefois la préférence au recours à des crédits supplémentaires par décision du Conseil des ministres, le ministre ce rallierait à ce choix. Cette technique offre même, tout bien considéré, plus de possibilités, du fait qu'elle permet aussi l'inscription de crédits supplémentaires (c'est-à-dire en plus de l'ensemble des crédits prévus au budget ajusté). Le ministre n'exclut d'ailleurs pas

B. Antwoorden op vragen van leden

1. Invloed van de crisis in de Balkan op het consumentenvertrouwen en de weerslag ervan op de begroting

Tot op vandaag lijkt de Kosovo-crisis geen invloed te hebben op het consumentenvertrouwen. Er valt bij de bevolking alvast geen toename van de spaarneiging of hamsterwoede te bespeuren. Dit neemt niet weg dat de mensen ongerust zijn over het verder verloop van dit conflict.

Via haar amendement tot invoeging van een nieuw artikel 1.01.3 in de het aanpassingsblad van de algemene uitgavenbegroting (n° 8, Stuk n° 2125/4) wil de regering precies duidelijk maken dat de desbetreffende uitgaven grotendeels binnen de bestaande begrotingskredieten kunnen worden opgevangen. De burger hoeft met andere woorden niet te vrezen dat deze crisis zal leiden tot een belastingverhoging. De in de inleiding van de minister verstrekte raming is gestoeld op de hypothese dat de vluchtelingen na enkele maanden (de kredieten voor noodhulp zijn, naargelang van de begrotingspost, berekend voor een periode van 4 tot 8 maanden) naar huis zullen kunnen terugkeren.

Wat de militaire uitgaven betreft, kunnen de thans in de begroting voor Landsverdediging ingeschreven kredieten voorlopig volstaan. De minister van Landsverdediging heeft hiervoor geen bijkredieten gevraagd. Het bovengenoemde regeringsamendement, dat een herverdeling van alle in de algemene uitgavenbegroting voor 1999 ingeschreven kredieten mogelijk maakt, is slechts één der mogelijke technieken die, wanneer de evolutie van de toestand in de Balkan dit zou vergen, voor de financiering van eventuele bijkomende uitgaven kunnen worden aangewend. De regering geeft aan deze techniek de voorkeur boven die van de bijkredieten via een beslissing van de Ministerraad (artikel 44 van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit).

Op het einde van elk begrotingsjaar wordt immers vastgesteld dat op sommige posten (ingevolge vertraging in de uitvoering van bepaalde programma's) kredieten ongebruikt blijven. Zo wordt het thans bij amendement (n° 7, Stuk n° 2125/4) ingeschreven provisioneel krediet van 460 miljoen Belgische frank (sectie 18, basisallocatie n° 60 10 01 11) volledig gedekt door kredietverminderingen op andere begrotingsposten, waar nu reeds duidelijk is dat de ingeschreven kredieten niet volledig zullen kunnen worden aangewend.

Indien de commissie desondanks de voorkeur zou geven aan het gebruik van bijkredieten via een beslissing van de Ministerraad, zal de minister zich daarbij neerleggen. Op de keper beschouwd biedt deze techniek zelfs ruimere mogelijkheden, omdat zij ook de inschrijving van bijkomende kredieten (dit wil zeggen bovenop het totaal van de in de aangepaste begroting uitgetrokken kredieten) mogelijk maakt.

que le gouvernement doive (après épuisement des possibilités de redistribution) aussi recourir à la deuxième technique.

M. Tavernier souligne qu'en cas de recours à la technique des crédits supplémentaires par décision du Conseil des ministres, le parlement est immédiatement informé. En cas de redistribution de crédits, ce n'est pas le cas. L'amendement devrait dès lors être complété et prévoir cette obligation d'information.

Le ministre du Budget précise qu'il est disposé à tenir le parlement au courant de l'utilisation que le gouvernement fera de l'autorisation de redistribution prévue dans l'amendement. Il peut toutefois difficilement s'engager pour le prochain gouvernement.

À la question de savoir à combien s'élèveraient les dépenses supplémentaires si la situation actuelle devait persister pendant toute l'année 1999, il est répondu qu'il y a lieu, dans ce cas, d'envisager sur la base des initiatives existantes une prorogation éventuelle de la participation à l'accompagnement humanitaire des réfugiés au Kosovo. Le coût supplémentaire d'une telle prorogation peut être estimée à quelque 500 millions de francs belges.

2. *Budget des Voies et Moyens — accroissement des droits d'accises (Section I, chapitre 18, § 2, article 36.02)*

Les droits d'accises figurent dans le budget des Voies et Moyens (p.8). L'écart entre l'estimation initiale 1999 et l'estimation ajustée 1999 provient essentiellement d'une évolution plus favorable que prévue constatée en 1998. Ainsi alors que les recettes probables pour 1998, estimées au cours de l'été 1998, qui ont servi de base de départ au calcul des recettes initiales pour 1999 tablaient, sur 218 410 millions de francs belges les réalisations ont atteint 224 620,1 millions de francs belges. Cette plus value est localisée en huiles minérales (+ 4,6 milliards de francs belges) et en tabac manufacturé (+ 1,6 milliard de francs belges) qui représentent l'essentiel du produit des droits d'accises.

De minister sluit trouwens niet uit dat de regering (na uitputting van de mogelijkheden tot herverdeling) ook van de tweede techniek gebruik zal moeten maken.

De heer Tavernier merkt op dat bij gebruik van de techniek der bijkredieten via een beslissing van de Ministerraad het parlement onmiddellijk wordt geïnformeerd. In geval van herverdeling van kredieten is dit niet het geval. Het amendement zou dan ook moeten worden aangevuld met dergelijke informatieverplichting.

De minister van Begroting geeft aan dat hij bereid is het parlement op de hoogte te houden over het gebruik dat de regering zal maken van de in het amendement voorgestelde machtiging tot herverdeling. Hij kan echter bezwaarlijk de volgende regering hiertoe verbinden.

Op de vraag hoeveel de bijkomende uitgaven zullen bedragen indien de huidige toestand gedurende het volledige jaar 1999 zou aanhouden, wordt geantwoord dat in dat geval, op basis van de bestaande initiatieven, rekening moet worden gehouden met de eventuele verlenging van de deelname aan de humanitaire begeleiding van vluchtelingen in Kosovo. De bijkomende kostprijs van een verlenging kan worden geraamd op ongeveer 500 miljoen Belgische frank.

2. *Rijksmiddelenbegroting — toename van de accijnsrechten (Sectie I, hoofdstuk 18, § 2, artikel 36.02)*

De accijnsrechten worden in de Rijksmiddelenbegroting weergegeven op blz. 8. Het verschil tussen de initiële en de aangepaste raming 1999 is hoofdzakelijk toe te schrijven aan de gunstiger ontwikkeling dan verwacht in 1998. Terwijl bij de in de zomer van 1998 geraamde vermoedelijke ontvangsten 1998, waarop de berekening van de initiële ontvangsten 1999 steunt, werd uitgegaan van een bedrag van 218 410 miljoen Belgische frank, liepen de verwezenlijkingen op tot 224 620,1 miljoen Belgische frank. Deze meeropbrengsten hebben betrekking op de minerale olie (+ 4,6 miljard Belgische frank) en de bewerkte tabak (+ 1,6 miljard Belgische frank) die het leeuwenaandeel van de accijnsopbrengsten vertegenwoordigen.

Cela ressort aussi du tableau ci-dessous qui détaille les recettes d'après les produits sur lesquelles ces droits sont perçus:

En millions de francs belges	In miljoen Belgische frank			
Recettes Voies et Moyens	Recettes probables	Réalisations	Recettes initiales	Recettes ajustées
<i>Rijksmiddelenontvangsten</i>	<i>Vermoedelijke ontvangsten</i>	<i>Verwezenlijkingen</i>	<i>Initiële ontvangsten</i>	<i>Aangepaste ontvangsten</i>
<i>Droits d'accises et divers : — Accijnsrechten en diverse ontvangsten :</i>				
— Bières. — <i>Bier</i>	8 300	8 337,0	8 300	8 300
— Boissons fermentées de fruits. — <i>Gegiste vruchtendranken</i>	3 900	3 883,9	3 900	3 900
— Boissons fermentées mousseuses. — <i>Mousserende gegiste dranken</i>	950	937,1	950	950
— Produits intermédiaires. — <i>Tussenproducten</i>	1 400	1 256,2	1 400	1 250
— Alcools. — <i>Alcohol</i>	7 800	7 737,5	7 800	7 800
— Boissons non alcoolisées. — <i>Alcoholvrije dranken</i>	5 500	5 572,4	5 500	5 500
— Huiles minérales. — <i>Minerale olie</i>	133 700	138 287,2	133 200	138 700
— Tabacs manufacturés. — <i>Bewerkte tabak</i>	46 000	47 585,2	45 800	47 900
— Café. — <i>Koffie</i>	540	572,3	540	570
— Redevance de contrôle sur le fuel domestique. — <i>Bijdrage voor controle op de huisbrandstookolie</i>	1 510	1 469,7	1 510	1 510
— Cotisations sur l'énergie. — <i>Bijdrage op de energie</i>	8 240	8 341,8	8 240	8 350
— Écotaxes. — <i>Ecotaksen</i>	20	24,0	20	20
— Taxe de patente. — <i>Vergunningsrecht</i>	320	300	300	300
— Divers. — <i>Diverse ontvangsten</i>	230	238,2	240	250
Total. — <i>Totaal</i>	218 410	224 620,1	217 700	225 300

Par ailleurs il faut rappeler que dans le cadre de la méthode désagrégée employée pour l'estimation des recettes (voir exposé général, pp.74 à 83) outre la base de départ (les réalisations de 1998), le taux de croissance et les facteurs techniques ont influencés la réestimation du produit des droits d'accises. Le taux de croissance a été porté de 1,05 % à 1,20 % suite aux modifications intervenues dans l'estimation de la croissance de la consommation privée dans le budget économique (entre les versions de juillet 1998 et de février 1999). Enfin, l'estimation du montant à déduire de la base de départ au titre des versements exceptionnels du Grand-duché de Luxembourg à la Belgique dans le cadre de l'accord UE/LB a été ramenée de 3 à 2 milliards de francs belges. En 1998 ces versements ont atteints 4,9 milliards de francs belges et il a été estimé qu'ils pourraient atteindre 2,9 milliards de francs belges environ en 1999.

3. Budget de Voies et Moyens — cotisation patronale de responsabilisation (chapitre 21, article 37.06)

Les recettes ont été majorées de 1 milliard de francs belges parce que le Fonds des pensions de survie perçoit en 1999 les montants afférents à la cotisation de responsabilisation des années 1998 et 1999, soit respectivement 785,3 et 1 048,3 millions de francs belges. Au budget initial de l'année 1999, la cotisation de 1999 était estimée à 832,7 millions de francs belges. La cotisation de responsabilisation de l'année 1998 avait été prévue au budget de l'année 1998, mais n'a finalement pas été réalisée.

Dat blijkt ook uit de onderstaande tabel waarin de ontvangsten gedetailleerd zijn weergegeven volgens de producten waarop ze geïnd worden :

In miljoen Belgische frank

Recettes Voies et Moyens	Recettes probables	Réalisations	Recettes initiales	Recettes ajustées
<i>Rijksmiddelenontvangsten</i>	<i>Vermoedelijke ontvangsten</i>	<i>Verwezenlijkingen</i>	<i>Initiële ontvangsten</i>	<i>Aangepaste ontvangsten</i>
<i>Droits d'accises et divers : — Accijnsrechten en diverse ontvangsten :</i>				
— Bières. — <i>Bier</i>	8 300	8 337,0	8 300	8 300
— Boissons fermentées de fruits. — <i>Gegiste vruchtendranken</i>	3 900	3 883,9	3 900	3 900
— Boissons fermentées mousseuses. — <i>Mousserende gegiste dranken</i>	950	937,1	950	950
— Produits intermédiaires. — <i>Tussenproducten</i>	1 400	1 256,2	1 400	1 250
— Alcools. — <i>Alcohol</i>	7 800	7 737,5	7 800	7 800
— Boissons non alcoolisées. — <i>Alcoholvrije dranken</i>	5 500	5 572,4	5 500	5 500
— Huiles minérales. — <i>Minerale olie</i>	133 700	138 287,2	133 200	138 700
— Tabacs manufacturés. — <i>Bewerkte tabak</i>	46 000	47 585,2	45 800	47 900
— Café. — <i>Koffie</i>	540	572,3	540	570
— Redevance de contrôle sur le fuel domestique. — <i>Bijdrage voor controle op de huisbrandstookolie</i>	1 510	1 469,7	1 510	1 510
— Cotisations sur l'énergie. — <i>Bijdrage op de energie</i>	8 240	8 341,8	8 240	8 350
— Écotaxes. — <i>Ecotaksen</i>	20	24,0	20	20
— Taxe de patente. — <i>Vergunningsrecht</i>	320	300	300	300
— Divers. — <i>Diverse ontvangsten</i>	230	238,2	240	250
Total. — <i>Totaal</i>	218 410	224 620,1	217 700	225 300

Overigens dient eraan herinnerd te worden dat in het kader van de gedesaggregeerde methode gebruikt voor de raming van de ontvangsten (zie algemene toelichting, blz. 74 tot 83), naast de uitgangsbasis (de verwezenlijkingen van 1998), de groeivoet en de technische factoren de hramming van de opbrengst aan accijnsrechten hebben beïnvloed. Het toenamepercentage werd gebracht van 1,05 % tot 1,20 % als gevolg van de wijzigingen in de toename van de privé-consumptie geraamd in de economische begroting (tussen de versies van juli 1998 en februari 1999). Ten slotte werd de raming van het van de uitgangsbasis af te trekken bedrag wegens de uitzonderlijke stortingen van het Groot-Hertogdom Luxemburg aan België in het kader van de BLEU teruggebracht van 3 tot 2 miljard Belgische frank. In 1998 bedroegen die stortingen 4,9 miljard Belgische frank en er wordt verwacht dat ze in 1999 ongeveer 2,9 miljard Belgische frank zullen bedragen.

3. Rijksmiddelenbegroting — patronale responsabiliseringsbijdrage (hoofdstuk 21, artikel 37.06)

De ontvangsten werden met 1 miljard Belgische frank verhoogd omdat het Fonds voor overlevingspensioenen in 1999 de bedragen int met betrekking tot de responsabiliseringsbijdrage van 1998 en 1999 ten belope van respectievelijk 785,3 en 1048,3 miljoen Belgische frank. In de initiële begroting 1999 was de bijdrage voor 1999 geraamd op 832,7 miljoen Belgische frank. De responsabiliseringsbijdrage voor 1998 was begroot in 1998 maar werd toen uiteindelijk niet gerealiseerd.

4. Budget de Voies et Moyens — dividende versé à l'État par Belgacom (chapitre 33, article 27.01)

Le montant de 900 millions de francs belges qui, au budget ajusté des Voies et Moyens de l'année 1999 a été déduit du dividende de l'année 1998 que la SA Belgacom doit à l'État belge en 1999 sera versé au Trésor par la société à titre de précompte mobilier pour la période 1991-1994. Le montant total qui sera versé par la SA Belgacom en 1999, demeure ainsi fixé à 2 milliards de francs belges, soit le montant prévu au budget initial.

Ainsi, il est mis fin à une procédure judiciaire avec l'administration fiscale qui considère la rente de monopole payée par la SA Belgacom pour la période 1991-1994 comme un dividende sur lequel le précompte mobilier est dû.

5. Budget des Voies et Moyens — versement net par la Loterie Nationale (chapitre 15, article 36.02)

La majoration a trait à un versement qui avait été prévu en 1998, mais qui ne sera effectué qu'en 1999.

6. Budget des Voies et Moyens — rentes dues à l'État en provenance de l'étranger (chapitre 18, article 26.03)

L'ajustement concerne également des recettes qui avaient été prévues initialement en 1998, mais qui ne seront réalisées qu'en 1999.

7. Incidence financière des décisions du Conseil des ministres du 12 mars 1999 sur les budgets futurs

La Cour des comptes relève que l'incidence estimée pour l'année 1999 est légèrement sous-estimée et estime l'incidence financière sur les budgets futurs à 18 milliards de francs belges. Sur ce point, il est répondu ce qui suit :

— pour l'année 1999 il a effectivement été tenu compte de l'incidence budgétaire intégrale des mesures prises vu que la majoration des allocations familiales en faveur d'enfants atteints d'une maladie chronique grave peut être financée à l'aide des moyens existants;

— en ce qui concerne le montant de 18 milliards de francs belges cité par la Cour des comptes, il est précisé que la plupart des mesures ont déjà été prévues pour trois trimestres au budget de l'année 1999. Le coût supplémentaire à charge du budget pour l'année 2000 ne sera dès lors que de 4,5 milliards de francs belges.

*
* * *

4. Rijksmiddelenbegroting — dividend aan de Staat gestort door Belgacom (hoofdstuk 33, artikel 27.01)

Het bedrag van 900 miljoen Belgische frank dat in de aangepaste Rijksmiddelenbegroting 1999 werd in mindering gebracht van het dividend 1998 dat de NV Belgacom in 1999 aan de Belgische Staat is verschuldigd, wordt door deze vennootschap als roerende voorheffing voor de periode 1991-1994 in de Schatkist gestort. Het totale bedrag dat door de NV Belgacom in 1999 zal worden gestort, blijft aldus behouden op 2 miljard Belgische frank, zijnde het in de initiële begroting bedrag.

Hiermede wordt een einde gesteld aan een gerechtelijke procedure met de fiscale administratie die de voor de periode 1991-1994 door de NV Belgacom betaalde monopolierente als een dividend beschouwt waarop roerende voorheffing verschuldigd is.

5. Rijksmiddelenbegroting — nettostorting door de Nationale Loterij (hoofdstuk 15, artikel 36.02)

De verhoging heeft betrekking op een storting die voorzien was in 1998, maar pas in 1999 zal plaatsvinden.

6. Rijksmiddelenbegroting — renten aan de Staat verschuldigd afkomstig van het buitenland (hoofdstuk 18, § 1, artikel 26.03)

De aanpassing betreft eveneens ontvangsten die oorspronkelijk begroot waren in 1998, maar pas in 1999 worden gerealiseerd.

7. Financiële weerslag van de beslissingen van de Ministerraad van 12 maart 1999 op de toekomstige begrotingen

Het Rekenhof merkt op dat de geraamde weerslag voor 1999 lichtjes onderschat is en raamt de financiële weerslag op toekomstige begrotingen op 18 miljard Belgische frank. Dienaangaande wordt het volgende geantwoord :

— voor 1999 werd wel degelijk rekening gehouden met de volledige budgettaire weerslag van de getroffen maatregelen, aangezien de verhoging van de gezinsbijslagen ten gunste van kinderen die door ernstige chronische ziekten werden getroffen, kan worden gefinancierd met de bestaande middelen;

— met betrekking tot het door het Rekenhof geciteerde bedrag van 18 miljard Belgische frank wordt erop gewezen dat de meeste maatregelen reeds voor drie kwartalen in de begroting van 1999 werden voorzien. De meerkost voor de begroting 2000 zal derhalve slechts ongeveer 4,5 miljard Belgische frank bedragen.

*
* * *

En réponse à une question de *M. Suykens* concernant les prochaines négociations avec les syndicats des services publics (au sein du comité A), le ministre précise que, dans le feuilleton d'ajustement à l'examen, aucun crédit supplémentaire n'a été prévu pour le financement des propositions formulées en matière de primes de fin d'année, de pécule de vacances et de primes syndicales. Il va de soi qu'il faut en outre attendre de connaître le résultat des négociations.

RÉPONSES DU MINISTRE DES FINANCES

1. Incidence de la crise du Kosovo sur la confiance des consommateurs

Le ministre souscrit à l'avis du ministre du Budget. La région des Balkans se caractérise malheureusement par sa faible activité économique. L'incidence de cette crise sur l'économie sera par conséquent plutôt faible.

2. Évolution du cours de l'euro

Lors de la fixation des parités (le 31 décembre 1998), l'euro était surévalué par rapport au yen, à la livre sterling et surtout par rapport au dollar US. La situation actuelle est normale. La Banque centrale européenne a même pu baisser sans problème son taux de base. Cette situation est plutôt favorable pour les exportations européennes.

3. La restructuration des administrations fiscales

Cette réforme influe déjà sur la structure des impôts. La part relative des impôts payés par les entreprises a sensiblement augmenté depuis quelques années. Cette hausse résulte non seulement du redressement de l'activité économique, mais également d'une meilleure organisation du département et d'une meilleure perception de l'impôt.

4. Adaptation de la fiscalité aux nouveaux besoins en matière de mobilité

Le ministre demeure convaincu de la nécessité d'une telle réforme, qui ressort du reste également des expériences de nos voisins. Décourager fiscalement les transports individuels (au moyen de sa propre voiture) n'a de sens que si l'on dispose de transports publics suffisants, réguliers et bien organisés. Une telle réforme n'est possible que dans le cadre d'un plan global, qui doit être mis en œuvre, de préférence, au début d'une nouvelle législature. Le ministre reste favorable à une augmentation des accises sur le diesel (qui devraient être alignées sur celles en vigueur chez nos voisins). Une telle mesure

Op een vraag van *de heer Suykens* over de komende onderhandelingen met de vakbonden van het overheidspersoneel (in het comité A) geeft de minister aan dat in het voorliggende aanpassingsblad geen bijkomende kredieten zijn ingeschreven voor de financiering van de gedane voorstellen inzake eindejaarstoelagen, vakantiegeld en vakbondspremies. Daarenboven moet uiteraard worden gewacht op het resultaat van de onderhandelingen.

ANTWOORDEN VAN DE MINISTER VAN FINANCIËN

1. Weerslag van de Kosovo-crisis op het consumentenvertrouwen

De minister sluit zich aan bij de visie van de minister van Begroting. De Balkan is helaas een gebied met weinig economische activiteit. De economische weerslag van deze crisis is bijgvolg eerder gering.

2. Evolutie van de koers van de euro

Bij het vaststellen van de pariteiten (op 31 december 1998) was de waarde van de euro ten opzichte van de Japanse yen, het Britse pond en vooral de Amerikaanse dollar overgewaardeerd. De huidige toestand is normaal. De Europese Centrale Bank heeft zelfs zonder probleem haar basisrentevoet kunnen verlagen. Voor de Europese uitvoer is de huidige situatie veeleer gunstig.

3. De herstructurering van de belastingbesturen

Deze hervorming heeft reeds gevolgen voor de structuur van de belastingen. Sedert enkele jaren is het relatieve aandeel van de door de ondernemingen betaalde belasting merkelijk gestegen. Dit is niet alleen te wijten aan het aantrekken van de economische activiteit, maar ook aan een betere organisatie van het departement en aan een betere inning van de belasting.

4. Aanpassing van de fiscaliteit aan de nieuwe noden inzake mobiliteit

De minister blijft overtuigd van de noodzaak van dergelijke hervorming. Dit blijkt overigens ook uit de ervaringen in onze buurlanden. Een fiscale ontrading van het individuele vervoer (met de eigen wagen) is slechts zinvol wanneer er voldoende, regelmatig en goed georganiseerd openbaar vervoer voorhanden is. Dit kan slechts in het kader van een globaal plan, dat bij voorkeur bij de aanvang van een nieuwe legislatur wordt doorgevoerd. De minister blijft voorstander van een verhoging van de accijns op diesel (tot op het niveau van onze buurlanden). Als afzonderlijke maatregel, los van een globaal

prise isolément, en dehors de tout plan global, se heurterait toutefois assurément à une vive opposition de la part de la population, qui croit à tort que la voiture est déjà trop taxée dans notre pays (alors que la Belgique n'occupe, sur ce plan, que le treizième rang en Europe).

5. La suppression progressive des régimes de faveur en matière de fiscalité des entreprises

Cela fait déjà pas mal de temps que cette question fait l'objet d'une concertation au niveau européen. Il existe au total, pour l'ensemble des pays européens, pas moins de 242 régimes fiscaux de faveur s'adressant aux investisseurs étrangers.

Le ministre est disposé à démanteler progressivement les régimes auxquels M. Tavernier fait allusion, sans toutefois s'engager dans un « désarmement unilatéral ». Une telle réforme européenne doit en outre aller de pair avec l'instauration d'une taxe sur l'énergie et d'un impôt sur l'épargne. Cette réforme devrait être prête en décembre 1999 (pour le Sommet européen d'Helsinki).

plan, zal dergelijke verhoging echter zonder twijfel op veel tegenkanting stuiten bij de bevolking, die ten onrechte (België komt op dat vlak pas op de dertiende plaats in Europa) meent dat in ons land de auto nu reeds al te zwaar wordt belast.

5. De geleidelijke afschaffing van de gunst-regimes inzake ondernemingsfiscaliteit

Hierover wordt reeds geruime tijd op Europees vlak overleg gepleegd. In totaal blijken er in alle Europese landen samen, liefst 242 fiscale gunstregimes voor buitenlandse investeerders te bestaan.

De minister is bereid de door de heer Tavernier bedoelde regimes geleidelijk af te bouwen, zonder echter over te gaan tot een « eenzijdige ontwapening ». Daarenboven moet dergelijke Europese hervorming worden gekoppeld aan de invoering van een energiebelasting en een belasting op spaargelden. Deze hervorming zou tegen december 1999 (de Europese Top van Helsinki) klaar moeten zijn.

V. — DISCUSSION DES ARTICLES ET VOTES

A. Projet de loi ajustant le budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 1999 (Doc. n° 2131/1)

Article 1^{er}

Cet article ne donne lieu à aucune observation et est adopté à l'unanimité.

Art. 2

Cet article ne donne lieu à aucune remarque et est adopté par 9 voix contre 1.

Art.3

L'amendement n° 2 du gouvernement (Doc. n° 2131/2) vise à inscrire une recette supplémentaire de 120 millions de francs belges dans la colonne « Ajustements » des recettes non affectées visées à l'article 59.01 (Remboursement des avoirs du compte spécial de la Belgique auprès de la Banque européenne d'investissement) du titre II, section II, chapitre 18 (recettes non fiscales de capital – ministère des Finances). Ces recettes résultent du remboursement de crédits d'aide octroyés aux pays ACP dans le cadre des conventions de Yaoundé et Lomé. Ces crédits sont gérés par la Banque européenne d'investissement.

L'amendement n° 1 du gouvernement (Doc. n° 2131/2) adapte de manière correspondante le montant des recettes de capital visé à l'article 3 du projet de loi, qui passe ainsi de 16 448 900 000 francs belges à 16 568 900 000 francs belges.

*
* * *

Les amendements n°s 1 et 2 du gouvernement, visant à remplacer l'article 3 et le tableau des recettes correspondant, annexé à la loi, sont adoptés à l'unanimité.

Art. 7 à 10

Ces articles n'appellent aucun commentaire et sont adoptés par 9 voix contre 1.

*
* * *

V. — ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING EN STEMMINGEN

A. Wetsontwerp houdende aanpassing van de Rijksmiddelenbegroting van het begrotingsjaar 1999 (Stuk nr 2131/1)

Artikel 1

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Artikel 1 wordt eenparig aangenomen.

Art. 2

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Artikel 2 wordt aangenomen met 9 stemmen tegen 1.

Art. 3

Met haar *amendement n° 2* (Stuk nr 2131/2) beoogt *de regering* een bijkomende ontvangst van 120 miljoen Belgische frank in te schrijven in de kolom « Aanpassingen » van de niet-geaffecteerde ontvangsten die bedoeld zijn in artikel 59.01 (Terugbetaling van de tegoeden van België op de speciale rekening bij de Europese Investeringsbank) van titel II, sectie II, hoofdstuk 18 (niet-fiscale kapitaalontvangsten — ministerie van Financiën). Die ontvangsten zijn afkomstig van de terugbetaling van hulpkredieten verleend aan de ACP-landen in het kader van de conventies van Yaoundé en Lomé. Die kredieten worden beheerd door de Europese Investeringsbank.

Amendement n° 1 van *de regering* (Stuk nr 2131/2) past op overeenkomstige wijze het bedrag van de ontvangsten aan dat is aangegeven in artikel 3 van het wetsontwerp en dat stijgt van 16 448 900 000 naar 16 568 900 000 Belgische frank.

*
* * *

Amendementen n°s 1 en 2 van *de regering*, die ertoe strekken artikel 3 en de bijbehorende tabel van de ontvangsten, die als bijlage bij de wet gaat, te vervangen, worden eenparig aangenomen.

Art. 7 tot 10

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt. De artikelen 7 tot 10 worden aangenomen met 9 stemmen tegen 1.

*
* * *

Le projet de loi ajustant le budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 1999, tel qu'il a été amendé, est adopté par 9 voix contre 1.

B. Projet de loi contenant le quatrième ajustement du budget général des dépenses de l'année budgétaire 1999 (Doc. n° 2125/1 et 2)

Art. 1-01-1

Cet article ne donne lieu à aucun commentaire et est adopté à l'unanimité.

Art. 1-01-2

Le gouvernement présente *un amendement* (n° 4, 2), Doc. n° 2125/4) qui tend à modifier le libellé de l'allocation de base 54.42.3580 de la section 15 (Coopération internationale) (Doc. n° 2125/1, pp. 318-319) de manière à permettre d'imputer également sur cette allocation de base des crédits destinés aux actions humanitaires prises dans le cadre de la crise au Kosovo.

Le gouvernement introduit également *un amendement* (n° 5, Doc. n° 2125/4) visant à remplacer, dans la section 33 (ministère des Communications et de l'Infrastructure), le crédit non dissocié 51.11.8136 (participation directe ou indirecte dans le capital de la Financière TGV en liaison avec le financement du TGV Nord Anvers-Rotterdam) par un crédit dissocié 51.11.8137 (octroi par l'État à la SNCB d'un prêt sans intérêts concernant le financement du TGV Nord Anvers-Rotterdam) (Doc. n° 2125/2, pp. 566, 567, 584 et 585).

Cet amendement tient compte d'une observation de la Cour des comptes.

Le ministre du Budget rappelle que le 1^{er} avril 1999, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal prévoyant notamment, en exécution de la loi du 17 mars 1997, l'octroi par l'État à la SNCB d'un prêt sans intérêts de 18 549,6 millions de francs belges, sous la forme de trois tranches annuelles, dont l'affectation sera contrôlée par la Financière TGV et qui sera converti en apport de l'État au capital de la SNCB dès la mise en service de la ligne à grande vitesse susvisée.

L'amendement n° 6 du gouvernement (Doc. n° 2125/4) vise à inscrire un crédit supplémentaire pour années antérieures de 0,8 million de francs belges à l'allocation de base 60.02.1201 de la section 13 (ministère de l'Intérieur), compensé sur les crédits de l'année courante de l'allocation de base 56.10.6312 de la même section (Doc. n° 2125/1, pp. 266 à 269 et 274 à 277).

Le ministre du Budget précise que le crédit supplémentaire sollicité est nécessaire pour permettre, en-

Het aldus geamendeerde wetsontwerp houdende aanpassing van de Rijksmiddelenbegroting van het begrotingsjaar 1999 wordt aangenomen met 9 tegen 1 stem.

B. Wetsontwerp houdende vierde aanpassing van de algemene uitgavenbegroting van het begrotingsjaar 1999 (Stukken nr's 2125/1 en 2)

Art. 1-01-1

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Dit artikel wordt eenparig aangenomen.

Art. 1-01-2

De regering dient *amendement n° 4, 2* (Stuk n° 2125/4) in, dat tot doel heeft de tekst van basisallocatie 54.42.3580 van sectie 15 (internationale samenwerking) (Stuk n° 2125/1, blz. 318-319) aan te passen om het mogelijk te maken dat ook uitgaven voor humanitaire acties in het kader van de Kosovocrisis bij die basisallocatie worden opgevoerd.

De regering dient eveneens *amendement n° 5* (Stuk n° 2125/4) in, dat ertoe strekt in sectie 33 (ministerie van Verkeer en Infrastructuur) het niet-gesplitste krediet 51.11.8136 (directe of indirecte deelneming in het kapitaal van de HST Fin verbonden met de financiering van de HST Noord-Antwerpen-Rotterdam) te vervangen door een gesplitst krediet 51.11.8137 (toekenning door de Staat aan de NMBS van een renteloze lening in verband met de financiering van de HST Noord Antwerpen-Rotterdam) (Stuk n° 2125/2, blz. 566, 567, 584 en 585).

Dit amendement houdt rekening met een opmerking van het Rekenhof.

Als verantwoording voert *de minister van Begroting* het volgende aan : « Op één april 1999 heeft de Ministerraad een ontwerp van koninklijk besluit goedgekeurd dat ter uitvoering van de wet van 17 maart 1997, meer bepaald voorziet in de toekenning door de Staat van een renteloze lening van 18 549,6 miljoen Belgische frank onder de vorm van drie jaarlijkse schijven, waarvan de bestemming zal worden gecontroleerd door HST-Fin en die zal worden omgezet als bijdrage van de Staat aan het kapitaal van de NMBS vanaf de indienstneming van de hoge snelheidslijn. ».

Met haar *amendement n° 6* (Stuk n° 2125/4) beoogt *de regering* voor vorige jaren een bijkomend krediet van 0,8 miljoen Belgische frank op te nemen in basisallocatie 60.02.1201 van sectie 13 (ministerie van Binnenlandse Zaken), dat wordt gecompenseerd op kredieten van het lopende jaar voor basisallocatie 56.10.6312 van dezelfde sectie (Stuk n° 2125/1, blz. 266 tot 269 en 274 tot 277).

De minister van Begroting preciseert dat het « Gevraagde bijkrediet (...) nodig [is] om, zoals geëist door

core cette année, ainsi que l'exige la Cour des comptes, l'apurement de factures de Siblgaz de 1997.

Enfin, l'amendement n° 7, 2) du gouvernement (Doc. n° 2125/4) tend à inscrire un crédit provisionnel de 460 millions de francs belges au budget du ministère des Finances (section 18, allocation de base 60.10.0111) destiné à couvrir l'accueil d'urgence de réfugiés kosovars, ainsi qu'à répondre à l'appel d'organismes internationaux pour organiser diverses actions dans la région (protection et accueil des réfugiés) (Doc. n° 2125/2, pp. 374, 375, 384 et 385).

Le ministre du Budget souligne qu'avant de faire appel au crédit provisionnel, il sera toutefois vérifié si les dépenses y afférentes ne peuvent pas être financées dans les limites des crédits existants ou moyennant une redistribution de ceux-ci.

Ce crédit supplémentaire est compensé à concurrence du même montant :

- en diminuant les crédits suivants :
- section 18 (ministère des Finances), allocation de base 61.48.5101 (programme Airbus) : – 140 millions de francs belges (Doc. n° 2125/2, pp. 378, 379, 384 et 385);
- section 13 (ministère de l'Intérieur), allocation de base 54.21.7408 (projet RINSIS), crédit d'ordonnancement : – 50 millions de francs belges (Doc. n° 2125/1, pp. 257, 261 et 277);
- section 26 (ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement), allocation de base 55.11.4316 (minimum de moyens d'existence) : – 150 millions de francs belges (Doc. n° 2125/2, pp. 472 à 475, 490 et 491);
- en réestimant de 120 millions de francs belges les recettes de remboursements des avoirs du compte spécial de la Belgique auprès de la Banque européenne d'investissement (budget des Voies et Moyens, titre II, section II, chapitre 18, § 1^{er}, article 59.01 – cf. les amendements n°s 1 et 2 du gouvernement, Doc. n° 2131/2).

En réponse à une question de *M. Tavernier*, le ministre du Budget confirme que ces crédits supplémentaires sont exclusivement destinés à couvrir des actions d'aide humanitaire (et non une quelconque opération militaire).

*
* *

Les amendements n°s 4, 2) et 7, 2) du gouvernement sont adoptés à l'unanimité.

Les amendements n°s 5 et 6 du gouvernement sont adoptés par 9 voix et 1 abstention.

L'article 1-01-2, compte tenu des modifications apportées aux tableaux des dépenses annexés à la loi, est adopté par un vote identique.

het Rekenhof, dit jaar nog facturen van Siblgaz van 1997 te kunnen aanzuiveren. ».

Ten slotte strekt amendement n° 7, 2) (Stuk n° 2125/4) van de regering ertoe in de begroting van het ministerie van Financiën (sectie 18, basisallocatie 60.10.0111) een provisioneel krediet van 460 miljoen Belgische frank op te nemen dat bestemd is voor de noodopvang van vluchtelingen uit Kosovo en om in te gaan op de oproep van internationale organisaties om in dat gebied uiteenlopende acties te organiseren (bescherming en opvang van de vluchtelingen) (Stuk n° 2125/2, blz. 374, 375, 384 en 385).

De minister van Begroting wijst er echter op dat alvorens een beroep te doen op het provisioneel krediet zal worden nagegaan of de bedoelde uitgaven niet kunnen worden gefinancierd binnen de perken van de bestaande kredieten of door middel van een herverdeling ervan.

Dat bijkomend krediet wordt ten belope van hetzelfde bedrag gecompenseerd :

- door de verlaging van de volgende kredieten :
- sectie 18 (ministerie van Financiën), basisallocatie 61.48.5101 (Airbus-programma) : – 140 miljoen Belgische frank (Stuk n° 2125/2, blz. 378, 379, 384 en 385);
- sectie 13 (ministerie van Binnenlandse Zaken), basisallocatie 54.21.7408 (project NATINUL), ordonnanceringskrediet : – 50 miljoen Belgische frank (Stuk n° 2125/1, blz. 257, 261 en 277);
- sectie 26 (ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu), basisallocatie 55.11.4316 (bestaansminimum) : – 150 miljoen Belgische frank (Stuk n° 2125/2, blz. 472 tot 475, 490 en 491);
- door de hervamping met 120 miljoen Belgische frank van de ontvangsten door de terugbetaling van tegoeden van de speciale rekening van België bij de Europese Investeringsbank (Rijksmiddelenbegroting, titel II, sectie II, hoofdstuk 18, § 1, artikel 59.01 — zie de amendementen n°s 1 en 2 van de regering, Stuk n° 2131/2).

In antwoord op een vraag van *de heer Tavernier*, bevestigt de minister van Begroting dat die bijkomende kredieten uitsluitend zullen worden aangewend voor humanitaire hulpacties (en niet voor een welkdanige militaire operatie ook).

*
* *

De amendementen n°s 4, 2) en 7, 2) van de regering worden eenparig aangenomen.

De amendementen n°s 5 en 6 van de regering worden aangenomen met 9 stemmen en 1 onthouding.

Artikel 1-01-2 wordt, rekening houdend met de wijzigingen, aangebracht in de bij de wet gevoegde uitgaventabellen, aangenomen met dezelfde stemuitslag.

Art. 1-01-3 (*nouveau*)

Le gouvernement présente un amendement (n° 8, Doc. n° 2125/4) qui tend à insérer un nouvel article 1-01-3 visant à permettre au Conseil des ministres, par dérogation à l'article 15 des lois sur la comptabilité de l'État, coordonnées le 17 juillet 1991, et au cas où la situation dans les Balkans prendrait un développement d'une ampleur non prévisible à ce jour, de procéder, dans des délais appropriés à l'urgence du drame, à une nouvelle ventilation de l'ensemble des crédits inscrits au budget général des dépenses de l'année 1999 afin de dégager les moyens strictement nécessaires à une aide humanitaire urgente.

MM Tavernier et Didden font remarquer que la portée de la présente disposition est particulièrement large.

Le ministre du Budget estime que cette disposition n'a de sens que si le gouvernement est effectivement autorisé à redistribuer les crédits disponibles, quelle que soit leur attribution initiale, pour les consacrer, le cas échéant, à une aide humanitaire urgente.

M. Tavernier propose de compléter l'article proposé par une disposition obligeant le gouvernement à informer immédiatement le parlement de toute nouvelle ventilation de crédits et à le saisir d'un projet de loi de confirmation dans un délai déterminé. Une telle disposition s'avère d'autant plus importante que les Chambres législatives sont sur le point d'être dissoutes.

Si le parlement devait toutefois être saisi d'un projet de loi de confirmation, *le ministre du Budget* constate qu'il est alors préférable que le gouvernement ait immédiatement recours aux dispositions visées à l'article 44 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'État. De plus, il précise qu'une copie de chaque redistribution sera adressée au président de la Chambre et à la Cour des comptes.

M. Leterme fait observer que les parlementaires peuvent à tout moment contrôler les actes du gouvernement, notamment par la voie de l'interpellation.

M. Didden suggère que chaque décision prise par le gouvernement sur pied de la présente disposition soit communiquée à la Cour des comptes, organe de contrôle de la Chambre des représentants. Il rappelle à cet égard que les membres de la Chambre peuvent toujours s'adresser à la Cour pour obtenir tout renseignement utile en la matière.

Le ministre indique que chaque dépense dans ce cadre sera obligatoirement soumise au visa préalable de la Cour des comptes.

Par ailleurs, il s'engage formellement à informer le parlement de toute nouvelle ventilation de crédits, et ce au moins jusqu'à la prochaine dissolution des Chambres.

Art. 1-01-3 (*nieuw*)

De regering dient amendement n° 8 (Stuk n° 2125/4) in, tot invoeging van een nieuw artikel 1-01-3, dat ertoe strekt de Ministerraad, in afwijking van artikel 15 van de wetten op de rikscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, en in het geval de gebeurtenissen een dermate grote ontwikkeling zouden nemen waarvan de omvang tot op heden niet kan worden ingeschatt, de mogelijkheid te bieden om, binnen een termijn die afhangt van het spoedeisende karakter van het drama, over te gaan tot een nieuwe herverdeling van alle in de algemene uitgavenbegroting voor het jaar 1999 opgenomen kredieten, teneinde de middelen vrij te maken die strikt noodzakelijk zijn voor een dringende humanitaire hulpverlening.

De heren Tavernier en Didden merken op dat de strekking van deze bepaling bijzonder ver reikt.

De minister van Begroting is van mening dat deze bepaling maar zin heeft als de regering *de facto* gemachtigd wordt de beschikbare kredieten — ongeacht de oorspronkelijke toewijzing ervan — te herverdelen, om ze zo nodig aan humanitaire noodhulp te besteden.

De heer Tavernier stelt voor het voorgestelde artikel aan te vullen met een bepaling die de regering verplicht het parlement onmiddellijk op de hoogte te brengen van iedere nieuwe toewijzing van kredieten en datzelfde parlement binnen een vastgestelde termijn een ontwerp van bekrachtigingswet voor te leggen. Een dergelijke bepaling lijkt zeker belangrijk nu de ontbinding van de wetgevende Kamers nakend is.

De minister van Begroting constateert dat wan- neer toch aan het parlement een ontwerp van bekrachtigingswet moet worden voorgelegd, hij er de voorkeur aan geeft dat de regering onmiddellijk de in artikel 44 van de gecoördineerde wetten op de rikscomptabiliteit bedoelde bepalingen toepast. Tevens wijst hij er op dat een afschrift van elke herverdeling wordt toegezonden aan de Kamervoorzitter en aan het Rekenhof.

De heer Leterme merkt op dat de parlementsleden te allen tijde — onder meer via interpellaties — de daden van de regering kunnen controleren.

De heer Didden stelt voor dat elke beslissing die door de regering op basis van deze bepaling wordt genomen, ter kennis wordt gebracht van het Rekenhof, als controle-orgaan van de Kamer van volksvertegenwoordigers. Hij herinnert er in dat verband aan dat de leden van de Kamer zich steeds tot het Hof kunnen wenden om iedere nuttige informatie terzake in te winnen.

De minister wijst erop dat iedere in dat raam gedane uitgave verplicht aan het voorafgaand visum van het Rekenhof zal worden onderworpen.

Voorts verbindt hij zich er formeel toe — ten minste tot de komende ontbinding van de Kamers — het parlement in te lichten over iedere nieuwe aan-wending van kredieten.

À la question de *M. Schoeters* de savoir si cet engagement est également susceptible de lier le prochain gouvernement, il se déclare convaincu que le ministre compétent sera tout disposé à informer le parlement de telles décisions, ne fût-ce que dans le souci d'assurer la continuité de l'administration.

M. Didden insiste sur le caractère exceptionnel d'une telle disposition, compte tenu de la situation particulièrement grave dans les Balkans.

*
* * *

L'amendement n° 8 du gouvernement, visant à insérer un nouvel article 1-01-3, est adopté par 9 voix et 1 abstention.

Art. 2.11.1 à 2.15.1

Ces articles n'appellent aucun commentaire et sont adoptés par 9 voix et 1 abstention.

Art. 2.15.2

Le gouvernement présente *un amendement* (n°4, 1), Doc. n° 2125/4) qui tend à supprimer, au deuxième alinéa, les allocations de base 54.26.3564, 54.27.3523 et 54.41.3524, et ce afin de tenir compte d'une remarque de la Cour des comptes.

L'amendement n° 4, 1) du gouvernement est adopté par 9 voix et 1 abstention.

L'article 2.15.2, tel qu'amendé, est adopté par un vote identique.

Art. 2.16.1 à 2.18.3

Ces articles n'appellent aucun commentaire et sont adoptés par 9 voix et 1 abstention.

Art. 2.18.4 (*nouveau*)

Le gouvernement présente *un amendement* (n° 7, 1) Doc. n° 2125/4) en vue d'insérer un nouvel article 2.18.4, libellé comme suit :

« Art. 2.18.4. — Le crédit provisionnel « destiné au paiement des dépenses de toute nature concernant la crise au Kosovo », inscrit sous le programme 60/1, peut, après accord du ministre du Budget, être réparti par voie d'arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, entre les programmes appropriés des départements concernés. ».

Op de vraag van *de heer Schoeters* of die verbintenis ook bindend kan zijn voor de volgende regering, verklaart hij ervan overtuigd te zijn dat de bevoegde minister ten volle bereid zal zijn — al was het maar om de continuïteit van het bestuur te waarborgen — het parlement van dergelijke beslissingen op de hoogte te houden.

De heer Didden beklemtoont hoe uitzonderlijk een soortgelijke bepaling is, gelet op de uitermate ernstige toestand in de Balkan.

*
* * *

Amendement n° 8 van de regering, tot invoeging van een nieuw artikel 1-01-3, wordt aangenomen met 9 stemmen en 1 onthouding.

Art. 2.11.1 tot 2.15.1

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt. Ze worden aangenomen met 9 stemmen en 1 onthouding.

Art. 2.15.2

De regering dient *amendement* n° 4, 1 (Stuk n° 2125/4) in, dat ertoe strekt in het tweede lid de basisallocaties 54.26.3564, 54.27.3523 en 54.41.3524 weg te laten, teneinde rekening te houden met een door het Rekenhof geformuleerde opmerking.

Amendement n° 4, 1) van de regering wordt aangenomen met 9 stemmen en 1 onthouding.

Het aldus geamendeerde artikel 2.15.2 wordt aangenomen met dezelfde stemuitslag.

Art. 2.16.1 tot 2.18.3

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt. Ze worden aangenomen met 9 stemmen en 1 onthouding.

Art. 2.18.4 (*nieuw*)

De regering dient *amendement* n° 7, 1) (Stuk n° 2125/4) in, dat ertoe strekt in het wetsontwerp een artikel 2.18.4 (*nieuw*) in te voegen, dat luidt als volgt :

« Art. 2.18.4. — Het provisioneel krediet « bestemd voor de betaling van allerhande uitgaven in verband met de crisis in Kosovo », ingeschreven op het programma 60/1, mag, na het akkoord van de minister van Begroting, bij een in Ministerraad overlegd besluit worden verdeeld tussen de passende programma's van de begrotingen van de verschillende departementen. ».

Cette disposition légale permet de distribuer la provision de l'allocation de base 18/60.10.0111 (cf. l'amendement n° 7, 2) du gouvernement, *supra*) de la façon la plus adéquate entre les programmes appropriés des différents départements.

*
* *

L'amendement n° 7, 1) du gouvernement, visant à insérer un nouvel article 2.18.4, est adopté par 9 voix et 1 abstention.

Art. 2.19.1 à 3-01-1

Ces articles n'appellent aucune observation et sont adoptés par 9 voix et 1 abstention.

Art.4-01-1

Le gouvernement présente *un amendement* (n° 1, Doc. n° 2125/3) qui tend à remplacer le texte de l'article 4-01-1 par la disposition suivante :

« Art. 4-01-1. — Les opérations pendant l'année budgétaire 1999 du Secrétariat permanent de recrutement (Fonction publique) et du Fonds monétaire (Finances) sont réestimées aux sommes mentionnées dans les budgets annexés à la présente loi. ».

L'amendement n° 2 du gouvernement (Doc. n° 2125/3) vise à insérer le projet d'ajustement du budget de 1999 du Fonds monétaire au tableau 4 (Budgets des services de l'Etat à gestion séparée) annexé au présent projet de loi d'ajustement.

M. Tavernier se réjouit des présentes dispositions car il était particulièrement urgent de prendre des mesures en la matière.

*
* *

Les amendements n°s 1 et 2 du gouvernement sont adoptés à l'unanimité.

Art. 5-01-1 et 5-01-2

Ces articles ne donnent lieu à aucun commentaire et sont adoptés par 9 voix et 1 abstention.

Die wetsbepaling maakt het mogelijk de provisie op de basisallocatie 18/60.10.01.11 (zie amendement n° 7, 2) van de regering hierboven) op de meest adequate wijze te verdelen over de passende programma's van de verschillende departementen.

*
* *

Amendement n° 7, 1) van de regering, dat ertoe strekt in het wetsontwerp een artikel 2.18.4 (*nieuw*) in te voegen, wordt aangenomen met 9 stemmen en 1 onthouding.

Art. 2.19.1 tot 3-01-1

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt. Ze worden aangenomen met 9 stemmen en 1 onthouding.

Art. 4-01-1

De regering dient *amendement n° 1* (Stuk n° 2125/3) in, dat ertoe strekt de tekst van artikel 4-01-1 te vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 4-01-1. — De verrichtingen gedurende het begrotingsjaar 1999 van het Vast Wervingssecretaat (Ambtenarenzaken) en van het Muntfonds (Financiën) worden herraamd op de sommen vermeld in de begrotingen gevoegd bij deze wet. ».

De regering dient voorts *amendement n° 2* (Stuk n° 2125/3) in, dat ertoe strekt het ontwerp van aanpassing van de begroting voor 1999 van het Muntfonds op te nemen in tabel 4 (Begrotingen van de Staatsdiensten met afzonderlijk beheer) van het voorliggende aanpassingsblad.

De heer Tavernier verheugt zich over die bepalingen omdat terzake bijzonder dringend maatregelen moesten worden genomen.

*
* *

De amendementen n°s 1 en 2 van de regering worden eenparig aangenomen.

Art. 5-01-1 en 5-01-2

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt. Ze worden aangenomen met 9 stemmen en 1 onthouding.

Art. 5-01-3

Le gouvernement présente un amendement (n° 3, Doc. n° 2125/4) tendant à compléter cet article par la phrase suivante :

« Cette possibilité est limitée aux remboursements et versements (articles 91.11 à 94.11 du budget de la Monnaie royale de Belgique). ».

*
* * *

L'amendement n° 3 du gouvernement, ainsi que l'article 5-01-3, tel qu'amendé, sont adoptés à l'unanimité.

*
* * *

L'ensemble du projet de loi contenant le quatrième ajustement du budget général des dépenses de l'année budgétaire 1999, tel qu'il a été amendé, est adopté par 9 voix contre 1.

Le rapporteur,

Y. LETERME

Le président,

M. DIDDEN

Art. 5-01-3

De regering dient amendement n° 3 (Stuk n° 2125/4) in, dat ertoe strekt de tekst van dat artikel aan te vullen met de volgende volzin :

« Deze mogelijkheid is beperkt tot de aflossingen en uitkeringen (artikelen 91.11 tot en met 94.11 van de begroting van de Koninklijke Munt van België) ».

*
* * *

Amendement n° 3 van de regering, alsmede het aldus geamendeerde artikel 5-01-3, worden eenparig aangenomen.

*
* * *

Het gehele aldus geamendeerde wetsontwerp houdende vierde aanpassing van de algemene uitgavenbegroting van het begrotingsjaar 1999 wordt aangenomen met 9 stemmen tegen 1.

De rapporteur,

De voorzitter,

Y. LETERME

M. DIDDEN

**VI. — AMENDEMENTS ADOPTÉS
PAR LA COMMISSION**

**A. PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET
DES VOIES ET MOYENS POUR L'ANNÉE
BUDGÉTAIRE 1999 (Doc. n° 2131/1)**

1. Amendement au projet de loi

Art. 3

Cet article est remplacé par la disposition suivante :

« Pour l'année budgétaire 1999, les recettes en capital sont réévaluées à la somme de 16.568.900.000 francs, conformément au Titre II du tableau ci-annexé. ».

**2. Amendement au tableau des recettes
(Titre II, Section II, Chapitre 18, § 1)**

Aux pages 46, 47, 48, 49, 52 et 53 : les tableaux sont remplacés par les tableaux figurant ci-après.

**VI. — DOOR DE COMMISSIE
AANGENOMEN AMENDEMENTEN**

**A. WETSONTWERP HOUDENDE AANPAS-
SING VAN DE RIJKSMIDDELENBEGROTING
VAN HET BEGROTINGSJAAR 1999 (Stuk
nr 2131/1)**

1. Amendement op het wetsontwerp

Art. 3

Dit artikel wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Voor het begrotingsjaar 1999 worden de kapitaalontvangsten herraamd op de som van 16.568.900.000 frank, overeenkomstig Titel II van de hierbijgaande tabel. ».

**2. Amendement op de tabel van de ontvang-
sten (Titel II, sectie II, hoofdstuk 18, § 1)**

De tabellen op de bladzijden 46, 47, 48, 49, 52 en 53 worden vervangen door de onderstaande tabellen.

TITRE II - RECETTES DE CAPITAL

Articles	DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	Recettes non affectées				
		Niet-geaffecteerde ontvangsten				
		Evaluations adoptées Aangenomen ramingen Mio BEF	Ajustements Aanpassingen Mio BEF	Evaluations ajustées Aangepaste ramingen Mio BEF	Mio EUR	
CHAPITRE 14						
MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGÈRES ET DU COMMERCE EXTERIEUR.						
76.01	Produit de la vente de biens immeubles sis à l'étranger (Recettes affectées au programme 14-42-0).....	-	-	-	-	
87.01	Remboursements de prêts accordés au personnel ou ayant droit.....	1,0	-	1,0	0,025	
	Total pour le chapitre 14	1,0	-	1,0	0,025	
CHAPITRE 15						
COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT.						
84.01	Remboursements et recettes d'emprunts et de participations.....	18,6	-	18,6	0,461	
	Total pour le chapitre 15	18,6	-	18,6	0,461	
CHAPITRE 18						
MINISTÈRE DES FINANCES.						
§ 1. ADMINISTRATION DE LA TRÉSORERIE.						
51.01	Récupérations de montants décaissés par l'Etat, d'une part au titre de sa garantie en expansion économique et pour les habitations sociales et, d'autre part, pour les aides accordées aux charbonnages et aux anciens coloniaux.....	50,0	-	50,0	1,239	
56.01	Part de l'Etat dans les bénéfices d'institutions financières. Plus-value sur l'or acheté par la Monnaie royale à la Banque nationale pour la confection de pièces de monnaie, libellées en Ecus...	5,0	-	5,0	0,124	
57.01	Transferts sous forme de dividendes du produit de la vente de certains actifs réalisés par des institutions du secteur public de crédit.....	-	-	-	-	
59.01	Remboursement des avoirs du compte spécial de la Belgique auprès de la Banque européenne d'Investissement.....	2 200,0	+ 120,0	2 320,0	57,511	
86.01	Amortissements par des organismes d'intérêt public d'emprunts émis par eux sous la garantie de l'Etat ou d'avances et de prêts leur consentis par l'Etat	185,0	-	185,0	4,586	
86.06	Recettes diverses patrimoniales.....	1,7	-	1,7	0,042	
86.07	Transfert du produit des privatisations d'institutions du secteur public en vue du remboursement de la dette publique.....	-	-	-	-	

TITEL II - KAPITAALONTVANGSTEN

Evaluations adoptées	Recettes affectées			AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN	Artikelen
	Ajustements Aanpassingen	Evaluations Mio BEF	ajustées Aangepaste ramingen Mio BEF		
Aangename ramingen Mio BEF					
150,0	-	150,0	3,7	HOOFDSTUK 14 MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN EN BUITENLANDSE HANDEL. Opbrengst van de verkoop van onroerende goederen gelegen in het buitenland (Ontvangsten toegewezen aan het programma 14-42-0).	76.01
-	-	-	-	Terugbetalingen van leningen verleend aan de personeelsleden of rechthebbenden.	87.01
150,0	-	150,0	3,7	Totaal voor hoofdstuk 14	
-	-	-	-	HOOFDSTUK 15 ONTWIKKELINGSSAMENWERKING. Terugbetalingen en ontvangsten van leningen en participaties.	84.01
-	-	-	-	Totaal voor hoofdstuk 15	
-	-	-	-	HOOFDSTUK 18 MINISTERIE VAN FINANCIEN. § 1. ADMINISTRATIE DER THESAURIE.	
-	-	-	-	Recuperaties van bedragen uitgegeven door de Staat, enerzijds in hoofde van de waarborg in het kader van de economische expansie en voor de sociale huisvesting en anderzijds voor de hulp toegekend aan de steenkoolmijnen en aan de oud-kolonialen.	51.01
-	-	-	-	Aandeel van de Staat in de winst van financiële instellingen. Meerwaarde op het goud dat door de Koninklijke Munt bij de Nationale Bank werd aangekocht voor de aanmaak van muntstukken in Ecus.	56.01
-	-	-	-	Transfers onder de vorm van dividenden van de opbrengst van de verkoop van sommige activa verwezenlijkt door instellingen van de openbare sector.	57.01
-	-	-	-	Terugbetaling van de tegoeden van België op de speciale rekening bij de Europese Investeringsbank	59.01
-	-	-	-	Deling door instellingen van openbaar nut van door hen onder de waarborg van de Staat geëmitteerde leningen, of van voorschotten en leningen hun door de Staat toegestaan.	86.01
-	-	-	-	Diverse vermogensontvangsten.	86.06
-	-	-	-	Overdracht van de opbrengst van de privatiseringen van instellingen van de openbare sector met het oog op de terugbetaling van de openbare schuld.	86.07

TITRE II - RECETTES DE CAPITAL

Articles	DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	Recettes non affectées			
		Niet-geaffecteerde ontvangsten			
		Evaluations adoptées Aangenomen ramingen Mio BEF	Ajustements Aanpassingen Mio BEF	Evaluations ajustées Aangepaste ramingen Mio BEF	Mio EUR
87.01	Remboursements de prêts accordés au personnel ou ayant droit.....	20,0	- 3,0	17,0	0,421
88.02	Remboursements des prêts accordés à des Etats étrangers.....	1 096,0	-	1 096,0	27,169
88.04	Versements effectués par des Etats étrangers en remboursement des prêts consentis par la Belgique.	50,0	-	50,0	1,239
06.01	Recettes diverses.....	10,0	- 5,0	5,0	0,124
	Total pour le § 1	3 617,7	+ 112,0	3 729,7	92,457
	§ 2. ADMINISTRATION DE LA T.V.A., DE L'ENREGISTREMENT ET DES DOMAINES.				
58.01	Confiscations et biens sous séquestre.....	120,0	-	120,0	2,975
58.03	Recettes diverses patrimoniales.....	100,0	-	100,0	2,479
76.01	Produit de la vente d'immeubles.....	38,6	-	38,6	0,957
77.01	Prix de la vente d'objets mobiliers hors d'usage provenant des divers départements ministériels ou organismes d'Etat.....	20,0	-	20,0	0,496
	Total pour le § 2	278,6	-	278,6	6,906
	Total pour le chapitre 18	3 896,3	+ 112,0	4 008,3	99,363
	CHAPITRE 19				
	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE				
76.03	Versement au Trésor d'une partie du patrimoine de l'Etat au sens large.....	9 000,0	-	9 000,0	223,104
	Total pour le chapitre 19	9 000,0	-	9 000,0	223,104
	CHAPITRE 23				
	MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL.				
87.01	Remboursements de prêts accordés au personnel ou ayant droit.....	0,1	-	0,1	0,002
	Total pour le chapitre 23	0,1	-	0,1	0,002
	CHAPITRE 26				
	MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT.				
86.01	Remboursements des avances récupérables.....	1 190,8	+ 734,9	1 925,7	47,737
	Total pour le chapitre 26	1 190,8	+ 734,9	1 925,7	47,737

TITEL II - KAPITAALONTVANGSTEN

Recettes affectées Geaffecteerde ontvangsten				AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN	Artikelen
Evaluations adoptées Aangenomen ramingen Mio BEF	Ajustements Aanpassingen Mio BEF	Evaluations ajustées Aangepaste ramingen Mio BEF	Mio EUR		
-	-	-	-	Terugbetalingen van leningen verleend aan de personeelsleden of rechthebbenden.	87.01
-	-	-	-	Terugbetalingen van leningen toegestaan aan vreemde Staten.	88.02
-	-	-	-	Door vreemde Staten verrichte stortingen tot terugbetaling van de door België toegestane leningen.	88.04
-	-	-	-	Diverse opbrengsten.	06.01
-		-		Totaal voor § 1	
				§ 2. ADMINISTRATIE VAN DE B.T.W., REGISTRATIE EN DOMEINEN.	
-	-	-	-	Verbeurdverklaring en gesekwestreerde goederen.	58.01
-	-	-	-	Diverse vermogensontvangsten.	58.03
-	-	-	-	Verkoopprijzen van onroerende goederen.	76.01
-	-	-	-	Verkoopprijzen van buitengebruikgestelde roerende voorwerpen voortkomende van de verscheidene ministeriële departementen of staatsinstellingen.	77.01
-		-		Totaal voor § 2	
-		-		Totaal voor hoofdstuk 18	
				HOOFDSTUK 19	
				MINISTERIE VAN AMBTENARENZAKEN	
-		-		Storting aan de Schatkist van een gedeelte van het patrimonium van de Staat in brede zin.	76.03
-		-		Totaal voor hoofdstuk 19	
				HOOFDSTUK 23	
				MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID.	
-		-		Terugbetalingen van leningen verleend aan de personeelsleden of rechthebbenden.	87.01
-		-		Totaal voor hoofdstuk 23	
				HOOFDSTUK 26	
				MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN, VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU.	
-		-		Terugbetaling van de terugvorderbare voorschotten.	86.01
-		-		Totaal voor hoofdstuk 26	

TITRE II - RECETTES DE CAPITAL

Articles	DESIGNATION DES ADMINISTRATIONS ET DES PRODUITS	Recettes non affectées Niet-geaffecteerde ontvangsten			
		Evaluations adoptées Aangenome ramingen <i>Mio BEF</i>	Ajustements Aanpassingen <i>Mio BEF</i>	Evaluations ajustées Aangepaste ramingen <i>Mio BEF</i>	<i>Mio EUR</i>
66.01	Versement au Trésor d'une part des réserves de l'Institut belge des services postaux et des Télécommunications.....	150,0	+ 217,0	367,0	9,098
	Total pour le chapitre 33	150,2	+ 217,0	367,2	9,103
	Totaux pour la section II	14 594,9	+ 1 618,1	16 213,0	401,910
	Totaux pour les recettes de capital	14 594,9	+ 1 618,1	16 213,0	401,910

TITEL II - KAPITAALONTVANGSTEN

Recettes affectées Geaffecteerde ontvangsten				AANWIJZING DER BESTUREN EN DER OPBRENGSTEN	Artikelen
Evaluations adoptées Aangenomen ramingen Mio BEF	Ajustements Aanpassingen Mio BEF	Evaluations ajustées Aangepaste ramingen Mio BEF	Mio EUR		
-	-	-	-	Sorting aan de Schatkist van een deel van de reserves van het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie.	66.01
-	-	-	-	Totaal voor hoofdstuk 33	
337,4	+ 18,5	355,9	8,8	Totalen voor sectie II	
337,4	+ 18,5	355,9	8,8	Totalen voor de kapitaalontvangsten	

B. PROJET DE LOI CONTENANT LE QUATRIÈME AJUSTEMENT DU BUDGET GÉNÉRAL DES DÉPENSES DE L'ANNÉE BUDGÉTAIRE 1999 (Doc. n° 2115/1 et 2)

1. Amendements au projet de loi

Art. 1.01.3 (*nouveau*)

Un article 1.01.3 est inséré, libellé comme suit :

« Art. 1.01.3. — Par dérogation à l'article 15 des lois sur la comptabilité de l'État, coordonnées le 17 juillet 1991, et au cas où les événements des Balkans prendraient un développement d'une ampleur non prévisible à ce jour, le Conseil des ministres est autorisé à procéder à une nouvelle ventilation de l'ensemble des crédits inscrits au budget général des dépenses de l'année 1999, afin de dégager les moyens strictement nécessaires à une aide humanitaire d'urgence. ».

Art. 2.15.2

Au deuxième alinéa, les allocations de base 54.26.35.64, 54.27.35.23 et 54.41.35.24 sont supprimées.

Art. 2.18.4 (*nouveau*)

Un article 2.18.4 est inséré, libellé comme suit :

« Art. 2.18.4. — Le crédit provisionnel « destiné au paiement des dépenses de toute nature concernant la crise au Kosovo », inscrit sous le programme 60/1 peut, après accord du ministre du Budget, être réparti par voie d'arrêté royal délibéré en Conseil des ministres entre les programmes appropriés des budgets départementaux. ».

Art. 4.01.1

Cet article est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4.01.1. — Les opérations pendant l'année budgétaire 1999 du Secrétariat permanent de recrutement (Fonction publique) et du Fonds monétaire (Finances) sont réestimées aux sommes mentionnées dans les budgets annexés à la présente loi. ».

B. WETSONTWERP HOUDENDE VIERDE AANPASSING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN HET BEGROTINGSJAAR 1999 (Stukken n° 2125/1 en 2)

1. Amendementen op het wetsontwerp

Art. 1.01.3 (*nieuw*)

Er wordt een artikel 1-01-3 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 1.01.3. — In afwijking van artikel 15 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, en in het geval de gebeurtenissen in de Balkan een dermate grote ontwikkeling zouden nemen waarvan de omvang tot op heden niet kan worden ingeschat worden, wordt aan de Ministerraad de toelating gegeven over te gaan tot een nieuwe herverdeling van het geheel van de kredieten ingeschreven in de algemene uitgavenbegroting voor het jaar 1999, teneinde de middelen vrij te maken die strikt noodzakelijk zijn voor een dringende humanitaire hulpverlening. ».

Art. 2.15.2

In het tweede lid worden de basisallocaties 54.26.35.64, 54.27.35.23 en 54.41.35.24 weggelaten.

Art. 2.18.4 (*nieuw*)

Er wordt een artikel 2.18.4 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 2.18.4. — Het provisioneel krediet « bestemd voor de betaling van allerhande uitgaven in verband met de crisis in Kosovo », ingeschreven op het programma 60/1, mag, na het akkoord van de minister van Begroting, bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, worden verdeeld tussen de passende programma's van de departementale begrotingen. ».

Art. 4.01.1

Dit artikel wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 4.01.1. — De verrichtingen gedurende het begrotingsjaar 1999 van het Vast Wervingssecretaat (Ambtenarenzaken) en van het Muntfonds (Financiën) worden herraamd op de sommen vermeld in de begrotingen gevoegd bij deze wet. ».

Art. 5.01.3

L'article 5.01.3 est complété par la phrase suivante :

« Cette possibilité est limitée aux remboursements et versements (articles 91.11 à 94.11 du budget de la Monnaie royale de Belgique). ».

2. Amendements au tableau des budgets départementaux

1° Dans le tableau 2 (budgets départementaux ajustés pour l'année budgétaire 1999), les modifications suivantes sont apportées :

— Section 13 — Ministère de l'Intérieur.

- Aux pages 266, 267, 268, 269, 274, 275, 276 et 277 : les tableaux sont remplacés par les tableaux figurant ci-après.

- Aux pages 257, 261 et 277 : les tableaux sont remplacés par les tableaux figurant ci-après.

— Section 15 — Coopération internationale.

Aux pages 318 et 319 : les tableaux sont remplacés par les tableaux figurant ci-après.

— Section 18 — Ministère des Finances.

Aux pages 374, 375, 378, 379, 384 et 385 : les tableaux sont remplacés par les tableaux figurant ci-après.

— Section 26 — Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement.

Aux pages 472, 473, 474, 475, 490 et 491 : les tableaux sont remplacés par les tableaux figurant ci-après.

— Section 33 — Ministère des Communications et de l'Infrastructure.

Aux pages 566, 567, 584 et 585 : les tableaux sont remplacés par les tableaux figurant ci-après.

2° Les mots « 18. Finances (Fonds monétaire) », ainsi que le tableau figurant ci-après, sont insérés dans le tableau 4 (budgets des services de l'État à gestion séparée).

Art. 5.01.3

Artikel 5.01.3 wordt aangevuld door de volgende zin :

« Deze mogelijkheid is beperkt tot de aflossingen en uitkeringen (artikelen 91.11 tot en met 94.11 van de begroting van de Koninklijke Munt van België). ».

2. Amendementen op de tabel van de departementale begrotingen

1° In tabel 2 (aangepaste departementale begrotingen voor het begrotingsjaar 1999) worden de volgende wijzigingen aangebracht :

— Sectie 13 — Ministerie van Binnenlandse Zaken.

- De tabellen op de bladzijden 266, 267, 268, 269, 274, 275, 276 en 277 worden vervangen door de onderstaande tabellen.

- De tabellen op de bladzijden 257, 261 en 277 worden vervangen door de onderstaande tabellen.

— Sectie 15 — Internationale Samenwerking.

Op de blz. 318 en 319 worden de tabellen vervangen door die welke hieronder zijn bijgevoegd.

— Sectie 18 — Ministerie van Financiën.

Op de blz. 374, 375, 378, 379, 384 en 385 worden de tabellen vervangen door die welke hieronder zijn bijgevoegd.

— Sectie 26 — Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu.

Op de blz. 472, 473, 474, 475, 490 en 491 worden de tabellen vervangen door die welke hieronder zijn bijgevoegd.

— Sectie 33 — Ministerie van Verkeer en Infrastructuur.

Op de blz. 566, 567, 584 en 585 worden de tabellen vervangen door die welke hieronder zijn bijgevoegd.

2° In tabel 4 (Begrotingen van de Staatsdiensten met afzonderlijk beheer) worden de woorden « 18. Financiën (Muntfonds) », alsmede de hieronder bijgevoegde tabel ingevoegd.

13 MINISTERE DE L'INTERIEUR (suite)

DIVISIONS ORGANIQUES Programmes Activités Allocations de base	DO PA OA PA check-digit	A.B. B.A. sc	Crédits d'engagement - <i>Vastleggingskredieten</i>			
			1999 initial <i>initiel</i> (Mio BEF)	ajustement <i>aanpassing</i> (Mio BEF)	1999 ajusté - <i>aangepast</i> (Mio BEF) (Mio EUR)	
			(1)	(2)	(3)	(4)
Encouragement au recrutement d'allochtones à la police communale	56 10 1226 22 56 90 27	cnd	7,2	-	7,2	0,178
Crédits pour les frais de fonctionnement ayant trait à la gestion du fonds des entreprises de gardiennage, des entreprises de sécurité, des services internes de gardiennage et des détectives privés	56 10 1250 46 80 17 51	fon	7,0	+ 2,0	9,0	0,223
Subside à la S.A. ASTRID destiné à couvrir les frais de fonctionnement de l'infrastructure communale	56 10 3101 54 88 25 59	cnd	270,0	-	270,0	6,693
Subvention à l'A.S.B.L. "Centre d'études pour la police"	56 10 3320 79 16 50 84	cnd	0,5	-	0,5	0,012
Crédit destiné à la promotion du recrutement et des initiatives de formation particulières de la police communale, ainsi qu'à l'encouragement des initiatives ayant pour objet l'amélioration de l'image de marque de la police ou l'amélioration des contacts entre les corps, tant sur le plan national qu'international	56 10 4303 92 29 63 97	cnd	12,0	-	12,0	0,297
Centre de documentation "police et sécurité"	56 10 4319 11 45 79 16	cnd	1,5	-	1,5	0,037
Frais de secrétariat du "dossier Schengen"	56 10 4321 13 47 81 18	cnd	15,0	-	15,0	0,372
Crédit destiné à l'octroi aux communes d'une subvention pour l'acquisition de matériel et d'équipements pour la police	56 10 6305 57 91 28 62	cnd	166,5	-	166,5	4,127
Développement, réalisation et intégration d'un système national coordonné en matière de radio, d'informatique et de transmission de données au profit des autorités et services de police	56 10 6307 59 93 30 64	crd	103,2	-	103,2	2,558
Crédit destiné à la réalisation d'investissements de nature supralocale communale et de financement de campagnes et d'études au profit de la police	56 10 6308 60 94 31 65	crd	132,6	-	132,6	3,287
Dépenses pour le soutien général aux communes où, à l'intervention de la police communale, est assuré un service de police complet	56 10 6312 64 01 35 69	cnd	123,7	- 7,5	116,2	2,881
Crédits pour des dépenses patrimoniales pour couvrir les frais d'administration, de contrôle et de surveillance nécessaires à l'application de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, les entreprises de sécurité, les services internes de gardiennage et les détectives privés	56 10 7402 87 24 58 92	fon	3,0	-	3,0	0,074
11 Politique scientifique						
Recherche scientifique en rapport avec la sécurité des citoyens	56 11 1241 46 80 17 51	cnd	40,4	-	40,4	1,001
Totaux pour le programme 13.56.1		cnd	661,8	- 7,5	654,3	16,220
		crd	235,8	-	235,8	5,845
		fon	38,6	+ 2,0	40,6	1,006
		tot	936,2	- 5,5	930,7	23,072
Solde du fonds organique au 31 décembre :	(4)=(3)-fon		57,9	+ 10,5	68,4	1,696

13 MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN (vervolg)

	Crédits d'ordonnancement - <i>Ordonnanceringskredieten</i>				ks	CRIP	ORGANISATIE-AFDELINGEN Programma's			
	1999 initial <i>initieel</i> (Mio BEF)	ajustement <i>aanpassing</i> (Mio BEF)	1999 ajusté - <i>aangepast</i>				Activiteiten Basisallocaties			
			(Mio BEF)	(Mio EUR)			(12)	(13)	(14)	
(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)					
	7,2	-	7,2	0,178	ngk		Stimulering tot de aanwerving van allochtonen bij de gemeentelijke politie			
	7,0	+ 4,0	11,0	0,273	fon		Krediet voor de werkingskosten verbonden aan het beheer van het fonds voor de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen, de interne bewakingsdiensten en privé-detectives			
	270,0	-	270,0	6,693	ngk		Toelage aan de N.V. ASTRID ter dekking van de werkingskosten van de gemeenschappelijke infrastructuur			
	0,5	-	0,5	0,012	ngk		Toelage aan de V.Z.W. "Centrum voor Politie-studies"			
	12,0	-	12,0	0,297	ngk		Krediet bestemd voor de bevordering van de aanwerving en de bijzondere opleidingsinitiatieven van de gemeentepolitie evenals van het stimuleren van initiatieven die het verbeteren van het imago van de politie of het bevorderen van de contacten tussen de korpsen, zowel nationaal als internationaal, tot doel hebben			
	1,5	-	1,5	0,037	ngk		Documentatiecentrum "politie en veiligheid"			
	15,0	-	15,0	0,372	ngk		Kosten van het secretariaat inzake het "Schengendossier"			
	166,5	-	166,5	4,127	ngk	I	Krediet bestemd voor de toekenning aan de gemeenten van een toelage voor de verwerving van materieel en uitrusting voor de gemeentepolitie			
	103,2	-	103,2	2,558	gkr	I	Ontwikkeling, realisatie en integratie van een nationaal gecoördineerd radio-, informatica- en datatransmissiesysteem ten behoeve van de politie-overheden en -diensten			
	132,6	-	132,6	3,287	gkr	I	Krediet bestemd voor de verwezenlijking van investeringen met een supralokaal karakter ten behoeve van de gemeentepolitie, en voor de financiering van campagnes en studies			
	123,7	- 7,5	116,2	2,881	ngk	I	Uitgaven voor de algemene ondersteuning van gemeenten waar door tussenkomst van de gemeentepolitie een volwaardige politiezorg wordt gewaarborgd			
	3,0	-	3,0	0,074	fon	I	Krediet voor patrimoniale uitgaven voor het dekken van de kosten voor administratie, controle en toezicht nodig voor de toepassing van de wet van 10 april 1990 betreffende de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen, de interne bewakingsdiensten en privé-detectives			
	40,4	-	40,4	1,001	ngk	R	11 Wetenschapsbeleid			
	661,8	- 7,5	654,3	16,220	ngk		Wetenschappelijk onderzoek in verband met de veiligheid van de burgers			
	235,8	-	235,8	5,845	gkr		Totalen voor het programma 13.56.1			
	38,6	+ 4,0	42,6	1,056	fon					
	936,2	- 3,5	932,7	23,121	tot					
	66,8	+ 8,9	75,7	1,877			Saldo van het organiek fonds op 31 december			

13 MINISTERE DE L'INTERIEUR (suite)

DIVISIONS ORGANIQUES Programmes Activités Allocations de base	DO PA A.B. OA PA B.A. check-digit	sc	Crédits d'engagement - <i>Vastleggingskredieten</i>						
			1999 initial <i>initieel</i> (Mio BEF)	ajustement <i>aanpassing</i> (Mio BEF)	1999 ajusté - <i>aangepast</i>				
			(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
2 Centre gouvernemental de coordination et de crise									
21 Dépenses de personnel									
Rémunérations et allocations généralement quelconques :	56 21 1103 95 32 66 03	cnd	8,0	- 0,6	7,4	0,183			
- personnel statutaire définitif et stagiaire									
Rémunérations et allocations généralement quelconques :	56 21 1104 96 33 67 04	cnd	3,1	- 2,8	0,3	0,007			
- personnel autre que statutaire									
22 Frais de fonctionnement									
Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services (cf. art. 1.01.7 du Budget général des dépenses)	56 22 1201 08 42 76 13	cnd	7,8	-	7,8	0,193			
Dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables	56 22 7401 97 34 68 05	cnd	3,5	-	3,5	0,087			
Totaux pour le programme 13.56.2		cnd	22,4	- 3,4	19,0	0,471			
3 Contrat avec le citoyen									
33 Autres dépenses relatives au fonctionnement									
Crédit pour le financement de campagnes d'information sur l'assistance aux victimes	56 33 1220 29 63 97 34	cnd	3,0	-	3,0	0,074			
Totaux pour le programme 13.56.3		cnd	3,0	-	3,0	0,074			
4 Plan pluriannuel de la Justice									
41 Dépenses de personnel									
Rémunérations et allocations généralement quelconques :	56 41 1104 82 19 53 87	cnd	28,3	- 7,4	20,9	0,518			
- personnel autre que statutaire									
43 Autres dépenses relatives au fonctionnement									
Dépenses de fonctionnement généralement quelconques en rapport avec le système intégré de radio, d'informatique et de transmission de données au profit des services de police	56 43 1244 46 80 17 51	cnd	142,3	- 0,7	141,6	3,510			
Totaux pour le programme 13.56.4		cnd	170,6	- 8,1	162,5	4,028			
5 Euro 2000									
52 Frais de fonctionnement									
Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services (cf art. 1.01.7 du Budget général des dépenses)	56 52 1201 84 21 55 89	cnd	7,3	-	7,3	0,181			
Dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables	56 52 7401 76 13 47 81	cnd	2,7	-	2,7	0,067			
Totaux pour le programme 13.56.5		cnd	10,0	-	10,0	0,248			
Totaux pour la division organique 13-56		crd	1 025,4	+ 3,7 (1,8)	1 029,1 (1,8)	25,511 (0,045)			
		fon	235,8	-	235,8	5,845			
		tot	38,6	+ 2,0	40,6	1,006			
			1 299,8	+ 5,7	1 305,5	32,363			

13 MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN (vervolg)

	Crédits d'ordonnancement - <i>Ordonnanceringskredieten</i>				ks	CRIP	ORGANISATIE-AFDELINGEN Programma's			
	1999 initial <i>initieel</i> (Mio BEF)	ajustement <i>aanpassing</i> (Mio BEF)	1999 ajusté - <i>aangepast</i>				(12)	(13)		
			(Mio BEF)	(Mio EUR)						
	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)			
							2 Coördinatie- en crisiscentrum van de Regering			
	8,0	- 0,6	7,4	0,183	ngk		21 Personeelsuitgaven			
	3,1	- 2,8	0,3	0,007	ngk		Bezoldigingen en allerhande toelagen : - vast en stagedoend statutair personeel			
	7,8	-	7,8	0,193	ngk		Bezoldigingen en allerhande toelagen : - ander dan statutair personeel			
	3,5	-	3,5	0,087	ngk	I	22 Werkingskosten			
	22,4	- 3,4	19,0	0,471	ngk		Bestendige uitgaven voor de aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten (cf art. 1.01.7 van de Algemene uitgavenbegroting)			
	3,0	-	3,0	0,074	ngk		Uitgaven voor de aankoop van duurzame roerende goederen			
	3,0	-	3,0	0,074	ngk		Totalen voor het programma 13.56.2			
							3 Contract met de burger			
							33 Andere werkingsuitgaven			
	28,3	- 7,4	20,9	0,518	ngk		Krediet voor de financiering van informatiecampagnes met betrekking tot slachtofferbejegening			
	142,3	- 0,7	141,6	3,510	ngk		Totalen voor het programma 13.56.3			
	170,6	- 8,1	162,5	4,028	ngk		4 Meerjarenplan van Justitie			
	7,3	-	7,3	0,181	ngk		41 Personeelsuitgaven			
	2,7	-	2,7	0,067	ngk	I	Bezoldigingen en allerhande toelagen : - ander dan statutair personeel			
	10,0	-	10,0	0,248	ngk		43 Andere werkingsuitgaven			
	1 025,4	+ 3,7 (1,8)	1 029,1 (1,8)	25,511 (0,045)	ngk		Allerhande werkingsuitgaven met betrekking tot het geïntegreerd radio-, informatica- en datatransmissiesysteem ten behoeve van de politiediensten			
	235,8	-	235,8	5,845	gkr		Totalen voor het programma 13.56.4			
	38,6	+ 4,0	42,6	1,056	fon		5 Euro 2000			
	1 299,8	+ 7,7	1 307,5	32,412	tot		52 Werkingskosten			
							Bestendige uitgaven voor de aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten (cf art. 1.01.7 van de Algemene uitgavenbegroting)			
							Uitgaven voor de aankoop van duurzame roerende goederen			
							Totalen voor het programma 13.56.5			
							Totalen voor de organisatie-afdeling 13-56			

13 MINISTERE DE L'INTERIEUR (suite)

DIVISIONS ORGANIQUES Programmes Activités Allocations de base	DO PA OA PA check-digit	A.B. B.A. sc	Crédits d'engagement - <i>Vastleggingskredieten</i>			
			1999 initial <i>initieel</i> (Mio BEF)	ajustement <i>aanpassing</i> (Mio BEF)	1999 ajusté - <i>aangepast</i>	
			(5)	(6)	(7)	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
Dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables	59 02 7401 95 32 66 03	cnd	6,0	- 0,4	5,6	0,139
03 Autres dépenses relatives au fonctionnement						
Dépenses de fonctionnement généralement quelconques en rapport avec l'informatisation du Conseil d'Etat	59 03 1220 34 68 05 39	cnd	7,7	-	7,7	0,191
Dépenses relatives à la modernisation de l'organisation de la jurisprudence administrative	59 03 1221 35 69 06 40	fon	1,0	-	1,0	0,025
Dépenses généralement quelconques pour l'achat de matériel informatique	59 03 7408 14 48 82 19	cnd	11,5	-	11,5	0,285
Totaux pour le programme 13.59.0 et pour la division organique 13-59		cnd	801,4	- 23,9 (0,3)	777,5 (0,3) 1,0	19,274 (0,007) 0,025
<i>Solde du fonds organique au 31 décembre :</i>	<i>(4)=(3)-fon</i>	<i>tot</i>	<i>802,4</i>	<i>- 23,9</i>	<i>778,5</i>	<i>19,299</i>
DIVISION 60						
COMMISSARIAT GENERAL AUX REFUGIES ET AUX APATRIDES - COMMISSION DE RECOURS DES REFUGIES						
0 Programme de subsistance						
01 Dépenses de personnel						
Rémunérations et allocations généralement quelconques :	60 01 1103 23 57 91 28	cnd	101,0	+ 10,7	111,7	2,769
- personnel statutaire définitif et stagiaire						
Rémunérations et allocations généralement quelconques :	60 01 1104 24 58 92 29	cnd	278,8	- 52,2	226,6	5,617
- personnel autre que statutaire						
02 Frais de fonctionnement						
Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services (cf. art. 1.01.7 du Budget général des dépenses)	60 02 1201 33 67 04 38	cnd	77,7	+ 5,6 (0,8)	83,3 (0,8)	2,065 (0,020)
Dépenses pour achats exceptionnels de biens non durables et de services	60 02 1207 39 73 10 44	cnd	0,9	+ 2,3	3,2	0,079
Dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables	60 02 7401 25 59 93 30	cnd	15,4	+ 0,3	15,7	0,389
Totaux pour le programme 13.60.0 et pour la division organ	13-60	cnd	473,8	- 33,3 (0,8)	440,5 (0,8)	10,920 (0,020)

13 MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN (vervolg)

Crédits d'ordonnancement - <i>Ordonnanceringeskredieten</i>				ks	CRIP	ORGANISATIE-AFDELINGEN Programma's			
1999 initial initieel (Mio BEF)	ajustement <i>aanpassing</i> (Mio BEF)	1999 ajusté - <i>aangepast</i>				Activiteiten Basisallocaties			
		(Mio BEF)	(Mio EUR)			(12)	(13)	(14)	
(8)	(9)	(10)	(11)						
6,0	- 0,4	5,6	0,139	ngk	I	Uitgaven voor de aankoop van duurzame roerende goederen			
7,7	-	7,7	0,191	ngk		03 Andere werkingsuitgaven			
1,0	-	1,0	0,025	fon		Allerhande werkingsuitgaven met betrekking tot de informatisering van de Raad van State			
11,5	-	11,5	0,285	ngk	I	Uitgaven met betrekking tot de modernisering van de organisatie van de administratieve rechtspraak			
801,4	- 23,9 (0,3)	777,5 (0,3)	19,274 (0,007)	ngk		Allerhande uitgaven voor aankoop van informatica-apparatuur			
1,0	-	1,0	0,025	fon		Totalen voor het programma 13.59.0 en voor de organisatie-afdeling 13-59			
802,4	- 23,9	778,5	19,299	tot					
-	-	-	-			<i>Saldo van het organiek fonds op 31 december</i>			
AFDELING 60									
COMMISSARIAAT-GENERAAL VOOR DE VLUCHTELINGEN EN DE STAATLOZEN - BEROEPSCOMMISIE VOOR DE VLUCHTELINGEN									
0 Bestaansmiddelenprogramma									
01 Personeelsuitgaven									
101,0	+ 10,7	111,7	2,769	ngk		Bezoldigingen en allerhande toelagen : - vast en stagedoend statutair personeel			
278,8	- 52,2	226,6	5,617	ngk		Bezoldigingen en allerhande toelagen : - ander dan statutair personeel			
02 Werkingskosten									
77,7	+ 5,6 (0,8)	83,3 (0,8)	2,065 (0,020)	ngk		Bestendige uitgaven voor de aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten (cf art. 1.01.7 van de Algemene uitgavenbegroting)			
0,9	+ 2,3	3,2	0,079	ngk		Uitgaven voor uitzonderlijke aankopen van niet-duurzame goederen en van diensten			
15,4	+ 0,3	15,7	0,389	ngk	I	Uitgaven voor de aankoop van duurzame roerende goederen			
473,8	- 33,3 (0,8)	440,5 (0,8)	10,920 (0,020)	ngk		Totalen voor het programma 13.60.0 en voor de organisatie-afdeling 13-60			

13 MINISTERE DE L'INTERIEUR (suite)

DIVISIONS ORGANIQUES Programmes Activités Allocations de base	DO PA A.B. OA PA BA. check-digit	sc	Crédits d'engagement - <i>Vastleggingshredieten</i>						
			1999 initial <i>initieel</i> (Mio BEF)	ajustement <i>aanpassing</i> (Mio BEF)	1999 ajusté - <i>aangepast</i> (Mio BEF)	(Mio EUR)			
			(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
1 Contrat avec le citoyen									
11 Dépenses de personnel									
Rémunérations et allocations généralement quelconques :	60 11 1104 17 51 85 22	cnd	20,0	- 20,0	-	-			
- personnel autre que statutaire		cnd	20,0	- 20,0	-	-			
Totaux pour le programme 13.60.1		cnd	493,8	- 53,3 (0,8)	440,5 (0,8)	10,920 (0,020)			
Totaux pour la division organique 13-60		cnd	12 258,2	- 193,3 (32,0)	12 064,9 (32,0)	299,081 (0,793)			
TOTAUX : 13 MINISTERE DE L'INTERIEUR		crd	1 001,9	+ 1,4	1 003,3	24,871			
		fon	607,9	+ 2,0	609,9	15,119			
		tot	13 868,0	- 189,9	13 678,1	339,071			

13 MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN (vervolg)

	Crédits d'ordonnancement - <i>Ordonnanceringskredieten</i>				ks	CRIP	ORGANISATIE-AFDELINGEN Programma's			
	1999 initial <i>initieel</i> (Mio BEF)	ajustement <i>aanpassing</i> (Mio BEF)	1999 ajusté - <i>uangepast</i>				(12)	(13)		
			(Mio BEF)	(Mio EUR)						
	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)			
	20,0	- 20,0	-	-	ngk		1 Contract met de burger			
	20,0	- 20,0	-	-	ngk		11 Personeelsuitgaven			
	493,8	- 53,3 (0,8)	440,5 (0,8)	10,920 (0,020)	ngk		Bezoldigingen en allerhande toelagen : - ander dan statutair personeel			
	12 258,2	- 193,3 (32,0)	12 064,9 (32,0)	299,081 (0,793)	ngk		Totalen voor het programma 13.60.1			
	1 379,8	+ 71,8	1 451,6	35,984	gkr		Totalen voor de organisatie-afdeling 13-60			
	655,4	+ 86,8	742,2	18,399	fon		TOTALEN : 13 MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN			
	14 293,4	- 34,7	14 258,7	353,464	tot					

13 MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN (vervolg)

Crédits d'ordonnancement - <i>Ordonnanceringskredieten</i>				ks	CRIP	ORGANISATIE-AFDELINGEN Programma's			
1999 initial <i>initieel</i> (Mio BEF)	ajustement <i>aanpassing</i> (Mio BEF)	1999 ajusté - <i>aangepast</i>				Activiteiten Basisallocaties			
		(Mio BEF)	(Mio EUR)			(12)	(13)	(14)	
(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)				
15,0	-	15,0	0,372	ngk	I	Investeringsuitgaven voor het aanschaffen van materieel bestemd voor de interventies ondermeer in geval van rampspoedige gebeurtenissen, catastrofen of schadegevallen			
7,3	- 0,7	6,6	0,164	ngk		21 Directie Telecom en gebouwen			
69,7	- 0,7	69,0	1,710	ngk		Onderhoudsuitgaven van de alarmverspreidingscentra. - Onderhoud, aanpassing en uitbreiding van het burgerlijk telefonisch alarmeringsnet. - Onderhoud van een radio-telefonisch net en van de nationale detectieketen			
9,1	-	9,1	0,226	ngk		Exploitatiekosten van het nationaal informaticanet van de hulpdiensten			
3,9	- 0,2 (0,2)	3,7 (0,2)	0,092 (0,005)	ngk		Allerhande uitgaven met betrekking tot de werking van het gouvernementele telecommunicatienet			
-	+ 0,4	0,4	0,010	gkr	I	Bijdrage van het Ministerie van Binnenlandse Zaken in de uitgaven veroorzaakt aan de gemeenten door de installatie en de uitrusting van de hulpcentra "100" ("900"). (De betaling kan rechtstreeks aan de leveranciers geschieden)			
170,0	- 55,0	115,0	2,851	gkr	I	Aanschaffing van materieel voor de installatie en de uitrusting van de hulpcentra "100" ("900")			
3,5	-	3,5	0,087	gkr	I	Krediet bestemd voor de verwezenlijking van het nationaal informaticanet van de hulpdiensten			
16,0	-	16,0	0,397	fon		Tussenkomst van de Staat in de kosten voor de uitvoering van telecommunicatiwerkzaamheden voor rekening van het telecommunicatienet van de Regering			
						22 Directie van de Inspectie van de hulpdiensten			
121,4	- 1,7 (0,3)	119,7 (0,3)	2,967 (0,007)	ngk		Variabel krediet bestemd voor het financieren van de beroepsopleiding voor leden van de brandweerkorpsen en van de Civiele Bescherming, alsmede van het onderzoek en de informatie betreffende preventie en bestrijding van brand en ontsteking en tot het dekken van de uitgaven voor het toekennen van subsidies aan de gemeenten voor de behoeften van de brandweerdiensten			
668,2	+ 16,6	684,8	16,976	gkr		Totalen voor het programma 13.54.2			
16,0	-	16,0	0,397	fon					
805,6	+ 14,9	820,5	20,340	tot					
59,2	- 10,0	49,2	1,220			Saldo van het organiek fonds op 31 december			
3,0	- 0,1 (0,1)	2,9 (0,1)	0,072 (0,002)	ngk		3 Directie van de studies en documentatie			
						30 Directie van de studies en documentatie			
						Kosten van voorlichting, documentatie en public relations inzake civiele bescherming			

13 MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN (vervolg)

	Crédits d'ordonnancement - <i>Ordonnanceringshredieten</i>				ks	CRIP	ORGANISATIE-AFDELINGEN Programma's			
	1999 initial <i>initieel</i> (Mio BEF)	ajustement <i>aanpassing</i> (Mio BEF)	1999 ajusté - <i>aangepast</i>				(12)	(13)		
			(Mio BEF)	(Mio EUR)						
	(8)	(9)	(10)	(11)			(14)			
	111,9	+ 19,2	131,1	3,250	fon	I	Krediet bestemd tot het dekken van allerhande investeringsuitgaven met betrekking tot de bescherming van de bevolking tegen de gevaren van ioniserende straling			
	146,4	+ 33,1	179,5	4,450	fon		Totalen voor het programma 13.54.5			
	324,5	- 12,7	311,8	7,729			<i>Saldo van het organiek fonds op 31 december</i>			
							6 Directie van de logistiek			
	5,2	- 0,4	4,8	0,119	ngk		60 Directie van de logistiek			
	-	+ 2,5	2,5	0,062	ngk		Inrichting van lokalen ten gebruik van de Civiele Bescherming - Allerhande inrichtingswerken			
	0,2	-	0,2	0,005	ngk		Uitgaven voor het financieren van de demilitarising van de site van de ex-P.R.B. van Balen (pro memoria)			
	34,7	+ 0,6	35,3	0,875	ngk		Toelage aan de Koninklijke Vereniging der brandweerkorpsen van België en aan het Nationaal Fonds voor hulpverlening aan brandweerlieden			
	301,9	-	301,9	7,484	ngk		Tussenkomst van de Staat ten voordele van de Shape met het oog op de bescherming van de vestiging tegen brand			
	32,0	-	32,0	0,793	ngk		Terugbetaling aan de gemeenten, hulpcentra "100" ("900") van de werkingskosten van deze centra. (De betaling kan rechtstreeks aan de leveranciers geschieden) (cf art. 2.13.2 van de Algemene uitgavenbegroting)			
	374,0	+ 2,7	376,7	9,338	ngk		Inrichten van cursussen voor officieren van de brandweerdiensten en voor brandweerlieden en bijdrage ten gunsten van de opleidingscentra			
	1 480,0	- 49,7 (4,8)	1 430,3 (4,8)	35,456 (0,119)	ngk		Totalen voor het programma 13.54.6			
	668,2	+ 16,6	684,8	16,976	gkr		Totalen voor de organisatie-afdeling 13-54			
	400,2	+ 33,1	433,3	10,741	fon					
	2 548,4	-	2 548,4	63,173	tot		AFDELING 55			
							TOEZICHT OP DE VREEMDELINGEN			
	559,1	- 11,3	547,8	13,580	ngk		0 Bestaansmiddelenprogramma			
							01 Personeelsuitgaven			
							Bezoldigingen en allerhande toelagen : - vast en stagedoend statutair personeel			

13 MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN (vervolg)

	Crédits d'ordonnancement - <i>Ordonnanceringskredieten</i>				ks	CRIP	ORGANISATIE-AFDELINGEN Programma's			
	1999 initial <i>initieel</i> (Mio BEF)	ajustement <i>aanpassing</i> (Mio BEF)	1999 ajusté - <i>aangepast</i>				Activiteiten Basisallocaties			
			(Mio BEF)	(Mio EUR)			(12)	(13)		
	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)		(14)		
	20,0	- 20,0	-	-	ngk		1 Contract met de burger			
	20,0	- 20,0	-	-	ngk		11 Personeelsuitgaven			
	493,8	- 53,3 (0,8)	440,5 (0,8)	10,920 (0,020)	ngk		Bezoldigingen en allerhande toelagen : - ander dan statutair personeel			
	12 258,2	- 193,3 (32,0)	12 064,9 (32,0)	299,081 (0,793)	ngk		Totalen voor het programma 13.60.1			
	1 379,8	+ 21,8	1 401,6	34,745	gkr		Totalen voor de organisatie-afdeling 13-60			
	655,4	+ 86,8	742,2	18,399	fon		TOTALEN : 13 MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN			
	14 293,4	- 84,7	14 208,7	352,225	tot					

BLANCO BLZ. 97

15 COOPERATION INTERNATIONALE (suite)

DIVISIONS ORGANIQUES Programmes Activités Allocations de base	DO PA A.B. O&PA B.A. check-digit	sc	Crédits d'engagement - <i>Vastleggingskredieten</i>			
			1999 initial <i>initieel</i> (Mio BEF)	ajustement <i>aanpassing</i> (Mio BEF)	1999 ajusté - <i>aangepast</i>	
			(5)	(6)	(7)	
(1)	(2)	(3)	(4)			
Prévention de conflits, reconstruction de paix et droits de l'homme via les institutions internationales (cf. art. 2.15.5 du Budget général des dépenses et art. 2.15.2 du Budget général des dépenses ajusté) (ex 54 32 3524)	54 41 3524 24 58 92 29	cnd	200,0	-	200,0	4,958
42 Aide d'urgence						
Prévention, secours, réhabilitation à court terme et action humanitaire (cf. art. 2.15.5 et 2.15.10 du Budget général des dépenses (ex 54 18 3580)	54 42 3580 89 26 60 94	cnd	355,0	+ 45,0	400,0	9,916
43 Information, sensibilisation et formation						
Formation de candidats et de participants à des actions de coopération (cf. art. 2.15.5 et 2.15.10 du Budget général des dépenses) (ex 54 62 1220)	54 43 1220 66 03 37 71	cnd	21,0	-	21,0	0,521
Information relative à la politique (cf. art. 2.15.5 du Budget général des dépenses) (ex 54 09 1228)	54 43 1228 74 11 45 79	cnd	67,0	- 2,0 (2,0)	65,0 (2,0)	1,611 (0,050)
Sensibilisation par des tiers (cf. art. 2.15.5 du Budget général des dépenses) (ex 54 62 3320)	54 43 3329 41 75 12 46	cnd	110,0	+ 9,7 (0,3)	119,7 (0,3)	2,967 (0,007)
Subsides pour l'organisation et la participation à des réunions concernant la coopération avec les pays à faible revenu (cf. art. 2.15.2 et 2.15.5 du Budget général des dépenses) (ex 54 62 3521)	54 43 3521 39 73 10 44	cnd	15,0	-	15,0	0,372
Totaux pour le programme 15.54.4		cnd	1 018,0	+ 47,4 (7,6)	1 065,4 (7,6)	26,411 (0,188)
		fon	750,0	-	750,0	18,592
		tot	1 768,0	+ 47,4	1 815,4	45,003
<i>Solde du fonds organique au 31 décembre :</i>	(4)=(3)-fon					
Totaux pour la division organique 15-54		cnd	16 881,5	+ 261,0 (28,3)	17 142,5 (28,3)	424,952 (0,702)
		crd	4 790,1	- 401,8	4 388,3	108,783
		fon	750,0	-	750,0	18,592
		tot	22 421,6	- 140,8	22 280,8	552,327
TOTAUX : 15 COOPERATION INTERNATIONALE		cnd	16 881,5	+ 261,0 (28,3)	17 142,5 (28,3)	424,952 (0,702)
		crd	4 790,1	- 401,8	4 388,3	108,783
		fon	750,0	-	750,0	18,592
		tot	22 421,6	- 140,8	22 280,8	552,327

15 INTERNATIONALE SAMENWERKING (vervolg)

	Crédits d'ordonnancement - <i>Ordonnanceringskredieten</i>			ks	CRIP	ORGANISATIE-AFDELINGEN Programma's		
	1999 initial <i>initieel</i> (Mio BEF)	ajustement <i>aanpassing</i> (Mio BEF)	1999 ajusté - <i>uangepast</i>			Activiteiten Basisallocaties		
			(Mio BEF)	(Mio EUR)		(12)	(13)	(14)
	(8)	(9)	(10)	(11)				
	200,0	-	200,0	4,958	ngk	Conflictpreventie, vredesopbouw en mensenrechten via internationale instellingen (cf. art. 2.15.5 van de Algemene Uitgavenbegroting en art. 2.15.2 van de Aangepaste Algemene Uitgavenbegroting) (ex 54 32 3524)		
	355,0	+ 45,0	400,0	9,916	ngk	42 Urgentiehulp Preventie, noodhulp, hulp voor rehabilitatie op korte termijn en humanitaire actie (cf. art. 2.15.5 en 2.15.10 van de Algemene Uitgavenbegroting) (ex 54 18 3580)		
	21,0	-	21,0	0,521	ngk	43 Informatie, sensibilisering en vorming Vorming van kandidaten en medewerkers aan samenwerkingsacties (cf. art. 2.15.5 en 2.15.10 van de Algemene Uitgavenbegroting) (ex 54 62 1220)		
	67,0	- 2,0 (2,0)	65,0 (2,0)	1,611 (0,050)	ngk	Informatie over het beleid (cf. art. 2.15.5 van de Algemene Uitgavenbegroting) (ex 54 09 1228)		
	110,0	+ 9,7 (0,3)	119,7 (0,3)	2,967 (0,007)	ngk	Sensibilisering door derden (cf. art. 2.15.5 van de Algemene Uitgavenbegroting) (ex 54 62 3320)		
	15,0	-	15,0	0,372	ngk	Subsidies voor organisatie van en deelname aan vergaderingen inzake samenwerking met de lage-inkomenslanden (cf. art. 2.15.2 en 2.15.5 van de Algemene Uitgavenbegroting) (ex 54 62 3521)		
	1 018,0	+ 47,4 (7,6)	1 065,4 (7,6)	26,411 (0,188)	ngk	Totalen voor het programma 15.54.4		
	750,0	-	750,0	18,592	fon			
	1 768,0	+ 47,4	1 815,4	45,003	tot			
	3 263,7	+ 0,2	3 263,9	80,910		<i>Saldo van het organiek fonds op 31 december</i>		
	16 881,5	+ 261,0 (28,3)	17 142,5 (28,3)	424,952 (0,702)	ngk	Totalen voor de organisatie-afdeling 15-54		
	5 198,8	- 401,8	4 797,0	118,915	gkr			
	750,0	-	750,0	18,592	fon			
	22 830,3	- 140,8	22 689,5	562,458	tot			
	16 881,5	+ 261,0 (28,3)	17 142,5 (28,3)	424,952 (0,702)	ngk	TOTALEN : 15 INTERNATIONALE SAMENWERKING		
	5 198,8	- 401,8	4 797,0	118,915	gkr			
	750,0	-	750,0	18,592	fon			
	22 830,3	- 140,8	22 689,5	562,458	tot			

18 MINISTERE DES FINANCES (suite)

DIVISIONS ORGANIQUES Programmes Activités Allocations de base	DO PA A.B. OA PA B.A. check-digit	sc	Crédits d'engagement - <i>Vastleggingskredieten</i>			
			1999 initial <i>initieel</i> (Mio BEF)	ajustement <i>aanpassing</i> (Mio BEF)	1999 ajusté - <i>aangepast</i>	
			(5)	(6)	(7)	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
Crédit provisionnel destiné à couvrir les dépenses nécessaires à la mise en oeuvre de l'accord interprofessionnel 1999-2000 (cfr. art. 2-18-2 de l'ajustement du budget général des dépenses).	60 10 0110 35 69 06 40	cnd	-	+ 1 000,0	1 000,0	24,789
Crédit provisionnel destiné au paiement de dépenses de toute nature concernant la crise au Kosovo (cfr. art. 2-18-4 de l'ajustement du budget général des dépenses).	60 10 0111 36 70 07 41	cnd	-	+ 460,0	460,0	11,403
Totaux pour le programme 18.60.1		cnd	260,0	+ 1 643,0	1 903,0	47,174
Totaux pour la division organique 18-60		cnd	438,4	+ 1 633,0	2 071,4	51,349
DIVISION 61						
ADMINISTRATION DE LA TRESORERIE						
0 Subsistance						
01 Dépenses de personnel						
Rémunérations et allocations généralement quelconques:	61 01 1103 04 38 72 09	cnd	710,0	+ 20,0	730,0	18,096
- personnel statutaire définitif et stagiaire						
Rémunérations et allocations généralement quelconques:	61 01 1104 05 39 73 10	cnd	100,0	-	100,0	2,479
- personnel autre que statutaire						
Rémunérations et allocations généralement quelconques:	61 01 1106 07 41 75 12	cnd	7,5	-	7,5	0,186
- personnel statutaire définitif et stagiaire de la Caisse nationale des Calamités.						
Rémunérations et allocations généralement quelconques:	61 01 1107 08 42 76 13	cnd	3,1	-	3,1	0,077
- personnel statutaire définitif et stagiaire de la Caisse nationale des Pensions de la Guerre.						
02 Frais de fonctionnement						
Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services.(cf. art.1-01-7 budget général des dépenses)	61 02 1201 14 48 82 19	cnd	134,7	-	134,7	3,339
Dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables.	61 02 7401 06 40 74 11	cnd	28,2	-	28,2	0,699
03 Autres dépenses relatives au fonctionnement						
Taxes et frais résultant de l'emploi du Service des chèques postaux par les diverses administrations du département.	61 03 1224 46 80 17 51	cnd	155,0	- 5,0	150,0	3,718
Crédit destiné à couvrir les dépenses à résulter de la création et du fonctionnement des centres de traitement de l'information du Ministère des Finances.	61 03 1228 50 84 21 55	cnd	74,3	+ 4,1	78,4	1,943
Pertes résultant de déficits des comptables de l'Etat ainsi que d'événements extraordinaires.	61 03 3441 32 66 03 37	cnd	1,0	-	1,0	0,025

18 MINISTERIE VAN FINANCIEN (vervolg)

	Crédits d'ordonnancement - <i>Ordonnanceringskredieten</i>			ks	CRIP	ORGANISATIE-AFDELINGEN Programma's		
	1999 initial <i>initieel</i> (Mio BEF)	ajustement <i>aanpassing</i> (Mio BEF)	1999 ajusté - <i>aangepast</i>			Activiteiten Basisallocaties		
			(Mio BEF)	(Mio EUR)		(12)	(13)	
(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)		
-	+ 1 000,0	1 000,0	24,789	ngk		Provisioneel krediet bestemd om de uitgaven te dekken nodig om het interprofessioneel akkoord 1999-2000 ten uitvoer te leggen (cfr. art. 2-18-2 van de aanpassing van de Algemene uitgavenbegroting).		
-	+ 460,0	460,0	11,403	ngk		Provisioneel krediet bestemd voor de betaling van allerhande uitgaven in verband met de crisis in Kosovo (cfr. art. 2-18-4 van de aanpassing van de Algemene uitgavenbegroting).		
260,0	+ 1 643,0	1 903,0	47,174	ngk		Totalen voor het programma 18.60.1		
438,4	+ 1 633,0	2 071,4	51,349	ngk		Totalen voor de organisatie-afdeling 18-60		
AFDELING 61								
ADMINISTRATIE DER THESAURIE								
0 Bestaansmiddelen								
01 Personeelsuitgaven								
710,0	+ 20,0	730,0	18,096	ngk		Bezoldigingen en allerhande toelagen : - vast en stagedoend statutair personeel		
100,0	-	100,0	2,479	ngk		Bezoldigingen en allerhande toelagen : - ander dan statutair personeel		
7,5	-	7,5	0,186	ngk		Bezoldigingen en allerhande toelagen : - vast en stagedoend statutair personeel van de Nationale Kas voor Rampenschade.		
3,1	-	3,1	0,077	ngk		Bezoldigingen en allerhande toelagen : - vast en stagedoend statutair personeel van de Nationale Kas voor Oorlogspensioenen.		
02 Werkingskosten								
134,7	-	134,7	3,339	ngk		Bestendige uitgaven voor aankopen van niet-duurzame goederen en van diensten.(cf. art.1-01-7 algemene uitgavenbegroting)		
28,2	-	28,2	0,699	ngk	I	Uitgaven voor de aankoop van duurzame roerende goederen.		
03 Andere werkingsuitgaven								
155,0	- 5,0	150,0	3,718	ngk		Retributies en kosten voortvloeiend uit de tussenkomst van de Postcheckdienst in de verrichtingen van de verschillende administraties van het departement.		
74,3	+ 4,1	78,4	1,943	ngk		Krediet bestemd om de uitgaven te dekken van de oprichting en de werking van de informatieverwerkende centra van het Ministerie van Financiën.		
1,0	-	1,0	0,025	ngk		Verliezen voortspruitend uit tekorten van de rekenplichtigen van de Staat alsmede uit buitengewone voorvalen.		

18 MINISTERE DES FINANCES (suite)

DIVISIONS ORGANIQUES Programmes Activités Allocations de base	DO PA A.B. OA PA B.A. check-digit	sc	Crédits d'engagement - <i>Vastleggingskredieten</i>			
			1999 initial <i>initieel</i> (Mio BEF)	ajustement <i>aanpassing</i> (Mio BEF)	1999 ajusté - <i>aangepast</i>	
			(4)	(5)	(6) (Mio BEF)	(7) (Mio EUR)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
Adhésion et contribution de la Belgique au Fonds africain de développement.	61 37 8409 68 05 39 73	cnd	-	+ 590,0	590,0	14,626
Souscription de la Belgique au capital de la Banque interaméricaine de développement et contribution au Fonds des opérations spéciales.	61 37 8410 69 06 40 74	cnd	106,0	-	106,0	2,628
Contribution de la Belgique au Fonds asiatique de développement.	61 37 8411 70 07 41 75	cnd	146,7	-	146,7	3,637
Souscription de la Belgique au capital de la Banque africaine de développement.	61 37 8414 73 10 44 78	cnd	21,0	-	21,0	0,521
38 Subsides et dotations						
Prêts à des Etats étrangers (issue de l'A.B. 18.61 38.84.15).	61 38 8416 84 21 55 89	crd	834,3	-	834,3	20,682
Totaux pour le programme 18.61.3						
		cnd	282,8	+ 590,0	872,8	21,636
		crd	834,3	-	834,3	20,682
		tot	1 117,1	+ 590,0	1 707,1	42,318
4 Soutien économique						
48 Dotations						
Dépenses découlant de l'octroi et de l'exécution de la garantie de l'Etat pour l'expansion économique et pour les habitations sociales et dépenses relatives aux aides financières accordées aux charbonnages et aux anciens coloniaux. (issues des fonds budgétaires 60.01.A, 60.06.A, 63.01.A, 63.02.B et 63.03.B)	61 48 5101 60 94 31 65	cnd	1 167,5	- 151,5	1 016,0	25,186
Totaux pour le programme 18.61.4						
		cnd	1 167,5	- 151,5	1 016,0	25,186
Totaux pour la division organique 18-61						
		cnd	4 571,4	+ 1 064,3	5 635,7	139,705
		crd	834,3	-	834,3	20,682
		tot	5 405,7	+ 1 064,3	6 470,0	160,387
DIVISION 62						
ADMINISTRATION DES PENSIONS						
0 Subsistance						
01 Dépenses de personnel						
Rémunérations et allocations généralement quelconques: - personnel statutaire définitif et stagiaire	62 01 1103 31 65 02 36	cnd	580,0	+ 20,0	600,0	14,874
Rémunérations et allocations généralement quelconques: - personnel autre que statutaire	62 01 1104 32 66 03 37	cnd	60,0	-	60,0	1,487
02 Frais de fonctionnement						
Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services. (cf. art. 1-01-7 budget général des dépenses)	62 02 1201 41 75 12 46	cnd	84,5	-	84,5	2,095

18 MINISTERIE VAN FINANCIEN (vervolg)

Crédits d'ordonnancement - <i>Ordonnanceringskredieten</i>				ks	CRIP	ORGANISATIE-AFDELINGEN Programma's			
1999 initial <i>initieel</i> (Mio BEF)	ajustement <i>aanpassing</i> (Mio BEF)	1999 ajusté - <i>aangepast</i>				Activiteiten Basisallocaties			
		(Mio BEF)	(Mio EUR)			(12)	(13)	(14)	
(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)				
-	+ 590,0	590,0	14,626	ngk		Toetreding en bijdrage van België tot het Afrikaans Ontwikkelingsfonds.			
106,0	-	106,0	2,628	ngk		Inschrijving van België op het kapitaal van de Interamerikaanse Ontwikkelingsbank en bijdrage tot het Fonds voor Bijzondere Verrichtingen.			
146,7	-	146,7	3,637	ngk		Bijdrage van België tot het Aziatisch Ontwikkelingsfonds.			
21,0	-	21,0	0,521	ngk		Inschrijving van België op het kapitaal van de Afrikaanse Ontwikkelingsbank.			
797,3	-	797,3	19,765	gkr		38 Subsidies en dotaties			
282,8	+ 590,0	872,8	21,636	ngk		Leningen aan vreemde Staten.(ontstaan uit B.A. 18.61.38.84.15).			
797,3	-	797,3	19,765	gkr		Totalen voor het programma 18.61.3			
1 080,1	+ 590,0	1 670,1	41,401	tot		4 Economische steun			
1 167,5	- 151,5	1 016,0	25,186	ngk		48 Dotaties			
1 167,5	- 151,5	1 016,0	25,186	ngk		Uitgaven voortvloeiend uit de toekenning en de uitvoering van de staatswaarborg voor economische expansie en voor sociale huisvesting en uitgaven met betrekking tot de financiële tussenkomsten toegekend aan de steenkolenmijnen en aan de oud-kolonialen.(ontstaan uit de begrotingsfondsen 60.01.A,60.06.A,63.01.A,63.02.B en 63.03.B)			
4 571,4	+ 1 064,3	5 635,7	139,705	ngk		Totalen voor het programma 18.61.4			
797,3	-	797,3	19,765	gkr		Totalen voor de organisatie-afdeling 18-61			
5 368,7	+ 1 064,3	6 433,0	159,470	tot		AFDELING 62			
580,0	+ 20,0	600,0	14,874	ngk		ADMINISTRATIE DER PENSIOENEN			
60,0	-	60,0	1,487	ngk		0 Bestaansmiddelen			
84,5	-	84,5	2,095	ngk		01 Personeelsuitgaven			
						Bezoldigingen en allerhande toelagen : - vast en stagedoend statutair personeel			
						Bezoldigingen en allerhande toelagen : - ander dan statutair personeel			
						02 Werkingskosten			
						Bestendige uitgaven voor aankopen van niet-duurzame goederen en van diensten.(cf. art.1-01-7 algemene uitgavenbegroting)			

18 MINISTERE DES FINANCES (suite)

DIVISIONS ORGANIQUES Programmes Activités Allocations de base	DO PA A.B. OA PA B.A. check-digit	sc	Crédits d'engagement - <i>Vastleggingskredieten</i>						
			1999 initial <i>initieel</i> (Mio BEF)	ajustement <i>aanpassing</i> (Mio BEF)	1999 ajusté - <i>aangepast</i>				
			(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
32 Frais de fonctionnement									
Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services. (cf. art.1-01-7 budget général des dépenses)	80 32 1201 21 55 89 26	cnd	144,9	+ 127,3	272,2		6,748		
Dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables.	80 32 7401 13 47 81 18	cnd	7,0	-	7,0		0,174		
33 Autres dépense relatives au fonctionnement									
Crédit destiné à couvrir les dépenses à résulter de la création et du fonctionnement des centres de traitement de l'information du Ministère des Finances.	80 33 1228 57 91 28 62	cnd	5,1	-	5,1		0,126		
Totaux pour le programme 18.80.3		cnd	1 697,0	+ 127,3	1 824,3		45,223		
Totaux pour la division organique 18-80		cnd	2 647,5	+ 157,9	2 805,4		69,544		
TOTAUX : 18 MINISTERE DES FINANCES		cnd	53 880,2	+ 2 460,4 (8,7)	56 340,6 (8,7)		1 396,647 (0,216) 21,304		
		crd	859,4	-	859,4				
		tot	54 739,6	+ 2 460,4	57 200,0		1 417,951		

18 MINISTERIE VAN FINANCIEN (vervolg)

	Crédits d'ordonnancement - <i>Ordonnanceringskredieten</i>				ks	CRIP	ORGANISATIE-AFDELINGEN Programma's			
	1999 initial <i>initieel</i> (Mio BEF)	ajustement <i>aanpassing</i> (Mio BEF)	1999 ajusté - <i>aangepast</i>				Activiteiten Basisallocaties			
			(Mio BEF)	(Mio EUR)			(12)	(13)		
	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)			
							32 Werkingskosten			
	144,9	+ 127,3	272,2	6,748	ngk		Bestendige uitgaven voor aankopen van niet-duurzame goederen en van diensten.(cf. art.1-01-7 algemen uitgavenbegroting)			
	7,0	-	7,0	0,174	ngk		Uitgaven voor de aankoop van duurzame roerende goederen.			
	5,1	-	5,1	0,126	ngk		33 Andere werkingsuitgaven			
	1 697,0	+ 127,3	1 824,3	45,223	ngk		Krediet bestemd om de uitgaven te dekken van de oprichting en de werking van de informatieverwerkende centra van het Ministerie van Financien.			
	2 647,5	+ 157,9	2 805,4	69,544	ngk		Totalen voor het programma 18.80.3			
	53 880,2	+ 2 460,4 (8,7)	56 340,6 (8,7)	1 396,647 (0,216) 822,4 20,387	ngk		Totalen voor de organisatie-afdeling 18-80			
	822,4	-			gkr		TOTALEN : 18 MINISTERIE VAN FINANCIEN			
	54 702,6	+ 2 460,4	57 163,0	1 417,034	tot					

**26 MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTE PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT. (suite)**

DIVISIONS ORGANIQUES Programmes	DO PA A.B. OA PA B.A. check-digit	sc	Crédits d'engagement - <i>Vastleggingskredieten</i>						
			1999 initial <i>initieel</i>	ajustement <i>aanpassing</i>	1999 ajusté - <i>aangepast</i>				
			(Mio BEF)		(Mio BEF)	(Mio EUR)			
Activités Allocations de base			(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
Indemnisation victimes du drame du Heysel 29 mai 1985	55 11 3480 82 19 53 87	cnd	0,1	-	0,1		0,002		
Minimum socio-vital - remplace l'A.B. 55.11.3416	55 11 4316 45 79 16 50	cnd	10 940,1	- 584,1	10 356,0		256,719		
Pension alimentaire enfants - remplace l'A.B. 55.11.3481	55 11 4381 13 47 81 18	cnd	164,0	-	164,0		4,065		
Totaux pour le programme 26.55.1		cnd	11 149,3	- 580,0 (0,6)	10 569,3 (0,6)		262,006 (0,015)		
2 Handicapés									
21 Fonctionnement traitement des dossiers									
Achats de biens non durables et de services	55 21 1201 27 61 95 32	cnd	110,8	- 0,7	110,1		2,729		
Frais d'administration résultant d'exams médicaux	55 21 1233 59 93 30 64	cnd	54,7	-	54,7		1,356		
22 Allocations									
Paiement des allocations aux handicapés en application de la loi du 27 février 1987, modifiée et complétée par la loi-programme du 22 décembre 1989	55 22 3406 10 44 78 15	cnd	37 513,8	+ 816,1	38 329,9		950,174		
23 Attestations									
Cartes de parking et attestations	55 23 1201 45 79 16 50	cnd	3,3	-	3,3		0,082		
28 Centres médicaux									
Entretien et énergie centres médicaux	55 28 1201 90 27 61 95	cnd	11,1	- 8,5	2,6		0,064		
Totaux pour le programme 26.55.2		cnd	37 693,7	+ 806,9	38 500,6		954,405		
3 Accueil réfugiés									
31 Personnel									
Rémunérations et allocations généralement quelconques :	55 31 1103 19 53 87 24	cnd	10,3	- 1,3	9,0		0,223		
- personnel statutaire définitif et stagiaire									
Rémunérations et allocations généralement quelconques :	55 31 1104 20 54 88 25	cnd	203,1	- 3,3	199,8		4,953		
- personnel autre que statutaire									
32 Fonctionnement et subsides									
Frais de fonctionnement centres d'accueil	55 32 1201 29 63 97 34	cnd	347,0	- 3,5	343,5		8,515		
Informatique frais de fonctionnement	55 32 1224 52 86 23 57	cnd	1,3	-	1,3		0,032		
Allocations aux organisations, e.a. la Croix Rouge, l'Organisation Internationale de Migration et les organisations concernant la loi du 2 avril 1965.	55 32 3326 20 54 88 25	cnd	993,7	+ 190,5	1 184,2		29,356		

**26 MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN, VOLKSGEZONDHEID
EN LEEFMILIEU. (vervolg)**

	Crédits d'ordonnancement - <i>Ordonnancementskredieten</i>			ks	CRIP	ORGANISATIE-AFDELINGEN Programma's				
	1999 initial <i>initieel</i> (Mio BEF)	ajustement <i>aanpassing</i> (Mio BEF)	1999 ajusté - <i>uangepast</i>			(12)	(13)	Activiteiten Basisallocaties		
			(Mio BEF)							
	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)			
	0,1	-	0,1	0,002	ngk		Schadeloosstelling slachtoffers Heizeldrama 29 mei 1985			
	10 940,1	- 584,1	10 356,0	256,719	ngk		Bestaansminimum - vervangt B.A. 55.11.3416			
	164,0	-	164,0	4,065	ngk		Onderhoudsgeld kinderen - vervangt B.A. 55.11.3481			
	11 149,3	- 580,0 (0,6)	10 569,3 (0,6)	262,006 (0,015)	ngk		Totalen voor het programma 26.55.1			
							2 Gehandicapten			
	110,8	- 0,7	110,1	2,729	ngk		21 Werking dossierbehandeling			
	54,7	-	54,7	1,356	ngk		Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten			
	37 513,8	+ 816,1	38 329,9	950,174	ngk	P	Administratiekosten wegens medische onderzoeken			
							22 Tegenmoetkomingen			
							Betaling van de tegemoetkomingen aan de gehandicapten bij toepassing van de wet van 27 februari 1987, gewijzigd en aangevuld door de programlawet van 22 december 1989			
	3,3	-	3,3	0,082	ngk		23 Attesten			
	11,1	- 8,5	2,6	0,064	ngk		Parkeerkaarten en getuigschriften			
	37 693,7	+ 806,9	38 500,6	954,405	ngk		28 Medische centra			
							Onderhoud en energie medische centra			
							Totalen voor het programma 26.55.2			
							3 Opvang vluchtelingen			
	10,3	- 1,3	9,0	0,223	ngk		31 Personeel			
	203,1	- 3,3	199,8	4,953	ngk		Bezoldigingen en allerhande toelagen : - vast en stagedoend statutair personeel			
							Bezoldigingen en allerhande toelagen : - ander dan statutair personeel			
							32 Werking en toelagen			
	347,0	- 3,5	343,5	8,515	ngk		Werkingskosten opvangcentra			
	1,3	-	1,3	0,032	ngk		Informatica werkingskosten			
	993,7	+ 190,5	1 184,2	29,356	ngk		Toelagen aan organisaties, m.n. het Rode Kruis, de Internationale Organisatie voor Migratie en de organisaties i.v.m. de Wet van 2 april 1965.			

**26 MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTE PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT. (suite)**

DIVISIONS ORGANIQUES Programmes Activités Allocations de base	DO PA A.B. OA PA B.A. check-digit	sc	Crédits d'engagement - <i>Vastleggingskredieten</i>			
			1999 initial <i>initieel</i> (Mio BEF)	ajustement <i>aanpassing</i> (Mio BEF)	1999 ajusté - <i>aangepast</i>	
			(4)	(5)	(6) (Mio BEF)	(7) (Mio EUR)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
Accueil expatriés ex-Yougoslavie	55 32 3424 21 55 89 26	cnd	40,0	- 5,4 (0,4)	34,6 (0,4)	0,858 (0,010)
Actions humanitaires - victimes de conflits	55 32 3425 22 56 90 27	cnd	0,1	-	0,1	0,002
Subsides CPAS Loi 2-4-65	55 32 4323 47 81 18 52	cnd	5 568,9	+ 268,5	5 837,4	144,705
Dépenses patrimoniales centres d'accueil	55 32 7401 21 55 89 26	cnd	33,4	+ 3,4 (0,1)	36,8 (0,1)	0,912 (0,002)
Informatique investissements	55 32 7402 22 56 90 27	cnd	3,6	-	3,6	0,089
33 Homes fédéraux d'accueil des réfugiés						
Rémunérations et allocations généralement quelconques : - personnel autre que statutaire	55 33 1104 38 72 09 43	cnd	83,7	+ 38,7	122,4	3,034
Frais de fonctionnement homes d'accueil	55 33 1201 38 72 09 43	cnd	110,0	+ 46,5	156,5	3,880
Informatique frais de fonctionnement	55 33 1224 61 95 32 66	cnd	1,2	-	1,2	0,030
Investissements homes d'accueil	55 33 7401 30 64 01 35	cnd	34,2	+ 10,8	45,0	1,116
Informatique investissements	55 33 7402 31 65 02 36	cnd	4,0	-	4,0	0,099
Totaux pour le programme 26.55.3		cnd	7 434,5	+ 544,9 (0,5)	7 979,4 (0,5)	197,804 (0,012)
Totaux pour la division organique 26-55		cnd	56 890,9	+ 757,0 (1,1)	57 647,9 (1,1)	1 429,054 (0,027)
DIVISION 56						
ADMINISTRATION DE L'EXPERTISE MEDICALE						
0 Subsistance						
01 Dépenses de personnel						
Rémunérations et allocations généralement quelconques : - personnel statutaire définitif et stagiaire	56 01 1103 67 04 38 72	cnd	273,3	- 8,4	264,9	6,567
Rémunérations et allocations généralement quelconques : - personnel autre que statutaire	56 01 1104 68 05 39 73	cnd	31,8	+ 0,8	32,6	0,808
02 Frais de fonctionnement						
Frais de fonctionnement, route et séjour	56 02 1201 77 14 48 82	cnd	0,4	-	0,4	0,010
Totaux pour le programme 26.56.0		cnd	305,5	- 7,6	297,9	7,385

**26 MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN, VOLKSGEZONDHEID
EN LEEFMILIEU. (vervolg)**

	Crédits d'ordonnancement - <i>Ordonnanceringeskredieten</i>			ks	CRIP	ORGANISATIE-AFDELINGEN Programma's		
	1999 initial <i>initieel</i> (Mio BEF)	ajustement <i>aanpassing</i> (Mio BEF)	1999 ajusté - <i>aangepast</i>			Activiteiten Basisallocaties		
			(Mio BEF)	(Mio EUR)		(12)	(13)	(14)
	(8)	(9)	(10)	(11)				
	40,0	- 5,4 (0,4)	34,6 (0,4)	0,858 (0,010)	ngk		Opvang van ontheemden uit ex-Joegoslavië	
	0,1	-	0,1	0,002	ngk		Humanitaire actie-slachtoffers van conflicten	
	5 568,9	+ 268,5	5 837,4	144,705	ngk		Toelagen OCMW's Wet 2-4-65	
	33,4	+ 3,4 (0,1)	36,8 (0,1)	0,912 (0,002)	ngk	I	Vermogensuitgaven opvangcentra	
	3,6	-	3,6	0,089	ngk		Informatica investeringen	
							33 Federale opvanghomes vluchtelingen	
	83,7	+ 38,7	122,4	3,034	ngk		Bezoldigingen en allerhande toelagen : - ander dan statutair personeel	
	110,0	+ 46,5	156,5	3,880	ngk		Werkingskosten opvanghomes	
	1,2	-	1,2	0,030	ngk		Informatica werkingskosten	
	34,2	+ 10,8	45,0	1,116	ngk	I	Investeringen opvanghomes	
	4,0	-	4,0	0,099	ngk		Informatica investeringen	
	7 434,5	+ 544,9 (0,5)	7 979,4 (0,5)	197,804 (0,012)	ngk		Totalen voor het programma 26.55.3	
	56 890,9	+ 757,0 (1,1)	57 647,9 (1,1)	1 429,054 (0,027)	ngk		Totalen voor de organisatie-afdeling 26-55	
							AFDELING 56	
							BESTUUR VAN DE MEDISCHE EXPERTISE	
							0 Bestaansmiddelen	
							01 Personeelsuitgaven	
							Bezoldigingen en allerhande toelagen : - vast en stagedoend statutair personeel	
	273,3	- 8,4	264,9	6,567	ngk			
	31,8	+ 0,8	32,6	0,808	ngk		Bezoldigingen en allerhande toelagen : - ander dan statutair personeel	
	0,4	-	0,4	0,010	ngk		02 Werkingskosten	
	305,5	- 7,6	297,9	7,385	ngk		Werkingskosten, Reis-en verblijfkosten	
							Totalen voor het programma 26.56.0	

**26 MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTE PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT. (suite)**

DIVISIONS ORGANIQUES Programmes	DO PA A.B. OA PA B.A. check-digit	sc	Crédits d'engagement - <i>Vastleggingskredieten</i>				
			1999 initial <i>initieel</i> (Mio BEF)	ajustement <i>aanpassing</i> (Mio BEF)	1999 ajusté - <i>aangepast</i> (Mio BEF)	(Mio EUR)	
Activités Allocations de base	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
Informatique investissements	60 42 7402 53 87 24 58	cnd	0,6	-	0,6	0,015	
Totaux pour le programme 26.60.4		cnd	218,0	+ 0,5 (2,7)	218,5 (2,7)	5,417 (0,067)	
Totaux pour la division organique 26-60		cnd	785,5	- 7,2 (2,7)	778,3 (2,7)	19,294 (0,067)	
		crd	8,0	-	8,0	0,198	
		tot	793,5	- 7,2	786,3	19,492	
DIVISION 61							
CHARGES DU PASSE							
1 Charges du passé							
11 Génie sanitaire							
Démergement urbain eaux d'égouts - assainissement du bassin de la Senne	61 11 6384 44 78 15 49	crd	-	-	-	-	-
Grands Travaux hydrauliques intérêt national	61 11 7382 72 09 43 77	crd	-	-	-	-	-
Travaux subsidiés charges du passé	61 11 7384 74 11 45 79	crd	-	-	-	-	-
Totaux pour le programme 26.61.1		crd	-	-	-	-	-
2 Santé mentale							
21 Biconnunautaire							
Biconnunautaire famille	61 21 0110 68 05 39 73	cnd	-	+ 21,9	21,9	0,543	
Totaux pour le programme 26.61.2		cnd	-	+ 21,9	21,9	0,543	
Totaux pour la division organique 26-61		cnd	-	+ 21,9	21,9	0,543	
		crd	-	-	-	-	
		tot	-	+ 21,9	21,9	0,543	
TOTAUX : 26 MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT.		cnd	314 902,8	+ 608,9 (166,3)	315 511,7 (166,3)	7 821,333 (4,123)	
		crd	123,9	- 9,6	114,3	2,833	
		fon	769,7	- 10,1	759,6	18,830	
		tot	315 796,4	+ 589,2	316 385,6	7 842,996	

**26 MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN, VOLKSGEZONDHEID
EN LEEFMILIEU. (vervolg)**

	Crédits d'ordonnancement - <i>Ordonnanceringhkredieten</i>				ks	CRIP	ORGANISATIE-AFDELINGEN Programma's			
	1999 initial <i>initieel</i> (Mio BEF)	ajustement <i>aanpassing</i> (Mio BEF)	1999 ajusté - <i>aangepast</i>				(12)	(13)		
			(Mio BEF)	(Mio EUR)						
	(8)	(9)	(10)	(11)			(14)			
	0,6	-	0,6	0,015	ngk		Informatica investeringen			
	218,0	+ 0,5 (2,7)	218,5 (2,7)	5,417 (0,067)	ngk		Totalen voor het programma 26.60.4			
	785,5	- 7,2 (2,7)	778,3 (2,7)	19,294 (0,067)	ngk		Totalen voor de organisatie-afdeling 26-60			
	8,0	-	8,0	0,198	gkr					
	793,5	- 7,2	786,3	19,492	tot		AFDELING 61			
							LASTEN VAN HET VERLEDEN			
							1 Lasten van het verleden			
	100,0	- 1,0	99,0	2,454	gkr	I	11 Sanitaire bouwkunde			
	45,0	-	45,0	1,116	gkr	I	Stedelijke ontwatering rioolwaters - sanering Zennebekken			
	-	+ 1,0	1,0	0,025	gkr	I	Grote Waterbouwkundige werken nationaal belang			
	145,0	-	145,0	3,594	gkr		Gesubsidieerde werken lasten verleden			
	-	+ 21,9	21,9	0,543	ngk		Totalen voor het programma 26.61.1			
	-	+ 21,9	21,9	0,543	ngk		2 Geestelijke gezondheid			
	- 145,0	+ 21,9 -	21,9 145,0	0,543 3,594	ngk gkr		21 Bicommunautair			
	145,0	+ 21,9	166,9	4,137	tot		Bicommunautair gezinszorg			
	314 902,8	+ 608,9 (166,3)	315 511,7 (166,3)	7 821,333 (4,123)	ngk		Totalen voor het programma 26.61.2			
	231,1	- 14,5	216,6	5,369	gkr		Totalen voor de organisatie-afdeling 26-61			
	772,7	+ 12,4	785,1	19,462	fon					
	315 906,6	+ 606,8	316 513,4	7 846,164	tot		TOTALEN : 26 MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN, VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU.			

33 MINISTERE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE (suite)

DIVISIONS ORGANIQUES Programmes Activités Allocations de base	DO PA A.B. OA PA B.A. check-digit	sc	Crédits d'engagement - <i>Vastleggingskredieten</i>			
			1999 initial <i>initieel</i>	ajustement <i>aanpassing</i>	1999 ajusté - <i>aangepast</i>	
			(Mio BEF)	(Mio BEF)	(Mio BEF)	(Mio EUR)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
Contribution destinée à couvrir les coûts d'exploitation de la SNCB pour l'offre ferroviaire de la ligne 26.	51 10 3105 30 64 01 35	cnd	54,0	-	54,0	1,339
Part contributive de la Belgique dans les dépenses de l'Office central des Transports internationaux par chemin de fer, à Berne. (cf. art. 2.33.4 Budget général des dépenses)	51 10 3501 38 72 09 43	cnd	1,3	-	1,3	0,032
11 Investissements ferroviaires						
Participation de l'Etat dans le capital de la SNCB en vue du financement des investissements, à liquider par virement dans les écritures au profit du compte ouvert à la Trésorerie au nom de la SNCB.	51 11 8135 25 59 93 30	cnd	24 611,8	-	24 611,8	610,111
Participation directe ou indirecte dans le capital de la Financière TGV en liaison avec le financement du TGV Nord Anvers-Rotterdam.	51 11 8136 26 60 94 31	cnd	6 183,2	- 6 183,2	-	-
Octroi par l'Etat à la SNCB d'un prêt sans intérêts concernant le financement du TGV Nord Anvers - Rotterdam.	51 11 8137 27 61 95 32	crd	-	+ 18 549,6	18 549,6	459,833
13 S.N.C.B. - Masse des pensions						
Compensation des charges de la Société nationale des Chemins de fer belges résultant de la normalisation des comptes en ce qui concerne les pensions du personnel et charges assimilées, à liquider par virement dans les écritures au profit du compte ouvert à la Trésorerie au nom de la S.N.C.B.	51 13 3202 57 91 28 62	cnd	22 286,2	(*) - 667,4	21 618,8	535,916
Totaux pour le programme 33.51.1		cnd	92 293,9	- 6 817,7	85 476,2	2 118,900
		crd	-	+ 18 549,6	18 549,6	459,833
		tot	92 293,9	+ 11 731,9	104 025,8	2 578,733
2 Navigation intérieure						
20 Navigation intérieure.						
Mesures d'accompagnement en faveur de la batellerie. - Prime de cessation d'activités.	51 20 3432 59 93 30 64	cnd	29,5	-	29,5	0,731
Subvention à l'O.R.N.I. (cf. art. 2.33.4 du Budget général des dépenses)	51 20 4101 49 83 20 54	cnd	17,0	-	17,0	0,421
Totaux pour le programme 33.51.2		cnd	46,5	-	46,5	1,153
Totaux pour la division organique 33-51		cnd	92 649,2	- 6 815,7	85 833,5	2 127,757
		crd	-	+ 18 549,6	18 549,6	459,833
		tot	92 649,2	+ 11 733,9	104 383,1	2 587,590
DIVISION 52						
ADMINISTRATION DE L'AERONAUTIQUE						
0 Programme de subsistance.						
01 Dépenses de personnel						
Rémunérations et allocations généralement quelconques : - personnel statutaire définitif et stagiaire.	52 01 1103 11 45 79 16	cnd	196,8	- 0,6 (1,8)	196,2 (1,8)	4,864 (0,045)

(*) Dont -145,2 Mio déjà repris dans un projet de feuilleton spécifique

33 MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR (vervolg)

Crédits d'ordonnancement - <i>Ordonnanceringskredieten</i>				ks	CRIP	ORGANISATIE-AFDELINGEN Programma's			
1999 initial <i>initieel</i> (Mio BEF)	ajustement <i>aanpassing</i> (Mio BEF)	1999 ajusté - <i>aangepast</i>				Activiteiten Basisallocaties			
		(Mio BEF)	(Mio EUR)			(12)	(13)	(14)	
(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)				
54,0	-	54,0	1.339	ngk		Bijdrage tot dekking van de exploitatiekosten van de NMBS voor de spooraanbieding op lijn 26.			
1,3	-	1,3	0,032	ngk		Aandeel van België in de uitgaven van het Centraal Bureau voor Internationaal Vervoer per spoorweg te Bern. (cfr.art. 2.33.4 van de Algemene uitgavenbegroting)			
24 611,8	-	24 611,8	610,111	ngk	IP	Deelname van de Staat in het kapitaal van de NMBS met het oog op de financiering van de investeringen, te vereffenen door overschrijving in de schrifturen ten gunste van de rekening geopend bij de Thesaurie op naam van de NMBS.			
6 183,2	- 6 183,2	-	-	ngk		Directe of indirecte deelneming in het kapitaal van de HST Fin verbonden met de financiering van de HST Noord-Antwerpen - Rotterdam.			
-	+ 6 183,2	6 183,2	153,278	gkr		Toekenning door de Staat aan de NMBS van een renteloze lening in verband met de financiering van de HST Noord-Antwerpen - Rotterdam.			
22 286,2	(*) - 667,4	21 618,8	535,916	ngk	P	13 NMBS - Pensioenmassa			
92 293,9	- 6 817,7 + 6 183,2	85 476,2 6 183,2	2 118,900 153,278	ngk gkr		Compensatie van de lasten van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, voortvloeiend uit de normalisatie van de rekeningen inzake de pensioenen van het personeel en gelijkgestelde lasten te vereffenen door overschrijving in de schrifturen ten gunste van de rekening geopend bij de Thesaurie op naam van de NMBS			
92 293,9	- 634,5	91 659,4	2 272,178	tot		Totalen voor het programma 33.51.1			
29,5	-	29,5	0,731	ngk		2 Binnenvaart			
17,0	-	17,0	0,421	ngk		20 Binnenvaart			
46,5	-	46,5	1,153	ngk		Begeleidingsmaatregelen ten voordele van de Binnenschepvaart. - Premies voor stopzetting van de activiteiten.			
92 649,2	- 6 815,7 + 6 183,2	85 833,5 6 183,2	2 127,757 153,278	ngk gkr		Toelage aan de DRB (cfr. art. 2.33.4 van de Algemene uitgavenbegroting)			
92 649,2	- 632,5	92 016,7	2 281,035	tot		Totalen voor het programma 33.51.2			
196,8	- 0,6 (1,8)	196,2 (1,8)	4,864 (0,045)	ngk		Totalen voor de organisatie-afdeling 33-51			
AFDELING 52									
BESTUUR VAN DE LUCHTVAART									
0 Bestaansmiddelenprogramma									
01 Personeelsuitgaven									
Bezoldigingen en allerhande toelagen : - vast en stagedoend statutair personeel.									

(*) Waarvan -145,2 Mio reeds opgenomen in een ontwerp van speciaal aanpassingsblad

33 MINISTERE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE (suite)

DIVISIONS ORGANIQUES Programmes Activités Allocations de base	DO PA A.B. OA PA B.A. check-digit	sc	Crédits d'engagement - <i>Vastleggingskredieten</i>			
			1999 initial <i>initieel</i>	ajustement <i>aanpassing</i>	1999 ajusté - <i>aangepast</i>	
			(Mio BEF)	(Mio BEF)	(Mio BEF)	(Mio EUR)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
02 Frais de fonctionnement						
Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services (cf. art. 1.01.7 Budget général des dépenses).	57 02 1201 59 93 30 64	cnd	17,4	+ 0,9	18,3	0,454
Dépenses pour achats exceptionnels de biens non durables et de service.	57 02 1207 65 02 36 70	cnd	0,3	-	0,3	0,007
Dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables	57 02 7401 51 85 22 56	cnd	0,5	- 0,1	0,4	0,010
03 Autres dépenses de subsistance						
Rentes à payer aux anciens membres du personnel de la Régie des Transports Maritimes suite à des accidents de travail.	57 03 0301 41 75 12 46	cnd	8,0	-	8,0	0,198
Indemnités à des tiers (cfr. art. 1.01.7 du Budget général des dépenses)	57 03 3401 37 71 08 42	cnd	14,0	+ 18,0	32,0	0,793
04 Dépenses diverses et variées.						
Dépenses diverses pour le Service Social.	57 04 1105 78 15 49 83	cnd	6,0	-	6,0	0,149
Dépenses découlant de la liquidation de la RTM	57 04 3405 50 84 21 55	cnd	46,0	- 12,6	33,4	0,828
Totaux pour le programme 33.57.0 et pour la division organique 33-57		cnd	623,9	- 97,3	526,6	13,054
DIVISION 58						
CHARGES DU PASSE						
1 Charges du passé.						
12 Administration des Transports : S.T.I.						
Intervention de l'Etat dans la charge des intérêts des emprunts contractés par les sociétés intercommunales des transports en commun urbains.	58 12 3103 41 75 12 46	cnd	64,3	-	64,3	1,594
Travaux, fournitures et services destinés à la promotion, la modernisation, l'amélioration de la qualité et de la sécurité des transports en commun secondaires urbains et interurbains.	58 12 8128 22 56 90 27	crd	-	-	-	-
14 Travaux Publics						
Dépenses de toute nature relatives au Fonds des Routes qui doivent être payées par l'Etat fédéral, à l'exception des dépenses de capital.	58 14 1401 06 40 74 11	cnd	35,0	- 12,1	22,9	0,568
Apurement des créances découlant d' engagements contractés avant le 1 janvier 1989 par les administrations de l'ex-Ministère des Travaux Publics et de l'ex-Fonds des Routes dans le cadre des investissements publics.	58 14 7325 13 47 81 18	crd	-	-	-	-
Totaux pour le programme 33.58.1 et pour la division organique 33-58		crd	99,3	- 12,1	87,2	2,162
		tot	99,3	- 12,1	87,2	2,162
TOTAUX : 33 MINISTERE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE.		cnd	104 941,0	- 6 488,6 (32,4)	98 452,4 (32,4)	2 440,572 (0,803)
		crd	2 015,5	+ 19 510,7	21 526,2	533,621
		fon	0,1	-	0,1	0,002
		tot	106 956,6	+ 13 022,1	119 978,7	2 974,195

33 MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR (vervolg)

Crédits d'ordonnancement - <i>Ordonnanceringskredieten</i>				ks	CRIP	ORGANISATIE-AFDELINGEN Programma's	
1999 initial initieel (Mio BEF)	ajustement aanpassing (Mio BEF)	1999 ajusté - <i>aangepast</i>	(Mio BEF)	(Mio EUR)		Activiteiten Basisallocaties	
(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
17,4	+ 0,9	18,3	0,454	ngk		02 Werkingskosten	
0,3	-	0,3	0,007	ngk		Bestendige uitgaven voor de aankoop van niet-duurzame goederen en diensten (cfr. art. 1.01.7 Algemene Uitgavenbegroting)	
0,5	- 0,1	0,4	0,010	ngk		Uitgaven voor uitzonderlijke aankopen van niet-duurzame goederen en diensten	
8,0	-	8,0	0,198	ngk		Uitgaven voor de aankoop van duurzame roerende goederen.	
14,0	+ 18,0	32,0	0,793	ngk		03 Andere werkingsuitgaven	
6,0	-	6,0	0,149	ngk		Rente te betalen aan gewezen personeelsleden van de Regie voor Maritiem Transport wegens arbeidson gevallen.	
46,0	- 12,6	33,4	0,828	ngk		Schadevergoedingen aan derden. (cfr. art. 1..01.7 van de Algemene uitgavenbegroting)	
623,9	- 97,3	526,6	13,054	ngk		04 Diverse verscheiden uitgaven	
						Diverse uitgaven voor de Sociale dienst	
						Uitgaven voortspruitend uit de vereffening van de Regie voor Maritiem Transport.	
						Totalen voor het programma 33.57.0 en voor de organisatie-afdeling 33-57	
						AFDELING 58	
						LASTEN VAN HET VERLEDEN	
						1 Lasten van het verleden.	
						12 Bestuur van het Vervoer : M.I.V.	
64,3	-	64,3	1,594	ngk	P	Tussenkomst van de Staat in de interestenlast verbonden aan de leningen aangegaan door intercommunale maatschappijen voor stedelijk gemeenschappelijk vervoer.	
104,6	-	104,6	2,593	gkr	IP	Werken, leveringen en diensten bestemd voor de bevordering, de modernisering, de verhoging van de kwaliteit en veiligheid van de diensten van het gemeenschappelijk stedelijk en interstedelijk secundair vervoer.	
35,0	- 12,1	22,9	0,568	ngk		14 Openbare Werken	
90,0	-	90,0	2,231	gkr		Allerhande uitgaven betreffende het Wegenfonds die door de Federale Staat dienen betaald te worden met uitzondering van de kapitaalsuitgaven.	
99,3	- 12,1	87,2	2,162	ngk		Aanzuivering van de vorderingen voortspruitend uit de verbintenissen die voor 1 januari 1989 door de besturen van het ex-Ministerie van Openbare Werken en het ex-Wegenfonds werden aangegaan in het kader van de openbare investeringen.	
194,6	-	194,6	4,824	gkr		Totalen voor het programma 33.58.1 en voor de organisatie-afdeling 33-58	
293,9	- 12,1	281,8	6,986	tot			
104 941,0	- 6 488,6 (32,4)	98 452,4 (32,4)	2 440,572 (0,803)	ngk		TOTALEN : 33 MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRA- STRUCTUUR.	
3 578,8 0,1	+ 6 010,5 -	9 589,3 0,1	237,713 0,002	gkr fon			
108 519,9	- 478,1	108 041,8	2 678,287	tot			

FONDS MONETAIRE : AJUSTEMENT DU BUDGET 1999

MUNTFONDS : HERZIENING VAN DE BEGROTING 1999

FONDS MONETAIRE - créé par l'article 3 de la loi du 12 juin 1930 créant un Fonds monétaire telle que modifiée par la loi du 3 mars 1953 et par l'article 17 de la loi du 4 avril 1995 portant des dispositions fiscales et financières

MUNTFONDS - opgericht bij artikel 3 van de wet van 12 juni 1930 tot oprichting van een Muntfonds, zoals gewijzigd bij de wet van 3 maart 1953 en bij artikel 17 van de wet van 4 april 1995 houdende fiscale en financiële bepalingen

(article 70.01 C)		(artikel 70.01 C)					
Libellés (en milliers de BF)	MRB	Réalisations Realisaties	Année budgétaire 1999 Begrotingsjaar	Articles ajustés Aangep. artikels	Ajustement budget 1999 Begrotingsjaar	KMB	Teksten (in duizenden BF)
Section 1 Opérations courantes		Sectie 1 Lopende verrichtingen					
1 Recettes		1 Ontvangsten					
26 20 Intérêts sur portefeuille		1.213.932	1.260.000		1.260.000		Interesten uit portefeuille
96 60 Plus-value sur vente titres		8.304	3.250		3.250		Meerwaarde op verkoop effecten
26 10 Intérêts sur prêts accordés à la Monnaie Royale	21.30		10.000	14.000	24.000	21.30	Interesten op leningen toegekend aan de Kon. Munt
12 01 Régularisation de factures payées à la Monnaie Royale pour la frappe des Euro (NL)	12.40		PM		PM	12.40	Regularisatie van betaald facturen aan de Kon. Munt voor de Euro muntslag (NL)
12 02 Régularisation de factures payées à la Monnaie Royale pour la frappe de monnaies (NL)	12.40		PM		PM	12.40	Regularisatie van betaald facturen aan de Kon. Munt voor muntslag
06 61 Autres recettes			PM		PM		
TOTAL RECETTES COURANTES		1.222.236	1.273.250	14.000	1.287.250		TOTAAL LOOPENDE ONTVANGSTEN
2 Dépenses		2 Uitgaven					
Dépenses fixes et de fonctionnement		Vaste en functionele uitgaven					
11 13 Dépenses de personnel			4.300		4.300		Personneelsuitgaven
12 10 Frais de fonctionnement		78	100		100		Werkingkosten
Dépenses d'exploitation		Exploitatie uitgaven					
91 60 Moins-value sur vente de titres		5.000	3.750		3.750		Minwaarde op verkoop van effecten
12 40 Factures à payer à la Monnaie Royale pour la frappe des Euro + TVA (NL)	16.20	19.801	1.153.130	499.730	1.652.860	16.20	Aan de Koninklijke Munt te betalen facturen voor de Euro muntslag + BTW (NL)
12 41 Factures à payer à la Monnaie Royale pour la frappe de monnaies belges + TVA (NL)	16.21	346.862	24.200	18.150	42.350	16.21	Regularisatie van betaald facturen aan de Kon. Munt voor de Belgische muntslag (NL)
12 42 Régularisation de factures payées à la Monnaie Royale pour la frappe des Euro (NL)	16.22		PM		PM	16.22	Regularisatie aan de Koninklijke Munt van betaald voor de Euro muntslag (NL)
12 43 Régularisation de factures payées à la Monnaie Royale pour la frappe de monnaies belges (NL)	16.22		PM		PM	16.22	Regularisatie aan de Koninklijke Munt van betaald facturen voor de Belgische muntslag
12 20 Frais à rembourser à la Monnaie Royale pour d'autres missions	16.17	4.381	13.915	17.545	31.460	16.17	Aan de Koninklijke Munt terug te betalen kosten voor andere opdrachten
Dépenses financières		Financiële uitgaven					
21 10 Intérêts courus		4.513	50.000		50.000		Gelopen interesten
Versements au Trésor		Storting aan de Schatkist					
41 10 Excédent annuel du Fonds monétaire à verser au Trésor			PM		PM		Jaarlijks excedent van het Muntfonds te storten aan de Schatkist
TOTAL DEPENSES COURANTES		380.635	1.249.395	535.425	1.784.820		TOTAAL LOOPENDE UITGAVEN
SOLDE OPERATIONS COURANTES			23.855	-521.425	-497.570		SALDO LOOPENDE VERRICHTINGEN

Libellés (en milliers de FB)	MRB	Réalisations 1998 Realisaties	Année budgétaire 1999 Begrotingsjaar	Articles ajustés Aangep. artikels	Ajustement Budget 1999 Herziening Begroting1999	KMB	Teksten (in duizenden BF)
Section 2 Opérations de capital							
Sectie 2 Kapitaalverrichtingen							
1 Recettes							1 Ontvangsten
57 20 Recettes de la Banque Nationale (valeur nominale de l'accroissement des monnaies en circulation) (NL)		1.117.328	1.951.000		1.951.000		Ontvangsten van de Nationale Bank (nominale waarde van de toename van de munten in omloop) (NL)
27 20 Excédent annuel de la Monnaie Royale			PM		PM		Jaarlijks excedent van de Koninklijke Munt
96 11 Capital des titres à échéance		3.079.447	2.200.000		2.200.000		Kapitaal van effecten op vervaldag
86 51 Remboursement apport F. monétaire par la M.R.B.	91.11		PM		PM	91.11	Aflossing inbreng-Muntfonds door K.M.B.
86 52 Remboursement prêts F. monétaire par la M.R.B.	91.13		PM		PM	91.13	Aflossing leningen-Muntfonds door K.M.B.
86 53 Remboursement avances F. monétaire par la M.R.B.	94.11		100.000		100.000	94.11	Aflossing voorschotten-Muntfonds door K.M.B.
86 54 Remboursement avances métaux par la M.R.B.	91.12		50.000		50.000	91.12	Terugbetaling voorschotten metalen door K.M.B.
06 01 Autres recettes			PM		PM		Andere ontvangsten
TOTAL RECETTES DE CAPITAL		4.196.775	4.301.000	0	4.301.000		TOTAAL KAPITAALONTVANGSTEN
2 Dépenses							2 Uitgaven
51 50 Reversement à la Banque Nationale (retrait de monnaies) (NL)		897.076	1.244.000		1.244.000		Terugstortingen aan de Nationale Bank (munten uit omloop) (NL)
74 20 Equipment		109	900		900		Uitrusting
91 11 Achat titres		5.471.149	1.500.000		1.500.000		Aankoop effecten
81 51 Apport à la M.R.B.	96.11		PM		PM	96.11	Inbreng bij de K.M.B.
81 52 Prêts à la M.R.B.	96.13		50.000		50.000	96.13	Leningen aan de K.M.B.
81 53 Avances à la M.R.B.	99.11		100.000		100.000	99.11	Voorschotten aan de K.M.B.
51 40 Perte de la M.R.B. au cours de l'année précédente	66.40		PM		PM	66.40	Verlies van de K.M.B. bij het voorgaand jaar
61 20 Produit de démonétisation			PM		PM		Opbrengst van ontmuntning
TOTAL DEPENSES DE CAPITAL		6.368.334	2.894.900	0	2.894.900		TOTAAL KAPITAALUITGAVEN
SOLDE OPERATIONS DE CAPITAL			1.406.100	0	1.406.100		SALDO KAPITAALVERRICHTINGEN
TOTAL RECETTES		5.419.011	5.574.250	14.000	5.588.250		TOTAAL ONTVANGSTEN
TOTAL DEPENSES		6.748.969	4.144.295	535.425	4.679.720		TOTAAL UITGAVEN
Solde reporté de l'année précédente			1.145.468		1.145.468		Overgedragen saldo van het vorige jaar
Solde de l'année			1.429.955		908.530		Saldo van het jaar
SOLDE REPORTÉ A L'ANNEE SUIVANTE			2.575.423	0	2.053.998		OVERDRACHT SALDO NAAR VOLGEND JAAR

NL = Non limitatif

M.R.B. = Monnaie Royale de Belgique

NL = Niet-limitatief

K.M.B. = Koninklijke Munt van België

Le Ministre des Finances,


 J.-J. Viseur.

De Minister van Financiën,

24 -03- 1999

FONDS MONETAIRE**NOTE EXPLICATIVE DE L'AJUSTEMENT DU BUDGET DE L'ANNEE 1999****Section 1 : opérations courantes****1. Recettes****Revenus émanant du portefeuille :**

26.20 Intérêts : le portefeuille est uniquement constitué de titres de l'État. Les revenus de 1.260 millions F prévus sont donc à charge du service de la dette de l'État - Voir Intérêts à percevoir par le FM en 1999.

96.60 Plus-value sur la vente de titres : le remboursement des titres de l'emprunt code 255 fera apparaître une plus-value de 3,3 millions F puisqu'il fut souscrit au-dessous du pair. De plus, le tirage de numéros d'emprunts à lots permettrait une plus-value (un lot) de quelques millions F. Aucun montant n'est cependant ajouté au budget pour cette éventualité. Voir situation du portefeuille au 31.3.1998.

26.10 Intérêts sur les prêts accordés à la Monnaie royale de Belgique : la Monnaie royale doit payer des intérêts sur les prêts accordés par le Fonds monétaire : dans sonajustement du budget pour 1999 la Monnaie royale prévoit une charge de 24 millions F pour le paiement desdits intérêts, aucun intérêt n'ayant encore été payé au FM depuis le 1. 1. 1 997 - Voir 21.30 budget MRB.

27.20 Excédent annuel de la Monnaie royale réalisé au cours de l'année précédente : PM. Voir 41.62 budget MRB.

06.61 autres recettes : PM.

2. Dépenses**Dépenses fixes et de fonctionnement :**

11.13 Dépenses relatives au personnel : 3 membres du personnel s'occupent à temps partiel de la gestion administrative du Fonds monétaire; la charge salariale de ces trois personnes est estimée à 4,3 millions F.

12.10 Frais de fonctionnement : 0,1 million F sont prévus pour l'achat de matériel de bureau et la couverture des frais de personnel autres que les salaires.

MUNTFONDS**VERANTWOORDINGSNOTA BIJ DE BEGROTING 1999.****Sectie 1 : lopende verrichtingen****1. Ontvangsten****Ontvangsten uit portefeuille :**

26.20 Interesten : de portefeuille is enkel samengesteld uit staatseffecten. De voorziene inkomsten van 1.260 miljoen F zijn dus ten laste van de dienst van de staatsschuld - Zie door het Muntfonds te innen interesten in 1999.

96.60 Meerwaarde op de verkoop van effecten : de terugbetaling van de lotenleningen code 255 zal een meerwaarde vertonen van 3,3 miljoen F, daar ze onder pari werden onderschreven. Daarenboven, zou de trekking van nummers van lotenleningen een meerwaarde (een lot) van enkele miljoenen kunnen opleveren. Voor deze mogelijkheid werd intussen geen enkel bedrag aan de begroting toegevoegd. Zie toestand van de portefeuille op 31.3.1998.

26.10 Interesten op leningen toegekend aan de Koninklijke Munt van België : door de Koninklijke Munt dienen interesten te worden betaald op de door het Muntfonds toegestane leningen: gezien er nog geen interesten werden betaald aan het Muntfonds sinds 1.1.1997, voorziet de Koninklijke Munt in haar begrotingsherziening voor 1999 een bedrag van 24 miljoen F voor de terugbetaling van voornoemde interesten - Zie 21.30 begroting KMB.

27.20 Jaarlijks excedent van de Koninklijke Munt gerealiseerd tijdens het voorgaande jaar. Nihil. - Zie 41.62 begroting KMB.

06.61 Andere ontvangsten : nihil.

2. Uitgaven**Vaste en functionele uitgaven :**

11.13 Personeelsuitgaven: 3 personeelsleden zijn deeltijds belast met het administratief beheer van het Muntfonds; de gezamenlijke weddelast hiervan wordt ge raamd op 4,3 miljoen F.

12.10 Werkingskosten: 0,1 miljoen F is voorzien voor de aankoop van bureelmaterieel en de dekking van personeelskosten, andere dan salarissen.

Dépenses d'exploitation :

91.60 Moins-value sur la vente de titres : la seule moins-value prévue résulte de l'échéance d'un capital nominal de 1.500 millions F acheté au-dessus du pair - Voir code 258 situation du portefeuille au 31.03.1998.

12.40 Factures à payer à la Monnaie royale pour la frappe des euros : en raison de problèmes techniques, la Monnaie royale revoit à la hausse la vente d'euros durant l'année 1999 pour un total de 1,366 milliard F. En y ajoutant la TVA, le Fonds monétaire paiera 1,653 milliard F - Voir 16.20 budget MRB.

12.41 Factures à payer à la Monnaie royale pour la frappe des monnaies belges : l'essentiel des pièces en francs belges nécessaire jusqu'au 31 décembre 2001 ayant été frappé durant le 1^{er} semestre 1998, la Monnaie royale prévoit à son ajustement du budget de 1999, en plus de la vente de pièces commémoratives nationales de 250 F une émission complémentaire de 50.000 pièces de 500 F ce qui représente une dépense totale de 35 millions F. En y ajoutant la TVA de 21%, le Fonds monétaire paiera 42,35 millions F - Voir 16.21 budget MRB.

12.20 Frais à rembourser à la Monnaie royale pour d'autres missions : Il s'agit principalement ici du musée, de la représentation dans les organismes officiels, des frais encourus par le Bureau de la Garantie dont les recettes sont directement versées au Trésor, de la tenue et des frais relatifs à toute autre mission remplie par la Monnaie royale et pour laquelle elle ne perçoit aucune recette. L'ajustement du budget de la Monnaie royale prévoit 26 millions F à cet effet. A ce montant est ajoutée la TVA de 21%. Ce qui donne un total de 31,46 millions F. En effet, des dépenses relatives aux années 1997 et 1998 devront encore être réglées - Voir 16.17 budget MRB.

Dépenses financières :

21.10 Intérêts courus : pas de révision. Un montant 50 millions d'intérêts courus à payer lors de l'achat d'OLO est prévu.

Versements au Trésor :

41.10 Excédent annuel du Fonds monétaire : PM. Les comptes n'étant pas clôturés à ce jour, le Fonds monétaire aura recours aux crédits supplémentaires des années antérieures s'il y a lieu.

Exploitatie-uitgaven:

91.60 Minwaarde op verkoop van effecten: de enige voorziene minderwaarde komt voort uit de ruil van een nominaal kapitaal van 1.500 miljoen F aangekocht boven pari - Zie code 258 toestand van de portefeuille op 31.03.1998.

12.40 Aan de Koninklijke Munt te betalen facturen voor de euro muntslag : omwille van technische omstandigheden werd het oorspronkelijk geplande productieschema herzien. De Koninklijke Munt voorziet nu de verkoop van euro voor een totaal van 1,366 milliard F. Samen met de BTW van 21% zal het Muntfonds 1,653 milliard F betalen - Zie 16.20 begroting KMB.

12.41 Aan de Koninklijke Munt te betalen facturen voor de Belgische muntslag: daar het belangrijkste gedeelte van de stukken in Belgische frank die nodig zijn tot 31 december 2001 reeds gedurende het eerste semester van 1998 was geslagen, voorziet de Koninklijke Munt naast de verkoop van nationale herdenkingsstukken van 250 F een bijkomende speciale uitgave van 50.000 muntstukken met een nominale van 500 F, wat een totale uitgave vertegenwoordigt van 35 miljoen F. Samen met de BTW van 21% zal het Muntfonds 42,35 miljoen F betalen. Zie 16.21 begroting KMB.

12.20 Aan de Koninklijke Munt terug te betalen kosten voor andere opdrachten: het gaat hier hoofdzakelijk om het museum, de vertegenwoordiging in de officiële organen, de kosten van het Waarborgkantoor, waarvan de ontvangsten rechtstreeks aan de Schatkist worden gestort, de organisatie en de kosten die eigen zijn aan elke andere opdracht vervuld door de Koninklijke Munt, waarvoor ze geen enkele vergoeding ontvangt. In de loop van het jaar 1999 zal de afrekening voor zowel het jaar 1997 als 1998 dienen te gebeuren. De begrotingsherziening van de Koninklijke Munt voorziet hiervoor 26 miljoen F. Aan deze 26 miljoen is de BTW van 21% toegevoegd. Dit maakt een totaal van 31,46 miljoen F. - Zie 16.17 begroting KMB.

Financiële uitgaven :

21.10 Gelopen interessen : gezien de beslissing om niet in te schrijven op dit type van lening in 1999 nog niet definitief genomen is, wordt een bedrag 50 miljoen F voorzien voor gelopen intresten, te betalen op het ogenblik van de aankoop van OLO's.

Stortingen aan de Schatkist :

41.10 Jaarlijks excedent van het Muntfonds: PM. Daar de rekeningen tot op heden niet afgesloten zijn, zal het Muntfonds, indien nodig, een beroep kunnen doen op aanvullende kredieten van voorgaande jaren.

Section 2 : Opérations en capital

1. Recettes

57.20 Contre-valeur payée par la Banque Nationale de Belgique des monnaies mises en circulation : cet accroissement est irrégulier et imprévisible, de même que celui des pièces retirées de la circulation (voir 51.50). Il paraît raisonnable de prévoir l'émission de 1.951 millions F. Ce montant représente les recettes effectives correspondantes de l'année 1997 - Voir recettes et dépenses du compte 70.01 C de 1997.

96.11 Capital des titres à échéance : viennent à échéance en 1999 des obligations d'une valeur nominale totale de 2.200 millions F, à charge du service de la dette publique Voir codes 253 - 255 et 258 situation du portefeuille au 31.03.1998.

86.51 Amortissement de l'apport du Fonds monétaire par la Monnaie royale : PM - Voir 91.11 budget MRB.

86.52 Restitution par la Monnaie royale de prêts du Fonds monétaire : PM - Voir 91.13 budget MRB.

86.53 Remboursement des avances du Fonds monétaire par la Monnaie royale : la Monnaie royale prévoit qu'elle solliciterait en 1999 jusqu'à 100 millions F d'avances qu'elle restituerait en cours d'année - Voir 94.11 budget MRB.

86.54 La Monnaie royale prévoit les remboursements, à concurrence de 50 millions F, des métaux que lui a cédé le Fonds monétaire - Voir 91.12 budget MRB.

2. Dépenses

51.50 Remboursements à la B.N.B. correspondant aux pièces retirées de la circulation : comme déjà cité au point 57.50 et bien qu'elle soit peu prévisible, cette dépense est évaluée à 1.184 millions F. Ce montant représente les dépenses réelles de l'année 1997 - Voir recettes et dépenses du compte 70.01 C de 1997.

La loi du 30 octobre 1998 relative à l'euro prévoit, en son article 44 la démonétisation par arrêté royal, des pièces en écu vers la fin de l'année 1998. Le nombre de pièces en Ag de 5 écus en circulation à fin 1997 était de 971.059 et le cours de l'écu: de BEF 41. Un crédit supplémentaire de 60 millions ($41 \times 5 \times 971059/2$) est donc ajouté au crédit initial. Ceci en considérant que seules 60 pc des pièces en circulation seraient présentées au remboursement et que la démonétisation s'étalerait probablement par moitiés sur 1998 et 1999.

Pour ce qui concerne les écus en Au il y a lieu de préciser ce qui suit : alors que l'arrêté ministériel du 6 mars 1987 déterminant le prix d'émission des monnaies libellées en écus prévoyait uniquement le rachat par le Fonds monétaire des écus en Ag, une telle disposition n'était pas prévue pour les écus en Au. Comme il n'y a pas de reflux des écu en

Sectie 2: Kapitaalverrichtingen

1. Ontvangsten

57.20 Tegenwaarde betaald door de Nationale Bank van België voor de in omloop gebrachte munten : deze toename is onregelmatig en niet te voorzien, evenals deze van de stukken die uit omloop worden genomen (zie 51.50). Het lijkt redelijk om een uitgave van 1.951 miljoen F te voorzien. Dit bedrag vertegenwoordigt de overeenkomstige werkelijke ontvangsten van het jaar 1997 - Zie ontvangsten en uitgaven van rekening 70.01 C van 1997.

96.11 Kapitaal van effecten op vervaldag : in 1999 vervallen obligaties met een nominale waarde van 2.200 miljoen F ten laste van de staatsschuld - Zie codes 253- 255 en 258 toestand van de portefeuille op 31.03.1998.

86.51 Aflossing inbreng-Muntfonds door de Koninklijke Munt: nihil - Zie 91.11 begroting KMB.

86.52 Aflossing leningen-Muntfonds door de Koninklijke Munt: nihil - Zie 91.13 begroting KMB.

86.53 Aflossing voorschotten-Muntfonds door de Koninklijke Munt: de Koninklijke Munt voorziet dat ze in 1999 tot 100 miljoen F aan voorschotten zal aanvragen die ze in de loop van het jaar zal terugbetalen - Zie 94.11 begroting KMB.

86.54 De Koninklijke Munt voorziet de terugbetaling van 50 miljoen F aan metalen die haar door het Muntfonds werden afgestaan - Zie 91.12 begroting KMB.

2. Uitgaven

51.50 Terugstortingen aan de N.B.B. overeenkomstig de uit omloop genomen stukken : zoals reeds aangehaald in punt 57.20 en aangezien ze weinig voorzienbaar is, wordt deze uitgave geraamd op 1.184 miljoen F. Dit bedrag vertegenwoordigt de werkelijke uitgaven van het jaar 1997 - Zie ontvangsten en uitgaven van de rekening 70.01 C van 1997.

De wet van 30 oktober 1998 met betrekking tot de euro bepaalt in zijn artikel 44 dat de ecu muntstukken tegen het einde van het jaar 1998 bij koninklijk besluit worden ontmunt. Het aantal zilveren stukken van 5 ecu in omloop eind 1997 bedroeg 971.059 en de wisselkoers van de Ecu: F 41. Een aanvullend krediet van 60 miljoen F ($41 \times 5 \times 971059/2$) wordt dus aan het initieel krediet toegevoegd, ermee rekening houdend dat slechts 60 procent van de stukken in omloop ter omwisseling zullen worden aangeboden en dat de ontmunting voor de helft zal plaats vinden in 1998 en voor de andere helft in 1999.

Voor wat betreft de muntstukken in goud is het van belang te preciseren: aangezien het ministerieel besluit van 6 maart 1987 tot vaststelling van de uitgifteprijs van de in ecus uitgedrukte muntstukken enkel voorzag in een wederinkoop van de zilveren muntstukken in ecu door het Muntfonds en de gouden muntstukken in ecu dus niet

or vers le Fonds monétaire la démonétisation de ces pièces ne fut pas, initialement envisagée. Après examen il est apparu que ces pièces, qui avaient cours légal, devaient être démonétisées. Etant donné que la valeur intrinsèque des pieces en Au est beaucoup plus élevée que leur valeur de rachat, on peut considérer que très peu de pièces seront présentées au remboursement. Aucun crédit n'est donc prévu à cet effet.

- Voir arrêtés royal du 3.03.198 et ministériel du 6.03.1987, exposé des motifs sur article 44 de la loi du 30 octobre 1998 relative à l'euro et cours indicatif en BEF à fin mars 1998, relatif à l'écu.

74.20 Equipement : 0,9 millions F sont prévus pour l'équipement du personnel et des responsables du Fonds monétaire.

91.11 Achat de titres : en application de l'article 6 de la loi du 12 juin 1930 tel que modifié par l'article 20 de la loi du 4 avril 1995 portant dispositions fiscales et financières, le Fonds monétaire a l'obligation de placer en titres publics la contre-valeur des monnaies en circulation, réduite de la valeur du métal. Pour 23,8 milliards F émis et après déduction de la valeur métal de 0,5 milliard F le portefeuille devrait être de 23,3 milliards F. La circulation monétaire de 23,8 milliards à fin 1998 est obtenue en ajoutant à 23 milliards F de circulation monétaire à fin mars 1998, les prévisions pour l'année 1998 de mise en circulation de 1,951 milliard F et en déduisant les prévisions correspondantes de retrait de la circulation monétaire de 1,184 milliard F (il s'agit des montants réels de mise en circulation et de retrait de circulation pour l'année 1997). Ce portefeuille sera de 21,8 milliards F après souscription du solde restant à souscrire de 0,5 milliard F en 1998 (soit $21,3 + 0,5 = 21,8$). En prenant en considération la situation à fin 1998, pour compléter le portefeuille, il faudrait acheter des obligations pour une valeur de 1,5 milliard F ($23,3 - 21,8 = 1,5$).

Si l'on prenait en considération les prévisions de circulation monétaire et de situation du portefeuille à fin 1999, savoir, en ajoutant au montant de base de 23,3 milliards F la même prévision d'évolution de la circulation monétaire que pour 1998 ($+1.951 - 1.184 = +0,767$ milliard) ($23,3 + 0,767 = 24,067$) et en déduisant du montant de base de 21,8 milliards F le remboursement des obligations venant à échéance en 1999 de 2.200 millions F (point 96.11 du présent budget) ($21,8 - 2,2 = 19,6$), pour compléter le portefeuille il faudrait acheter des obligations pour une valeur de 4,5 milliards ($24,067 - 19,6 = 4,5$).

Voir documents valeur métal et Opérations de monnaies au 31.12.1997, Recettes et dépenses du compte 70.01 C de 1997, Opérations des monnaies et Situation du portefeuille au 31.03.1998.

Voir aussi avis de l'Inspection des Finances joint du 6.5.1998 en pages 8 et 9.

81.51 Apport à la Monnaie royale : lorsque la Monnaie royale fut dotée du statut d'entreprise d'État, un apport financier remboursable lui a été versé par le Fonds monétaire. Il ne sera plus fait d'autre apport de ce type - Voir 96.1 1 budget MRB.

terugvloeiden naar het Muntfonds, werd aanvankelijk de demonetisatie van deze gouden muntstukken niet overwogen. Bij nader toezien bleek evenwel dat het toch nodig was deze muntstukken die wettelijk gangbaar waren, te demonetiseren. Vermits de intrinseke waarde van de gouden muntstukken heel wat hoger ligt dan hun wederinkoopprijs, zullen er echter slechts weiniger stukken naar het Muntfonds terugvloeien en is het niet nodig een krediet te voorzien.

- Zie koninklijk besluit van 3.03.1987 en ministerieel besluit van 6.03.1987, memorie van toelichting bij artikel 44 van voorontwerp van de wet van 30 oktober 1998 met betrekking tot de euro en indicatieve wisselkoers van de ecu in BEF einde maart 1998.

74.20 Uitrusting: 0,9 miljoen F wordt voorzien voor de uitrusting van de personeelsleden en de verantwoordelijken van het Muntfonds.

91.11 Aankoop van effecten: in toepassing van artikel 6 van de wet van 12 juni 1930, gewijzigd door artikel 20 van de wet van 4 april 1995 houdende fiscale en financiële bepalingen, heeft het Muntfonds de verplichting om de tegenwaarde van de Munten in omloop, verminderd met de waarde van het metaal, te beleggen in staatseffecten. Voor een in omloop gebracht bedrag van 23,8 miljard F, na aftrek van de metaalwaarde van 0,5 miljard, zou de portefeuille 23,3 miljard F moeten bedragen. De geldomloop van 23,8 miljard is bekomen door, aan de geldomloop van 23 miljard eind maart 1998, de vooruitzichten van het in omloop brengen van 1,951 miljard F toe te voegen en de vooruitzichten van het uit omloop nemen van 1,184 miljard F van de huidige begroting af te trekken (het gaat om de reële bedragen die in omloop zijn gebracht en die uit omloop zijn genomen voor het jaar 1997). Deze portefeuille zal 21,8 miljard F bedragen na inschrijving van het resterend saldo van 0,5 miljard F in 1998 (zijnde $21,3 + 0,5 = 21,8$). Als we de situatie eind 1998 in aanmerking nemen, zou men voor een bedrag van 1,5 miljard F obligaties moeten kopen om de portefeuille aan te vullen. ($23,3 - 21,8 = 1,5$).

Indien men de vooruitzichten van de geldomloop en de toestand van de portefeuille eind 1999 in aanmerking neemt, te weten, bij het basisbedrag van 23,3 miljard F hetzelfde bedrag toevoegen van de vooruitzichten van de evolutie van de geldomloop voor 1998 ($+1.951 - 1.184 = +0,767$ miljard) ($23,3 + 0,767 = 24,067$) en van het basisbedrag 21,8 miljard F de terugbetaling van 2.200 miljoen F in 1999 vervallen staatsobligaties zou aftrekken (punt 96.11 van de huidige begroting) ($21,8 - 2,2 = 19,6$), zou men voor een bedrag van 4,5 miljard F obligaties moeten kopen ($24,067 - 19,6 = 4,5$).

Zie documenten metaalwaarde en muntverrichtingen op 31.12 1997, Ontvangsten en uitgaven van de rekening 70.01 C van 1997, muntverrichtingen en situatie van de portefeuille op 31.03.1998.

Zie ook advies van de Inspectie van Financiën van 6.5.1998 blz 8 en 9.

81.51 Inbreng bij de Koninklijke Munt: toen de Koninklijke Munt het statuut van Staatsbedrijf kreeg, werd er haar door het Muntfonds een terugbetaalbare financiële inbreng gestort. Er zal geen inbreng van dit type meer plaats vinden - Zie 96.11 begroting KMB. Zie ook advies van Inspectie van Financiën van 6 mei 1998 blz 8 en 9.

81.52 Prêts à la Monnaie royale : 50 millions de F sont destinés aux investissements Voir 96.13 budget MRB.

81.53 Avances à la Monnaie royale : une ligne de crédit de 100 millions F est accordée à la Monnaie royale - Voir 99.11 budget MRB.

61.20 Recettes provenant de démonétisations : pas de révision.

51.40 Le solde déficitaire éventuel de la Monnaie royale est pris en charge par le Fonds monétaire, lorsque le fonds de réserve légal est épuisé. Une perte éventuelle pour l'année 1999 serait constatée lors de l'approbation du compte annuel, dans le courant de l'année 2000 - Voir 66.40 budget MRB.

Report du solde à l'année suivante :

Sur base du solde positif reporté fin 1998 de 1.145,5 millions F et des résultats des opérations prévues pour 1999 et visées dans les 2 sections, à savoir 908,53 millions F, un solde final de 2.054 millions F est prévu comme solde initial pour l'exercice budgétaire 2000.

81.52 Leningen aan de Koninklijke Munt: 50 miljoen F is voor de investeringen bestemd - Zie 96.13 begroting KMB.

81.53 Voorschotten aan de Koninklijke Munt: een kredietlijn van 100 miljoen F is toegestaan aan de Koninklijke Munt - Zie 99.11 begroting KMB.

61.20 Opbrengst van ontmunting : geen herziening.

51.40 Het eventuele verliessaldo van de Koninklijke Munt wordt door het Muntfonds ten laste genomen, als het wettelijke reservefonds uitgeput is. Een eventueel verlies voor het jaar 1999 wordt vastgesteld met de goedkeuring van de jaarrekening in de loop van het jaar 2000 - Zie 66.40 begroting KMB.

Overdracht saldo naar het volgende jaar:

Op basis van een overgedragen saldo einde 1998 van 1.145,5 miljoen F en van de resultaten der verrichtingen voorzien voor 1999 en bedoeld in de 2 secties, te weten 908,53 miljoen F, wordt een eindsaldo van 2.054 miljoen F vooropgesteld dat als beginsaldo voor het begrotingsjaar 2000 zal dienen.

**VII. — MODIFICATIONS APPORTÉES,
SUITE AUX AMENDEMENTS,
AUX TABLEAUX DE SYNTHÈSE FIGURANT
DANS LE PROJET DE LOI CONTENANT
LE QUATRIÈME AJUSTEMENT DU
BUDGET GÉNÉRAL DES DÉPENSES
DE L'ANNÉE BUDGÉTAIRE 1999
(Doc. n° 2125/1, pp. 10 à 15)**

Les tableaux sont remplacés par les tableaux ci-après :

**VII. — OP GROND VAN DE AMENDEMENTEN
AANGEBRACHTE WIJZIGINGEN IN
DE SYNTHESETABELLEN VAN HET
WETSONTWERP HOUDENDE VIERDE
AANPASSING VAN DE ALGEMENE
UITGAVENBEGROTING VAN HET
BEGROTINGSJAAR 1999
(Stuk n° 2125/1, blz. 10 tot 15)**

De tabellen worden vervangen door de onderstaande tabellen :

AJUSTEMENTS PAR SORTE DE CREDIT

sc = sorte de crédit cnd = crédit non dissocié (entre parenthèses : crédit pour créances d'années antérieures) crd = crédit dissocié fon = crédit variable	sc	Crédits d'engagement 1999 - Vastleggingskredieten 1999			
		Initiaux - Initieel	Ajustement - Aanpassing	Ajustés - Aangepast	
		Mio BEF	Mio BEF	Mio BEF	Mio EUR
		(1)	(2)	(3)	(4)
BUDGET SANS PROGRAMMES					
01 MINISTÈRE DES FINANCES, POUR LES DOTATIONS	cnd	13.044,1	- 11,6	13.032,5	323,067
DEPARTEMENTS D'AUTORITE					
11 SERVICES DU PREMIER MINISTRE	cnd	18.469,3	- 293,3 (2,9)	18.176,0 (2,9)	450,571 (0,072)
	crd	2.539,5	- 325,1	2.214,4	54,894
	fon	39,3	-	39,3	0,974
cnd + crd + fon	tot	21.048,1	- 618,4 (2,9)	20.429,7 (2,9)	506,439 (0,072)
12 MINISTÈRE DE LA JUSTICE	cnd	42.909,5	- 387,0 (34,6)	42.522,5 (34,6)	1.054,106 (0,858)
	crd	12,0	-	12,0	0,297
	fon	140,0	+ 30,0	170,0	4,214
cnd + crd + fon	tot	43.061,5	- 357,0 (34,6)	42.704,5 (34,6)	1.058,617 (0,858)
13 MINISTÈRE DE L'INTERIEUR	cnd	12.258,2	- 193,3 (32,0)	12.064,9 (32,0)	299,081 (0,793)
	crd	1.001,9	+ 1,4	1.003,3	24,871
	fon	607,9	+ 2,0	609,9	15,119
cnd + crd + fon	tot	13.868,0	- 189,9 (32,0)	13.678,1 (32,0)	339,071 (0,793)
14 MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DU COMMERCE EXTERIEUR	cnd	9.978,0	- 158,3 (108,3)	9.819,7 (108,3)	243,424 (2,685)
	crd	1.604,3	+ 112,0	1.716,3	42,546
	fon	330,0	- 135,0	195,0	4,834
cnd + crd + fon	tot	11.912,3	- 181,3 (108,3)	11.731,0 (108,3)	290,804 (2,685)
15 COOPERATION INTERNATIONALE	cnd	16.881,5	+ 261,0 (28,3)	17.142,5 (28,3)	424,952 (0,702)
	crd	4.790,1	- 401,8	4.388,3	108,783
	fon	750,0	-	750,0	18,592
cnd + crd + fon	tot	22.421,6	- 140,8 (28,3)	22.280,8 (28,3)	552,327 (0,702)
16 MINISTÈRE DE LA DEFENSE NA- TIONALE	cnd	84.965,2	+ 372,4 (228,5)	85.337,6 (228,5)	2.115,464 (5,664)
	crd	21.464,4	+ 7.178,4	28.642,8	710,037
	fon	1.019,5	+ 50,8	1.070,3	26,532
cnd + crd + fon	tot	107.449,1	+ 7.601,6 (228,5)	115.050,7 (228,5)	2.852,033 (5,664)

AANPASSINGEN PER KREDIETSOORT

Crédits d'ordonnancement 1999 - Ordonnanceringskredieten 1999				ks ngk gkr fon	
Initiaux Initieel	Ajustement Aanpassing	Ajustés - Aangepast			
Mio BEF	Mio BEF	Mio BEF	Mio EUR		
(5)	(6)	(7)	(8)		
				BEGROTING ZONDER PROGRAMMA'S	
13.044,1	- 11,6	13.032,5	323,067	ngk 01 MINISTERIE VAN FINANCIEN, VOOR DE DOTATIEN	
18.469,3	- 293,3 (2,9)	18.176,0 (2,9)	450,571 (0,072)	ngk AUTORITEITSDEPARTEMENTEN	
3.758,5 39,3	- 189,5 -	3.569,0 39,3	88,473 0,974	gkr fon	
22.267,1	- 482,8 (2,9)	21.784,3 (2,9)	540,019 (0,072)	tot ngk + gkr + fon	
42.909,5	- 387,0 (34,6)	42.522,5 (34,6)	1.054,106 (0,858)	ngk 12 MINISTERIE VAN JUSTITIE	
42,6	-	42,6	1,056	gkr	
140,0	+ 30,0	170,0	4,214	fon	
43.092,1	- 357,0 (34,6)	42.735,1 (34,6)	1.059,376 (0,858)	tot ngk + gkr + fon	
12.258,2	- 193,3 (32,0)	12.064,9 (32,0)	299,081 (0,793)	ngk 13 MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN	
1.379,8 655,4	+ 21,8 + 86,8	1.401,6 742,2	34,745 18,399	gkr fon	
14.293,4	- 84,7 (32,0)	14.208,7 (32,0)	352,225 (0,793)	tot ngk + gkr + fon	
9.978,0	- 158,3 (108,3)	9.819,7 (108,3)	243,424 (2,685)	ngk 14 MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN EN BUITENLANDSE HANDEL	
1.185,2	- 249,6	935,6	23,193	gkr	
245,0	- 100,0	145,0	3,594	fon	
11.408,2	- 507,9 (108,3)	10.900,3 (108,3)	270,211 (2,685)	tot ngk + gkr + fon	
16.881,5	+ 261,0 (28,3)	17.142,5 (28,3)	424,952 (0,702)	ngk 15 INTERNATIONALE SAMENWERKING	
5.198,8 750,0	- 401,8 -	4.797,0 750,0	118,915 18,592	gkr fon	
22.830,3	- 140,8 (28,3)	22.689,5 (28,3)	562,458 (0,702)	tot ngk + gkr + fon	
84.965,2	+ 372,4 (228,5)	85.337,6 (228,5)	2.115,464 (5,664)	ngk 16 MINISTERIE VAN LANDSVERDEDI- GING	
13.576,1	- 870,2	12.705,9	314,971	gkr	
1.090,2	+ 33,2	1.123,4	27,848	fon	
99.631,5	- 464,6 (228,5)	99.166,9 (228,5)	2.458,284 (5,664)	tot ngk + gkr + fon	

		Crédits d'engagement 1999 - Vastleggingskredieten 1999			
		Initiaux		Ajustement	
		-	-	-	-
		Mio BEF	Mio BEF	Mio BEF	Mio EUR
sc	sc	(1)	(2)	(3)	(4)
17 SERVICE GENERAL D'APPUI POLICIER ET GENDARMERIE	cnd	30.212,6	- 31,6 (23,6)	30.181,0 (23,6)	748,168 (0,585)
	crd	860,0	- 103,3	756,7	18,758
	fon	211,0	+ 12,0	223,0	5,528
cnd + crd + fon	tot	31.283,6	- 122,9 (23,6)	31.160,7 (23,6)	772,454 (0,585)
18 MINISTÈRE DES FINANCES	cnd	53.880,2	+ 2.460,4 (8,7)	56.340,6 (8,7)	1.396,647 (0,216)
	crd	859,4	-	859,4	21,304
cnd + crd + fon	tot	54.739,6	+ 2.460,4 (8,7)	57.200,0 (8,7)	1.417,951 (0,216)
19 MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE	cnd	20.567,9	- 29,0 (0,5)	20.538,9 (0,5)	509,146 (0,012)
CELLULE SOCIALE					
21 PENSIONS	cnd	187.595,9	- 1.992,9 (106,6)	185.603,0 (106,6)	4.600,979 (2,643)
	fon	45.335,0	+ 1.060,6	46.395,6	1.150,117
cnd + crd + fon	tot	232.930,9	- 932,3 (106,6)	231.998,6 (106,6)	5.751,097 (2,643)
23 MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL	cnd	17.400,8	+ 58,1 (3,9)	17.458,9 (3,9)	432,795 (0,097)
	fon	2.669,6	+ 360,1	3.029,7	75,104
cnd + crd + fon	tot	20.070,4	+ 418,2 (3,9)	20.488,6 (3,9)	507,899 (0,097)
26 MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT	cnd	314.902,8	+ 608,9 (166,3)	315.511,7 (166,3)	7.821,333 (4,123)
	crd	123,9	- 9,6	114,3	2,833
	fon	769,7	- 10,1	759,6	18,830
cnd + crd + fon	tot	315.796,4	+ 589,2 (166,3)	316.385,6 (166,3)	7.842,996 (4,123)
CELLULE ECONOMIQUE					
31 MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE	cnd	45.984,2	- 206,6 (4,9)	45.777,6 (4,9)	1.134,797 (0,121)
	crd	758,6	- 2,8	755,8	18,736
	fon	1.472,7	+ 3,2	1.475,9	36,587
cnd + crd + fon	tot	48.215,5	- 206,2 (4,9)	48.009,3 (4,9)	1.190,120 (0,121)
32 MINISTÈRE DES AFFAIRES ECONOMIQUES	cnd	9.862,2	+ 38,9 (1,1)	9.901,1 (1,1)	245,442 (0,027)
	crd	758,8	- 286,5	472,3	11,708
	fon	210,2	+ 28,7	238,9	5,922
cnd + crd + fon	tot	10.831,2	- 218,9 (1,1)	10.612,3 (1,1)	263,072 (0,027)

Crédits d'ordonnancement 1999 - Ordonnanceringskredieten 1999

Initiaux - Initieel	Ajustement - Aanpassing	Ajustés - Aangepast		ks ngk gkr fon	17 ALGEMENE POLITIESTEUNDIENST EN RIJKSWACHT 18 MINISTERIE VAN FINANCIEN 19 MINISTERIE VAN AMBTENAREN- ZAKEN SOCIALE CEL 21 PENSIOENEN 23 MINISTERIE VAN TEWERKSTEL- LING EN ARBEID 26 MINISTERIE VAN SOCIALE ZA- KEN, VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU ECONOMISCHE CEL 31 MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW 32 MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN
		Mio BEF	Mio BEF		
		(5)	(6)		
30.212,6	- 31,6 (23,6)	30.181,0 (23,6)	748,168 (0,585)	ngk	17 ALGEMENE POLITIESTEUNDIENST EN RIJKSWACHT
891,2	- 136,3	754,9	18,714	gkr	18 MINISTERIE VAN FINANCIEN
211,0	+ 18,3	229,3	5,684	fon	
31.314,8	- 149,6 (23,6)	31.165,2 (23,6)	772,565 (0,585)	tot	ngk + gkr + fon
53.880,2	+ 2.460,4 (8,7)	56.340,6 (8,7)	1.396,647 (0,216)	ngk	18 MINISTERIE VAN FINANCIEN
822,4	-	822,4	20,387	gkr	
54.702,6	+ 2.460,4 (8,7)	57.163,0 (8,7)	1.417,034 (0,216)	tot	ngk + gkr + fon
20.567,9	- 29,0 (0,5)	20.538,9 (0,5)	509,146 (0,012)	ngk	19 MINISTERIE VAN AMBTENAREN- ZAKEN
187.595,9	- 1.992,9 (106,6)	185.603,0 (106,6)	4.600,979 (2,643)	ngk	21 PENSIOENEN
45.335,0	+ 1.060,6	46.395,6	1.150,117	fon	
232.930,9	- 932,3 (106,6)	231.998,6 (106,6)	5.751,097 (2,643)	tot	ngk + gkr + fon
17.400,8	+ 58,1 (3,9)	17.458,9 (3,9)	432,795 (0,097)	ngk	23 MINISTERIE VAN TEWERKSTEL- LING EN ARBEID
3.191,0	+ 1.139,5	4.330,5	107,350	fon	
20.591,8	+ 1.197,6 (3,9)	21.789,4 (3,9)	540,145 (0,097)	tot	ngk + gkr + fon
314.902,8	+ 608,9 (166,3)	315.511,7 (166,3)	7.821,333 (4,123)	ngk	26 MINISTERIE VAN SOCIALE ZA- KEN, VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU
231,1	- 14,5	216,6	5,369	gkr	
772,7	+ 12,4	785,1	19,462	fon	
315.906,6	+ 606,8 (166,3)	316.513,4 (166,3)	7.846,164 (4,123)	tot	ngk + gkr + fon
45.984,2	- 206,6 (4,9)	45.777,6 (4,9)	1.134,797 (0,121)	ngk	31 MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW
1.987,9	- 30,7	1.957,2	48,518	gkr	
1.472,7	+ 18,7	1.491,4	36,971	fon	
49.444,8	- 218,6 (4,9)	49.226,2 (4,9)	1.220,286 (0,121)	tot	ngk + gkr + fon
9.862,2	+ 38,9 (1,1)	9.901,1 (1,1)	245,442 (0,027)	ngk	32 MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN
2.468,9	- 40,2	2.428,7	60,206	gkr	
214,6	+ 28,5	243,1	6,026	fon	
12.545,7	+ 27,2 (1,1)	12.572,9 (1,1)	311,674 (0,027)	tot	ngk + gkr + fon

sc = sorte de crédit cnd = crédit non dissocié (entre parenthèses : crédit pour créances d'années antérieures) crd = crédit dissocié fon = crédit variable	sc	Crédits d'engagement 1999 - Vastleggingskredieten 1999			
		Initiaux - Initieel	Ajustement - Aanpassing	Ajustés - Aangepast	
		Mio BEF	Mio BEF	Mio BEF	Mio EUR
		(1)	(2)	(3)	(4)
33 MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE	cnd	104.941,0	- 6.488,6 (32,4)	98.452,4 (32,4)	2.440,572 (0,803)
	crd	2.015,5	+ 19.510,7	21.526,2	533,621
	fon	0,1	-	0,1	0,002
cnd + crd + fon	tot	106.956,6	+ 13.022,1 (32,4)	119.978,7 (32,4)	2.974,195 (0,803)
51 MINISTÈRE DES FINANCES, POUR LA DETTE PUBLIQUE	cnd	1.423.181,1	- 104.015,8	1.319.165,3	32.701,262
	crd	3.354,0	- 3.354,0	-	-
	fon	252.461,0	+ 52.000,0	304.461,0	7.547,393
cnd + crd + fon	tot	1.678.996,1	- 55.369,8	1.623.626,3	40.248,655
52 MINISTÈRE DES FINANCES, POUR LE FINANCEMENT DE L'UNION EUROPEENNE	cnd	50.637,6	- 3.437,8	47.199,8	1.170,053
TOTAL GENERAL	cnd	2.457.672,1	- 113.446,1 (782,6)	2.344.226,0 (782,6)	58.111,860 (19,400)
	crd	40.142,4	+ 22.319,4	62.461,8	1.548,388
	fon	306.016,0	+ 53.402,3	359.418,3	8.909,749
	tot	2.803.830,5	- 37.724,4 (782,6)	2.766.106,1 (782,6)	68.569,997 (19,400)

Crédits d'ordonnancement 1999 - Ordonnanceringskredieten 1999				ks ngk gkr fon	33 MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR 51 MINISTERIE VAN FINANCIEN, VOOR DE RIJKSSCHULD 52 MINISTERIE VAN FINANCIEN, VOOR DE FINANCIERING VAN DE EUROPESE UNIE ALGEMEEN TOTAAL		
Initiaux - Initieel	Ajustement - Aanpassing	Ajustés - Aangepast					
Mio BEF	Mio BEF	Mio BEF	Mio EUR				
(5)	(6)	(7)	(8)				
104.941,0	- 6.488,6 (32,4)	98.452,4 (32,4)	2.440,572 (0,803)	ngk	33 MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR		
3.578,8 0,1	+ 6.010,5 -	9.589,3 0,1	237,713 0,002	gkr fon			
108.519,9	- 478,1 (32,4)	108.041,8 (32,4)	2.678,287 (0,803)	tot	ngk + gkr + fon		
1.423.181,1 3.970,7 252.461,0	- 104.015,8 - 3.970,7 + 52.000,0	1.319.165,3 - 304.461,0	32.701,262 - 7.547,393	ngk gkr fon	51 MINISTERIE VAN FINANCIEN, VOOR DE RIJKSSCHULD		
1.679.612,8	- 55.986,5	1.623.626,3	40.248,655	tot	ngk + gkr + fon		
50.637,6	- 3.437,8	47.199,8	1.170,053	ngk	52 MINISTERIE VAN FINANCIEN, VOOR DE FINANCIERING VAN DE EUROPESE UNIE		
2.457.672,1 39.092,0 306.578,0	- 113.446,1 (782,6) + 128,8 + 54.328,0	2.344.226,0 (782,6) 39.220,8 360.906,0	58.111,860 (19,400) 972,258 8.946,628	ngk gkr fon	ALGEMEEN TOTAAL		
2.803.342,1	- 58.989,3 (782,6)	2.744.352,8 (782,6)	68.030,747 (19,400)	tot			

VIII. — ERRATUM

Dans le tableau des recettes annexé au projet de loi ajustant le budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 1999 (Doc. n° 2131, p. 9), le mot « invoerrechten » est remplacé par le mot « accijnsrechten » dans le texte néerlandais de l'article 36.02, § 2 (Administratie der douane en accijnzen).

VIII. — ERRATUM

In de tabel van ontvangsten, als bijgevoegd bij het wetsontwerp houdende aanpassing van de Rijksmid-delenbegroting van het begrotingsjaar 1999 (Stuk n° 2131/1, blz. 9), wordt, in de Nederlandse tekst van artikel 36.02, §2 (Administratie der douane en accijnzen), het woord « invoerrechten » vervangen door het woord « accijnsrechten ».
